EDGAR QUINET

EXTRAITS DE SES ŒUVRES

PUBLIÉS

A L'OCCASION DU CENTENAIRE

(17 FÉVRIER 1903)

DEUXIÈME ÉDITION

PARIS

LIBRAIRIE HACHETTE ET Cie

79, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 79

1903

PQ
2384
.Q6
A6
1903
SMRS

LIBRAIRIE HACHETTE ET Cie

ŒUVRES COMPLÈTES D'EDGAR QUINET

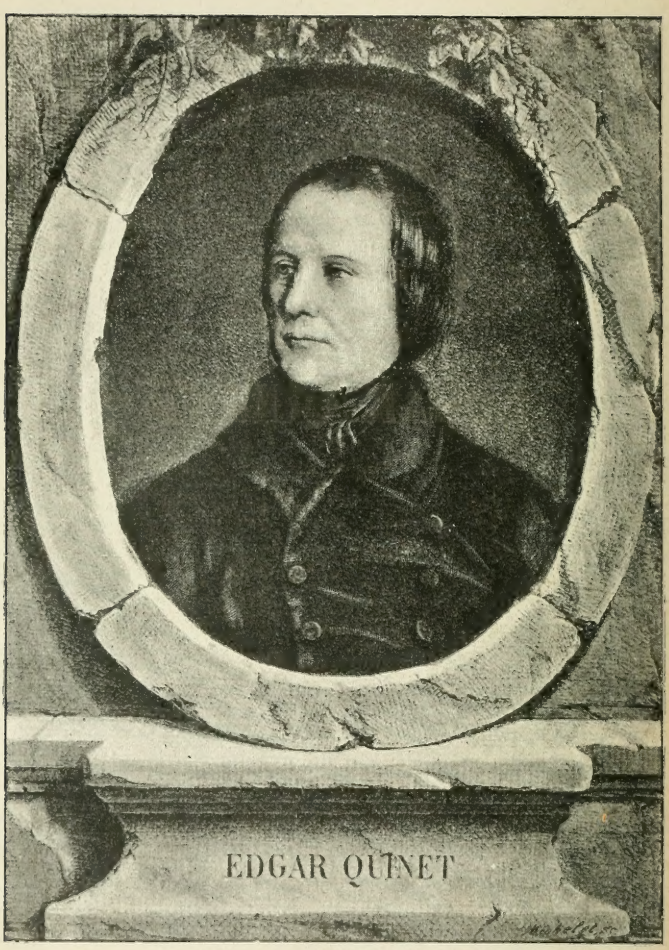
en 30 volumes

	Le Génie des Religions.
I.	Les Jésuites. — L'Ultramontanisme.
II.	Le Christianisme et la Révolution française.
IV. V.	Les Révolutions d'Italie (2 volumes).
VI.	Marnix de Sainte-Aldegonde. — Philosophie de l'Histoire de France.
VII.	Les Roumains. — Allemagne et Italie.
VIII.	Premiers travaux. — Introduction à la Philosophie de l'Histoire. — Essai sur Herder. — Examen de la vie de Jésus.
IX.	La Grèce moderne. — Histoire de la Poésie.
X.	Mes vacances en Espagne.
XI.	Ahasvérus.
XII.	Prométhée. — Les Esclaves.
XIII.	Napoléon. Poème (Épuisé).
XIV.	L'Enseignement du peuple. — Œuvres politiques avant l'Exil.
XV.	Histoire de mes Idées (Autobiographie).
XVI. XVII. XVIII.	Merlin l'Enchanteur.
XIX. XX.	La Révolution (3 volumes).
XXI.	La Campagne de 1815.
XXII. XXIII.	La Création (2 volumes).
XXIV.	Le livre de l'Exilé. — La Révolution religieuse au XIXe siècle. — Œuvres politiques pendant l'Exil.
XXV.	Le Siège de Paris — Œuvres politiques après l'Exil.
XXVI.	La République. — Conditions de régénération de la France.
XXVII.	L'Esprit nouveau.
XXVIII.	Vie et mort du Génie grec. — Appendice. Discours du 29 mars 1875.
XXIX. XXX.	Correspondance. Lettres à sa mère (2 volumes).

Lettres d'Exil d'Edgar Quinet (4 volumes), Calmann-Lévy, éditeur, 1885.

49762. — Imprimerie Lahure, rue de Fleurus, 9, à Paris.

EDGAR QUINET



Cliché communiqué par MM. Calmann-Lévy.

EDGAR QUINET

EXTRAITS DE SES ŒUVRES

PUBLIÉS

A L'OCCASION DU CENTENAIRE

(17 FÉVRIER 1903)

PARIS

LIBRAIRIE HACHETTE ET Cie

79, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 79

1903

Droits de traduction et de reproduction réservés.

Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
University of Ottawa

http://www.archive.org/details/extraitsdesesoeu00quin

AVANT-PROPOS

Il a semblé aux amis d'Edgar Quinet, à ses disciples fidèles, à ses admirateurs reconnaissants, qu'il fallait, à la veille du centenaire, rassembler en une publication facile à manier et à répandre les pages les plus vivantes du maître.

La difficulté consistait à puiser dans les trente-quatre volumes d'Edgar Quinet, sans faire un livre qui fût de dimensions excessives. On a pris, à regret, le parti de sacrifier les ouvrages d'imagination, où se rencontrent, en dépit du préjugé courant, et des arrêts un peu légers d'une critique trop souvent frivole ou prévenue, tant de beautés. On a été droit à l'essentiel. On s'est proposé de faire connaître, par de larges emprunts à l'*Histoire de mes idées* et à la *Correspondance*, la formation intellectuelle et morale de l'homme, son caractère, sa façon de comprendre la vie. On a mis en lumière, avec *l'Enseignement du peuple*, les principes de l'éducateur. On s'est attaché à démêler dans *l'Ultramontanisme*, *le Christianisme et la Révolution française*, *les Révolutions d'Italie*, *Marnix*, *la Révolution religieuse au XIXe siècle*, *la Révolution*, *la République*, *l'Esprit nouveau*, les

grandes vues de l'historien, et la doctrine du philosophe politique.

Certes, ce n'est pas là tout Quinet. Mais ce sont celles d'entre les pensées de Quinet qui intéressent le plus les générations nouvelles, et qui ont exercé, sur l'histoire morale, sur l'histoire politique de notre pays, l'action la plus féconde. Telle brochure, tel opuscule où les contemporains n'ont vu qu'un pamphlet parmi tant d'autres, apparaît, à la distance de cinquante ou soixante ans, comme un événement. Le temps a travaillé sinon pour la gloire de Quinet, qui n'est pas encore à sa place et à son rang, du moins pour la fortune de ses idées. Avec la hauteur d'âme qui le caractérisait, Quinet eût accepté ce partage. Il se fût aisément consolé d'obtenir plus d'influence que de popularité. Il a travaillé pour la vérité, et pour la diffusion de la vérité. Il a cherché à convaincre, non à se faire priser, ou à plaire. Il n'a jamais reculé, jamais hésité devant l'expression du sentiment ou de l'opinion qu'il savait de nature à heurter la théorie à la mode, la passion dominante, et à concentrer sur sa tête des inimités redoutables. Plusieurs pages de ce recueil portent témoignage de cette disposition. Elles n'ont pas été choisies à dessein pour contrister quelque lecteur. Mais on se serait fait scrupule de les omettre systématiquement. C'eût été donner au public une image de l'esprit de Quinet, où Quinet ne se fût pas reconnu.

En réunissant ces extraits, on a vivement ressenti l'absence de celle qui possédait à fond l'œuvre de Quinet, qui s'était en quelque sorte identifiée avec cette œuvre, et dont les avis eussent été si précieux. On a tâché, du moins, de conduire ce travail dans un esprit que Mme Quinet eût approuvé. Et l'on a tenu à rappeler ici son souvenir : il est inséparable de celui du grand citoyen, du penseur courageux et sincère dont elle a travaillé, avec un zèle pieux, à propager les hautes et fortes leçons.

Puisse ce volume conquérir à Quinet des intelligences et des cœurs. Dédié à la démocratie française, puisse-t-il y éveiller des consciences.

Janvier 1905.

---

*Ces Extraits sont publiés suivant l'ordre chronologique. Il n'est fait d'exception que pour l'*Histoire de mes idées : *des souvenirs de jeunesse devaient être nécessairement placés en tête du recueil.*

Les notes mises entre crochets ont été ajoutées par les éditeurs des Extraits.

NOTICE BIOGRAPHIQUE[1]

Edgar Quinet est né à Bourg, le 17 février 1805, d'une famille de vieille bourgeoisie bressane. Son père, Jérôme Quinet, homme d'une vigoureuse intelligence, d'un caractère réservé et inflexible, était commissaire des guerres. Sa mère, Eugénie Rozat, était fille d'un secrétaire d'ambassade.

Les Quinet passaient une grande partie de l'année à quelques lieues de Bourg, à Certines, où ils avaient une maison, moitié ferme, moitié castel. C'est dans ce hameau, « un des points les plus cachés qui fussent en France », que l'enfant devait naître à l'amour de la nature et à l'amour du peuple. Mêlé, en effet, aux paysans de Certines, vivant de leur vie, il jugea de bonne heure leur travail chose sacrée; et c'est dans les sillons où il moissonnait avec eux qu'il prit ses premières leçons d'égalité.

Il n'avait que onze ans quand la France fut envahie, pour la première fois, par les coalisés. Il vit les dragons autrichiens défiler sous ses fenêtres; sa maison fut encombrée de garnisaires qui devaient revenir, plus nombreux et plus implacables, après Waterloo. Il connut ainsi les amertumes de la défaite presque aussitôt qu'il fut en âge de les ressentir. Il devait en conserver, jusqu'à la dernière heure, le cuisant souvenir. Ainsi s'explique, probablement, ce qu'il y a toujours eu de profond et d'instinctif dans son patriotisme. « La France, a-t-il écrit plus tard, après ses deux chutes..., navrée, percée au cœur, toute saignante, nous paraissait si belle, si noble, si fière dans ses calamités! Avec quelle tendresse de fils nous regardions, nous comptions ses plaies! Qui n'eût voulu les guérir au prix de sa vie? »

1. Une biographie plus complète (*Edgar Quinet*, par Albert Valès, professeur d'histoire au lycée Voltaire) paraîtra très prochainement.

L'influence la plus profonde qu'il subit fut celle de sa mère dont le caractère offrait un rare mélange de piété et de hardiesse d'esprit, de rigidité morale et de grâce mondaine. Née protestante, élevée à Genève, elle fit pourtant baptiser son fils à l'église catholique. Mais elle évita toujours de l'emprisonner dans les formules officielles d'une religion particulière ; elle s'appliqua simplement à développer en lui l'esprit religieux au sens le plus large et le plus élevé du mot, et aussi « l'amour ardent de la liberté et de la dignité humaine ».

L'instruction de l'enfant se fit d'abord au hasard, sans méthode, sans suite, et même sans beaucoup de conviction. Du reste, l'heure n'était guère favorable. Le collège de Charolles, où il resta quelque temps, servait en même temps de magasin à fourrage, et l'on n'y recevait les élèves que quand le foin venait à manquer. Edgar passa ensuite deux années au collège de Bourg, mais l'internat lui fut odieux et paralysa en lui toute activité d'esprit. Enfin, il suivit, au collège de Lyon (1817-1820), le cours de mathématiques, et fut même, à dix-sept ans, admissible à l'École polytechnique. Mais, dans ses moments de loisir, il laissait là les sciences et s'absorbait avec volupté dans ses études de prédilection, les lettres et l'histoire. Il s'y livrait seul et sans guide, mais non sans méthode, dans un coin étroit, une sorte de niche obscure, dont on lui avait abandonné l'usage. « C'est là, dit-il, que je naquis à l'intelligence, à l'amour des beaux livres, des belles idées immortelles. »

Envoyé à Paris dès 1820, il y passa six dures années pendant lesquelles il fut obligé souvent de restreindre ses besoins aux plus strictes limites. D'abord commis dans une banque, puis étudiant en droit jusqu'au baccalauréat inclusivement, il continua à se former lui-même, et à se développer dans le sens qu'il jugeait le meilleur. Il fit, à la Bibliothèque nationale, d'immenses lectures, grâce auxquelles aucune question littéraire, philosophique ou historique ne devait désormais lui être étrangère. Il suivit de près le mouvement des esprits, allant, avec la jeunesse libérale de l'époque, applaudir Foy et Manuel à la Chambre, Chateaubriand à l'Académie.

C'est alors qu'il connut l'œuvre de Herder. Ce penseur vigoureux, le créateur, avec Vico, de la philosophie de l'histoire, le rival de Kant, le maître de Gœthe, devait exercer sur

l'esprit du jeune homme une influence profonde. Quinet a dit de lui : « Jamais.... il ne m'est arrivé de le quitter sans avoir une idée plus élevée de la mission de l'homme, sans croire plus profondément au règne de la justice et de la raison ».

Vers la même époque fut scellée, entre Edgar Quinet et Michelet, l'un plus jeune, plus ardent, plus hardi dans ses initiatives intellectuelles; l'autre plus âgé de quelques années, plus pondéré, plus pratique; tous deux également généreux, également dévoués à la science et à la liberté, cette amitié d'un demi-siècle qui a été une force et un honneur pour l'un et pour l'autre.

En 1826, Quinet partit pour l'Allemagne; il devait y faire, à Heidelberg et à Bade, de longs séjours pendant les onze années qui suivirent. Il y connut Creutzer qui venait, dans sa *Symbolique*, d'initier ses contemporains à l'histoire positive des religions. Il y apprit comment se posaient les problèmes d'exégèse et d'histoire que la nouvelle génération allait essayer de résoudre. Il prit conscience des méthodes d'investigation dont la supériorité, aujourd'hui indiscutée, devait s'affirmer peu à peu. Il traduisit les *Idées* de Herder et publia son *Introduction*, que Jouffroy appela « le début d'un grand écrivain » et que Gœthe octogénaire voulut recommander à ses lecteurs. Il y joignit, en 1827, un *Essai sur Herder*, qui suivit de près l'*Essai sur Vico* de Michelet.

Entre deux séjours en Allemagne, il fit partie, en 1829, de la mission scientifique de Morée. Plein d'admiration pour les exploits des Grecs et de pitié pour leurs épreuves, débordant d'enthousiasme et d'énergie physique, il laissa ses compagnons à Modon, et se jeta, parfois avec une faible escorte, souvent seul, à travers les plaines ravagées et les montagnes inhospitalières du Péloponèse. Il recueillit des inscriptions qui figurèrent dans son *Rapport* à l'Institut. Il rapporta surtout les notes qui devaient lui servir à rédiger *la Grèce moderne*, description poétique dans la forme, mais singulièrement précise au fond, dans laquelle éclate le contraste entre le lumineux passé et le présent alors si sombre de ce malheureux pays (1850).

La nouvelle des journées de Juillet 1850 vint le trouver à

Strasbourg. Cette révolution eut pour contre-coup, en Allemagne, un déchaînement de gallophobie dont nous devions nous apercevoir trop tard, mais qui ne put échapper à la clairvoyance de Quinet. C'est alors, dès 1851, qu'il formula cette prédiction que l'avenir devait vérifier avec une poignante exactitude : « Le despotisme prussien est intelligent, remuant, entreprenant; il ne lui manque qu'un homme qui regarde et connaisse son étoile en plein jour ».

Cette même année il signale, dans un *Rapport au Ministre*, l'existence et l'intérêt des épopées françaises du XIIe siècle.

En 1854, Quinet épousa une jeune Allemande dont il avait fait la connaissance à Grünstadt, près de Heidelberg. Elle s'appelait Minna Moré. Grave et douce, avec un constant idéalisme de pensée et cette sérénité qu'assure une piété confiante, elle fut pour lui, par sa tenue morale, par la constante noblesse de ses sentiments, l'ange du foyer, « l'ange Rachel », comme il l'appelle dans *Ahasvérus*.

Le jeune ménage avait plus d'affection mutuelle et de foi en l'avenir que de ressources. Il dut passer encore quelques années sur les bords du Neckar ou dans la vallée du Rhin. La vie matérielle y était autrement facile qu'en France. Et pourtant il fallut entamer peu à peu le petit capital rendu disponible par la vente de Certines.

Cependant Quinet faisait de fréquents séjours à Paris. Il s'était intimement lié avec Lamartine; avait noué avec Victor Hugo des relations que l'exil devait resserrer plus tard; était cordialement accueilli par Chateaubriand qui le citait longuement dans ses *Études historiques*; était reçu à l'Abbaye-au-Bois, chez Mme Récamier, dans le petit cercle de privilégiés admis à entendre la lecture des *Mémoires d'Outre-Tombe*. Il assistait aux déjeuners hebdomadaires qui réunissaient Ampère et Alexis de Tocqueville, Sainte-Beuve et Francis de Corcelles, Montalembert et Lacordaire. Il collaborait au *Globe*, à *l'Avenir* de Lamennais, au *National* d'Armand Carrel. Il écrivait, dans *la Revue des Deux Mondes* que son ami Buloz venait de fonder, des articles dont quelques-uns eurent un légitime retentissement.

C'est dans *la Revue des Deux Mondes* que furent publiés l'*Histoire de la Poésie* et l'*Examen* de la *Vie de Jésus* du doc-

teur Strauss, deux opuscules divers par le sujet, identiques d'esprit, dans lesquels l'auteur réagit avec vigueur contre les tendances de certaine école allemande à nier les individualités supérieures et à considérer les grands poèmes, aussi bien que les religions, comme des œuvres collectives et anonymes.

Mais Quinet avait horreur de toute espèce de contrainte; sa collaboration à la *Revue* fut presque toujours intermittente, et ne l'empêcha pas de publier trois ouvrages de longue haleine, trois poèmes, *Ahasvérus* (1834), *Napoléon* (1836) et *Prométhée* (1838), le premier en prose, les deux autres en vers qui ne valent pas cette prose. Il y a dans ces œuvres, presque oubliées aujourd'hui, plus de qualités qu'il n'en a fallu pour assurer des succès retentissants; la conception est vaste et originale; l'imagination déborde, les rencontres heureuses et même, dans *Ahasvérus*, les pages superbes, abondent. Mais toute cette puissance, tout cet éclat n'ont pu faire oublier certains défauts que l'esprit français ne tolère pas, l'obscurité parfois et l'abus de l'allégorie.

Ces essais poétiques furent pourtant assez bien accueillis du public, surtout *Napoléon* dont la conception est plus claire et dont l'inspiration répondait aux sentiments du moment. Quinet y présente un portrait idéalisé de l'Empereur en qui il voit le continuateur de la Révolution. Mais un jour est venu où il a rétracté son jugement et regretté son succès : « Aujourd'hui, s'écriera-t-il dans son exil, je laisserais la légende, je m'en tiendrais à l'histoire. »

Partisan d'une politique de progrès démocratique, convaincu de la nécessité de faire l'éducation de la masse et de lui ouvrir largement la vie publique, il signalait courageusement, dès 1840, dans son *Avertissement au Pays*, le défaut essentiel de la Monarchie de Juillet. Il reprochait à ce régime de bourgeoisie d'oublier le peuple et, qui pis est, de s'en séparer. Or, « la bourgeoisie sans le peuple, écrivait-il, c'est la tête sans le bras. Le peuple sans la bourgeoisie, c'est la force sans la lumière. » Mais, tout en appelant et en annonçant le triomphe prochain de la démocratie, il lui tracait rigidement ses devoirs : « Si je pensais que la démocratie n'eût rien

autre chose à faire qu'à augmenter et imiter la bourgeoisie, je serais volontiers d'avis qu'il est assez de bourgeois dans le monde.... Il en est qui croient que le jour du repos commencera pour le peuple au jour de l'émancipation, et moi je crois, au contraire, que c'est alors que commencera pour lui le vrai travail, le dur labeur. »

Malgré cette hautaine indépendance dans la critique, Quinet rencontrait des admirations et des sympathies jusque dans le monde gouvernemental. En 1838, il fut décoré, à l'occasion de *Prométhée*. Une fille de Louis-Philippe, qui fut une touchante artiste, Marie d'Orléans, exécuta, sous la direction d'Ary Scheffer, deux bas-reliefs et un groupe d'après des scènes d'*Ahasvérus*. Villemain faisait preuve envers ce démocrate, pourtant peu accommodant, d'une bonne volonté active et efficace. Après avoir soutenu, devant la faculté de Strasbourg, ses thèses de doctorat (1839), l'auteur de *Prométhée* fut nommé professeur de littératures étrangères à la faculté de Lyon.

Le succès de son cours fut éclatant. Le ministre, qui était alors M. de Salvandy, vint en poste pour entendre une de ses leçons. Quelques-uns des auditeurs, comme Saint-René Taillandier et Victor de Laprade, devaient rester unis au maître qui les avait émus et réconfortés, par des liens aussi honorables pour eux que pour lui. C'est dans ce cours que fut ébauché *le Génie des Religions* qui devait paraître à la fin de 1841. Quinet y étudie, avec les éléments malheureusement rudimentaires dont on disposait alors, l'influence des milieux sur la naissance et l'esprit des religions; puis l'action de cet esprit sur les révolutions sociales, sur l'art, sur la poésie hindoue, sur la philosophie grecque et sur le droit romain.

Cette même année 1841, Villemain crée, au Collège de France, une chaire d'*Histoire des Littératures et des Institutions comparées du Midi de l'Europe*. Malgré bien des obstacles, malgré le Roi qui redoutait en Quinet « un républicain », il y nomme l'auteur du *Génie des Religions* et lui affirme « que c'est l'action dont il se félicite le plus dans tout son ministère ». Quinet va rejoindre au Collège de France Michelet et un grand poète patriote, le Polonais Adam Mickiewicz. Ces

trois hommes allaient imprimer aux idées et aux sentiments de la jeunesse une orientation nouvelle, et donner le signal d'un de ces mouvements qui font époque dans l'histoire de l'esprit humain.

Le cours de Quinet s'ouvrit en 1842. Il fut consacré, pendant les premières années, à l'étude de la littérature et des institutions de l'Italie. Ces leçons ont été le germe d'une œuvre noble et magistrale, *les Révolutions d'Italie*, dont le premier volume fut publié seulement en 1848 et le second en 1852. L'ouvrage s'adressait à la fois à l'Italie et à la France, à l'une pour lui révéler les causes qui l'ont si longtemps empêchée de se constituer, à l'autre pour la mettre en garde contre les fautes de la première. Il se terminait par une adjuration qui renferme toute la philosophie morale et politique d'Edgar Quinet : « Sois une conscience; un nouvel univers n'attend pour se former que de rencontrer, dans le vide des cieux déserts, un atome moral ».

Cependant Michelet et Quinet avaient été amenés, par l'enchaînement même des matières qu'ils traitaient, à aborder une question qui suscitait d'ardentes polémiques, celle des Jésuites, de leur rôle néfaste dans l'histoire des pays catholiques, du danger qu'ont toujours présenté leur enseignement et leur morale. De violentes diatribes furent lancées contre les deux professeurs du haut de la chaire; l'archevêque de Paris les dénonça dans une brochure véhémente; de bandes de jeunes gens qui n'avaient rien de commun avec le Collège de France, essayèrent d'étouffer, sous les sifflets et les vociférations, ces voix au retentissement redoutable. Mais toutes ces tentatives échouèrent devant la fermeté et la constance des deux professeurs; les applaudissements de la jeunesse libérale couvrirent les voix hostiles, et les cours, qui avaient commencé comme une bataille, s'achevèrent comme un triomphe (1845). Les leçons de Quinet et celles de Michelet furent publiées ensemble, furent lues avec avidité et allèrent porter au loin l'impression produite sur les auditeurs par la parole des deux maîtres.

Pourtant le cours de Quinet fut suspendu pendant quelques mois. Il employa ces vacances forcées à faire un voyage en Espagne. Il en rapporta des inspirations pour son cours sur

l'Ultramontanisme, et des matériaux pour son livre *Mes Vacances en Espagne*.

Dans son cours il signalait l'influence désastreuse des doctrines ultramontaines sur la politique, sur la science incarnée en Galilée, et sur le droit. Il leur opposait l'esprit du XVIIIe siècle, et faisait un magnifique éloge de Voltaire qui en fut la plus haute personnification.

Mes Vacances en Espagne, un des ouvrages du philosophe que le grand public peut le plus facilement apprécier, sont une description étincelante et ensoleillée de la terre d'Espagne, de ses monuments mauresques, et aussi des intrigues politiques qui la troublèrent en 1845.

Rentré en France, Quinet professa le cours d'où devait sortir, en 1845, un livre fort et hardi, *le Christianisme et la Révolution française*. Il osa y envisager le Christianisme comme un fait positif d'une haute importance politique; montra que la Révolution s'est inspirée, inconsciemment sans doute, de l'esprit chrétien primitif, et proclama la nécessité d'un idéal, d'une foi sans cesse élargie, pour la démocratie.

Cette fois les rancunes cléricales eurent gain de cause. Le ministre Salvandy effaça du programme de Quinet le mot *Institutions* qui donnait au cours sa véritable physionomie et son intérêt. Le professeur refusa, avec une dignité hautaine, de se prêter à cette mutilation (1846), et le cours resta suspendu jusqu'en 1848. Celui de Michelet devait être interrompu, par la même hostilité sournoise, à la fin de 1847.

Au milieu de ces luttes Quinet perdit sa mère, le 5 février 1847. A défaut du pasteur qui ne put venir prononcer les dernières prières, le philosophe eut le courage de dire, en quelques paroles d'une religieuse gravité, sa douleur et ses espérances devant la dépouille de celle qu'il avait tant aimée.

La Révolution de Février rendit la parole aux trois professeurs que la Monarchie de Juillet avait condamnés au silence. Cet acte de justice donna lieu, le 8 mars 1848, à une manifestation imposante qui se déroula dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne. Quinet, chargé de prendre la parole, prononça une harangue où il mêlait aux élans d'enthousiasme les con-

seils d'une prévoyante sagesse. Il ne devait plus, du reste, remonter effectivement dans sa chaire où il fut suppléé par le gendre de Michelet, Dumesnil. D'autres devoirs lui étaient imposés; il avait été élu colonel de la 11e légion de la garde nationale à Paris, et représentant de l'Ain à la Constituante. Ses compatriotes bressans devaient lui rester fidèles en 1849 et lui maintenir son mandat à la Législative.

Mais l'influence qu'il exerca dans les assemblées fut loin d'être proportionnée à la vigueur de son intelligence et à la prophétique justesse de ses prévisions. Sa moralité rigide, sa conscience irréductible ne pouvaient s'accommoder de ces mille compromissions qui s'imposent à l'homme d'État. D'autre part, toujours sincère avec son parti, clairvoyant sur ses défauts, impitoyable pour ses faiblesses, il n'avait pas cette souplesse qui permet à un tribun d'entraîner la foule à sa suite, tout en paraissant s'inspirer de ses passions. Enfin il avait le désavantage de ne pas arriver à son heure, et de dénoncer le péril clérical à un moment où les républicains refusaient systématiquement d'y croire.

Nul pourtant ne protesta avec plus de clairvoyance et d'énergie contre l'expédition de Rome. Il la combattit à la tribune dès novembre 1848 et, en 1849, il en signala l'hypocrisie et les dangers dans une brochure virulente, *la Croisade contre la République romaine*.

Il eut surtout l'honneur de proposer, dans la discussion de la loi de 1850, un amendement qui contenait en germe la grande œuvre de laïcisation réalisée par notre troisième République. Il développa sa thèse dans un livre qui n'a pas deux cents pages et qui est un de ses principaux titres à la reconnaissance de la démocratie française; c'est *l'Enseignement du Peuple* (juin 1850). Il y démontre que l'État est seul capable d'enseigner la tolérance réciproque aux communions diverses, et que son enseignement doit être gratuit, laïque et obligatoire.

Le cléricalisme n'était pas le seul ennemi dont Quinet se défiait. Il fut un des premiers à discerner l'intrigue césarienne, il la dénonça dans sa brochure sur *la Revision* (1851). Il prit rang, avec Charras et Jules Grévy, parmi les trop rares répu-

blicains qui votèrent, par défiance de Louis Bonaparte, la proposition des questeurs.

Le Deux-Décembre put donc l'indigner, non le surprendre : il y vit le résultat fatal d'une longue série de fautes qu'il avait dénoncées sans être entendu. Il fit son devoir, tout son devoir de citoyen et de mandataire du peuple, assista aux réunions des députés de la gauche qui essayèrent d'organiser la résistance. Mais il ne se faisait aucune illusion et ne luttait plus que pour l'honneur. Quand la lutte fut devenue impossible, il prit le chemin de l'exil. Le 11 décembre, il arrivait à Bruxelles, où il retrouvait Victor Hugo. Quelques jours plus tard, les décrets des 7 et 8 janvier 1852 le frappaient d'exil « provisoire ».

Ce provisoire devait durer dix-huit ans.

Un autre décret, du 14 avril 1852, contresigné par Fortoul dont Edgar Quinet avait été l'ami et le protecteur, le révoquait de sa fonction, pourtant inamovible, au Collège de France, ainsi que Michelet et Mickiewicz.

Sa chaire était brisée ; sa patrie lui était fermée, et il n'avait plus les consolations du foyer. Celle qui avait été, comme Michelet le dit sur sa tombe, « la figure touchante de la paix chez cet homme de combat », Mme Minna Quinet, était morte le 11 mars 1851.

Ces deuils publics, suivant le plus poignant des deuils privés, arrachèrent au proscrit les plaintes douloureuses, mais toujours nobles et dignes, qui remplissent *le Livre de l'Exilé* (1852).

Mais une noble femme allait lui rendre le foyer perdu. Il épousa à Bruxelles, en juillet 1852, une jeune veuve, fille du poète et grand patriote moldave Georges Asaky, qui était venue, quelques années auparavant, demander à la France, pour son fils et pour elle, l'hospitalité intellectuelle et morale. Elle devait être désormais pour lui non seulement la femme forte qui prend à sa charge les intérêts matériels du ménage, mais la collaboratrice discrète et dévouée qui épargne à un écrivain les menues besognes capables de ralentir son travail et de refroidir son inspiration. Elle lui a embelli même l'exil et a su le lui rendre fécond. C'est pendant les vingt-trois années de paix et de bonheur intime qu'elle lui a données, qu'il a composé ses œuvres les plus fortes et les plus hautes.

En 1853 il publiait un drame, la plus vigoureuse peut-être de ses œuvres poétiques, *Spartacus* ou *les Esclaves*. Il y stigmatise la servilité qui dort au fond de l'âme populaire et qui se manifeste parfois jusqu'au milieu des révolutions. *La Revue des Deux Mondes* eut le courage d'en insérer la préface; ce fut comme un coup de clairon au milieu du silence que nul, en France, n'avait osé rompre depuis le Deux-Décembre.

Désormais, chaque année de l'exil va être signalée par une œuvre nouvelle. En 1854, dans sa large et éloquente étude sur *Marnix*, Quinet met en lumière le principe moral qui a assuré le succès de la révolution hollandaise, et exhume la grande figure d'un des créateurs de la république des Provinces-Unies, pamphlétaire et soldat, diplomate et apôtre.

En 1855 paraît, dans *la Revue des Deux Mondes*, la *Philosophie de l'Histoire de France*, qui sape le vieux système historique jusqu'alors presque universellement accepté. Nos historiens, surtout ce noble et éloquent Augustin Thierry, admettaient le progrès fatal, et croyaient que la liberté politique serait, pour la France, le couronnement naturel de quinze siècles de servitude. Quinet revendique les droits du bon sens et du sens moral. Il n'a pas de peine à établir que la liberté, pour subsister, a besoin de racines profondes, et que les crimes des despotes, des Philippe le Bel et des Louis XI, considérés par quelques-uns comme utiles et féconds, ont retardé et peut-être rendu impossible son avènement.

Le livre sur les *Roumains* (1856) est une étude sur cette nationalité moldo-valaque dont on commençait à apercevoir les origines historiques, et que le traité de Paris n'avait affranchie qu'à demi; c'est aussi un touchant hommage à la mémoire du beau fils d'Edgar Quinet, Georges Mourouzi, mort à Bruxelles, le 14 mars 1856, à peine âgé de seize ans.

Dans cette même année 1856 parut la *Lettre sur la Situation religieuse et morale de l'Europe*. Elle était adressée à Eugène Sue qui avait signalé l'incompatibilité de l'organisation catholique avec le progrès libéral et démocratique; elle reprenait avec plus de largeur la thèse du romancier. Quinet revient, en 1857, sur cette question qui lui semble essentielle. Il donne sa *Révolution religieuse au dix-neuvième Siècle* qui paraît d'abord en introduction aux œuvres de Marnix. Il s'y attaque

encore plus ouvertement au catholicisme, s'efforce de montrer qu'il ne saurait vivre sans détruire la liberté, et invite tous ceux qui ont cessé d'y croire à en sortir officiellement pour adhérer à la forme religieuse la plus voisine de leurs convictions actuelles.

Cette œuvre, dont la hardiesse effraya bien des amis disposés, jusqu'alors, à taxer Quinet de modération, fut suivie, en 1858, de la publication de la première édition complète des ouvrages du Maître. La compagne du proscrit, secondée par des amis fidèles, Auguste Marie et Alfred Dumesnil, lui avait ménagé cette consolation personnelle à tant de douleurs civiques. Mais, malgré le courage de l'éditeur Pagnerre, on dut renoncer, en présence du redoublement de rigueurs policières qui suivit l'attentat d'Orsini, à publier *l'Enseignement du Peuple* et *la Révolution religieuse*, qui devaient paraître dans le tome X. C'est pour remplacer ces pages proscrites que Quinet écrivit, en quelques semaines, l'*Histoire de mes Idées*; c'est surtout l'histoire de sa jeunesse; il l'interrompit à l'année 1820, quand il eut le nombre de pages nécessaire pour combler la lacune. Il avait l'intention, mais n'a jamais eu le temps de la terminer. Cette œuvre de circonstance est pourtant une de celles que le grand public a accueillies avec plus de faveur, et elle conserve encore aujourd'hui son charme de fraîcheur, de grâce et de jeunesse.

C'est après la publication de l'*Histoire de mes Idées* que les Quinet quittèrent la Belgique. Ils allèrent se fixer dans le canton de Vaud, à Veytaux, près de Vevey, sur les bords du Léman. C'est là, sur les pentes qui dominent le château de Chillon, au milieu des Alpes savoisiennes et valaisanes d'où émergent les cimes étincelantes de la Dent du Midi, que le proscrit devait, pendant douze ans, poursuivre son labeur.

En 1859, Napoléon III amnistiait les exilés; cette ironie du criminel pardonnant à ses victimes fut relevée avec hauteur par les plus illustres des proscrits, Victor Hugo, Charras, Louis Blanc. Quinet écrivit, le 30 août, une protestation contre l'amnistie qui est une de ses plus belles pages en même temps qu'un des actes les plus honorables, mais aussi les plus douloureux, de sa vie de citoyen.

L'exil, désormais volontaire, lui était adouci par le dévoue-

ment toujours présent de sa compagne. On retrouve, dans *Merlin* qui parut en 1860, la double trace de ses amertumes civiques et de son bonheur privé. Ce poème a été, dans l'âge mûr de Quinet, ce qu'*Ahasvérus* a été pour sa jeunesse : il ne faut pas y chercher un système de métaphysique ; c'est une sorte d'autobiographie où des fictions traditionnelles se mêlent à la réalité, et où viennent se refléter les joies et les douleurs, les sentiments intimes et les préoccupations patriotiques de l'auteur. Les amis de l'exilé l'appelèrent dès lors entre eux Merlin, comme on l'avait jadis nommé Ahasvérus.

Une œuvre succéda, toute différente, la plus précise, la plus régulière, la plus méthodique qu'ait laissée l'historien. C'est *la Campagne de 1815*, dont Buloz avait la première partie depuis 1858. *La Revue des Deux Mondes* n'osa la publier alors, en sorte qu'en 1861 elle parut une réfutation des erreurs et des sophismes du dernier volume de Thiers, et une confirmation du beau livre de Charras, qui venait également de paraître. C'était, en tout cas, l'utile contre-partie du *Napoléon*.

Dès 1862, dans sa brochure sur *l'Expédition du Mexique*, Quinet dénonce à la France et au monde libéral les desseins secrets que le gouvernement impérial n'osera avouer que plus tard, et l'espoir qu'il caresse d'élever un empire catholique pour tenir en échec les États-Unis républicains et protestants.

En 1865 c'est en faveur de la Pologne, foulée plus cruellement que jamais aux pieds des cosaques, qu'il élève la voix. Dans *Pologne et Rome* il s'adresse au clergé catholique, dont l'intolérance compromit jadis ce malheureux pays, et le met au défi de prendre aujourd'hui ouvertement sa défense.

En 1864 une adresse, signée des noms les plus illustres de la démocratie française, l'adjurait de rentrer en France. Il en fut vivement ému, mais persista dans la rigidité de son attitude.

C'est l'année suivante que parut *la Révolution*. Il travaillait depuis longtemps à cette œuvre, digne de Montesquieu et la plus considérable qu'il ait donnée. Tout en glorifiant l'esprit et les intentions de la Révolution, il signalait ses lacunes, et les erreurs qui en avaient fait comme une préparation au césarisme. Il lui reprochait surtout ses contradictions et ses

tâtonnements dans la question morale et religieuse qui, suivant lui, renferme toutes les autres.

La Révolution fut accueillie, en général, comme une œuvre magistrale, également digne d'admiration et de respect. Aujourd'hui encore, elle est, de tous les livres de Quinet, celui qu'on lit le plus ; on la considère à peu près universellement comme le jugement le plus fort et le plus profond qui ait été porté sur l'œuvre révolutionnaire. Mais elle excita, quand elle parut, de vives colères dans le parti des néo-jacobins, qui avait pour chef Louis Blanc et pour organe *l'Avenir national* de Peyrat. Louis Blanc et Peyrat, qui considéraient la Révolution comme intangible, accusèrent presque Quinet de trahison. Il fut défendu par Jules Ferry qui écrivit dans *le Temps* une série de lumineux articles, et il réfuta lui-même les principales attaques, en 1867, dans sa *Critique de la Révolution*.

Cette même année il écrivait, pour le *Paris-Guide*, un article sur *le Panthéon*, et y déterminait, mieux qu'on ne l'a fait nulle part, ce que doit être la fonction de ce temple de la France. Il rédigeait aussi ces pages prophétiques qui parurent en partie dans *le Temps*, et qui furent ensuite réunies sous ces titres : *France et Italie*, *France et Allemagne*.

Cependant, des signes infaillibles pour un esprit aussi sagace révélaient la décomposition et annonçaient la fin de l'Empire. Quinet qui, au Congrès de la Paix tenu à Genève en 1867, avait notablement gêné une partie de son auditoire en prononçant un rude discours sur *la Mort de la Conscience humaine*, tenait, au Congrès de Lausanne (1869), un langage plus rassurant, et s'y félicitait de *la Renaissance de la Conscience*. Dans une courte brochure, *le Réveil d'un grand Peuple*, il saluait les élections de 1869, qui amenèrent au Corps législatif Gambetta et Jules Ferry. Il adressait d'innombrables lettres, pleines de ferveur et d'espérance, aux journaux condamnés par la justice impériale.

Il se délassait avec une œuvre de longue haleine, en vue de laquelle il étudiait depuis dix ans les sciences naturelles. Ce livre, qu'il a appelé *la Création*, attestait une rare puissance de renouvellement. Il y faisait siienne l'hypothèse de Darwin, qui était loin, d'ailleurs, d'être en contradiction avec les convictions herdériennes de sa jeunesse. Mais il essayait aussi

« d'expliquer l'un par l'autre le Cosmos physique et le Cosmos intellectuel ». Malheureusement l'heure n'était pas favorable aux spéculations de science transcendante : *la Création* parut le 15 janvier : six mois plus tard la guerre éclatait.

Edgar Quinet l'avait prévue, prédite, et en avait annoncé les désastres. Une fois de plus le fait allait lui donner raison. Les défaites se succédèrent rapidement ; le 4 Septembre rouvrit la France aux derniers exilés, à Quinet comme à Victor Hugo ; mais ils ne rentrèrent que pour s'enfermer dans Paris assiégé. Quinet avait soixante-sept ans ; sa santé était chancelante ; le froid, les privations, les douleurs patriotiques l'usèrent rapidement ; il fut atteint d'une bronchite qui faillit l'emporter. Mais jamais son courage, sa fermeté d'esprit, ne faiblirent. Il se consumait en efforts pour stimuler ceux qui doutaient, multipliant les avis au gouvernement, les appels aux Français et aux Parisiens. Il ne faut pas oublier que ce sont ces hommes en qui Paris avait foi, qui ont soutenu, pendant cinq mois, le courage d'une population affamée.

Jules Simon lui avait rouvert le Collège de France ; mais il ne devait plus remonter dans sa chaire, et, quoi que l'on pût faire, il refusa obstinément la restitution, pourtant bien légitime et presque nécessaire, des sommes dont l'Empire, en supprimant sa chaire, l'avait illégalement dépouillé.

Élu par deux cent mille voix, après Louis Blanc, Victor Hugo, Garibaldi et Gambetta, député de Paris à l'Assemblée nationale, il éleva encore sa voix épuisée pour protester, dans la funèbre séance du 1er mars 1871, contre les préliminaires de la paix. Il siégea parmi les républicains les plus avancés, et présida l'Union républicaine quand ce groupe fut constitué. Mais il ne parla guère que dans les bureaux ou aux réunions de son groupe. Il vota, la mort dans l'âme, sur les instances de son parti tout entier, la présidence de la république ; mais, rendu irrémédiablement défiant par l'exemple du Conseil des Anciens et des Sénats impériaux, il refusa de sanctionner de son vote l'article qui établissait le Sénat.

L'âge et les douleurs physiques n'avaient aucune prise sur la richesse et la fécondité de son esprit. Après quelques voyages dans ces « sentiers de France », qui inspirèrent à

Mme Quinet un livre frais et charmant, il donna coup sur coup deux œuvres magistrales, *la République* (1872) et *l'Esprit nouveau* (1874).

Dans *la République* il indique les conditions de la régénération de la France. Il met en lumière, avec une clairvoyance singulière, tous les points essentiels : la nécessité d'une armée nationale, faite pour combattre l'ennemi du dehors, non pour asservir le pays; la nécessité plus impérieuse encore d'un enseignement et surtout d'une éducation laïque. Nos lois scolaires, celles qui ont renouvelé l'enseignement des garçons comme celles qui ont organisé l'enseignement des jeunes filles, ne sont que la réalisation du programme qu'il a tracé, et dont les Jules Ferry, les Ferdinand Buisson, devaient s'inspirer si largement.

L'Esprit nouveau est comme la conclusion de *la Création*, l'application à la philosophie, à l'histoire, à la politique, des principes que l'auteur avait déjà essayé de démêler dans les sciences naturelles. Ce livre d'un vieillard brisé par les luttes politiques et dont la tombe allait s'ouvrir, se termine par des paroles d'espérance dont la sérénité tire de ce contraste même quelque chose de sublime.

Il n'eut que le temps d'ébaucher la dernière œuvre qu'il ait entreprise, *Vie et Mort du Génie grec*. Il comptait y établir, par l'exemple de cette Grèce antique qu'il n'avait pas cessé d'adorer depuis sa jeunesse, le lien qui rattache la foi et l'amour pour une patrie victorieuse à l'expansion de l'esprit national dans tous les domaines.

Mais il n'y put travailler que quelques jours. Le 11 février 1874 la mort de Michelet qui avait été si longtemps pour lui le « frère plus qu'un frère », lui avait porté un coup terrible. Le 27 mars 1875, il était emporté à son tour, à Versailles, par une grippe infectieuse. Le gouvernement clérical qui, contrairement à tout droit, se perpétuait au pouvoir, dénia à ce mort illustre les honneurs funèbres accordés à tous les membres de l'Assemblée. On prétendait frapper ainsi jusque dans son tombeau le libre-penseur qui avait demandé des funérailles civiles. Mais deux cent mille Parisiens lui firent cortège jusqu'au cimetière Montparnasse; les voix les plus hautes, les plus éloquentes, celles de Victor Hugo et de

Gambetta, glorifièrent le grand combattant tombé en pleine lutte et, pour un instant, la démocratie française sembla apprécier pleinement ce qu'avait été, dans ses facultés si riches et dans sa vie si austère, cet homme de génie, son apôtre et son martyr[1].

ALBERT VALÈS.

1. Mme Edgar Quinet a publié une édition des œuvres de son mari (Librairie Hachette). Il ne manque à cette édition, pour être complète, que les *Lettres d'Exil* (4 vol. Calmann Lévy) et la traduction des *Idées* de Herder (Berger-Levrault). Voir aussi les œuvres personnelles de Mme Quinet, presque toutes consacrées au souvenir du penseur : *Mémoires d'Exil* (2 vol.), *Paris, Journal du Siège*, *Sentiers de France*, *Edgar Quinet avant l'Exil* et *Edgar Quinet depuis l'Exil* (Calmann Lévy), *Cinquante Ans d'amitié* (A. Colin). Elle a laissé un vaste *Mémorial d'Exil*, encore inédit, où elle raconte, avec un charme profond, la vie commune depuis le mariage jusqu'à la mort de Quinet.

EXTRAITS DES OEUVRES

D'EDGAR QUINET

HISTOIRE DE MES IDÉES[1]

Préface[2].

Ce volume renferme un ouvrage inédit, *l'Histoire de mes idées*. Il est destiné à tenir la place de ceux que je n'ai pu faire entrer ici.

Je me suis proposé de raconter, sous une forme individuelle, l'histoire morale de la génération à laquelle j'appartiens. Qu'on la blâme ou qu'on la loue, personne ne lui refuse d'avoir fait quelque chose.

Il s'agit non pas seulement de moi, mais des autres, c'est-à-dire de l'esprit qui a soufflé sur nous tous, au commencement de la vie. C'est ce qui me décide à laisser

1. Paru en 1858. *Œuvres complètes*, tome XV.

2. Cette préface aux *Œuvres complètes* (édition de 1858) se trouvait en tête du volume qui renfermait des brochures politiques et l'*Histoire de mes idées*. (Note des Éditeurs, 1878, tome XV, p. III.)

paraître ces pages que j'étais tenté d'ajourner après moi.

Je n'ai pas dépassé les vingt premières années de ce siècle : elles suffisent pour montrer en quoi il se sépare du précédent. La plante est visible dans son germe. Et qui ne voudrait, s'il le pouvait, voir un monde dans l'embryon?

Lecteur, je te donne ici ma vie dans ces ouvrages semblables d'esprit, différents par les sujets, par la forme, et réunis pour la première fois. C'est à toi de juger si de leur ensemble ressort pour toi une force morale, une lumière, une vie, une âme dont tu puisses profiter. Quant à moi, il serait trop tard aujourd'hui pour en parler.

Je n'en dirai qu'une chose; c'est qu'ayant traité des sujets bien différents, à des époques plus différentes encore, je n'ai pas eu à rétracter une seule de mes idées.

La vie, qui a souvent changé ma fortune, ne m'a point condamné à changer de pensée. J'ignore le supplice d'être en désaccord avec soi-même. Le sentiment de cette unité au milieu des convulsions de notre temps est le plus grand bien que j'aie reçu ; et y a-t-il un seul jour où je n'en reçoive de considérables?

Une pensée qui illumine l'existence, voilà le meilleur don que les cieux puissent faire à l'homme. Qu'ils m'accordent ce bienfait pour mon lot, à la fin de ma vie, je les tiens quittes du reste.

« Il y a, » a-t-on dit, « des pensées belles et fécondes qui donnent éternellement naissance à une ligne de pensées belles et fécondes comme elles. Il y en a de stériles et de difformes qui stérilisent la vie et enlaidissent la beauté. Il y a des pensées printanières qui ont une vertu

de régénération ; à leur contact, notre esprit refleurit et reprend la vigueur du printemps de l'année.

« Il y a des pensées douées d'une force prodigieuse d'attraction. Celles-là rayonnent comme un foyer, elles vous entraînent dans les cieux de l'intelligence, elles vous ouvrent l'éternité sereine. Les mots eux-mêmes sont quelquefois héroïques ; ils ont une puissance qui ressuscite les âmes ensevelies. »

J'ai passé mes jours à entendre les hommes parler de leurs illusions, et n'en ai point éprouvé une seule. Déceptions, chimères, tromperies, qu'est-ce que cela ? Je l'ignore.

Aucun objet de la terre ne m'a menti. Chacun d'eux a été à l'épreuve tel qu'il m'avait promis d'être. Tous, même les plus chétifs, m'ont tenu exactement ce qu'ils m'avaient annoncé. Ceux qui m'ont blessé m'avaient averti d'avance. Les fleurs, les parfums, le printemps, la jeunesse, la vie heureuse dans le pays natal, les biens désirés et obtenus, s'étaient-ils engagés à être éternels ?

Le monde m'a-t-il tendu une embûche ? Non. Cent fois il m'avait averti de ce qu'il est, et je l'avais compris. Quelle plainte puis-je élever contre lui ? Aucune.

Il en a été de même des hommes. Aucune amitié ne m'a manqué de celles sur lesquelles je comptais véritablement, et la mauvaise fortune m'en a donné auxquelles je ne devais point m'attendre. Personne ne m'a trompé, personne ne m'a livré. J'ai trouvé à l'occasion les hommes aussi constants à eux-mêmes que les choses. Tous portent l'enseigne qui les fait reconnaître. Il n'y a de pièges que parce qu'on veut résolument être trompé.

Où est la déception, si je suis justement à la place que

je m'étais toujours assignée? Où est l'illusion, si tout ce que je craignais est arrivé? Où est l'aiguillon de la mort, si je l'ai tant de fois senti par avance?

Ce que j'ai aimé, je l'ai trouvé chaque jour plus aimable.

Chaque jour la justice m'a paru plus sainte, la liberté plus belle, la parole plus sacrée, l'art plus réel, la réalité plus artiste, la poésie plus vraie, la vérité plus poétique, la nature plus divine, le divin plus naturel.

. . . . . .

Bruxelles, 25 mai 1858.

Certines[1].

Certines était assurément alors un des points les plus retirés, les plus cachés qui fussent en France, et peut-être en Europe. J'imagine que l'Irlande seule ou l'Écosse renferme de ces sortes de déserts. Au couchant, de vastes forêts de chênes, où nous nous perdions quelquefois des jours entiers, de grands étangs qui me semblaient des lacs, enveloppés d'ombre; au levant, à trois quarts de lieue au plus, un rideau de montagnes qui me paraissaient inaccessibles, le Revermont, premier gradin du Jura et des Alpes: entre les forêts et la montagne, des bruyères, des taillis, des vernets, des verchères, des savanes, de petits pâturages, de vastes plaines de blé; un horizon de paix, de silence éternel; un air, celui des maremmes, plein de langueur; au-dessus de cet océan de genêts de bruyère et de seigle, sur un monticule, notre maison ombragée de cerisiers dont les branches tendaient leurs fruits jusque dans l'intérieur des chambres et principalement dans la mienne. La maison, très vieille, appartenait à ma famille depuis le XVIe siècle. Mon père y avait ajouté deux pavillons aux toits d'ardoise, à colonnes et à plein cintre, qui égayaient le fond triste, gothique du corps de logis. Au milieu des acacias, des peupliers, des pommiers, des noyers, cette maison était cachée comme un nid. Deux fermes en dépendaient, et comme le sol avait peu de valeur, on s'était donné le plaisir d'accroître

1. P. 25. — [Certines, village de Bresse où Quinet passa plusieurs années de son enfance. — Voir la Notice biographique.]

l'héritage d'une grande étendue de terrain dont une partie même était en friche ...

Ma joie suprême était d'aller, au soleil levant, moissonner avec les moissonneurs dans les vastes étangs changés en terre de blé ou d'avoine au milieu des grands bois. On craignait pour moi l'ardeur du soleil et la fièvre presque inévitable dans nos maremmes. On crut d'abord agir très sagement de ne pas me réveiller à l'heure où partaient les moissonneurs. Quand je vis qu'ils étaient partis, que le travail se faisait sans moi, que le mal était irréparable, j'en éprouvai une telle désolation, je devins si pâle, je fus si mortellement, si profondément anéanti, que ma mère jugea que, mal pour mal, il valait encore mieux affronter la fièvre, et elle fit bien.

Depuis ce jour-là, je menai exactement la vie d'un paysan. Avec ma petite faucille, je moissonnais dans mon sillon; on ne me permettait pas d'emporter ce que j'avais moissonné. Je ne devais regarder comme mien que ce que j'avais glané. Mais de ces glanures, je faisais des gerbes qui m'appartenaient. Je dressais moi-même mon aire; je battais mon blé. Je l'enfermais dans un sac; je l'envoyais au moulin. Et quel moment, lorsque je recevais en retour une blanche farine! Je la pétrissais en gâteaux, et je les faisais cuire dans un petit four que j'avais construit avec de belles briques sur une moitié de cerceau, pour dessiner et soutenir la voûte.

Dans cette liberté des champs, il y avait autre chose qu'un amusement. Je faisais un travail véritable, exténuant même, qui me rendait sacré le travail d'autrui. Combien je respectais le sillon couvert d'épis de seigle, les prés rares, jonchés de fleurs, et à plus forte raison le bouvier qui, le soir, ramenait sa charrue! Car ma mère ne

perdait pas une occasion de m'inculquer le respect de la nature humaine, dans le laboureur, dans le moissonneur, le semeur, le faucheur, auquel j'étais si loin de pouvoir atteindre! Quelquefois même le résultat dépassait de beaucoup son intention. En voici un exemple.

J'avais pour compagnon inséparable un petit paysan, nommé Gustin, plus âgé que moi de trois ou quatre ans et beaucoup plus fort. Malgré cette différence d'âge et de force, Gustin se soumettait à toutes mes volontés, comme s'il eût été né pour m'obéir. Cette habitude de commander sans raison me dénaturait. J'ordonnais pour le seul plaisir d'être obéi. Ma mère résolut de mettre fin à ce despotisme en herbe. Elle nous fit comparaître tous les deux devant elle, pour donner à Gustin une leçon de fierté, et à moi d'équité. Après m'avoir réprimandé sur ma manie de faire perpétuellement le maître, elle nous dit gravement que Gustin n'était pas né pour obéir à mes fantaisies; il était mon égal, mon ami, non mon serviteur; elle entendait bien que nous changerions entièrement de conduite à l'avenir.

Le barbare ne la comprit que trop; le lendemain, comme nous étions au bois, et qu'il se sentit fatigué, il ôta ses sabots et m'ordonna de m'en charger.

J'avais quatre ans; j'obéis. Nous arrivâmes ainsi devant ma mère, moi portant humblement les deux sabots de Gustin (et ils n'étaient pas légers), Gustin tout fier de me voir essoufflé et rendu sous le faix; et pourtant c'était le plus honnête, le plus doux garçon du village. Ainsi cette première leçon d'égalité n'avait fait que déplacer le tyran; combien de fois de grands événements m'ont forcé de me la rappeler!

Sitôt que je fus assez grand, ma première ambition fut

de garder les bœufs, en compagnie des *carats*, dans les verchères, puis bientôt les chevaux dont j'appris à nouer et à dénouer les entraves de fer. Pendant ces longues heures nous apprenions à distinguer de loin, au vol, à leur manière de se poser dans les haies, les roitelets, les mésanges, les rouges-gorges, les *tia-tia*, nos compagnons ordinaires; et nous nous trompions rarement. Cela m'est toujours resté. Nous distinguions aussi le sifflement des couleuvres, très nombreuses, d'avec le chant des cigales. Cette vie de pasteur dura, je pense, deux ans; après quoi j'aspirai ouvertement au labourage. J'y parvins à la fin.

Mon père, toujours en quête d'inventions, avait introduit et acclimaté des buffles dans ses fermes. Mais leurs figures rébarbatives, leurs anneaux de fer dans les narines me repoussaient. Je me consacrai de préférence aux bœufs. J'avais les miens qui me connaissaient, Bise et Froment : le premier tout blanc, un peu paresseux, il est vrai; le second, roux, maigre de l'échine, en revanche rude travailleur. Je les avais choisis parmi les plus robustes; et quel orgueil de se faire obéir de ces grands animaux, qui au moindre geste suivaient mes pas dès que j'appuyais ma longue gaule sur le joug!

. . . . . .

Après la moisson venait la saison de la fièvre. Elle s'abattait sur chaque chaumière. Je n'imaginais pas qu'une seule créature pût y échapper; la première fois que je vis un papillon se traîner sur la terre, en faisant trembler ses ailes, je poussai des cris, je crus qu'il avait la fièvre. Nous allions dans cette saison cueillir de la centaurée dans les bois, des pensées dans les sillons. Nous distribuions nos élixirs. Moi-même, je ne tardais

pas à être atteint du fléau. Mais, l'accès passé, nous ne faisions qu'en rire. C'était là un mal auquel nous ne donnions pas ce nom, tant il était fréquent et inévitable. Les habitants y opposaient une patience, une égalité d'âme qui me gagnaient moi-même.

L'éducation sous l'Empire[1].

Au milieu de ces étranges figures[2] et de cette éducation en plein air que les circonstances rendaient inévitables, se trouvaient pourtant chaque jour une heure ou deux qui tranchaient pour moi avec toutes les autres. C'étaient celles que je passais seul et recueilli avec ma mère. Il me semblait que je devenais une autre personne, dès que j'avais passé ce seuil chéri, et il y avait en cela quelque chose de vrai. Car, sans nous entretenir de cette vie rude et fantasque, ma mère me traitait d'égal à égal, dès que la porte était fermée. Chose singulière, tout le fracas de mes habitudes désordonnées cessait aussitôt; malgré mon ignorance absolue et le vandalisme dans lequel j'étais tombé depuis notre départ de la campagne, j'étais capable de la suivre dans les entretiens où elle m'attirait à mon insu. Nous faisions alors des lectures fort au-dessus de mon âge. Pour commencer, nous lûmes *Hamlet* et *Macbeth*, qui, sans que je puisse dire comment, se trouvèrent fort bien à ma portée. A sept ans, j'avais déjà versé toutes les larmes de mes yeux pour Amélie Mansfield. Nous finîmes par

1. P. 75.
2. [Les soldats qui logeaient chez les parents d'Edgar Quinet, et surtout ses premiers maîtres.]

les *Caractères* de La Bruyère, Racine, Corneille, tout le théâtre de Voltaire. Je ne connus que tard J.-J. Rousseau et par moi-même. Car ma mère, qui me fit connaître de si bonne heure Voltaire et qui l'aimait comme la lumière, se défiait de l'esprit retors de Rousseau et craignait sa sentimentalité. Il en fut de même de Chateaubriand; l'esprit net, sensé, lumineux de ma mère ne goûtait qu'à demi la romanesque et fantasque théologie du *Génie du christianisme*.

Tous les controversistes passionnés, sans en excepter Bossuet, faisaient sur elle l'impression de beaux diseurs et de *têtes faibles*; quoiqu'ils fussent dans sa bibliothèque, elle ne me les montra pas.

Au contraire, Mme de Staël, qu'elle avait connue dans sa jeunesse, était son idole. L'exil de cette femme illustre était pour elle un deuil profond, une douleur personnelle qu'elle ne pouvait exhaler nulle part. Car il était alors de bon goût de ricaner dès que ce nom odieux au maître était prononcé.

C'était donc à moi seul qu'elle exprimait sa peine comme un secret, et je la partageais, ou plutôt je la devinais, et c'est, je pense, de ce moment que je commençai à devenir capable de souffrir pour une cause morale. Mon âme naissait dans ces courtes heures d'entretien; je m'en apercevais au mal que me faisait le récit des ridicules que l'on voulait attacher aux paroles et aux idées de Mme de Staël. Certes, je ne comprenais qu'à moitié ce langage, mais il faisait sur moi comme l'impression d'une harpe; sans pouvoir dire pourquoi, j'étais ému, je sentais comme des écailles tomber de mes yeux. Mais ces moments de lumière où la pensée s'éveillait duraient juste le temps que je passais avec ma mère.

Plus tard, nous essayâmes de lire ensemble les *Considérations sur la Révolution française*, dès qu'elles parurent. Nous fûmes bientôt forcés d'y renoncer ; à mon extrême confusion, ce livre était pour moi lettre close. Non pas que je ne pusse atteindre aux sentiments et même quelquefois aux idées dont il est rempli, mais ce sont les mots eux-mêmes qui me manquaient. Le dictionnaire de la langue de la liberté n'existait pas pour moi. Quoique l'on fût alors si peu éloigné du temps de la Révolution, l'idiome en avait été perdu. Au moins ne se transmettait-il pas à ceux qui comme moi n'avaient pas été contemporains des événements.

1814[1].

Les événements qui changeaient la face du monde devaient finir par arriver jusqu'à nous. C'est par hasard qu'un enfant de mon âge m'avait raconté l'incendie de Moscou, comme nous revenions juchés sur un char qui ramenait de la forêt une charge de bois et de feuillée. L'almanach de la foire ne m'avait pas laissé ignorer le nom de Leipzig et la mort de Poniatowski. Mais les événements se passaient si loin, si loin, qu'ils étaient fabuleux. Je les apercevais à travers de grossières gravures sur bois ; j'en étais oppressé comme de l'histoire de Montézuma dans les *Incas*. L'année 1814 arriva brusquement et me réveilla en sursaut de cette mythologie populaire. Pour la première fois, je sentis, je touchai

1. P. 83.

les choses. Je vis les hommes, les armes, les blessures. Tout ce que j'ai vu, entendu à partir de ce moment m'est demeuré gravé dans le moindre détail.

Un matin de cet hiver de 1814, nous allions, selon notre coutume, à la rencontre du messager, sur la route de Percy. Ce messager était un idiot dont l'intelligence n'avait gardé qu'une case pour le sentiment de la patrie. Ordinairement il tenait à la main une branche de chêne qu'il agitait de loin, en signe de victoire. Son grand chapeau à corne était à demi couvert par une immense cocarde tricolore enrubannée, mêlée de pâquerettes. Ce jour-là, il ne tenait point de branche à la main; quand nous fûmes près de lui, nous vîmes qu'il n'avait pas une seule fleur à son chapeau.

« Mauvaises nouvelles! nous cria-t-il, les Kaiserlicks ne sont pas loin! »

Et il continua son chemin à la manière des idiots en trébuchant à chaque pas.

Nous crûmes d'abord que c'était un de ses accès de folie ordinaires. Mais nous fûmes ébranlés par ce que nous vîmes à notre retour. Mon père fondait des balles et il partait en éclaireur avec sa carabine. Sur la petite place de l'église étaient réunis, alignés sur deux rangs, une trentaine de bourgeois et d'ouvriers armés de fusils de chasse. Notre maître d'école brandissait une vieille épée, en serre-file. Hélas! c'était là chez nous l'arrière-ban de la France! Le capitaine passa devant les rangs et distribua à chacun deux cartouches qu'il prit dans un bahut à pétrir le pain. « Vous pouvez tenir tête à trente cavaliers, » dit-il froidement. « A deux millions! » répondit une voix. La petite armée s'ébranla en silence.

Au premier rang, je reconnus le père Grenouille dans

son magnifique habit de garde française. Le père Grenouille était un vieux soldat de Louis XVI, que ses soixante-quinze ans avaient forcé de se retirer du service. Réduit à la dernière misère, il habitait le quartier des pauvres, le *Calvaire*, où j'allais quelquefois le trouver dans sa cabane. Il venait presque chaque jour dans notre maison comme manœuvre. Je ne l'avais jamais vu que courbé en deux, scier, fendre du bois d'une main tremblante, dans le jardin. Mais ce jour-là, il s'était redressé de toute sa hauteur ; et le père Grenouille avait au moins six pieds, l'air noble, le visage tranquille comme sa conscience, les yeux d'une douceur singulière. Il portait en pleine poitrine, au bout d'un large ruban, sa croix d'honneur que je n'avais jamais aperçue. Au lieu de trembler, il marchait d'un pas ferme, imposant. Aussi, quand il passa près de moi, je le saluai, mais je n'osai lui dire comme je faisais les autres jours : « Adieu, père Grenouille ! »

Il ne devait revenir que la tête fendue d'un coup de sabre, et même alors il n'eut pas en mourant la joie du soldat. Lorsqu'on le vit reparaître, mes compagnons se moquèrent de sa vieillesse, de sa tête branlante, enveloppée de charpie et de haillons. Pour prix de son acte sublime, il ne recueillit que la risée. Je le vis et j'en fus consterné. Pour lui, calme comme toujours, placide, muet, impassible, il semblait ne s'apercevoir ni de la moquerie, ni de la blessure mortelle. Je devais ce souvenir à cette grande figure stoïque du Pauvre qui m'est toujours restée présente sur les ruines de la France.

Pendant que cette petite troupe s'éloignait, il nous vint un renfort, auquel nous n'avions pas pensé : toute une armée d'enfants, les vétérans âgés de quinze ans, en beaux uniformes, shakos à ganses, chevrons aux bras,

carabines à notre taille, débouchent dans notre ville. Quel moment! Cette armée était la fameuse bande des partisans de M. le duc de Damas. Cette fois notre enthousiasme n'eut plus de bornes. Nous faillîmes en perdre la raison. A la tête de la petite armée s'avançait, sur un beau cheval noir, le chef, fumant tranquillement sa pipe dans ce moment de crise.

Le vieux capitaine Dèr, espèce de soldat d'Annibal, affilié je ne sais comment à ces bandes, vint voir mon père, qu'il avait connu dans le bataillon de l'Ain, et cela m'acheva. Dès lors notre projet de nous enrôler sous le drapeau du capitaine Dèr fut arrêté. Mais nous trouverait-il à onze ans la taille requise, l'âge voulu? Oserions-nous seulement lui en parler et soutenir son regard sévère? Car rien n'était plus terrible, il faut l'avouer, que le regard du capitaine Dèr. Quelle inquiétude! et quelle nuit passée dans une attente mortelle! Le jour se leva, il ne nous apporta aucune consolation; bien au contraire; pour moi qui perdais visiblement l'esprit, je me réveillai consigné dans ma chambre. Je voulus sortir. O douleur! Elle était étroitement fermée. On m'y laissa deux jours en tête à tête avec les neuf volumes du *Voyage en Grèce du jeune Anacharsis*, auquel on ajouta pour surcroît d'ironie les planches et les cartes géographiques. Après ces deux jours de *carcere duro*, je pus enfin sortir. Mais où était l'armée? Elle avait disparu emportant avec elle tous mes rêves de gloire et mon bâton de maréchal. Je ne sais ce qui serait arrivé de ces regrets, si je n'eusse gardé une certaine rancune à nos héros de ce qu'ils nous avaient si promptement abandonnés. Au moins, s'ils eussent marché au-devant de l'ennemi! Mais non, ils étaient partis dans une direction

opposée ; j'avais peine à leur pardonner leur retraite. Dans ma mauvaise humeur, je l'appelais une fuite.

Ils furent remplacés par une centaine de Piémontais au cœur tout français, seule troupe qui nous séparât encore de l'ennemi. J'eus le spectacle d'une alerte. Les soldats faisaient tranquillement la soupe dans le collège et je les regardais. A un coup de baguette de tambour, suivi de ce cri : L'ennemi ! marmites, chaudrons, cuillers, assiettes, couteaux, volent pêle-mêle. Les fusils sont pris aux faisceaux, les bretelles des sacs rattachées, les rangs formés, les hommes lancés à la course au-devant de l'ennemi, et tout cela en moins de temps que je n'en mets à le dire. L'élan, l'alacrité de ces hommes à courir au danger, est un des spectacles de ce temps qui sont le mieux restés dans ma mémoire. Je les suivis à toutes jambes. J'arrivai jusqu'à l'endroit de la route où était formée un petit peloton en avant-poste, avec une vedette à trente pas dans un champ, sur la gauche ; j'entendis les paroles du lieutenant ; il s'adressa d'abord à nous brusquement : « Enfants, retirez-vous ! » Ensuite à ses soldats : « Tant qu'il me restera une cartouche, vous n'avez rien à craindre ! » Il se fait un grand silence ; une vingtaine de cavaliers autrichiens se montrent tout à coup, en face, au haut d'une butte, sur la route. Le lieutenant commande posément, d'une voix brève. Le petit peloton fait feu. Les cavaliers ennemis ripostent de leurs carabines, et, tournant bride, au grand trot, ils disparaissent.

Encore une fois, je crus tout sauvé et la France délivrée ! Nous allions criant victoire, quand je vis les Piémontais redescendre et nous quitter à leur tour. Même notre lieutenant passa, le sabre dans le fourreau. Alors,

mais alors seulement, je commençai à croire ce que nous avait annoncé le messager.

Est-ce que je sentais ce qu'il y avait de solennel en de pareilles heures, même dans la plus chétive bourgade, telle que la nôtre ? Je sentais au moins que rien de semblable ne s'était passé depuis que j'étais au monde. Il me semblait aussi que j'assistais à un tremblement de terre et que la dernière journée du monde approchait. L'angoisse, la curiosité, la stupeur, me ramenaient perpétuellement sur cette grande route déserte, où se décidait notre sort.

J'avais atteint le haut d'une montée. Je regarde. Je vois une longue, interminable file de cavaliers jusqu'au bout de l'horizon. Ils étaient couverts de manteaux blancs, car il pleuvait. Ils venaient lentement, en silence, les deux rangs écartés, aux deux bords de la route. Comme ils n'avaient rien de menaçant, j'attendis qu'ils fussent tout près pour rentrer à la ville et annoncer leur arrivée à ma mère.

La plupart des femmes avaient fui. Ma mère était au-dessus de ces terreurs vulgaires; elle était demeurée; nous nous mîmes tous deux à la fenêtre. A mesure que les cavaliers (c'étaient des dragons de la Tour) passèrent sous nos fenêtres, je sentis un brisement de cœur, tel que je n'en avais jamais connu. Ma mère pleurait; et Dieu sait que dans ces larmes il n'y avait aucune crainte ni pour moi, ni pour elle, ni aucun retour personnel, mais le deuil de la France, le sentiment profond de sa chute, le pur et immortel culte de l'indépendance et de la gloire, en face de ces sabres nus qui ne menaçaient que la patrie. Jamais plus nobles larmes ne furent versées qu'à cette heure-là. Car ma mère, ai-je dit,

haïssait mortellement l'Empereur; et maintenant elle pleurait sur lui aussi bien que sur la France. Voilà donc à quoi avaient abouti tant de victoires! tant d'efforts prodigieux! Qui eût cru que jamais on eût vu ce jour-là! Et que pouvait-il annoncer? Le bruit des pas des chevaux résonnait, au milieu du silence des hommes, comme sur une tombe.

Un officier allemand qui vit ces pleurs en fut étonné; il avoua plus tard qu'il les avait attribués à un sentiment personnel, à la perte d'un fils ou d'un frère.

Chez le plus grand nombre, en effet, la stupeur empêchait toute démonstration, même le deuil. Quelques-uns, très rares dans nos provinces, sentirent, dit-on, une joie odieuse. Mais pour ceux-là, ils osèrent encore moins la montrer.

Depuis ce moment, on a cessé en France d'avoir la vie légère. Auparavant, même dans le plus grand péril, on gardait une certaine sérénité. Elle s'est perdue et ne se retrouvera pas.

Au collège de Bourg[1].

Quand la porte du collège se referma sur moi, je fus frappé de stupeur, et le temps ne fit qu'augmenter ce saisissement du prisonnier. Devant moi s'ouvrent des années stériles, vides d'événements, vides surtout de bonheur, où pour l'incertaine perspective de quelques notions ébauchées, je perdis ce que j'acquérais chaque

1. P. 142. [Voir la Notice biographique.]

jour dans le commerce vivant des choses. Mes parents demeurant à deux journées de là, je cessais entièrement de les voir. Je ne sortais jamais en ville, ou si cela arrivait, c'était pour un moment, et ce moment ne servait qu'à ranimer l'effroi de la captivité.

L'éducation cessa brusquement. Une instruction maussade, forcée, dut en tenir lieu. En pensant à ces insipides années, l'ennui, la nostalgie s'appesantissent de nouveau sur moi. Le même voile terne qui couvrit toutes mes facultés et en arrêta court le développement s'étend à mes yeux. Aucun homme, aucun objet ne m'apparaît à travers cette uniformité douloureuse. Je ne sais par où commencer, par où finir. Tout se perd dans le même sentiment de vide et de détresse. Il faut que je soulève ce voile de plomb pour retrouver quelques vestiges de moi-même.

Et que l'on ne pense pas que ces infortunes de l'adolescence ne laissent aucune trace dans la vie. Elles durent encore pour moi. Le souvenir de ces années, non pas seulement perdues, mais étouffées, me poursuit; elles m'oppressent en songe comme une calamité prématurée. J'ai peine, en y pensant, à me défendre d'un sentiment de révolte. Que de fois je les ai reprochées avec amertume à mes parents, comme s'ils eussent pu agir autrement qu'ils n'ont fait !

Ma première peine, celle dont j'avais conscience, était de me sentir prisonnier. Celle-là pesait sur chaque heure, sur chaque chose, et il en fut ainsi tant que dura ma réclusion. Au lieu de l'épanouissement continuel dans lequel j'avais vécu, c'était une gêne inexprimable en face de mes maîtres, de mes camarades et de moi-même. Car je ne me reconnaissais plus. Sitôt que l'heure

des études était passée, j'allais au haut d'un vieux rempart, qui servait de clôture, et d'où l'on apercevait la campagne. Là je regardais tristement au loin du côté de mes forêts. Je comptais les pierres d'un mur dégradé, par lequel on eût pu tenter une évasion. Mon seul plaisir était d'imaginer quelque belle fuite. La crainte de l'affliction que je causerais m'empêcha de mettre aucun de ces projets à exécution.

Lorsque nous sortions de notre prison, on nous conduisait assez loin hors de la ville. Mais le sentiment de ma captivité me suivait jusque dans le fond des bois, et j'étais incapable de prendre aucun plaisir aux choses mêmes que j'aimais par-dessus tout. Je traînais dans nos plaines de Bresse la langueur qui m'accablait. Il arrivait souvent que nous allions sur la route de Certines, dont nous n'étions plus éloignés que d'une heure. J'eusse été désolé qu'on eût poursuivi jusqu'à cet endroit chéri. Je ne voulais pas que ces lieux me vissent dans ma servitude ; ils m'auraient trouvé si changé ! Quand nous rencontrions des paysans qui allaient au village, je me détournais d'eux pour ne pas les voir. Je n'aurais su ni comment les aborder, ni comment les quitter. Ces jours, ces heures n'existaient pas pour moi....

La maison paternelle, le foyer, la vie publique, tout m'avait manqué à la fois. Et, en revanche, quelle compensation avais-je trouvée ? Des études machinales qui m'hébétaient, auxquelles mon sourd désespoir m'empêchait de prendre le moindre intérêt. Jamais une parole de confiance, d'intimité (moi qui n'avais été conduit que par ces mobiles) ; jamais une de ces voix de l'âme qui m'avaient initié à tant de choses et à un langage que je ne devais plus entendre. Pas même de livres, car j'en

manquais absolument et j'étais brusquement tombé des pièces de Shakespeare à *Estelle et Némorin* de Florian. Dépaysé, désorienté, précipité des nues, exclu des beaux cieux de la légende, abîmé, perdu dans toutes les sécheresses et aridités d'une classe, je m'étais odieux à moi-même.

Au collège de Lyon[1].

C'est dans l'automne de 1817 que j'entrai au collège de Lyon : bâtiments noirs, voûtes ténébreuses, portes verrouillées et grillées, chapelles humides, hautes murailles qui cachaient le soleil. J'y passai trois ans. J'aurais dû y mourir d'ennui ; et ce fut tout le contraire. C'est là que je retrouvai la solitude d'abord, et, qui l'eût cru ? la liberté.

Ce grand bien, je le dus à la musique. On s'ingénia à me trouver un réduit où je pusse prendre mes leçons. On finit par découvrir dans l'épaisseur d'un mur un coin étroit, obscur, méprisé de tout le monde, qui servait aux ouvriers pour y déposer leurs outils.

Un abbé me demanda si je m'accommoderais de ce taudis. Je tremblais qu'il ne se ravisât ; je l'assurai que c'était là justement l'endroit qu'il me fallait. Sur ma réponse, il m'en donna la clef. Une fois possesseur de cette bienheureuse clef massive, je sentis que je pouvais m'isoler, qu'en un mot j'étais libre !

De ce moment, en effet, je le fus, et n'ai plus cessé de l'être !

1. P. 191.

En examinant ce lieu de délices, je trouvai qu'il était encombré de vieilles briques cassées; des toiles d'araignées en tapissaient les murs obliques, lézardés. Le jour n'entrait qu'à peine à travers une fenêtre basse, garnie d'un treillage de fer; encore les vitres en étaient obscurcies par une poussière séculaire; la vue s'ouvrait sous une voûte lugubre qui ne laissait jamais arriver un rayon de soleil.

Je m'installai dans ce cachot comme dans un palais.

Quand j'eus rangé les briques en tas, il me resta pour me mouvoir une niche de quatre ou cinq pieds carrés, où j'avais toutes les peines du monde à me tenir debout. Un pupitre, un lutrin, qui devait me servir de table à écrire, une chaise de paille, qu'avais-je besoin de plus? Et comment ne m'arrêterais-je pas avec complaisance à décrire ce réduit? Aucun endroit de la terre ne doit m'être plus précieux. C'est là, dans ce cachot, que j'ouvris enfin les yeux à la lumière. C'est là que je naquis à l'intelligence, à l'amour des beaux livres, des belles idées immortelles, de tout ce qui n'avait fait jusque-là qu'effleurer ma vie, et qui devait y tenir désormais une si grande place.

En regardant mieux à l'extrémité de la voûte, je vis, ou je crus voir le Rhône; j'en tressaillis de joie. O beau fleuve rapide, turbulent compagnon, si je suis réellement né à ton murmure, et si tout le reste m'oublie, souviens-toi de moi quand tu passes. Tu es ici mon témoin pour tout ce que j'ai fait, pensé, rêvé, aimé, souffert, espéré dans ce réduit, où nul n'entrait que moi! Toi seul m'as vu, toi seul m'as entendu! Aide-moi à retrouver fidèlement ces heures si bien ensevelies!

C'était un bien inexprimable que d'avoir trouvé pour me recueillir ces quelques pieds carrés. Mais il dépendait des maîtres auxquels j'étais soumis de rendre ce bien inutile et de retarder de trois ans encore ma première heure de vie intellectuelle.

Si le directeur du collège, M. l'abbé Rousseau, eût voulu me plier aux usages stricts et à la règle de la maison, combien n'aurait-il pas eu d'occasions de me désespérer! Heureusement l'abbé Rousseau n'y songea seulement pas. Savant et aimant la science pour elle-même, cet austère vieillard sentit que la passion de l'étude allait s'éveiller chez moi et qu'il n'avait qu'à me laisser faire. Grand, sec, taciturne, timide, la tête un peu courbée sous la méditation, la face jaune, il était, avec un visage sévère, la douceur, la mansuétude même. Pendant quelques jours il m'observa; puis, voyant quel usage je faisais de ma retraite, il m'en laissa jouir à mon gré et cessa de m'observer. Homme de solitude, il comprit combien la solitude me serait bonne; il la fit autour de moi. Je pus donc m'enfermer à loisir dans mon fort; je pus m'y verrouiller, y passer une partie de la journée, sans avoir à rendre compte à personne de mes actions, ni de mes pensées.

De ce jour, je vécus à peu près comme dans un grand couvent, où j'aurais occupé ma cellule. Pendant les trois années que j'y passai, quoique je fusse en violation presque perpétuelle de la règle, m'oubliant pendant les études, et quelquefois pendant les offices, les repas et jusqu'à la nuit, je n'entendis jamais de l'abbé Rousseau, ni de personne, une parole de blâme. Une fois seulement, à la revue qu'il passait le dimanche, il se trouva que j'avais ciré un seul de mes souliers; encore n'en fit-il pas

la remarque; il se contenta de sourire et de soupirer en passant.

Je ne puis espérer que ce digne homme vive encore! En quelque lieu qu'il soit, je lui adresse ici, du fond de l'âme, ma fervente reconnaissance.

Tant que les études classiques me furent enseignées, elles me parurent une servitude; j'y refusai obstinément mon esprit et ma mémoire. Dès que ces études cessèrent d'être obligées, je me passionnai pour elles; j'entrepris de me donner moi-même l'éducation et l'instruction que j'avais follement rejetées de mes maîtres.

J'ouvris un livre latin qui se trouva sous ma main. C'étaient les *Métamorphoses* d'Ovide. Grande fut ma stupéfaction d'en comprendre couramment plusieurs vers et surtout de les lire avec plaisir. Je renouvelai cette épreuve sur d'autres auteurs, par exemple, sur Pline l'Ancien; je le compris encore. Mon étonnement redoubla. Quelques mois auparavant, l'idée ne me fût pas seulement venue de tenter cette épreuve, et certainement elle n'eût pas réussi.

Il me sembla que des entraves s'étaient rompues dans mon esprit. De vives lumières s'étaient allumées; un rideau s'était déchiré, je voyais ce que je n'avais jamais vu. Les mots même que je croyais ignorer, je les devinais. Je ne sais combien de sens nouveaux s'étaient subitement éveillés en moi.

Me voilà embarqué dans la mer de l'antiquité latine, avec la volonté formelle de lire tout ce qu'avaient écrit les Romains, cherchant toujours si ce monde que je venais de découvrir n'allait pas m'échapper, et en prenant de plus en plus possession avec un plaisir mêlé de surprise. Comme je n'avais jusque-là jamais attaché mon

attention aux œuvres de l'antiquité, j'y arrivai neuf, autant que l'enfant qui vient de naître. En même temps, je possédais tous les instruments nécessaires pour la saisir. L'antiquité ne m'apparut pas lentement, progressivement après un long effort, ainsi qu'il arrive par les voies ordinaires; je n'étais usé sur rien. Elle se leva, elle éclata, elle se dévoila tout entière devant moi, en un moment, comme une journée splendide qui n'aurait pas d'aurore.

. . . . . .

J'appris de ces maîtres, chemin faisant, à ne laisser passer aucun mot sans le peser, l'examiner de près, sans chercher son histoire dans celle des mœurs, des usages, des opinions, des lois. Ce fut pour moi la première révélation de l'histoire, que j'aperçus non dans les faits, qui me touchaient alors faiblement, mais dans les révolutions intimes de la langue.

En même temps je fis un choix entre les auteurs qui me semblaient d'abord tous également divins. Je n'osais m'avouer que les poètes romains me laissaient un peu froid. Quand il fallut en convenir, c'est moi que j'accusai, non pas eux. Enfin je me décidai, et ce fut pour Tacite. J'en fis mon bréviaire, mon compagnon, mon homme. Je ne m'en séparai plus ni jour, ni nuit.

Qu'est-ce qui faisait de Tacite un livre unique, incomparable pour moi? Ce n'était pas seulement ce qu'on a coutume d'y chercher, le secret de l'âme d'un tyran. Je découvris en lui quelque chose qui me regardait et me touchait de plus près : le récit de ce que j'avais vu moi-même, des catastrophes, des chutes d'empire; des empereurs fugitifs, renversés, relevés, rejetés en quelques mois; des aigles prises et quittées, des révolutions de

soldats qui me remettaient en mémoire la cocarde que j'avais donnée au bataillon de 1815[1]. Les Cent Jours reparaissaient dans les vies rapides de Galba, d'Othon; surtout je retrouvais l'avant-garde des barbares que j'avais vus au bivac. Je les reconnaissais dans les mœurs des Germains, dans les guerres lointaines de Varus, de Germanicus.

Ces langues inconnues, vandales, qui avaient raisonné à mes oreilles, ce tumulte d'armées, ces flots intarissables d'hommes blonds qui avaient passé sous nos fenêtres, j'avais la prétention de les retrouver presque les mêmes dans les descriptions de mon Tacite. Les Hérules, les Chérusques avaient défilé devant moi, et voilà que je les revoyais passer. Bientôt j'allai plus loin que l'historien. Par delà son horizon je découvrais la forêt de lances des Cosaques; je reconnaissais en vedettes perdues les petits chevaux des Huns pour les avoir vu mener à l'abreuvoir.

Ainsi les grandes invasions de 1814 et de 1815 avaient laissé dans ma mémoire un fond d'impressions, d'images à travers lesquelles j'entrevoyais toutes choses. L'écroulement d'un monde avait été ma première éducation. Je m'intéressais dans le passé à tout ce qui pouvait me présenter quelque vraisemblance avec ces immenses bouleversements d'hommes qui avaient d'abord frappé mes yeux. Grâce à cette analogie, l'histoire que je ne pouvais souffrir devenait une chose vivante, de morte qu'elle était auparavant. Le passé était à bien des égards le présent qui m'agitait encore.

1. [Edgar Quinet, voyant un régiment refuser de marcher contre Napoléon, détacha de sa casquette une petite cocarde tricolore et la donna au sergent-major qui avait pris le commandement. *Histoire de mes idées*, p. 111.]

Quand je lus dans Sidoine Apollinaire que les barbares de son temps enduisaient de beurre leurs moustaches, ce petit détail replaça vivement sous mes yeux ce que j'avais vu cent fois de nos garnisaires allemands, croates, russes; et il me semble que si mes contemporains faisaient un retour sur eux-mêmes, ils avoueraient que le sens historique des grandes masses humaines, caractère de notre époque, a été éveillé, suscité en eux par la même cause, par le même spectacle du débordement des peuples hors de leur ancien lit.

Voilà du moins pourquoi j'associai si vite, par un rapprochement autrement inexplicable, à ma passion pour Tacite, mon engouement pour Grégoire de Tours; il n'avait pu m'échapper dans la pauvre bibliothèque de Certines qui se composait de quelques volumes.

Avec lui l'invasion était non plus seulement une menace éloignée, mais un événement accompli. De tous côtés faisaient halte, en masses profondes, ces mêmes hôtes étrangers que j'avais connus dans la maison paternelle. Moi aussi j'avais vu la *fabrique des nations* enfanter peuples sur peuples pour nous engloutir. Moi aussi j'avais entendu en 1814 et 1815 retentir le marteau d'Attila sur nos campagnes. J'avais vu, revu les Goths, les Wisigoths; hier encore ils arrivaient la tête ombragée de rameaux verts, comme les forêts qui marchent dans le songe de Macbeth. Pouvais-je oublier leurs chansons de guerre? N'osèrent-ils pas mettre le feu à l'un de nos pavillons de Certines, qui en porta toujours la cicatrice? J'avais conversé avec les hommes chevelus de Mérovée, de Clodion, de Chilpéric, de Gontran; et, ce qui ajoutait à l'illusion, je retrouvais, dans le latin de Gré-

goire de Tours, le latin barbare dont je m'étais servi avec eux[1].

Tout cela fit que j'entrepris dès lors sur Grégoire de Tours un travail à l'exemple de mes grands commentateurs, et je possède encore cette ébauche. J'étais là sur le chemin des travaux modernes. Pendant plusieurs années je m'y obstinai, ainsi qu'à l'étude des barbares, jusqu'à ce que je me visse tout à coup devancé de 1822 à 1824 par les beaux travaux qui ont commencé la renommée de M. Guizot et d'Augustin Thierry. Dès leur début je jugeai que la place était prise et bien prise; je dus me chercher une autre voie. Je n'aurais pas même parlé de cette première tentative si l'on n'y voyait, ce me semble, comment sans auxiliaires, sans l'impulsion de personne, dans le fond d'une province, le sentiment historique des époques primitives s'éveillait naturellement, spontanément dans un esprit novice, par le souvenir de la barbarie où nous avions tous été enveloppés; nous en sortions à peine.

Deux professeurs[2].

...Mon étude nominale était la philosophie. On suivait celle des séminaires, connue sous le nom de *Philosophie de Lyon*. C'est un traité en latin, où sont réfutées toutes les idées des penseurs modernes.

...Mais la philosophie se trouva pour moi dans les

1. [Edgar Quinet raconte dans l'*Histoire de mes idées*, p. 91, qu'il put s'entretenir en latin avec des cavaliers hongrois.]
2. P. 208.

mathématiques. C'est à elles que mon père me destinait. Je devais m'y donner tout entier. Si j'eusse cherché mon maître entre mille, je n'eusse pu choisir mieux, non pour son extérieur, qui était celui de l'astronome tombé au fond du puits, mais pour sa candeur, pour son ingénuité et aussi pour sa science, qui était profonde.

M. Chachuat (je veux garder le souvenir de cet homme qui me fit tant de bien) était de Cluny; il avait conservé le costume de l'autre siècle : habit à rabat, long jabot, culotte courte, cheveux en cadenettes qu'il fut le dernier homme de France à quitter; petit chapeau de merveilleux qu'il avait oublié de changer depuis le Directoire; avec cela, d'épais cheveux tombant sur le front, des sourcils hauts, arqués en hyperbole, de beaux grands yeux noirs toujours ouverts sur l'infini et qui semblaient composer toute sa figure; distrait comme Ménalque et plus que Ménalque. Mais cette distraction venait de la contemplation perpétuelle des vérités les plus sublimes. Il y avait chez lui de l'enfant et du Keppler, au moins par l'enthousiasme délirant pour les formules qui règlent l'univers. M. Chachuat avait deux grandes passions : l'une pour le calcul intégral, l'autre pour les contes de fées. Il trouvait dans les infiniment petites créatures des contes de Perrault je ne sais quel rapport avec les quantités infinitésimales. Quel qu'il fût, ce rapport me convenait d'avance; je ne devais pas chicaner sur ce point. D'ailleurs, toujours sur le trépied, il étouffait dans les mathématiques élémentaires; il brûlait d'exhaler quelque part cette ménade mathématique, cette Muse-Uranie qui l'inspirait au point de le faire bredouiller en parlant. Il me trouva. Son enthousiasme me gagna pour ce que j'ignorais complètement; dès le premier mot, je lui don-

nai l'occasion de me confier cette flamme vraiment sacrée qu'il n'osait montrer à personne; ce qu'on en apercevait malgré lui ne donnait déjà que trop de prise à la malice des écoliers.

J'avais, entre mille autres, un préjugé qui m'était commun avec la plupart des hommes. A force d'entendre répéter que les mathématiques tarissent l'imagination, j'avais fini par le croire. Voyant déjà mon fonds si faible, me défiant à outrance de mes forces, je ne craignais rien tant que de les appauvrir encore. Je l'avouai à mon maître dès la première heure; je lui marquai toute ma répugnance à m'engager dans une science qui devait étouffer les voix confuses que je sentais s'éveiller.

Cet aveu fit bondir M. Chachuat. Il me démontra que les hautes mathématiques ont leur imagination ample et même démesurée; pour le prouver, il eût pu citer son propre exemple; il ajouta que, pour résoudre telle équation qu'il me cita, il fallait une inspiration aussi spontanée que pour composer une olympique de Pindare. J'en restai persuadé. Il fit mieux que de m'enseigner les mathématiques, il me les fit aimer. C'est en effet la seule étude dans laquelle j'aie profité sous un maître.

Pour la première fois je me donnai à un guide; ce travail entrepris avec tant de répugnance fut celui qui m'a laissé les meilleures traces, les plus utiles. Rien de ce qui pouvait parler à la fantaisie ne fut oublié. Les cent bœufs sacrifiés par Pythagore jouèrent naturellement un grand rôle dans notre géométrie. Pour m'attirer plus loin, mon maître me montrait en perspective, dès les premiers pas, les cimes les plus hautes du calcul différentiel. Alléché par cet appât, entraîné vers ces grands inconnus, je marchais sans fatigue, à peu près comme un enfant

que l'on trouve égaré dans les Alpes. On lui montre les cimes blanches de la Jungfrau ; il croit déjà y toucher de la main, et il ne fait pas attention aux cailloux de la route. Moi aussi, du fond de mon ignorance, je montais, je m'élevais peu à peu ; les yeux attachés sur ces sublimes hauteurs, je ne sentais en rien l'aspérité des choses. Je crois que, par cette méthode qui semblait faite pour moi, mon maître m'eût conduit où il eût voulu ; il m'eût fait entrer dans le sanctuaire, sans fatigue, sans effort, tant son enthousiasme me portait aisément vers les régions éthérées où il habitait jour et nuit.

Le moment arriva néanmoins où je dus me séparer de lui pour entrer dans les mathématiques spéciales. De ses mains naïves, je passai entre les mains de M. Clerc : visage austère, buste de philosophe grec, le front large et sillonné, tout chez lui marquait la règle, la correction, la méthode rigoureuse. M. Clerc était un des meilleurs professeurs et des plus savants hommes de France ; il était de l'école des Laplace et des Lagrange. Je restai deux ans sous sa sévère discipline. Il ne s'agissait plus de la partie légendaire de la science. C'était le nerf des choses, sans nulle complaisance pour la fantaisie de qui que ce fût. Malheur à celui qui restait attardé en chemin ! Celui-là perdait le fil du labyrinthe et ne le retrouvait plus. Je ne me perdis pas, car j'ose dire que je sentais la sublimité, la poésie inexprimable des mathématiques ; les ailes du bon M. Chachuat me soutenaient encore de loin à loin.

L'étrangeté de cette science m'étonnait ; rien ne m'y avait préparé dans ma vie. Tout était également nouveau, inattendu, comme si j'eusse respiré sur une autre planète perdue aux confins de l'univers. Et je n'étais pas assez

fantasque pour ne pas jouir de ces vérités inébranlables, les mêmes partout, les seules qui m'eussent donné jusque-là le sentiment de la certitude. C'étaient à mes yeux comme des colonnes d'émeraude, fixes, immuables, qui se dressaient tout à coup au milieu du chaos de mon intelligence en ferment. Je m'appuyais avec sécurité sur ces colonnes; le monde se raffermissait à mes yeux, et j'osais m'engager plus avant.

J'aimais comme un pythagoricien la pureté incorruptible de la géométrie. M. Clerc, intraitable sur les figures que nous devions tracer comme au burin, faisait de cette incorruptibilité un devoir. La langue de l'algèbre, mystérieuse et lumineuse, me saisissait. Ce que j'admirais surtout dans cet idiome, c'est qu'il ne consent à exprimer, à articuler que des vérités générales, universelles, et qu'il dédaigne les vérités particulières. Je lui attribuais en cela une fierté que je refusais aux idiomes humains; à ce point de vue, l'algèbre me semblait la langue du Dieu de l'esprit.

Je comprenais assez bien aussi le genre de style propre à l'algèbre; j'étais frappé de l'art avec lequel les mathématiciens éloignent, rejettent, éliminent peu à peu tout ce qui est inutile pour arriver à exprimer l'absolu, avec le plus petit nombre possible de termes, tout en conservant dans l'arrangement de ces termes un choix, un parallélisme, une symétrie qui semble être l'élégance et la beauté visible d'une idée éternelle....

Si l'algèbre m'avait frappé, je fus ébloui par l'application de l'algèbre à la géométrie. Les *sections coniques* me jetèrent dans un véritable ébahissement, bien plus que les *Mille et une Nuits*. Les propriétés surprenantes de ces courbes me confondaient J'avançais de prodige

en prodige; quelques bribes que j'avais aperçues de Malebranche et même de Spinosa dans notre *Philosophia Lugdunensis*, venant à mon secours, il me semblait qu'au milieu de ces courbes sublimes je touchais à l'atelier de la Création. Tant que je comprenais, j'habitais, moi, pauvre étincelle, au foyer de Dieu même. L'idée, la possibilité d'exprimer une ligne, une courbe par des termes algébriques, par une équation, me parut aussi belle que l'*Iliade*. Quand je vis cette équation fonctionner et se résoudre, pour ainsi dire, toute seule, entre mes mains, et éclater en une infinité de vérités toutes également indubitables, également éternelles, également resplendissantes, je crus avoir en ma possession le talisman qui m'ouvrait la porte de tous les mystères.

. . . . . .

Le jour passait dans ces travaux. La nuit, pour m'en délasser, j'allumais une petite lampe sourde; quand tout le monde dormait autour de moi, et que j'étais bien sûr qu'aucun rayon de ma lampe ne pouvait me trahir, je revenais aux poètes. Sans sortir de mon lit, je me donnai, dans le repos de ces nuits, l'italien qui me parut d'abord un jeu, mais que j'appris bien, avec méthode. Dans le profond silence de minuit à quatre heures du matin, je lus pour la première fois, dans l'original, Dante, Pétrarque, Arioste, le Tasse; j'entrevis Machiavel. Il m'est toujours resté depuis, en relisant ces grands hommes, l'impression matinale de ces moments pris au sommeil. La solennité des heures qui sonnaient aux horloges de la ville m'est restée présente. Quelquefois, vaincu par le sommeil, je me rendormais en balbutiant ces vers, qui brillaient à mes yeux comme la pourpre; ils faisaient pâlir mes Latins. Dès lors j'aimais l'Italie;

je me jurai de ne pas mourir sans la voir, et n'ai plus cessé de m'occuper d'elle.

La crise morale de 1820[1].

La génération dont je parle ne se connaissait pas encore ; c'est pour cela qu'elle gémissait ; mais elle allait bientôt faire son œuvre. Du moins les semences étaient jetées ; elles commençaient à pousser. La France ressemblait à la terre au sortir d'un long hiver, dans les premiers jours de mai. Pas une feuille, pas une fleur. A peine une herbe courte qui perce les dernières neiges. Les oiseaux ne sont pas encore revenus ; tout se tait ; mais tout est dans l'attente de la saison nouvelle ; le bon grain germe en silence dans le sillon. Le laboureur a le sûr pressentiment que le blé va lever.

Moi aussi, dans mon isolement, je sentais vers l'automne de 1820, au milieu de la forêt de Seillon, sur le bord des étangs, en compagnie des hérons et des sarcelles, cette profonde végétation morale qui travaillait alors sourdement, obscurément l'esprit français, d'une frontière à l'autre. Et cette végétation encore souterraine m'enivrait de je ne sais quel souffle auquel je ne pouvais résister.

J'ignorais tous les noms qui allaient surgir, je les aimais d'avance. J'avais un désir maladif de courir au-devant de ces esprits que j'appelais ; j'éprouvais toutes

1. P. 242.

les impatiences d'un oiseau dans le moment de la migration. Non pas que je voulusse partir pour un pays étranger. Je voulais émigrer vers ce nouveau monde moral, vers ces idées entrevues qui me fuyaient à mesure que j'en approchais. Je m'élançais, je retombais presque en même temps; les ailes me manquaient pour un si grand vol.

Je me relevais pourtant; et l'idée que nous nous formions tous alors de la France me donnait un grand ressort pour échapper à ce premier accablement. La France, après ses deux chutes, ses deux invasions, navrée, percée au cœur, toute saignante, nous paraissait si belle, si noble, si fière dans ses calamités! Elle n'était pour rien dans ses opprobres; ils la rendaient cent fois plus touchante à nos yeux. Il n'y avait pas alors dans le monde entier un seul homme qui ne la crût faite pour la vérité, pour la liberté, pour tout ce qui honore le genre humain. Avec quelle tendresse de fils nous regardions, nous comptions ses plaies! Qui n'eût voulu les guérir au prix de sa vie? Qui n'eût voulu lui apporter, en hommage, son travail, son œuvre, son livre, son ébauche, son obole d'idées, à défaut de tout cela une partie de son cœur?

La France allait renaître, je n'en pouvais douter. Et qui nous empêchait de servir à cette renaissance? Pourquoi, moi aussi, n'y porterais-je pas mon grain de sable? A peine cette idée m'avait-elle apparu, je me sentais transformé. Quelle force pour tout endurer! quel aiguillon! Dans ces instants, je me croyais et j'étais vraiment capable de quelque chose. Je voyais comme accompli ce que je désirais avec tant de ferveur.

Je me remettais à l'œuvre. Mais, hélas! aussitôt deux esprits que je trouvais en moi m'embarrassaient et

m'empêchaient d'avancer : le dix-huitième siècle, qui voulait continuer de vivre, avec lequel j'avais été élevé, nourri, et le dix-neuvième, qui prétendait à naître. Auquel fallait-il obéir ? Lequel écouter ? C'étaient véritablement deux âmes qui prenaient pour lieu de leur lutte l'âme de chaque homme de ce temps-là. Je ne voulais renoncer ni à l'un ni à l'autre, et j'étais trop neuf, trop désarmé encore pour essayer de les concilier. Que faisais-je alors ? Je cédais tantôt à l'un, tantôt à l'autre, au risque de me disperser moi-même. Ce violent combat que j'étais incapable de régler était une autre cause d'angoisse et de douleur profonde ; cela ressemblait au supplice de Brunehault.

Pour nous diriger dans ce conflit de deux siècles qui nous enveloppaient à la fois, nous n'avions que deux figures, M. de Chateaubriand et Mme de Staël. Mais avec eux le combat, loin de cesser, recommençait. Car ils étaient aussi différents entre eux qu'on peut l'imaginer, l'un catholique, l'autre protestante, l'un tourné vers le moyen âge, l'autre vers les régions incertaines de l'avenir. En les voyant si opposés d'idées, de sentiments, d'espérances même, on se sentait plus égaré, plus abandonné que jamais ; le choix entre des routes si diverses, loin d'être décidé par leur exemple, devenait, pour ainsi dire, impossible.

Par une autre contradiction, la langue de M. de Chateaubriand était affranchie et sa pensée semblait ne pas l'être. Son coloris m'éblouissait sans m'éclairer et ses idées me repoussaient. Je ne les suivais qu'avec défiance, et ne leur donnais presque aucun accès dans mon esprit. Au contraire, le génie de Mme de Staël était libre, c'est sa parole qui semblait enchaînée. A la clarté confuse

de ses oracles, je me disais : « C'est de ce côté qu'il faut avancer ! C'est là qu'est le siècle, la vie, c'est là que sont tous mes pressentiments. » J'attendais le lever de l'aube, mais je ne voyais rien qu'un vague crépuscule que ne perçait jamais la pleine lumière du jour nouveau.

De ces deux figures, si je ramenais mes yeux sur ce qu'on appelait alors les masses, de ce côté l'incertitude, la nuit étaient complètes. Là, nul désir apparent, nul empressement pour d'autres idées que celles qu'on croyait posséder ; au contraire, le doute, le ricanement, la moquerie, au moindre effort pour sortir des voies battues ; les vieux noms opposés comme une barrière invincible aux noms nouveaux ; nulle attente, nul pressentiment de quelque chose d'inconnu ; la langue appauvrie par le silence, exténuée, devenue si timide que toute pensée l'effarouchait.

Si une révolution littéraire, philosophique se préparait, il est évident qu'elle se ferait non par le vœu du plus grand nombre, mais par l'élan, la témérité de quelques esprits solitaires qui entreprendraient à leurs risques et périls de réveiller la foule assoupie. Mais qui osera commencer ? Je cherchais au loin, j'écoutais, je m'écriais en moi-même avec angoisse : « N'y a-t-il donc personne ? »

LETTRES A SA MÈRE[1]

Paris, 24 octobre 1820, à l'hôtel[2].

Rassurons-nous enfin, ma chère mère. Écoute! au milieu de la tempête, comme le matelot, je crie : « Terre! terre! » Grâce à toi, grâce à ta sœur, mon sort est changé! Et déjà j'ai vu la petite chambre qui m'attend. Encore une semaine au plus, et c'est de là que je t'écrirai.

Depuis ma dernière lettre, il est survenu dans mon avenir plus d'une chance nouvelle.

De concert avec ma tante, mon père a abandonné l'idée de l'École polytechnique[3]. On dit que le premier pas dans la vie est le plus difficile, le plus important. Si cela est, je ne suis pas fâché de m'être arrêté au commencement d'une ornière où je ne voyais que chutes et entraves. Combien de fois n'ai-je pas répété : « Ce n'est pas moi qui vais à l'École, c'est mon père; je n'y serai, moi, que son représentant ».

La possibilité de suivre une autre carrière a donc été pour moi un sentiment vif de bonheur. Mais toi, ma chère maman, qu'en penses-tu? Jamais je n'eus plus besoin de tes conseils; parle, ô mon oracle; ta voix sera pour moi celle de Dieu. Mon père t'aura expliqué sans doute ce que

1. *Édition complète*, tomes XXIX et XXX.
2. Tome XXIX, p. 97
3. [Edgar Quinet y avait été admissible en 1820.]

ma tante a proposé pour moi. C'est que, dans six mois, j'entre dans les bureaux de M. L..., son ami. Je pourrai, dit-elle, dans un an d'ici, gagner huit à neuf cents francs pour commencer; et dans notre position, le plus tôt sera le mieux. En attendant, pour compléter mes études, je suivrai les leçons publiques de droit commercial, d'économie politique, de belles-lettres, d'histoire, par Lacretelle. J'apprendrai à *écrire*, j'étudierai l'anglais, et je continuerai la musique et le dessin. J'ai déjà été au cours de droit, et j'ai rédigé ce que j'ai entendu. J'ai aussi pris avec les enfants de ma tante quelques leçons d'écriture; mais, logé dans la même chambre que mon père, tu comprends que mon travail n'est pas encore bien suivi. Je suis interrompu à chaque instant.

Il faut même que je te quitte pour aller acheter des meubles, dont ma chambre est dépourvue. Je ne te dis pas un long adieu; bientôt je reviendrai achever ma lettre et te parler de ma tante.

C'est elle qui, à force d'adresse et d'esprit, a enfin démontré à mon père les désavantages de ces pensions où il voulait me cloîtrer. Ma chambre sera près d'elle, je la verrai aussi souvent qu'à présent. Elle voulait d'abord que je vinsse dîner tous les jours chez elle, mais c'est bien assez d'y aller régulièrement le jeudi et le dimanche. Si j'étais moins pressé, je te dirais ce qui m'a fait plaisir à Paris; mais l'heure de la poste approche et je veux absolument que tu saches que ce que tu avais préparé de loin a réussi et que ma tristesse a fini.

Paris, 15 février 1821[1].

... J'ai été l'autre jour à la Chambre des députés. On ne m'a pas montré les mandataires charollais qui, jusqu'à présent, ont l'air assez silencieux, mais j'ai remarqué avec orgueil les défenseurs zélés de nos libertés, et surtout le général Foy, dont la voix éclatante et oratoire m'a vivement frappé. J'avoue que l'éloquence patriotique de la tribune a fait sur moi une profonde impression. Je m'intéressais à l'orateur, comme s'il eût plaidé ma propre cause. Je pensais aux républiques anciennes, et je me disais : « C'est là l'éloquence des Gracques ! C'est ainsi que les tribuns n'ont cessé de lutter contre le despotisme ou l'empiètement des grands. »

De retour chez moi, je ne rêvais que droit des gens, législation politique. Je quittai les bouquins et les muses antiques pour *Grotius*, *le Contrat social*, *l'Esprit des lois* et les *Richesses des nations*....

Je relis maintenant avant de me coucher les *Confessions* de Jean-Jacques dans une édition où l'on a retranché tant d'aveux pour le moins dégoûtants et qu'on était obligé de passer dans les précédentes.

Je trouve dans ces Mémoires un langage et du plaisir pour toutes les situations de l'âme. Ce n'est pas un auteur qui parle ; il semble que tout le monde décrirait ainsi son bonheur et ses regrets. Précisément pour cela, personne ne l'imitera, et tous l'aimeront....

1. Tome XXIX, p. 115.

Paris, samedi, septembre 1825[1].

Je ne veux pas tarder une minute à te dire combien tu es injuste envers M. Cousin. Qui donc t'a dit qu'il repoussait les moyens de plaire? Quelle peur as-tu? Il fallait bien qu'il n'y eût rien de tout cela, quand, en présence de huit à neuf cents jeunes gens, il les ébranlait tous jusqu'au fond de l'âme d'une émotion généreuse. Est-ce qu'ils ne le comprenaient pas, quand tous en ont conservé un souvenir vivant et sacré? Et pourtant il s'agissait de tout ce qu'il y a de plus ardu dans la métaphysique allemande. Seulement, il n'y mêlait ni légèreté, ni persiflage. A la place de l'imagination, il mettait de la précision et une étonnante force de conviction. Et on ne voyait pas à tous ces yeux qui se remplissaient de larmes, que ce langage déplût si fort aux esprits français.

Tu es bien injuste pour lui. Si tu le connaissais, tu saurais que rien n'est plus tolérant que sa pensée et qu'il aime également toutes les facultés de l'esprit, comme se valant toutes au fond et conduisant aux mêmes résultats. Tu saurais qu'une des nobles qualités de cette grande nature est de chercher à vous amener au vrai et au beau, sans vous imposer en aucune manière son joug. Que de fois il m'a dit : « Vous le voyez, ma manière est d'être précis, avec le moins de séduction possible. Pour tout au monde, que ce ne soit pas là votre type. Vous êtes fait pour briller par l'imagination. C'est par là qu'il faut vous distinguer. Et au fond, c'est la plus grande des facultés. Ne cherchez pas à la combattre, mais à la fortifier. Soyez un grand écrivain, comme vous êtes destiné à

1. Tome XXIX, p. 755.

l'être. Cultivez en vous l'art de dire les vérités de sentiment. Intéressez, touchez au cœur, nourrissez en vous l'éloquence, en vous gardant bien de faner votre âme ni par des études trop sèches, ni par le faux système qui m'a longtemps égaré.

« Ayez un but noble et sévère ; cherchez à être utile aux hommes, bon, consolant pour tous; n'attachez point votre succès à l'instant présent, à un parti, à une circonstance de goût variable, mais aux éternels besoins de votre cœur. »

Voilà ce qu'il me redit sans cesse, en me donnant les meilleurs conseils d'*artiste*.

Tu te trompes tout à fait si tu le prends pour un Allemand aveugle et fanatique. Il a pour le moins autant d'esprit et de lucidité que de profondeur. Il sait bien que c'est à la France à donner des formes claires aux idées fécondes de l'Allemagne. La légèreté, le persiflage sont fort passés de mode; et vrai, je ne crois pas que ce soit là où je doive m'arrêter. Je sens que si je peux valoir quelque chose, c'est par la couleur, par la fraîcheur de l'imagination, par la profondeur des sentiments et une sorte de verve de cœur.

Dans tout cela je ne vois vraiment pas d'où te vient ton effroi. Si c'est la *manière* de Voltaire que tu regrettes, je t'avoue que j'aurais une répugnance extrême à reparaître dans cette voie et que rien ne me fait désirer ces petits triomphes de vanité, où il n'y aurait rien pour mon cœur, et dont le siècle heureusement s'éloigne de plus en plus.

Mes sentiments sont sérieux et pénétrants; je serai donc sérieux. Mais tout ce que je pourrai, je le ferai pour émouvoir, pour populariser, pour élever au grand.

Tout ce qui me semblera faux, calomnieux à l'homme, je le repousserai avec horreur, dussé-je perdre par là l'occasion de rire aux dépens de mes propres convictions. Je chercherai en tout à être large, plein, pittoresque si je puis, original par l'imagination, spirituel contre la légèreté et la mesquinerie.

J'ai un grand sujet, neuf, hardi, où tous les sentiments moraux, tous les souvenirs, le monde entier prennent place[1].

Je ferai plus de cas d'une parole sensible, d'une consolation qui s'adressera à quelque inconnu, d'un mouvement ardent et passionné, que de tout l'éclat de cette sécheresse prétentieuse et moqueuse qui n'est pas, quoi que vous puissiez dire, ma nature, qui m'est opposée et qui ne serait pour moi qu'un vêtement d'emprunt. Ce n'est point là, je le sens, et toute ma vie en fait foi, que je suis appelé, et mon temps y répugne.

Ils ont tout détruit (et j'en suis fort content) avec leur persiflage. Il faut construire maintenant, il faut des convictions et des affections, et des sentiments de liberté et d'humanité.

Et ce n'est point par la critique, par la raillerie que l'on en vient à bout. Ne vous y trompez pas.

Les années sont bien changées; et celui qui veut marcher avec le siècle ou le devancer, il ne faut plus qu'il sautille sur un pied, mais qu'il suive résolument une voie sérieuse où sont l'éloquence, la vérité et la force.

Je ne sais pourquoi je dis tout cela. Vous le savez aussi bien que moi, et que notre France n'est point sourde à un langage mâle ou touchant. Je suis arrivé à compren-

1. *Ahasverus.*

dre qu'il faut aller au large, sans trop se représenter ce qui va s'ensuivre pour tel ou tel qui vous écoute. Voilà ce que veut dire ce que tu appelles : le dédain du succès.

Quant à ce mot de M. Cousin : « Il faut vous *ruiner* pour votre science », comment ne vois-tu pas que c'est un encouragement soudain en paroles vives dont le sens ne peut point être pris à la lettre. C'est un grand tort que de citer des paroles passionnées en leur ôtant leur accent, ce qui les précède et ce qui les suit. On ne m'y reprendra plus. Il faut donc s'expliquer :

« Vous serez, me disait-il en m'embrassant, d'une immense utilité à votre pays. Que vous êtes heureux d'avoir une étoile ! Suivez-la, sans vous en écarter jamais. Que toutes vos pensées vous y ramènent le jour, la nuit. Ruinez-vous à cela, vous laisserez un nom, je vous le jure. »

Comment l'idée peut-elle te venir qu'il me conseille bonnement et froidement de jeter comme Diogène ma coupe de bois dans le ruisseau ? Et cela pourquoi ? Pensez-y. Je te le répète, tu t'exagères entièrement l'influence de M. Cousin sur moi. Je l'aime de toute mon âme, son talent est à lui, je n'y prétends point ; je ne le cherche pas. Je combats même entièrement et d'une manière générale la théorie qu'il s'est faite.

La mienne est précisément le contraire. Jamais nous ne ferions que le blanc fût le noir. Il n'y a entre ces choses aucun point de contact que le but. Il sait parfaitement et moi aussi que son état est d'être orateur.

Ainsi il n'écrit qu'en passant, en attendant mieux. Écrire, pour lui, c'est résumer. La pensée simple, nue, sans aucune séduction de langage, voilà sa méthode, et l'on peut dire qu'il pousse cette abnégation de tout

enchantement jusqu'au stoïcisme. De quel danger, je vous prie, madame, cela peut-il être pour moi, qui mets dans ma parole toute la vie, toute l'émotion que vous m'avez transmise, qui me charme moi-même de ce que je peux avoir de fraîcheur dans l'imagination ?

L'idée me vient que ce qui vous a jetée dans l'effroi, peut bien être cette page que je vous ai écrite dans ma dernière lettre sur l'Histoire générale. J'ai voulu vous ranimer, en vous présentant quelque aliment, quelques résultats universels, et comme ils étaient détachés de leur base, et que je me servais peut-être d'une langue brève et tant soit peu sibylline, vous aurez jeté des cris d'effroi du Kantisme, qui est au reste un fantôme dont on s'effraie beaucoup trop.

Vous devriez vous dire que mon cher Herder, pour qui j'ai des sentiments d'admiration tout aussi vifs que les vivants ont pu m'en inspirer, est l'écrivain le plus élégant, le plus séduisant, qui a le plus de coquetterie (ceci, j'espère, doit vous plaire), le plus d'ornement de tout genre. Dites-vous bien que le commerce que je suis obligé d'avoir avec lui à toute heure me serait une sauvegarde rassurante contre les invasions qui vous glacent d'épouvante. Si vous tombez en effroi quand je remplis mes lettres de la force de concision et du stoïcisme de M. Cousin, je ne me trouble point de cela. Il me plaît tout autant de vous entretenir de l'éclat, de l'abandon, de la plénitude, de la molle tendresse de mon autre ami Herder.

Seulement vous voyez, de quelque manière que ce soit, vous ne l'échapperez pas. Il faut que je me sois mal expliqué sur M. Cousin. Ce que vous avez vu dans votre vie, et ce que je vous ai dit moi-même, en ont fait un

mélange fort éloigné du vrai. Il s'est mieux représenté toi, telle que tu es, avec ta nature, aussi rare que la sienne. Quoiqu'il me parle de toi toutes les fois que nous nous voyons, ce n'a jamais été qu'en faisant quelque bien nouveau à mon cœur, sans jamais, jamais t'avoir méconnue.

Quand donc comprendras-tu qu'il apaise mes troubles, qu'il me fortifie, qu'il donne à ma vie une réalité qui lui manquait, qu'il agrandit mon cercle, en m'inspirant la confiance en moi-même et qu'il ne fait que hâter le développement naturel de ce que je devais être.

Dis-moi sincèrement ce qui t'a alarmée, car il est certain que je dois y avoir contribué pour quelque chose.... Tu te repentirais, si tu savais combien chaque jour il me rend meilleur, plus tolérant, plus affectueux ; si tu savais combien il est facile à attendrir. Tu ne croirais plus qu'il dédaigne ces séductions, si tu l'avais vu, il y a quelque temps, les yeux tout en larmes, pendant que je lui lisais mon discours préliminaire, venir m'embrasser comme tu sais m'embrasser. Au moment où je t'écris, il est très malade de la poitrine, ce qui ne l'empêche pas de relire avec moi mes épreuves et de se confondre à mon service.

Tu me dis que tu ne sais point comment il est un homme illustre et grand. Je pense qu'il n'y a à cela aucun retour sardonique. Elle est bien pure la gloire de l'homme qui, à vingt-sept ans, réunissait autour de lui tout ce qu'il y a à Paris de personnes distinguées et au milieu d'un cercle de douze cents auditeurs répandait partout l'émotion, l'émotion durable, et les convictions dans ces cœurs si indifférents et si légers. L'influence qu'il eut alors est incalculable ; il agrandit les idées, il

[illegible]

[illegible]

Et les discours si pénétrants dont il l'a accompagnée n'ont-ils pas été mis à côté des plus belles pages du philosophe grec?

Tu as peur que nous ne prétendions *brusquer* ceux auxquels nous nous adressons. Il est facile de te rassurer: M. Cousin juge qu'il est impossible d'élever la science au point où il la conçoit et de parler sa langue à ses compatriotes, avant de les avoir préparés par Platon et par Descartes qu'il publie aussi, et enfin par une exposition, faite pour des Français, des théories générales de Kant.

Avant cela, il ne dira pas un mot de lui-même. Pour ce qui me regarde, qu'est-ce qui m'a fait triompher des difficultés innombrables, toujours renaissantes, et de l'immense travail de ces trois énormes volumes de Herder? Aurais-je jamais pu arriver au terme, si je n'avais pas eu conscience qu'il fallait que ce livre, base

1. [Quinet modéra bientôt son enthousiasme pour Cousin (Voir Mme Edgar Quinet, *Edgar Quinet avant l'exil*, p. 104).]

de la sonner dans leurs à-côtés ou un autre développement, parce [illegible] nos propres [illegible] et [illegible] de [illegible] ? Je ne vois pas dans vos personnalités, que nous portions comme [illegible], que nous [illegible] d'eux.

Ah ! qui donc viendra avec moi, si loin, qui en [illegible] besoin de [illegible] [illegible], d'[illegible] [illegible], de [illegible] [illegible], de [illegible] [illegible] ? Et [illegible] de cette [illegible] de la [illegible] pour la [illegible] et [illegible] contre nous ? Si tout [illegible] nous appartient, à [illegible] [illegible], tout qui est un [illegible] d'[illegible] et d'[illegible], [illegible] [illegible] prendre, pour le [illegible], l'[illegible], le [illegible], pour [illegible] le [illegible], le [illegible], l'[illegible] ? Et [illegible] pour qu'on parle de tout [illegible] [illegible] qui [illegible] [illegible] [illegible]

pensée de l'utilité générale, il s'est fait en moi un grand repos. La mission d'écrire est maintenant pour moi une action, où ma conscience joue le plus grand rôle; elle m'impose d'user de toutes mes puissances pour faire triompher ce qu'elle me commande. Je ne puis te dire combien la vanité et tout son cortège s'est éloignée de moi. N'oublie pas que ce n'est qu'ainsi qu'il est possible de faire quelque chose de grand.

Que deviendrais-je si, comme on finit par me l'insinuer, je cherchais à plaire nommément à tous en flattant tous les goûts, toutes les opinions, par peur de *brusquer* une autorité?

Tes paroles, chère bonne mère, me sont restées sur le cœur. Il n'y avait pas un seul mot de caresse dans ta lettre, et au contraire un fond d'amertume qui tenait à quelque raison que tu m'expliqueras. Sont-ce mes lettres? Dis-le-moi naturellement.

Mon cœur est pénétré d'une joie constante, universelle; et peut-être y suis-je revenu trop souvent.

. . . . . .

Adieu, je ne sais si cette lettre achèvera de calmer tes frayeurs. Ai-je dit quelque chose qui t'ait déplu? J'ai peur que tu ne saches pas encore tous les trésors d'émotion et d'amour que j'ai pour toi.

Rien, rien ne m'en distrait un seul instant de ma vie. Toutes mes joies sont les tiennes, et quand je te raconte si au long le bonheur que j'ai avec mes amis et mes études, c'est au moins autant pour te faire partager mes plaisirs intimes que par le besoin de me les retracer.

Adieu.

Heidelberg, vendredi 17 mars 1827[1].

Que ne puis-je vous envoyer le doux repos qui se répand ici sur toutes choses. Oh! oui, j'y resterai tant que mon devoir ne sera pas ailleurs. Ce Heidelberg est le pays de l'âme et j'y ai trouvé des amis jusque dans ceux qui me servent.

Ce serait une histoire comme les contes de Schwabe que de vous parler de plusieurs dames qui, ayant entendu parler de moi, sans me connaître, m'ont écrit, et sont entrées dans les moindres détails de mes affaires : ma manière de me nourrir, de me loger, comme pour leur véritable enfant.

....L'autre jour, elles se sont souvenues que c'était le jour de ma naissance; elles m'ont apporté en grande pompe une belle couronne de lierre, avec des fruits d'été conservés; un petit lion qui tient un drapeau où sont écrits pour moi des vers allemands. Hier, comme elles ont appris que vous avez aimé la petite image de Heidelberg, elles m'ont donné pour vous un recueil de charmantes petites gravures de tous les beaux points de vue et des ruines de leurs pays. Voilà comment nous vivons ensemble. Je leur apprends, en retour, à chanter l'air des *Voyageurs*, sur lequel elles font des accords très beaux dès la première fois. J'oublie ici tous les soucis de l'amour-propre auxquels jamais on n'échappe entièrement chez nous.

J'ai reçu les plus beaux compliments sur Herder; mais la manière dont je suis partout le bienvenu vaut mieux que les éloges, jamais je ne m'en suis moins soucié.

1 Tome XXX, p. 51.

Puisses-tu ne pas t'inquiéter plus que moi du succès ou du non-succès d'un travail entrepris selon ma conscience et les forces que Dieu m'a données.

Creutzer me devient plus cher de jour en jour. J'ai appris de lui une histoire d'amour plus épouvantable que tout ce que je connais. Il a aussi bien souffert, et irréparablement.

J'ai envoyé mon livre[1] à Chateaubriand, Benjamin Constant, Royer Collard, Lamartine et Gœthe.

J'écris en ce moment un *Essai général sur Herder* et son influence sur l'Allemagne.

Adieu; ma liaison avec Cuvier est devenue une vraie fraternité. C'est un homme très rare.

Heidelberg, 28 mai 1827[2].

Non, vous n'avez pas d'idée du charme qui me frappe chaque jour dans ces montagnes. Jusqu'ici je ne vous ai parlé que des tristes jours de l'hiver. Si vous pouviez faire avec moi et la famille Kayser une promenade seulement à Wolfsbrunnen, vous croiriez avoir lu un long poème, ravissant d'un bout à l'autre. Mais ce qui vous plairait le plus, c'est cette musique d'instruments à vent qui se fait deux fois par semaine, au haut d'une tour ruinée du vieux Château, au milieu des arbres qui en cachent le sommet; à mes pieds j'entends les flots du Neckar, et au loin, bien loin, je regarde du côté où le soleil se réfléchit dans le Rhin, du côté de la France!...

Cela s'appelle vivre, et autrement que dans ces maré-

1. *Introduction à la Philosophie de l'histoire de l'humanité*, tome II. *Œuvres Complètes*.
2. Tome XXX, p. 57.

cages de province où j'ai passé bien à regret une belle partie de ma jeunesse.

.... Moins je suis occupé de mon bonheur, plus je pense à celui des autres. Croyez que l'âme est la récompense de l'âme et qu'on finit par être protégé de tout ce qu'il y a de fort sur la terre, tant qu'on reste ce qu'on doit être.

Si vous saviez ce que c'est que de s'arracher du cœur toute espérance, tout désir, tout avenir !

J'ai eu pour ma part très longtemps comme une plaie ouverte à la poitrine où mon sang affluait et qui me donnait une soif ardente.

Et cependant j'ai retrouvé des jours où je vis, et d'une vie qui me plaît, sentant tout renaître, là où tout avait péri.

J'ai reçu des lettres de MM. Chateaubriand, Guizot, Benjamin Constant. Gœthe m'a fait dire qu'il lisait avec jouissance en français un livre qu'il a vu naître, il y a quarante ans, en allemand, et qu'il m'écrirait dès qu'il l'aurait achevé.

Quant à M. Creutzer, il en agit avec moi en ami véritable. Toutes nos lettres sont en commun, il les lit toutes. J'ai aussi l'occasion de lui rendre quelques services ; par exemple la semaine dernière je lui ai traduit un mémoire qu'il adresse à l'Institut, à propos de sa réception.

Jamais je ne fus plus occupé. Cet ouvrage sur la philosophie de l'Histoire, dans ses rapports avec la morale, ne s'écrit pas en un jour, puisqu'il y est question de l'univers entier, réfléchi par le cœur, par l'intelligence, par la tradition.

J'y trouve l'occasion, sinon le sujet, de ranimer les sentiments qui sont le plus éteints chez nous : les rap-

ports de l'homme à la famille; de la famille à la nation; de la nation à la cité humaine.

Je voudrais concentrer, dans ce livre[1], non seulement toutes les émotions individuelles, mais celles des peuples; car nous sommes tellement dans le faux, nous sommes si parés et si glacés, qu'il faut remuer les cendres de tout le genre humain pour éveiller en nous quelque chose.

Vous seriez enchantés du sage esprit de Michelet. Combien j'ai à remercier Creutzer, ce digne appui dans une science si grande, si illimitée, si inconnue encore!

Allons, courage, mes amis! nous ferons, nous dirons ou du moins nous penserons des choses bonnes à savoir. Le monde est grand, il faut nous entr'aider....

1. [Sans doute « une *Théorie de l'histoire* dans son rapport avec la nature, la morale et l'art » (*Lettres à sa mère*, XXX, p. 72 ouvrage commencé qui ne fut pas achevé.]

L'ALLEMAGNE ET LA RÉVOLUTION[1]

(1851)

La Prusse[2].

Il est un pays qui nous a toujours trompés dans nos jugements. Toujours nous l'avons cherché à un demi-siècle de distance de la place où il était réellement, tant son génie est peu conforme au nôtre, et nous donne peu de prise pour le saisir. Son mouvement sourd et tout intérieur se dérobe incessamment à nous, et ne se laisse apercevoir que longtemps après qu'il est fini. Je parle du mouvement des nations germaniques. Pendant un demi-siècle, nous les avons crues occupées à imiter la France, et courbées sous notre discipline, quand déjà elles avaient fondé une réforme philosophique qui devait plus tard nous envahir et saper nos propres traditions. Aujourd'hui, il se passe quelque chose de semblable.

Si nous nous représentons l'Allemagne, c'est encore l'Allemagne telle que la dépeignait Mme de Staël, un pays d'extase, un rêve continuel, une science qui se cherche toujours, un enivrement de théorie, tout le génie d'un peuple noyé dans l'infini, voilà pour les classes éclairées ;

1. *Œuvres complètes*, tome VII.
2. P. 189.

puis des sympathies romanesques, un enthousiasme toujours prêt, un don quichottisme cosmopolite, voilà pour les générations nouvelles ; puis l'abnégation du piétisme, le renoncement à l'influence sociale, la satisfaction d'un bien-être mystique, le travail des sectes religieuses, du bonheur et des fêtes à vil prix, une vie de patriarche, des destinées qui coulent sans bruit, comme les flots du Rhin et du Danube; mais point de centre nulle part, point de lien, point de désir, point d'esprit public, point de force nationale, voilà pour le fond du pays. Par malheur, tout cela est changé.

. . . . . .

Ces considérations, qui s'étendent à toute l'Allemagne, sont surtout vraies de la Prusse. C'est là que l'ancienne impartialité et le cosmopolitisme politique ont fait place à une nationalité irritable et colère; il lui tardait de se défaire de l'admiration que la Révolution de 1830 avait reconquise à la France. C'est là que le parti populaire a fait d'abord sa paix avec le pouvoir. En effet, ce gouvernement donne aujourd'hui à l'Allemagne ce dont elle est le plus avide, l'action, la vie réelle, l'initiative sociale. Il satisfait outre mesure son engouement subit pour la puissance et la force matérielle ; l'Allemagne lui sait gré de montrer que, sous ce nuage idéal où on se l'était toujours figurée, elle sait au besoin forger comme un autre des armes et des trophées de bronze[1].

Au premier aspect, on s'étonne que le seul gouvernement populaire, au delà du Rhin, soit presque le seul despotique dans sa forme; mais ce despotisme est intelligent, remuant, entreprenant; il ne lui manque qu'un

1. Le monument de Waterloo, à Berlin, est en effet de bronze.

homme qui regarde et connaisse son étoile en plein jour; il vit de science autant qu'un autre d'ignorance. Entre le peuple et lui, il y a une intelligence secrète pour ajourner la liberté et pour accroître en commun la fortune de Frédéric.

Dans le reste de l'Allemagne, ce despotisme est plus menaçant que celui de l'Autriche; car il n'est pas seulement dans le gouvernement, il est dans le pays, il est dans le peuple, dans les mœurs et le ton parvenu de l'esprit national; d'ailleurs, il ne veut pas seulement ménager le passé comme on le fait sur les bords du Danube....

Au contraire, le despotisme prussien ne perd pas des yeux les destinées des nations germaniques; c'est sur elles qu'il veut peser sciemment; il faut qu'il les envahisse par l'intelligence, et plus tard par la force, s'il le peut. Autant on aime le silence à Vienne, autant il a besoin de fracas; il veut faire du bruit et il en fait, car il a des idées, des systèmes, une philosophie, une science et des sectes qui lui sont propres. Il réunit, on ne peut le nier, ce qu'il y a au monde de plus pratique et de plus idéal, et prouve à merveille que le soin des intérêts les plus matériels peut trouver des accommodements avec cet éclat de théorie et cette préoccupation de l'infini, dont ce pays, pour son honneur, ne se dépouillera jamais. Outre cela, un avantage incontestable, et qui rachète mille défauts, c'est qu'il a le privilège de tenir dans sa main l'humiliation de la France, et de lui rendre le long affront du traité de Westphalie! Car le gouvernement prussien est loin de croire que des frontières reconquises ne soient que des champs ajoutés à des champs; il sait très bien qu'une cause entière germe ou se flétrit avec l'herbe de ce sol; que l'initiative, dans la société euro-

péenne, n'appartient pas exclusivement à une terre, tant que l'on peut encore y compter un à un les pas de l'étranger, et que c'est lui qui a brisé à Waterloo l'aile de la fortune de la France.

L'unité allemande[1].

D'ailleurs, si depuis quinze ans la liberté constitutionnelle n'a pas fait plus de progrès en Allemagne, c'est qu'elle n'est pas en première ligne dans les besoins du pays. Ces libertés locales, çà et là étranglées entre les poteaux de quelque souveraineté ducale, s'agitent toutes dans un cercle vicieux. Elles ne peuvent logiquement exister et se développer qu'à la condition d'avoir pour fondement l'unité politique de l'Allemagne.

Oui, l'unité, voilà la pensée profonde, continue, nécessaire qui travaille ce pays et le pénètre en tous sens. Religion, droit, commerce, liberté, despotisme, tout ce qui vit de l'autre côté du Rhin, pousse à sa manière à ce dénoûment. Au XVIe siècle, l'Allemagne avait acheté la Réforme au prix de son unité. Cet État, jusque-là si homogène, cet empire du moyen âge qui, dans sa forme indivisible, représentait si bien le type d'un État catholique, vola en éclats, se divisa en même temps que la foi dans la conscience nationale. Chaque province voulut revendiquer son indépendance politique, comme chaque conscience relevait de son autorité privée; et la grande

1. P. 197.

unité du corps germanique se décomposa dans cette sorte d'anarchie régulière et féconde qui est le principe et la vie du dogme protestant.

Depuis que la tunique de l'empire a été ainsi déchirée et partagée, deux choses ont servi à rapprocher ses parties et à rendre à l'État la conscience de lui-même. La première est le mouvement philosophique et littéraire de l'Allemagne. D'une part, ce mouvement fut tellement intime à l'Allemagne, elle mit une telle opiniâtreté à se soustraire à toute influence étrangère, qu'aucune littérature ne donne mieux, en effet, dans un instant déterminé, l'impression et presque le souvenir de toute la vie d'un peuple et d'une race d'hommes; ce fut une littérature de réaction.

D'un autre côté, dans le manque absolu d'institutions, les lettres en servirent. Il y eut là pour l'art quelques années éternellement regrettables, où il fut véritablement ce qu'il avait été chez les Grecs, une force sociale, un lien politique, un pouvoir dans l'État. On n'avait ni les mêmes lois, ni le même pays. On obéissait à des princes différents, à des passions différentes. On ne se rencontrait guère dans la vie publique que sur les champs de bataille et dans des rangs opposés; mais tous se sentaient unis et inséparables dans un poème de Goethe, dans un drame de Schiller, dans une improvisation de Fichte. Cette dictature de l'art était toujours prête à intervenir dans les déchirements politiques: pendant près d'un demi-siècle, elle fit le lien de l'État; c'est la gloire de l'Allemagne dans les temps modernes, qu'en l'absence de toute loi organique, à deux siècles de distance de tout ce qui l'entourait, elle se soit maintenue l'égale des autres peuples par le seul effort de sa pensée.

Après le génie des lettres, Napoléon est le second pouvoir qui acheva de rallier l'Allemagne. Le lien que la poésie et la philosophie avaient préparé au fond des âmes, il l'a cimenté à sa manière, par le sang et l'action au grand jour de l'histoire. C'est une chose sans exemple dans aucun peuple, que ce développement extrême et ces fêtes du génie national qui se rencontrent avec le deuil de l'occupation étrangère. Sans doute voilà ce qui donne à cette époque ce caractère d'exaltation, de profondeur enthousiaste et de fanatisme poétique qui n'appartient qu'à elle. J'ai peine encore à me représenter l'Allemagne de ce temps-là, si croyante et si jeune, ce pays de pieux dithyrambes, d'inspiration candide, surpris au plus beau moment de sa vie morale par le bruit des pas de l'empereur.

Quel réveil ! et après quels songes ! L'inspiration était alors si forte, qu'elle ne fut point arrêtée par la conquête. Cette fois, l'herbe des champs ne se flétrit pas sous les pieds du cheval d'Attila ; le génie national continua tranquillement son œuvre sous le joug de six cent mille ennemis. Figurez-vous ces populations divisées depuis des siècles, et rassemblées en sursaut par un malheur commun, les passions de tant de lieux différents, les souvenirs, les inimitiés, les rivalités locales, liées en faisceau pour être brisées d'un coup. Imaginez que ces souverainetés éparses, longtemps foulées aux pieds, se soulèvent sur leur base, puis se concentrent autour d'une même idée, d'une idée de patrie, comme les bas-reliefs autour de l'axe d'une colonne triomphale ; voilà une race entière reconstruite dans son génie et redressée dans l'histoire.

L'Allemagne de l'avenir[1].

Je pourrais nommer les plus beaux génies de l'Allemagne à qui le sol manque sous les pas, et qui tombent à cette heure, épuisés et désespérés, sur la borne de quelque principauté, faute d'un peu d'espace pour s'y mouvoir à l'aise. Depuis que les constitutions ont fait des citoyens, il ne manque plus qu'un pays pour y vivre; et la forme illusoire de la diète germanique, assiégée par les princes et par les peuples, tend à s'absorber un matin, sans bruit, dans une représentation constitutionnelle de toutes les souverainetés locales[2]. Le moment viendra où cette réforme sera aussi imminente que la réforme du parlement d'Angleterre; car elle n'est pas seulement une des nécessités politiques de l'Allemagne; les destinées du protestantisme l'entraînent aussi avec elles. Après avoir épuisé le cercle de ses discordes intérieures, le protestantisme, ébranlé et partagé, se rallie à son tour. Le luthéranisme et le calvinisme, après trois siècles, se réconcilient et se confondent dans le danger commun[3]. Non seulement les confessions ennemies se rapprochent, mais le protestantisme, pour mieux ramener au cœur sa vie trop divisée, se fait aujourd'hui des constitutions locales. Il aspire à les confondre dans un synode unique; l'Allemagne moderne, fondée tout entière sur le

1. P. 204.

2. Ceci a été réalisé à la lettre dix-sept ans plus tard, en 1848, dans la diète de Francfort.

3. Combien cet aperçu de 1851 est plus vrai encore aujourd'hui! 1857.

génie de la réformation, ne fera qu'obéir dans le changement du corps politique aux nouvelles vicissitudes de son histoire religieuse.

De la religion descendons aux intérêts matériels qui semblent mener le monde quand on le regarde à la surface; nous trouverons encore le même résultat, seulement plus évident. Quel était le cri de ralliement des populations de la Hesse, de Bade, de Saxe, du Hanovre, quand elles se mirent en branle il y a neuf mois? Quelle est la pensée vivante qui est à cette heure sous le toit des maisons de ces villages, autrefois si sereins, à présent si soucieux et si désenchantés? Cette pensée est l'unité du territoire de la patrie allemande, ce cri est l'abolition des frontières artificielles, le renversement des limites arbitraires, derrière lesquelles ils sont parqués, eux et leurs produits; sans échange, sans lien, sans industrie possible, chacun obligé de se suffire à lui-même et d'enfouir sa misère dans un coin, comme après la guerre de Trente ans.

Vraiment il faudrait être aveugle pour ne pas voir la tristesse de funeste augure du peuple allemand. Elle n'éclate pas, comme chez nous, par des cris : c'est une contenance funèbre sur son sillon; plus de prières, plus de chants, plus d'harmonie dans l'air, plus de fêtes domestiques; point d'émeutes, comme en Angleterre ou en France; point de pétitions, point d'adresses politiques; mais des projets qui couvent sans rien dire, mais un levain qui s'aigrit et s'amasse à chaque heure, mais une colère patiente qui attend tranquillement l'occasion d'éclater[1], qui s'empoisonne à plaisir, qui ne demande

1. Les révolutions de Berlin, de Dresde, de Vienne, de Bade,

pas mieux que d'être poussée à bout pour se débarrasser de sa lenteur naturelle et de son dernier scrupule. Jamais il ne se vit de tristesse de peuple plus poignante et plus menaçante. Aussi, les assemblées politiques, qui connaissent leur pays, ont-elles parfaitement compris ce langage ; toutes sont occupées à un contrat d'union pour l'abolition des frontières de douane ; déjà l'une d'elles a voté ce contrat, dont la conséquence immédiate est de conférer à la Prusse le protectorat matériel de tout le reste des nations germaniques.

Ainsi, voilà l'unité du monde germanique que tout sert à relever, rois, peuples, religion, liberté, despotisme. Cette unité n'est point un accord de passions que le temps détruit chaque jour ; c'est le développement nécessaire de la civilisation du Nord. Jusqu'ici, nous n'avions guère compté que la Russie et les peuples slaves ; nous avions omis cette race germanique qui commence, elle aussi, à entrer à grands flots dans l'histoire contemporaine. Nous n'avions pas songé que tous ces systèmes d'idées, cette intelligence depuis longtemps en ferment, et toute cette philosophie du Nord, qui travaille ces peuples, aspireraient aussi à se traduire en événements dans la vie politique, qu'ils frapperaient si tôt à coups redoublés pour entrer dans les faits et régner à leur tour sur l'Europe actuelle.

Nous, qui sommes si bien faits pour savoir quelle puissance appartient aux idées, nous nous endormions sur ce mouvement d'intelligence et de génie ; nous l'admirions naïvement, pensant qu'il ferait exception à tout ce que nous savons, et que jamais il n'aurait l'ambition

de Hesse, de Wurtemberg, en 1848, ont donné une confirmation suffisante à ces paroles. 1857.

de passer des consciences dans les volontés, des volontés dans les actions, et de convoiter la puissance sociale et la force politique. Et voilà, cependant, que ces idées, qui devaient rester si insondables et si incorporelles, font comme toutes celles qui ont jusqu'à présent apparu dans le monde, et qu'elles se soulèvent en face de nous comme le génie même d'une race d'hommes; et cette race elle-même se range sous la dictature d'un peuple, non pas plus éclairé qu'elle, mais plus avide, plus ardent, plus exigeant, plus dressé aux affaires. Elle le charge de son ambition, de ses rancunes, de ses rapines, de ses ruses, de sa diplomatie, de sa violence, de sa gloire, de sa force au dehors, se réservant à elle l'honnête et obscure discipline des libertés intérieures. Depuis la fin du moyen âge, la force et l'initiative des États germaniques passe du Midi au Nord avec tout le mouvement de la civilisation. C'est donc de la Prusse que le Nord est occupé à cette heure à faire son instrument? Oui; et si on le laissait faire, il la pousserait lentement, et par derrière, au meurtre du vieux royaume de France,

En effet, au mouvement politique que nous avons décrit ci-dessus, est attachée une conséquence que l'on voit déjà naître. A mesure que le système germanique se reconstitue chez lui, il exerce une attraction puissante sur les populations de même langue et de même origine qui en avaient été détachées par la force. Sachons que la plaie du traité de Westphalie et la cession des provinces d'Alsace et de Lorraine saignent encore au cœur de l'Allemagne, autant que les traités de 1815 au cœur de la France.

Chez un peuple qui rumine si longtemps ses souvenirs, on trouve cette blessure au fond de tous les projets

et de toutes les rancunes. Longtemps un des griefs du parti populaire contre les gouvernements du Nord a été de n'avoir point arraché ce territoire à la France en 1815, et, comme il le dit lui-même, de n'avoir pas *gardé le renard, quand on le tenait dans ses filets.* Mais ce que l'on n'avait pas osé en 1815 est devenu plus tard le lieu commun de l'ambition nationale.

AVERTISSEMENT AU PAYS[1]

(1841)

Appel à la Bourgeoisie[2].

..... Vous avez tous les inconvénients de l'aristocratie et de la démocratie sans posséder aucun des avantages ni de l'une ni de l'autre. Vous avez de l'aristocratie les privilèges politiques avec le cortège de haines qu'ils entraînent à leur suite, l'envie des inférieurs, la dureté des maîtres, l'inquiétude perpétuelle d'être dépossédé, d'où la peur de tout changement; et vous n'avez pas la continuité dans les projets, la circonspection, la maturité, le grand sens, la connaissance unie à la patience, d'où naît la prospérité des États fondés sur une oligarchie. D'autre part, vous tenez de la démocratie les discordes, la mobilité, les incertitudes, l'amour de l'imprévu; et vous ne connaissez pas l'élan des esprits, l'enthousiasme contagieux, la fraternité, et ces sublimes ardeurs de courage qui fascinent le monde....

Si la bourgeoisie avait une mission dans le monde, c'était assurément de devenir le guide, l'instituteur, ou plutôt l'organe, la tête du peuple; c'était là une mission sacrée pour laquelle elle avait reçu l'intelligence, la science, l'expérience des temps passés. La parole, la

1. *Œuvres complètes*, tome XIV.
2. P. 252.

pensée lui avaient été données pour parler et penser au nom d'un peuple tout entier. L'occasion était grande ; il s'agissait de préparer, d'inaugurer l'avènement de la démocratie dans le monde européen. Qui n'eût cru que la grandeur de cette œuvre allait agrandir, relever tous les esprits ! Loin de là, à peine parvenue à posséder l'autorité, la bourgeoisie en est infatuée comme tous les pouvoirs qui l'ont précédée ; même elle se laisse fasciner plus vite qu'un individu. Elle ne voit plus, elle n'entend plus la nation dont elle devait être la parole vivante. Elle se répète à son tour par mille bouches : « L'État, c'est moi » ; elle fait pis qu'oublier le peuple, elle s'en sépare ; d'où il arrive que la démocratie reste pour un moment mutilée. D'un côté se trouvent les forces de l'intelligence, de l'expérience, de la science politique ; de l'autre, le tronc pantelant de la démocratie, qui, privé de son chef naturel et, en quelque manière, décapité, cherche aujourd'hui à se reformer une tête. La bourgeoisie sans le peuple, c'est la tête sans le bras. Le peuple sans la bourgeoisie, c'est la force sans la lumière.

. . . . . .

Quand la bourgeoisie a essayé de se rapprocher du peuple, cela s'est appelé défection. Quand le peuple a essayé d'entrer dans la bourgeoisie, cela s'est appelé sédition. On a tracé un cercle fictif dans lequel a été renfermée la vie publique ; hors de là rien n'existe et tout est mal. Jeunesse, vie, enthousiasme, espérance d'un ordre meilleur, tout cela, ils le nomment passions mauvaises. Et en effet, comme ils reléguent la plus grande partie de la nation loin de toute vie politique, il résulte que dans cette sorte de bannissement les esprits s'exaltent, qu'ils convoitent l'impossible ; que, repoussés de la société, un grand nombre rêvent de la détruire pour habiter au moins ses ruines. On

croit dompter les passions qu'on éloigne : on ne fait que les corrompre et les enivrer dans le vide. Le désespoir dans lequel on se vante de les maintenir enfante les utopies que l'on veut étouffer ; dans ces vagues régions, fermées à l'espérance, naissent les chimères, les projets destructeurs, les inimitiés irréconciliables. On s'accoutume à vivre comme si l'on appartenait à deux peuples différents.

. . . . . .

On se plaint de ce que les pauvres convoitent le bien des riches : et par ce principe que la richesse seule fait le citoyen, qui donc provoque à la convoitise ? En s'associant à la transformation sociale qui se prépare, la bourgeoisie peut encore la régler par l'intelligence et la faire entrer dans les voies modérées de la civilisation ; au lieu qu'en tout refusant, le déchirement est inévitable.... La bourgeoisie a reproché à l'ancienne royauté d'avoir opposé une résistance implacable à l'esprit de son temps, et d'avoir amassé par là une révolution également implacable. Qu'elle se garde de tomber dans la même faute.

Devoir de la Démocratie[1].

Si j'étais convaincu que toute la pensée de la démocratie fût de briguer la bourgeoisie, ou seulement de bien vivre, d'avoir un pain meilleur, de s'engraisser à son tour pour s'endormir dans la même incurie, de ne plus jamais souffrir ni le froid, ni le travail, ni la faim, sans doute je compatirais à de tels souhaits, mais sans m'inquiéter, ni m'effrayer beaucoup de l'avenir d'hommes qui sauraient si prudemment circonscrire la nature humaine à

1. P. 245.

la nature physique; et, comme j'aurais plus d'une fois souffert des mêmes maux sans me plaindre, j'attendrais, je demanderais d'eux la même patience. Oui, si je pensais que la démocratie n'eût rien autre chose à faire qu'à augmenter et imiter la bourgeoisie, je serais volontiers d'avis qu'il est assez de bourgeois dans le monde, et je m'en tiendrais à ce que je vois. Il en est qui croient que le jour du repos commencera pour le peuple au jour de l'émancipation; et moi, je crois, au contraire, que c'est alors que commencera pour lui le vrai travail, le dur labeur. En naissant à la vie politique et sociale, il naîtra à l'inquiétude, à la douleur, aux incommensurables soucis. Voilà à quoi il faut qu'il se prépare, non pas au miel de la terre promise. Non, non, ne croyez pas qu'il vous suffirait, pour régner à votre tour, de posséder un instant la richesse, d'être vêtus comme les rois, de vous enivrer à l'ancienne coupe, que vous auriez dérobée à leurs lèvres; ne croyez pas, si vos instincts ne s'élèvent, que la couronne s'abaissera sur vos fronts, ni que le monde descende pour subir patiemment votre domination. Surtout n'espérez pas qu'il vous laisse dormir dans la paresse, sur l'oreiller des rois; au contraire, il vous faudra souffrir tous les maux de l'âme et du corps pour relever ce pays et résister à ses nombreux ennemis, il vous faudra labourer sans relâche, dans un sol plus rude que celui de vos sillons, semer les pensées de vos cœurs pour faire germer l'épi glorieux que vos fils moissonneront.

. . . . . .

Ou vous mériterez le trône de l'avenir, ou vous ne l'occuperez pas. Ou vous serez meilleurs que vos maîtres, ou vous ne les remplacerez pas....

L'ULTRAMONTANISME[1]

(1844)

Le concile de Trente[2].

Quel a été l'esprit de cette grande assemblée? voilà ce que je dois examiner en peu de mots. C'est, on ne l'ignore pas, un esprit de restauration, de réaction, de contre-révolution religieuse. En face de la Réforme triomphante dans le Nord, l'Église, qui, quelques années plus tôt, était emportée par le génie de l'innovation, se concentre dans le Saint-Siège comme dans un fort.

Un siècle auparavant, la papauté, dans le concile de Florence, avait jeté un de ces cris de joie qui font tressaillir le monde : Réjouissez-vous, poussez le cri d'allégresse, *jubilate, exultate*, vous tous qui portez le nom de chrétien, *omnes qui ubique nomine censemini christiano.* Quelle était donc la grande nouvelle que Rome annonçait ainsi à la terre? Une bonne nouvelle, en effet, si elle se fût confirmée : c'est que l'Orient se ralliait à l'Occident, que les prêtres d'Asie, les patriarches, les évêques grecs, les moines du mont Athos, sortaient de l'Église séparée et arrivaient, par toutes sortes de chemins, à Florence, pour se réconcilier, dans la ville de l'art, avec l'unité romaine. Alliance nouvelle de la Grèce et de l'Italie, non

1. *Œuvres complètes*, tome II. [Cours du Collège de France.]
2. P. 168.

pas seulement dans les fêtes de l'art, mais dans les fêtes du culte. L'Italie se para de toutes ses pompes, jeta sur les chemins ses plus belles fleurs pour accueillir cette sœur aînée, qui arrivait en pèlerin, des ruines et des cloîtres d'Athènes, de Trébizonde, de Constantinople.

On pensa que l'ancienne division allait disparaître; on se crut obligé envers ces schismatiques, issus de Périclès, à une urbanité inconnue. L'Italie et la Grèce réunies! quelle merveille! Mais l'espérance ne dura qu'un moment; les rites d'Athènes ne voulurent pas céder aux rites de Rome; on se quitta pour ne plus se revoir; et cette espérance trompée excita dans l'Église d'Occident un esprit de défiance, qui parut bien dans le siècle suivant.

Si vous comparez au concile de Florence celui de Trente, vous voyez qu'autant dans le premier il y avait d'espérance de réconciliation avec l'Orient, autant, dans le second, il reste peu d'espoir d'alliance avec le Nord. Que l'Italie s'est promptement désabusée! elle avait des promesses pour la Grèce; elle n'a que des anathèmes pour l'Allemagne.

De là, au lieu d'appeler comme par le passé toute la terre à juger entre Luther et Rome, la papauté, dans cette dernière affaire, ne se confie pleinement qu'à un seul peuple. Le concile de Trente n'a plus, comme les précédents, ses racines dans toutes les nations; il n'attire pas à lui les représentants de toute la chrétienté; il ne s'appuie, en toute sécurité, sur personne, excepté sur le peuple que la papauté a investi de tous côtés. Au lieu de cette foule innombrable de théologiens, de docteurs, de peuple (*omni plebe adstante*, c'est la formule des anciens conciles), que l'on savait attirer dans les époques précédentes, comment était composée, en réalité, cette

illustre assemblée de Trente? 187 prélats Italiens, 52 Espagnols, 26 Français, 2 Allemands; voilà quels sont les mandataires de l'univers chrétien. L'Orient et le Nord y manquent presque également, c'est ce qui lui faisait refuser par le roi de France le titre de concile. Encore, le mode de délibération fut-il changé; dans les conciles antérieurs, on votait par corps de nations; tout peuple qui avait une langue particulière comptait pour une personne. Dans le concile de Trente, on vota par individu, par tête, ce qui assura pour toujours, et sur tous les points, la majorité à l'Italie.

Ici, n'êtes-vous pas frappés de ce qu'il y a d'extraordinaire dans cette situation? Le Saint-Siège n'a cessé de grandir aux dépens de l'existence politique de l'Italie : par la force des choses, il l'a empêchée de marcher, comme tous les autres peuples de l'Europe, à l'unité qui, seule, pouvait la sauver. Il a suspendu, dans ce pays, le souffle de la vie civile; il a empêché l'État politique de se développer et de durer; il a absorbé toutes les forces vitales de l'Italie; chacun des centres d'organisation politique, la ligue lombarde, Pise, Florence, Venise, disparaît à son tour; le monde temporel s'efface; il s'évanouit devant le spirituel.

Lorsque cette œuvre est achevée, qu'il ne reste plus trace, nulle part, de mouvements dans l'existence civile; lorsqu'au seizième siècle, l'Italie, effacée de la carte politique, disparaît de la région du temps, pour entrer dans la voie de l'éternelle ruine; en ce moment même, la papauté lui dit : « Tu es morte, mais je vais te faire régner; tu m'as été immolée, mais je vais te donner le triomphe sur le monde. J'ai absorbé tous tes droits, toute ta vie, tout ton avenir; rien, chez toi, ne subsiste

plus que moi-même; tu t'es consumée tout entière pour moi, et maintenant, dans mon règne, c'est toi qui vas régner; car je ferai de la terre entière une Italie semblable à toi, sans ton soleil et ta beauté. Tes pensées de mort, qui s'élèvent du milieu de tes maremmes et de tes villes désertes, je les imposerai au monde; et il se fera, comme chez toi, un grand silence; tu te reconnaîtras, tu te retrouveras partout, et chacun t'enviera ta couronne de morte. Partout, comme chez toi, le temporel pâlira devant le spirituel; l'herbe croîtra sur le monde civil comme sur la campagne de Rome. » C'est là ce qu'on appelle l'ultramontanisme moderne.

Domination absolue de l'esprit italien, tel que les temps nouveaux l'ont fait et qui fut cause que tant de protestations éclatèrent dans le concile, de la part des Français, des Espagnols, des Allemands. La vie résistait à cette déclaration de mort. Les ambassadeurs français se retirent du concile à Venise; ils sont approuvés par leur gouvernement, et plus tard, par le tiers état de 1614. Avec une fierté d'hidalgos, les évêques espagnols crient à l'usurpation. Ils sont près de dire au pape ce que les Cortès disaient au roi : *Nous qui valons autant que vous*; mais l'anathème les interrompt : *Qu'ils sortent! exeant!* reprend la majorité des prélats italiens. Le jésuite Laynez devient l'âme du concile; la réaction contre le Nord dominant toute autre pensée, l'organisation de l'Église prend une forme nouvelle.

Au moyen âge, Grégoire VII, Boniface VIII, Innocent III s'étaient attribué l'autorité suprême; c'était en eux-mêmes, dans leurs caractères personnels, qu'il puisaient cette force; et tout le xve siècle montra, par les révoltes des conciles, que cette condition n'était pas devenue la

loi de l'Église. L'esprit du Concile de Trente fut de donner sa sanction pleine et entière à l'idée que certains papes du moyen âge avaient établie de leur primauté sur les assemblées œcuméniques. Par là, ce qui avait été l'effet d'un génie particulier devint la constitution même de l'Église. Paralyser l'aristocratie des évêques par la démocratie des ordres mendiants, les ordres mendiants par l'institution prétorienne du jésuitisme, voilà, en partie, le secret de cette politique. L'habileté consista à faire ce changement sans le dire nulle part; l'Église, qui était, auparavant, en droit, une monarchie tempérée par des assemblées convoquées de toute la terre, devint une monarchie absolue. De ce moment, le monde ecclésiastique se tait! la collection des conciles est close; plus de discussions, plus de délibérations solennelles. Tout se règle par des lettres, des bulles, des ordonnances. La papauté résume toute la chrétienté. Le livre de vie s'arrête; depuis trois siècles, on n'y a pas ajouté une page.

Galilée[1].

L'Église, qui renferme d'abord tous les éléments de la vie sociale, se dépeuple peu à peu au sortir du moyen âge. A chaque époque des temps modernes, une institution, un élément de vie s'en détache. D'abord, c'est l'État qui s'en sépare et devient laïque; puis l'art qui devient grec ou romain; puis la liberté individuelle qui s'identifie avec le

1. P. 185.

protestantisme. A la fin, tous les schismes sont résumés dans le plus grand, le plus irréconciliable de tous, dans le schisme de la science et de l'Église, auquel nous sommes aujourd'hui ramenés par la pensée et le nom de Galilée.

. . . . . .

La première chose qui me frappe chez lui, c'est que, touchant à toutes les parties de l'univers physique, sous la multitude de ses expériences, vous découvrez l'esprit d'un vaste système, d'un grand corps d'idées qui jamais ne sont exposées dans leur entier, mais qui souvent se révèlent par un mot et se font sentir dans chacune de ses œuvres; lui-même se vantait d'avoir employé plus d'années à la philosophie que de mois aux mathématiques. Quelle était cette idée, cette âme cachée dans ses travaux? La violence faite à la pensée par l'Église romaine, l'exemple de tant de bûchers inutiles, le forcèrent de dissimuler la meilleure partie de lui-même; il n'a montré que le corps extérieur de sa science. Je voudrais que quelqu'un s'avisât de rechercher dans les confidences échappées çà et là à ce grand homme, dans quelques fragments enfouis et éclatants, quel était le démon secret de ce Socrate du monde moderne.

Car ne croyez pas que le hasard seul le conduise dans ses découvertes. Sa maxime fondamentale, que l'on ne peut pas enseigner à un autre la vérité, que l'on peut seulement l'aider à la retrouver en lui-même, cette maxime seule, qui est le fond de sa méthode, est toute une philosophie; elle suffirait à le séparer par un abîme des écoles purement sensualistes. Si l'on poursuivait l'étude que je ne puis qu'indiquer ici, on trouverait que Galilée se rattache aux écoles les plus larges de l'antiquité pythagoricienne; il n'y avait dans les penseurs

nouveaux, les Césalpini, les Sarpi, aucune idée hardie qu'il n'eût embrassée.

De ces hauteurs de la philosophie comme des hauteurs de la tour de Pise, il dominait l'expérience et les faits. Mais le monde moral lui étant interdit, il fut réduit à agrandir le monde physique.

Qui sait même si cette nécessité de se comprimer dans un sens n'a pas ajouté dans un autre à sa force native? On a souvent comparé Bacon à Galilée; je ne trouve que des différences entre ces deux hommes. Le premier montre très ingénieusement le chemin qu'il faut prendre pour arriver à la vérité; mais, dès qu'il fait un pas pour la trouver, il s'en écarte. Il trace de merveilleuses théories pour découvrir l'inconnu; il ne peut pas le saisir. Au contraire, chez Galilée, point de leçons, et beaucoup de réalité. Tout chez lui est vie, découverte, création. Il ne dit pas comment il faut trouver; il trouve. La différence entre ces deux génies est celle d'un homme qui fait une bonne poétique et d'un autre qui fait un beau poème.

Galilée traite la science comme Raphaël traite l'art. Il agit; il accroît l'univers; il crée; il ne disserte pas.

A ce point de vue, Galilée se rapproche bien plus de son ami Képler; tous deux poursuivent le même ordre de vérités; seulement la science apparaît dans l'Allemand Képler avec tout l'enthousiasme de l'apôtre. Avant de résoudre un problème, il s'écrie : Je m'abandonne à la fureur sacrée : *Lubet indulgere sacro furori.* Il mêle à ses formules des prières, des cantiques, des psaumes. Dans ce géomètre de Prague, vous reconnaissez quelque chose de la flamme de Jean Huss et de Jérôme de Prague. Il tressaille au sein de la vérité mathématique, comme s'il

était frappé par les rayons brûlants de la révélation.

Vous connaissez les paroles tout à la fois saintes et altières par lesquelles il ouvre son Traité sur les révolutions des corps célestes : « Il me plaît d'insulter aux « mortels par une confession ingénue.... Le sort en est « jeté ; j'écris un livre qui sera lu par les contemporains « ou par la postérité ; peu importe ! Qu'il attende son lecteur « cent ans, s'il le faut, puisque Dieu lui-même a attendu « six mille ans un témoin de ses œuvres. » C'est la conviction du vrai géométrique, avec la ferveur du croyant.

. . . . . .

Le rapport de la science et de l'éternelle religion, pour être exprimé avec moins d'exaltation que dans Képler, n'existe pas moins dans l'esprit de Galilée. A proprement parler, c'est Galilée qui ouvre les portes de ce monde nouveau, de cette société moderne, où tout repose sur le poids et la mesure. Il entre dans cette région des découvertes avec une sérénité, une harmonie intérieure que personne n'avait connue avant lui ; ses découvertes mêmes ne semblent pas l'émouvoir. Il se livre à la pente vers la vérité avec l'ingénuité, la sécurité de Christophe Colomb en partance pour le monde nouveau, qu'il possède déjà en lui-même. Vous diriez qu'en découvrant des choses, des mondes, des lois inconnues, Galilée ne fait que confirmer l'idée qu'il en avait déjà. Rien qui trahisse jamais chez lui l'étonnement ; il palpe l'univers dans tous les sens, comme s'il le connaissait d'avance. Cette marche assurée est le trait distinctif le plus élevé de son génie.

Remarquez que ce qui devait rendre l'observation impossible ou stérile dans le moyen âge, c'est le mépris que l'on avait du temps présent. L'homme jetait un regard fugitif sur cet univers d'un moment, qui fuyait

comme l'onde, où rien n'arrêtait son cœur. Galilée, le premier, fait tout le contraire : il arrête fixement ses yeux sur chaque moment comme une éternité, sur chaque atome comme sur un monde, sur chaque monde comme sur un infini. De ce point de vue qui renverse tout le passé, il tire la science nouvelle.

Dans la cathédrale de Pise, au milieu des prières ascétiques, il arrête ses yeux sur une lampe agitée : ce mouvement de la lampe sacrée lui révèle la loi de l'isochronisme du pendule. A cette nouvelle, Képler, du fond de l'Allemagne, lui crie : *Courage, Galilée, continue ; Confide Galilæe, et progredere!* Galilée répond par ses travaux, qu'il appelle lui-même gigantesques, les découvertes de la loi de la chute des graves, de la science de la dynamique, de l'hydrostatique, de la composition du télescope, de la constitution de la voie lactée, du mouvement de rotation du soleil, des générations des comètes, des quatre satellites de Jupiter, de l'application des lois de ces corps célestes à la mesure des longitudes.

Avec la munificence d'un souverain, il annonce, il donne aux chefs de l'État, au roi d'Espagne, à la république de Hollande, ses découvertes les plus capables d'être mises aussitôt en pratique. Il fait l'office du prêtre ; il révèle les lois immuables ; il enseigne la sagesse de Dieu dans ses œuvres. Ses amis de Venise écrivent que, dans cette marche triomphante de révélation en révélation, il est comme le *monarque* de l'univers ; je me contente de dire qu'il en est le pontife. Voyons comment ce sacerdoce a été reconnu par l'Église.

Vers 1556, un Polonais, après de longs séjours en Italie, rentre dans son pays : là, il compose, dans un esprit très rigoureux, un ouvrage d'astronomie, où il suppose

que la terre, et non pas le soleil, se meut dans l'espace. Il dédie cet ouvrage au pape Paul III ; il meurt avant que le livre soit publié : un profond silence pèse quelque temps sur sa mémoire.

Le livre pénètre en Italie ; on s'en raille. Galilée lui-même, encore jeune, quoique frappé et converti, n'ose pas l'avouer ; il ne se sent pas encore assez fort contre le ridicule. Cependant peu à peu il s'enhardit à mesure que la conviction devient chez lui plus irrésistible. Il fallait une sorte d'héroïsme pour la proclamer : Galilée devient l'apôtre du dogme nouveau ; il l'enseigne, il le confirme, il le publie.

Tel est le lien des vérités, que presque tous les hommes qui regardaient l'avenir, se rangent presque aussitôt du côté de cette doctrine. Sarpi, Campanella, Grotius, Gassendi l'adoptent, pour ainsi dire, spontanément ; tous les hommes du passé la repoussent ; les plus ardents à la faire rejeter sont les jésuites. Leur orateur, leur publiciste, le grand Bellarmin, jette le premier le cri d'alarme ; il fait convoquer une assemblée de l'inquisition, qui, dans un premier conseil, interdit de discuter ni d'exposer l'hypothèse de Copernic. Dans le même temps, Bellarmin livre, comme suspectes, les découvertes des quatre satellites, et cet instrument de magie, le télescope, qui menaçait de bouleverser les cieux.

Que s'était-il donc passé depuis que le pape Paul III avait accepté la dédicace de Copernic ? La réforme avait grandi en dehors, l'épouvante était dans l'Église. Désormais toute nouveauté, toute découverte devient un péril, le moindre bruit dans l'univers, une étoile qui se lève, un météore qui passe. La vie même fait peur.

Soyons vrais : Galilée donnait à ce système une force

menaçante pour tout ce qui vieillissait ; c'était une révolution sur la terre comme dans le ciel.

Contraint par l'esprit de vérité, incapable de garder le silence, malgré l'inquisition, Galilée compose une suite de dialogues, où le système nouveau est, d'une part, défendu avec un art irrésistible, et de l'autre, attaqué maladroitement par un des interlocuteurs, Simplicius. On eut la malice de dire au pape Urbain VIII que ce *Simplicius*, esprit très étroit en effet, n'était personne autre que Sa Sainteté elle-même. On n'avait pas besoin de cet artifice pour tout envenimer ; les choses parlaient assez haut.

Voyez, en effet, tout ce que l'exposition du système nouveau apportait de changement, non pas seulement dans les choses, mais dans les esprits et les pensées des hommes. La manière seule dont il était présenté était une nouveauté. Ce n'était plus le langage hérissé de la scolastique qui ne s'adressait qu'à un petit nombre d'intelligences privilégiées. C'était, au contraire, la science qui se faisait humble et petite pour être accessible à tous. Dans cette parole souple, familière, charmante de Galilée, les cieux mêmes paraissaient s'incliner et montrer leurs mystères transparents. Imaginez les paroles de Socrate, appliquées à la science des révolutions célestes, la grâce des digressions, l'ironie de Platon avec la rigueur des démonstrations d'Archimède ou d'Euclide. On se sentait entraîné, par ce dialogue, de sphères en sphères, sans fatigue ; cette popularité, dans les mystères de la science, était une chose inouïe ; premier sujet de crainte.

Secondement, l'indépendance de la discussion, l'accent du discours, la conscience que l'esprit humain recevait là infailliblement de sa force native rappelait, à

chaque instant, le ton, et presque les paroles de Luther.

Quand Galilée repoussait, avec tant de fierté, l'autorité de la tradition, quand il s'établissait seul, dans sa force et sa conviction, en face de tout le passé, il était impossible de ne pas penser à ce que le protestantisme revendiquait de liberté pour l'esprit de chaque individu. C'était, dans l'un et l'autre cas, la même situation. Il y avait de plus, dans Galilée, la tradition et le sentiment du républicain de Pise. Avec quel dédain il oppose aux ordonnances arbitraires des princes, des empereurs, des monarques, la législation immuable de la nature! Dans un pays où il ne restait plus nulle trace d'institutions libres, il se retranche dans la Charte éternelle de la création; de cette hauteur inaccessible, il prend en dédain les caprices des princes. En face de l'infaillibilité de Rome surgit l'infaillibilité des lois canoniques de l'univers. Seconde cause de soupçon.

Enfin, le fond du système et des choses. Quand même on ne se rendait pas compte de toutes les conséquences, on ne laissait pas de les pressentir. Ce qui effrayait d'abord, c'était la nécessité d'agrandir l'idée que l'on s'était faite des proportions du monde[1].

Ces cieux étroits, inflexibles du moyen âge s'ouvraient subitement; ils laissaient découvrir une perspective, une étendue incommensurable. Toutes les images accoutumées, des cieux roulés comme une tente, du firmament étendu comme une peau, cessaient d'exprimer et d'embrasser la vérité. La réalité l'emportait sur la poésie; on s'était accoutumé à un univers resserré; limité; soudainement, cet horizon, par le génie d'un homme, s'accroît,

1 Fosse necessario ampliare l'orbe stellato smisuratissimamente.

recule, s'étend à l'infini. Il faudrait, pour se proportionner à cet infini, agrandir la lettre, et l'on veut s'y emprisonner. Le bras de Dieu s'étend, d'une manière démesurée, pendant que la vue de l'Église se raccourcit !

Les petits systèmes, les arrangements gothiques se perdent dans cette immensité : emprisonnés dans une étroite conception des choses, les hommes du passé reculent devant cet infini ouvert de tous côtés. L'Église romaine, dès le premier moment, ne se sent pas l'âme assez vaste pour remplir le nouvel univers.

Il est remarquable que ce qui l'attachait à l'ancien système, c'est ce qu'il avait de profondément païen. En effet, ce qui blessait plus encore que ce que je viens de dire, c'était de changer l'idée que l'on avait de la condition inaltérable des cieux. La pensée parfaitement idolâtre que les cieux visibles, séjour des Olympiens, sont formés d'une matière immuable, inaltérable, cette pensée faisait le fond de la physique païenne ; de là, elle avait passé dans la science de l'Église.

Imaginez la stupeur, lorsqu'un homme vint annoncer que cette immutabilité, cette incorruptibilité des cieux est un rêve du paganisme, que tout est soumis dans ces régions à des changements, à des transformations semblables à celles que l'on voit sur notre globe, que ces espaces ne sont pas régis par des lois particulières et en quelque sorte privilégiées; en un mot, que des mondes nouveaux s'y engendrent, naissent, s'accroissent, se corrompent ou déclinent, et que les révolutions de la vie s'y succèdent éternellement?

Quel abîme ne s'ouvrait pas dès lors à la pensée ! et il était impossible que les Bellarmin, les Urbain VIII n'en fussent pas effrayés. Que devenaient toutes les visions que

le moyen âge avait établies dans les constellations comme dans un séjour d'éternelle félicité? il fallait ne plus s'arrêter à ces mondes passagers comme le nôtre; il fallait aller plus loin, s'élever plus haut. Mais l'âme de l'Église était lasse de monter; elle refusait de suivre la science par delà les horizons visibles.

D'ailleurs (car enfin je parle ici à des hommes), si l'œil humain peut suivre la génération et la naissance des mondes, que devient l'ancienne idée de la création achevée en six jours? Le monde, que l'on croyait clos pour toujours, comme une pièce de théâtre, se rouvre; il s'accroît. En d'autres termes, la création continue à chaque moment de la durée. Le miracle est permanent; et cette idée qui naissait naturellement et nécessairement de la première, était faite toute seule pour bouleverser des hommes dont la doctrine était, qu'à partir d'un certain jour, d'une certaine heure, tout était consommé dans le monde physique comme dans le monde moral.

Ces pressentiments, plus ou moins obscurs, recevaient une éclatante clarté d'une autre conséquence formellement exprimée, je veux dire de la condition nouvelle de la terre dans le système du monde : ici la pensée du moyen âge était directement contredite.

Tout le catholicisme du moyen âge avait représenté la terre comme un monde condamné, formé pour le châtiment et pour le mal. C'était la vallée où coulaient tous les pleurs des mondes; impure sentine de l'univers. Et voilà que, par un renversement de la théologie accoutumée, Galilée relève la nature de cette condamnation. Il rend à la terre sa dignité première; il établit l'égalité entre le ciel et la terre; il montre que celle-ci, sujette aux même lois, nage dans la même splendeur; il met la

sérénité et la vie à la place de la théorie mystique; pour me servir de ses propres paroles, il replace la terre dans les cieux d'où on l'avait bannie.

C'était donc véritablement et nécessairement une forme nouvelle que Galilée imposait au dogme. Voyez dès lors la question qui va surgir. D'un côté est le livre des canons ecclésiastiques et des décrets du Saint-Siège ; de l'autre le livre de l'univers et des lois éternelles de la géométrie. Ces deux livres se repoussent, ils semblent se détruire réciproquement. Lequel cédera à l'autorité de l'autre? S'ils sont tous deux faits de la même main, lequel doit se plier, s'accommoder, se prêter à l'autre? est-ce la révélation écrite dans l'Ancien et le Nouveau Testament interprété par les conciles? ou est-ce la révélation permanente qui chaque jour se manifeste dans les œuvres vivantes de la nature? L'univers tout entier avec sa géométrie inexorable reculera-t-il devant un mot, peut-être mal écrit, mal interprété, mais adopté par le Saint-Siège? Voilà le problème qui se pose pour la première fois nettement dans le monde : c'est le divorce de l'Église et de la science.

Jusque-là l'Église n'avait rencontré que des oppositions particulières, des sectes, des opinions tirées d'un ordre d'idées semblables aux siennes. La voilà désormais qui entre bravement en contradiction avec la loi d'airain de la création. L'Église, qui s'appelle universelle, va mettre à l'interdit la pensée qui régit l'univers.

Voltaire[1].

L'Église, personne ne le nie, avait commis de grandes fautes : il fallait tôt ou tard qu'elles fussent châtiées : et, comme c'étaient des crimes envers l'Esprit, il fallait qu'elle fût punie par les flagellations de l'Esprit. Voltaire est l'ange d'extermination envoyé par Dieu contre son Église pécheresse.

Il ébranle, avec un rire terrible[2], les portes de l'Église qui, posées par saint Pierre, se sont ouvertes pour les Borgia. C'est le rire de l'Esprit universel qui prend en dédain toutes les formes particulières, comme autant de difformités : c'est l'idéal qui se joue du réel. Au nom des générations muettes que l'Église devait consoler, il s'arme de tout le sang qu'elle a versé, de tous les bûchers, de tous les échafauds qu'elle a élevés, et qui devaient tôt ou tard se retourner contre elle. Cette ironie mêlée de colère n'appartient pas seulement à un individu, à une génération; il s'y mêle le rire de toutes les générations abusées, de tous les morts torturés, qui, se rappelant qu'ils ont trouvé sur terre la violence au lieu de la douceur, le loup au lieu de l'agneau pascal, s'agitent et se moquent à leur tour, jusque dans le fond du sépulcre.

Ce qui fait de la colère de Voltaire un grand acte de la Providence, c'est qu'il frappe, il bafoue, il accable l'Église infidèle, par les armes de l'Esprit chrétien. Humanité, charité, fraternité, ne sont-ce pas là les sen-

1. P. 256.
2. *Isaïe*, c. XXVIII, v. 11

timents révélés par l'Évangile ? il les retourne avec une force irrésistible contre les violences des faux docteurs de l'Évangile. L'ange de colère verse, dans la Bible, sur les villes condamnées, tout ensemble le soufre et le bitume, au milieu des sifflements des vents ; l'esprit de Voltaire se promène ainsi sur la face de la cité divine ; il frappe à la fois de l'éclair, du glaive, du sarcasme. Il verse le fiel, l'ironie et la cendre. Quand il est las, une voix le réveille et lui crie : Continue ! Alors il recommence ; il s'acharne ; il creuse ce qu'il a déjà creusé ; il ébranle ce qu'il a déjà ébranlé ; il brise ce qu'il a déjà brisé ! Car une œuvre si longue, jamais interrompue et toujours heureuse, ce n'est pas l'affaire seulement d'un individu ; c'est la vengeance de Dieu trompé qui a pris l'ironie de l'homme pour instrument de colère.

Non, cet homme ne s'appartient pas ; il est conduit par une force supérieure. En même temps qu'il renverse d'une main, il fonde de l'autre ; et là est la merveille de sa destinée. Il emploie toutes ses facultés railleuses à renverser les barrières des Églises particulières ; mais il y a chez lui un autre homme ; plein de ferveur, celui-ci établit sur les ruines l'orthodoxie du sens commun.

Il sent de toutes ses fibres le faux, le mensonge, l'injustice, non pas seulement dans un moment du temps, mais dans chacune des pulsations du genre humain. Les Églises particulières n'avaient fondé le droit chrétien que pour elles-mêmes. Voltaire fait du droit chrétien le droit commun de l'humanité. Avant lui, on se disait universel ; et cette universalité s'arrêtait au seuil d'une communion, d'une Église particulière ; quiconque n'en faisait pas partie était hors la loi évangélique. Voltaire enveloppe la terre entière dans le droit de l'Évangile !

Où ce vieillard de quatre-vingt-quatre ans a-t-il pris, je vous demande, la force de plaider jusqu'à la dernière heure pour la famille des Calas, pour les Sirven, les La Barre, tant d'hommes qu'il ne connaissait pas? où a-t-il appris à se sentir contemporain de tous les siècles, à être blessé jusque dans le plus intime de son être par telle violence individuelle, commise il y a quinze cents ans? Que signifie cette protestation universelle de chaque jour contre la force? cette indignation que ni l'éloignement de l'espace, ni les siècles de siècles ne peuvent calmer? Que veut ce vieillard qui n'a que le souffle, et qui se fait le concitoyen, l'avocat, le journaliste de toutes les sociétés présentes et passées?

Chaque matin il se réveille, obsédé par les cris des générations, des civilisations éteintes! Au milieu des agitations, des distractions du XVIIIe siècle, un cri, un soupir parti de Thèbes, d'Athènes, de Rome antique, du moyen âge, l'occupe, l'obsède, le tourmente; cela l'empêche de dormir! Le 24 août, jour de la Saint-Barthélemy, il a la fièvre. L'histoire n'est pas une science pour lui, c'est une réalité criante. Quel est cet étrange instinct qui pousse cet homme à être partout sensible et présent dans le passé? D'où vient cette charité nouvelle qui traverse les temps et l'espace?

Qu'est-ce que cela, je vous prie, si ce n'est l'esprit chrétien lui-même, l'esprit universel de solidarité, de fraternité, de vigilance, qui vit, sent, souffre et reste dans une étroite communion avec toute l'humanité présente et passée. Voilà pourquoi la terre a proclamé cet homme comme la parole vivante de l'humanité dans le XVIIIe siècle. On ne s'est pas trompé sur les apparences; il déchirait la lettre; il faisait éclater l'esprit

universel. Voilà pourquoi nous le proclamons encore.

De bonne foi, que lui a-t-on opposé ? quel adversaire est entré en lutte contre lui ? dans le camp du passé, où a-t-il paru, ce lutteur qui, pour vaincre Voltaire, aurait besoin de se montrer plus vigilant que lui, plus fervent que lui, plus universel que lui dans la cause de la justice contre la force et la violence ?

Dans le mouvement précipité de notre siècle, la poussière s'est élevée jusqu'au ciel, sous les pas de nouvelles générations ; quelques personnes se sont écriées avec joie : Voltaire a disparu ; il a péri dans le gouffre avec toute sa renommée. Mais c'était là un des artifices de la gloire véritable ; les médiocres seuls en sont la dupe. La poussière retombe, l'esprit de lumière que l'on croyait éteint reparaît ; il rit de la fausse joie des ténèbres. Comme un ressuscité, il brille d'un plus pur éclat : et le siècle, qui avait commencé par le renier du bout des lèvres, s'achève en le confirmant dans tout ce qu'il a d'immortel.

LE CHRISTIANISME ET LA RÉVOLUTION FRANÇAISE[1] (1845)

Il faut une religion pour le peuple[2].

J'arrive à la grande objection qui les renferme toutes; car elle contient, à elle seule, l'esprit du système, la clef de la position. Combien de fois vous l'avez entendue, cette objection, depuis quelques années! la voici, sous son expression nue : « Où vont-ils, ces téméraires? nous avons pour nous nos formules; nous nous en repaîtrons pendant l'éternité; elles suffisent à des intelligences privilégiées telles que les nôtres. Mais tout le monde n'est pas fait pour atteindre à notre hauteur, et nous ne sommes pas chargés d'aider les autres à s'élever jusqu'à nous. Il s'ensuit qu'il faut une religion pour le peuple; c'est une manie qu'on doit contenter chez lui. C'est aussi un frein. Veulent-ils le briser? Après cela, qui retiendra le coursier? » Tel est le dernier mot du système; on nous juge accablés sitôt que cette parole est prononcée.

Ainsi il faut une religion, un Dieu positif pour le peuple. Que serait-ce, si cette objection ne brisait que

1. *Œuvres complètes*, tome III. Cours du Collège de France.
2. P. 44.

ceux qui la font? On croit nous perdre par ces paroles, et, au contraire, ce sont ces paroles, qui font notre rempart. Car, enfin, elles sont terribles pour ceux qui se placent ainsi d'un côté, et relèguent de l'autre presque tout le genre humain, admettant pour eux-mêmes je ne sais quelle formule, quelle splendeur, quel Dieu de privilège, et pour les autres, pour l'esprit des multitudes, la nuit sans terme, sans fond, sans rives, un Dieu inerte, le joug d'un mystère éternellement immobile. C'est une affaire sérieuse, pensez-y, de déclarer ainsi que l'on prétend goûter pour soi une lumière toujours croissante, et que le reste du monde, attaché aux besoins du corps, doit être encore lié, pour plus de garantie, à une chaîne invisible qui doit ne s'étendre jamais. Pour les heureux, un Dieu de lumières; pour les misérables, un Dieu de ténèbres. Ai-je bien entendu? Cette pensée est-elle en effet sortie de notre temps? cela s'appelle murer, river, sceller le plus grand nombre, dans le fond de l'abîme, pour le temps et pour l'éternité.

Il faut, nous répétez-vous à voix basse, une *religion pour le peuple*. Certes, vous ne nous apprenez rien de nouveau, car nous-même, nous sommes *peuple*, et ce qui nous distingue de vous, c'est que nous ne prétendons pas être autre chose. Si nous pénétrons dans la tradition de l'Église, si les difficultés ne nous arrêtent pas, si nous ouvrons les livres saints avec un esprit de recherche, ce n'est pas pour l'amusement de notre intelligence. Nous aurions été nous-même effrayé de cette audace. Non, si nous approchons des choses sacrées, si nous entrons dans l'ombre redoutable, et si nous savons nous y maintenir, c'est précisément parce que nous sommes peuple, de cœur et d'âme, et que nous voulons,

non pas seulement une formule pour nous y ensevelir, mais, comme lui, une vie, une réalité, une vérité active pour nous renouveler. Dites, si cela vous plaît, que nous avons l'imbécillité du peuple, que nous croyons encore avec lui à la possibilité de quelque chose de grand, de nouveau, de puissant, de pur, sous le soleil. Nous ne nous en défendons pas. Dites encore que notre méthode ne ressemble en rien à celle de l'école, que notre langage n'est pas celui des formules, que nous faisons déchoir la philosophie en la faisant parler comme tout le monde; nous vous remercierons.

Il faut un Dieu pour le peuple; ce mot est le plus formidable qui se soit fait entendre depuis quinze ans, parce qu'il est la clef de la théorie suivant laquelle s'établiraient définitivement des privilégiés de la lumière et des prolétaires des ténèbres. Admettez, par la pensée, un seul instant, le progrès continu de l'esprit chez les uns, l'immobilité éternelle de la croyance chez les autres; l'union de la société est rompue; la France se partage en deux peuples irréconciliables, éternellement séparés par un abîme qui se creuse éternellement entre eux. L'œuvre du christianisme est détruite.

Dans ces circonstances, que faisons-nous ici, selon nos faibles forces? nous nous opposons de tout notre pouvoir à cette scission impie. Nous provoquons pour les uns une philosophie religieuse, pour les autres une religion qui se développe, pour tous un mouvement continu du même esprit de création, afin que les uns et les autres puissent s'entendre, se toucher, se rapprocher incessamment, se rencontrer et s'unir à la fin, dans le progrès de la vie. Nous frappons à la porte de l'Église, pour que ce que l'on appelle avec indignité le Dieu du peuple ne

reste pas immobile sur sa croix de bois, mais qu'il se réveille dans le dogme, qu'il grandisse dans les cœurs, qu'il ne se laisse pas dépasser par le Dieu des riches et des philosophes; et nous faisons cela pour que l'antique égalité ne soit pas atteinte dans sa racine. Voilà ma pensée; je n'ai pas à la cacher. Qu'on la blâme, qu'on la loue, il n'importe : vous l'avez tout entière.

L'Église et l'invasion[1].

Avez-vous jamais ouï dire que l'Église de France ait pris le deuil, qu'elle ait répété jour et nuit la liturgie des agonisants, lorsque l'ennemi a fait invasion sur ce territoire sacré? Quelqu'un a-t-il entendu le glas de ses cloches, lorsque les cavaliers hérétiques de Crimée et de Prusse sont venus bivaquer au seuil de Notre-Dame? Qui sait, pourtant, ce qu'un gémissement aussi solennel d'une Église réellement nationale eût pu produire, quelle commotion en eussent ressentie cette terre envahie et ce qui restait de ce peuple guerrier! Ah! si elle eût seulement tenté ce miracle, pour ma part je lui eusse tout pardonné. Mais non! Elle a vu, les yeux secs, le pays agoniser; elle a vu les schismatiques de Russie et d'Angleterre se répandre, comme une mer, sur les villes et les hameaux de sa fille aînée; et, dans ces jours où le calcul s'efface, où l'instinct seul paraît, non seulement elle ne s'est pas frappé la poitrine, mais elle s'est réjouie. Plus

1. P. 342.

tard, au contraire, lorsque trois jours de réparation ont brillé pour la France, s'est-elle la première ornée de fleurs pour la fête? Non, elle s'est attristée comme d'une défaite.

Qu'est-ce donc que ce prodige d'une Église qui se dit nationale et qui toujours se glorifie de ce qui nous désespère, et se désespère de ce qui nous glorifie? Si nous périssons, elle s'élève; si nous nous élevons, elle périt. Après qu'en ces moments suprêmes le salut d'un peuple s'est accompli en dépit d'elle, suffira-t-il, aujourd'hui ou demain, d'un livre, d'un sermon, d'un mandement d'évêque, pour renouer, avec le pays, l'ancienne alliance? Non! les pénitences et l'éloquence de saint Bernard échoueraient, si on pouvait les retrouver; car quelque chose de plus éloquent que toutes les paroles du monde a éclaté dans ces jours solennels où la vie et la mort étaient en jeu.

A la clarté funèbre des invasions, on a pu voir de quel côté étaient l'espoir, la vie, la rédemption. Le prêtre a passé devant ce peuple frappé par le glaive de tous les peuples; il a laissé se noyer dans son sang le grand samaritain, et il s'est mis du côté des assaillants. Avec M. de Bonald et tous les autres, il a prouvé doctement, sèchement, que le blessé avait tort de se plaindre; avec M. de Maistre, il disait qu'il faudrait peut-être le sang et la mort de plus de *quatre millions de Français* pour étancher la soif de son Dieu implacable! Et, après cela, on pense, on feint d'imaginer que cette terre de France peut oublier ce qui s'est passé dans les heures d'angoisses, où elle avait tout perdu, jusqu'au sentiment d'elle-même!

L'esprit de la Révolution[1].

On a vu de quelles sources éloignées part la Révolution française; elle ne tombe pas seulement des mains du XVIIIe siècle; elle descend des hauteurs de tout le passé. Aussi, depuis un demi-siècle, malgré les apparences, ne s'est-elle pas arrêtée une heure. Lorsqu'elle trouve un obstacle, elle creuse la terre, et va surgir un peu plus loin. Sous la Restauration, les écrivains, les philosophes doctrinaires, disaient que le péril était passé, qu'avec un peu de prudence on s'assurerait que la démocratie a vidé sa coupe. Mais, avec l'instinct de sa propre conservation, la royauté absolue entendait bouillonner et trembler le sol sous ses pas. Rien ne pouvait la rassurer; le sentiment de son danger lui en apprenait plus sur cela que toute la science des publicistes. En effet, après 1830, tout le monde a vu sortir de terre le fleuve enseveli; seulement il était bien changé. De l'abîme où il avait été contenu, il apportait une question que personne ne connaissait, la guerre des classes, l'inimitié de la bourgeoisie et du peuple.

Dans le vrai, l'esprit de la Révolution française est de s'identifier avec le principe du Christianisme. Au milieu du vertige des passions, cette idée reparait depuis Mirabeau jusqu'à Danton; elle devient l'héritage de chaque parti; c'est l'arc d'alliance qui brille dans la pluie de sang.

Après dix-huit siècles, l'homme commence enfin à dé-

1. P. 345.

clarer que Dieu est descendu dans l'homme ; cette conscience réfléchie de la présence de l'Esprit divin crée un nouveau Code des droits et des devoirs. La Révolution, dès l'origine, promet d'être religieuse et universelle ; d'où cette première conséquence, que son esprit repousse tout ce qui peut diminuer la dignité intérieure du genre humain.

Gardez-vous donc d'abaisser le niveau moral, croyant par là rendre plus aisé l'avènement de la démocratie ; vous feriez précisément l'opposé de ce que vous voulez faire. J'ai bien peur, je l'avoue, de ces facilités de mœurs, que l'on érige en théories sublimes. Vous voulez surmonter la bourgeoisie ; ne commencez pas par lui emprunter ses vices. Tout serait perdu si, par je ne sais quelle fascination, la misère morale des riches devenait l'objet de la convoitise des pauvres.

Car ne pensez pas qu'à aucun prix l'homme, le genre humain consente à déchoir du beau moral qu'il a une fois entrevu. Il ne suffirait pas que du fond de l'abîme un grand peuple criât : J'ai faim et soif. Dieu lui jetterait la pâture du corps, mais il lui retirerait la magistrature du monde. L'avènement de la démocratie ne peut être qu'un nouveau progrès de l'esprit, de la civilisation, de l'ordre universel. Ou elle sera tout cela, ou elle ne sera jamais rien ; ce qu'il est impie de supposer.

Que faut-il pour hâter l'avenir ? Qu'une contradiction manifeste éclate entre la dignité intérieure d'un peuple et sa condition réelle, que cette opposition aille toujours en s'accroissant, jusqu'à ce que par la force des choses elle ne puisse plus subsister ; de telle sorte que l'esprit émancipe forcément le corps ; car c'est ainsi que se sont accomplies toutes les émancipations durables que le monde connaît.

Il ne s'agit pas ici d'une instruction scientifique, d'un appareil de théorème, d'une bibliothèque à étaler devant des gens qui ont à peine le temps de vivre. Non. Je ne demande qu'une étincelle, mais puisée au foyer le plus pur de la vie morale. Ce peuple est accoutumé à comprendre aisément les mots tombés de haut. L'Assemblée constituante, la Convention, Napoléon lui ont donné en courant cette éducation de roi; il la faut achever.

Vous voulez l'émanciper de la glèbe; relevez donc sans relâche son esprit à la hauteur du nouveau ciel moral. Que sont ces théories par lesquelles chacun sera dispensé tôt ou tard de toutes les vertus! L'homme fera tout ce qui lui plaira, dites-vous, et jamais rien qui lui coûte. Eh! ne voyez-vous pas que vous détruisez jusqu'au ressort de l'âme? Pour moi, j'aimerais mieux cent fois cette devise : *Fais toujours ce que tu as peur de faire.* Car je sais que dans cet assaut intérieur, dans ce travail héroïque, l'âme s'accroît, elle prend sa force, son point d'appui, elle crée, elle soulève un monde; l'homme enfante le surhumain.

Si la souveraineté du peuple n'est pas le plus trompeur des mots, c'est une âme royale qu'il faut élever dans ce berceau, non pas seulement un artisan dans l'atelier, un laboureur sur le sillon. Je ne veux pas seulement que la démocratie ait son pain quotidien; avec l'esprit de mon siècle, je veux encore qu'elle règne; voilà pourquoi je demande d'elle des vertus souveraines.

Pendant trois jours de juillet, elle a marché sur les nues. Le souvenir de sa clémence dans le combat, la foi du volontaire de 92, l'héroïsme chevaleresque d'un La Tour d'Auvergne, l'inébranlable constance d'un Carnot, le christianisme spartiate de Mme Roland, l'élan du serment du Jeu de Paume, l'âme d'airain de la Garde dans

les jours de détresse, voilà la couronne idéale qui doit flotter sur son front ; c'est le diadème que Dieu a préparé pour le sacre de la démocratie moderne. Entre tant de partis ou de classes qui se divisent, vous demandez lequel aura la victoire. Je réponds que celui-là aura la puissance, l'autorité, la légitimité, qui, restant le plus fidèle à ce beau moral, s'en approchera davantage.

On dira que je suis trop exigeant; que j'élève jusqu'au ciel l'idéal de la démocratie ; cela est vrai ; mais songez qu'il faut le placer haut, puisqu'il doit être vu, comme un phare, du globe entier.

Il ne faut pas idolâtrer la Révolution elle-même[1].

Au reste, n'allons pas retomber dans une autre idolâtrie. Toute grande qu'est la Révolution, je ne demande pas que vous en fassiez une idole. Si elle avait été identique avec l'idéal religieux, si elle l'avait absorbé tout entier, il ne resterait qu'à la recommencer éternellement. De l'or pur qui était au fond de ces temps de douleur et de gloire, je ne prétends pas que vous vous formiez un veau d'or.

Véritablement il serait trop commode de croire que nous sommes les plus pieux, les plus religieux des hommes, parce que nous exigeons que le Christianisme se réalise à notre profit ; l'erreur serait étrange de croire

1. P. 549.

que, pour devenir l'apôtre de l'esprit nouveau, il suffit de diviniser notre intérêt. Ne nous rendons pas la tâche trop aisée, car nous ne la remplirions pas même. Croirai-je ce philosophe allemand qui m'enseigne qu'après tout, le vrai baptême est un bain pour la santé du corps, que la vraie communion est un repas splendide? Flétrir l'âme, est-ce là m'affranchir? Nous parlons presque uniquement de réaliser l'Évangile social pour en jouir. Quelqu'un espère-t-il arriver à l'âge d'or de la fraternité universelle sans passer par le dévouement, par le sacrifice, par le travail intérieur, par la mort peut-être? Si cela est, il se trompe; le comble de la misère serait, en perdant le trésor de l'âme, de perdre jusqu'à l'espoir de thésauriser pour le corps.

A quelque moment que je considère l'histoire de cette Révolution, il n'en est aucun dont je voulusse éterniser l'esprit, parce qu'il n'en est pas qui contienne et réalise en soi l'idéal de vérité dont j'ai besoin. Elle a tendu, d'un effort sublime, à embrasser le divin; elle s'en est approchée en des instants suprêmes; mais, enfin, elle n'est pas la Justice, l'Évangile éternel, la Religion absolue. Je ne me rengagerai donc aveuglément dans aucun de ses partis; je ne rentrerai pas dans le monde du passé; je ne me condamnerai pas à marcher, les yeux baissés, sur les vestiges d'aucune des factions qui ont eu, un moment, la conscience du salut de la France. Hommes nouveaux, faisons-nous un monde nouveau? Parce que j'ai parcouru les champs de bataille de Napoléon, croirai-je que l'Empire peut renaître? prendrai-je pour idole la Constituante, dont le pur enthousiasme me séduit? adorerai-je, en aveugle, comme un Juif au pied du Sinaï tonnant, la montagne de la Terreur? me ferai-je un culte d'épou-

vante? Un des conventionnels amis de Saint-Just, souvent en mission avec lui, un des hommes qui ont le plus abusé des moyens de la Terreur, me disait, il y a peu d'années : « Les hommes de nos jours qui parlent de l'échafaud ne le connaissent pas : *c'est un ressort usé.* » Puisque la mort est usée, de l'avis même de ceux qui la donnent, qu'est-ce donc qui ne l'est pas? La vie de l'âme, la conscience insatiable de vérité et de justice, l'esprit de création qui descend perpétuellement en vous pour vous renouveler : voilà le ressort qui ne se brisera jamais. Celui qui le tient dans sa main le retrempe incessamment aux sources où il a puisé l'univers.

De tout ce que j'ai établi il résulte que l'idéal de la Révolution est, à beaucoup d'égards, plus près du Christianisme que ne l'est aujourd'hui l'Église. Dirons-nous pour cela que l'État est la religion même? Nous ferons-nous un fétiche des lois politiques et civiles? ce serait où nous péririons à bon droit. Prendrons-nous le Code civil pour la parole sainte, les Chambres constitutionnelles pour nos conciles? Par ces abus de mots, croirons-nous nous rapprocher beaucoup de cette conversation avec Dieu, laquelle ne peut et ne doit jamais manquer à l'homme? Que serait véritablement tout cela, sinon la parodie de notre pensée?

Il y aura toujours un sanctuaire dans lequel l'État avec ses armées ne pourra pénétrer; et ce sanctuaire idéal, élevé au-dessus des gouvernements et des institutions réalisées, ce temple, où n'entrera plus jamais la force, cette enceinte, cette Église que ne peut *réglementer* aucun pouvoir temporel, c'est la conscience religieuse de l'homme, en commerce avec l'infini. Vous cherchez toujours au loin ce pouvoir spirituel, indépendant de la

terre. Vous l'avez placé d'abord dans Rome, au Vatican, puis dans les livres du XVIIIe siècle, puis dans les assemblées, dans les conseils de la Révolution, toujours en dehors. Combien de temps vous faudra-t-il donc pour déclarer que le pouvoir spirituel, qui lie et qui délie, habite tout près de vous, en vous, dans votre poitrine? L'État ne peut rien sur cette Église, et cette Église domine l'État; car elle le juge, elle l'absout, ou elle le condamne; ses arrêts finissent par être exécutés.

Un homme, en grandissant intérieurement, en redoublant en soi, par un effort sublime, la vie morale, fait, sans qu'il le sache, une révolution dans le genre humain, qui, tôt ou tard, est obligé de se mettre à son niveau. Je dirais volontiers que chacun porte, au dedans de soi, la chaîne de diamant qui soutient l'univers moral; à mesure qu'il s'élève, il oblige l'univers de monter avec lui.

Le renouvellement de l'esprit[1].

Dans les systèmes généreux qui éclatent depuis une vingtaine d'années et qui attestent l'espérance dont la terre est saisie, presque toujours on imagine changer l'ordre social sans toucher à la religion. Comme si un monde nouveau pouvait s'insinuer en silence et apparaître sans troubler les anciennes églises, ou même en s'y appuyant! Dirai-je ma pensée? Nos utopistes ne me semblent pas assez hardis. Quand même toutes leurs pro-

1. P. 554.

messes seraient réalisées demain, cela ne me suffirait pas. Je demanderais encore la réforme de la réforme, c'est-à-dire le renouvellement non seulement des choses, mais de l'homme intérieur, de l'esprit, de l'Église vivante.

La Révolution française, dans ses développements, a promis d'être universelle; d'où résulte cette seconde conséquence, qu'elle doit renfermer en soi et concilier le principe social de chaque Église, en particulier du catholicisme et du protestantisme. Par cette simple idée, il est aisé de voir si une théorie, une utopie, un rêve est dans le plan, dans le génie de la France moderne.

A la fin du XVIe siècle, un moine d'Italie, Campanella, dans le fond d'une prison, imagine une nouvelle humanité. La communauté des biens[1], l'abolition de la famille, du foyer domestique, de la patrie, de la nationalité, l'agriculture pratiquée en commun, la hiérarchie de haut en bas, la distribution des richesses suivant la capacité et le travail de chacun, la papauté au faîte; telle est l'utopie catholique dans son expression la plus nue. Le monastère en est le fond. Campanella dit lui-même qu'il l'emprunte à l'Église[2]; pour réaliser la *monarchie du Christ*[3], il demande le bras séculier de l'Espagne. L'idée grande qui saisit dans cette république idéale est le principe de l'association, l'âme du catholicisme; mais, d'autre part, que devient l'individu? il n'existe pas.

1. Omnium communitas, etc. (*De Civitate solis*).

2. Sed ego dico finem monarchiarum jam advenisse, et quod in eo nam ævo sumus quo omnia Sanctis et Ecclesiæ subjici debent. (*Mon. hisp.*, p. 22.

3. Monarchia Messiæ. Atheismus triumphatus. (*De Monarchia hispanica*).

Au contraire, voici dans une île déserte un homme, Robinson, jeté par le naufrage sur un rocher. Nu, sans défense, il ne lui reste que la Bible; il est seul, il tire tout de lui-même et du livre sacré; c'est l'extrémité et l'utopie du protestantisme. Entre ces deux rêves, le monde cherche son chemin.

Lorsque l'idéal du moine de Calabre fut transporté en France dans le Saint-Simonisme, beaucoup de personnes crurent faire un pas irrévocable vers le pur avenir; et cependant il est évident que, d'autre part, en continuant sans interruption le rêve de la fin du moyen âge, elles supprimaient toute l'individualité de l'homme moderne. Pendant quelque temps, elles marchèrent plongées dans ce sommeil merveilleux; à la fin, elles trouvèrent en elles-mêmes cet homme moderne, qui poussa un cri. Ce cri les éveilla. Elles avaient, sans le savoir, rêvé de l'avenir, à l'ombre puissante de l'Église du moyen âge.

Entre les deux principes contradictoires que la Révolution française doit finir par concilier, l'association et le droit de l'individu, nous sommes naturellement disposés à ajourner le second. L'éducation catholique que notre pays a reçue pendant dix-sept cents ans nous laisse une empreinte absolue que nos yeux ne discernent pas toujours. De là, une facilité singulière à laisser se voiler la liberté, sans pourtant y renoncer jamais. Chaque parti se promet intérieurement une heure de despotisme, un 18 brumaire, pour assurer l'indépendance des autres. Nous avons toujours l'air d'être un peu étonnés du droit de discussion et d'examen, quand nous en faisons usage. Notre premier mouvement est de fortifier l'État, l'association; nous ne pensons que par réflexion à l'individu, à la personne. Une chose qui étonne le monde est de

voir qu'après tant de bouleversements l'institution par excellence, la famille, est encore régie exclusivement chez nous par le droit ecclésiastique. Le mariage est demeuré, parmi nous, le sacrement indissoluble de l'Église romaine; notre loi civile tient le divorce pour hérésie[1]. Il paraît incroyable qu'avec la liberté des cultes nous continuions ainsi d'imposer également à tous, aux croyants et à ceux qui ne le sont pas, le sceau du catholicisme dans le for le plus intime de la vie privée. De combien de révoltes intérieures cette contradiction a été la cause la plus prochaine! Tel a été chercher au loin une théorie transcendante, qui n'avait besoin que de réclamer, d'abord, la logique du sens commun.

Élévations, aspirations vers un monde meilleur que l'on pense saisir dès ici-bas, tel est le génie de notre siècle. La secousse que la Révolution a donnée à la terre a été telle, et tant de choses extraordinaires ont été vues, tant de montagnes abaissées, tant de vallées comblées, qu'il n'est plus de miracle social qui ne semble possible. Autrefois, le genre humain, courbé sur la glèbe, sentait, par intervalles, un souffle passer sur son front, comme la fraîche haleine des siècles à venir; il s'amusait à imaginer un âge d'or; puis, l'instant d'après, il se disait : C'est un rêve! Aujourd'hui, au contraire, en contemplant l'édifice des nuages et les cités féeriques qui s'amoncellent à l'horizon, dans la pourpre et l'or du soleil, il va jusqu'à penser que ce songe du ciel pourrait descendre dès demain sur la terre, et devenir son domaine. Chose nouvelle, grande en soi, présage d'avenir! Il se trouve des hommes qui croient déjà embrasser leur idéal. Ce

1. [Le divorce, aboli en 1816, ne fut rétabli dans la législation française qu'en 1884.]

que l'on appelait autrefois leurre, utopie, s'appelle maintenant théories. Ne méprisons pas les songes. Pour qui sait les interpréter, ils contiennent sans doute des lambeaux et des prémices de vérité. Ce grand trépied de l'avenir dont Napoléon parlait à Sainte-Hélène, et qu'il faisait reposer sur trois grands peuples, résonne de paroles étranges, souvent dures à entendre; ces mots sibyllins étonnent l'oreille. Les uns les acceptent, le plus grand nombre les repousse; ce qu'il y a d'évident pour tous est que la Révolution française a ramené sur la terre la foi à l'impossible.

Tout, en effet, non seulement est possible avec les siècles, mais inévitable et sans cesse imminent, dans ce qui doit augmenter la dignité intime de l'homme. Il n'y a rien d'impraticable que le renoncement à la beauté morale et le renversement de l'âme humaine. Dans l'ivresse des théories, laissez-moi donc à jamais le sacrifice, l'intimité, la fidélité du cœur, la sainteté du serment, la personne morale, la pierre du foyer, la famille, la patrie : hors de là, je ne vois que confusion et désespoir.

La magistrature de la France[1].

La Révolution française n'est si laborieuse que parce que, ayant plusieurs principes à concilier, elle ne veut se renfermer dans aucun à l'exclusion des autres. Ne croyons pas avoir tout décidé pour la société future, quand, afin

1. P. 561.

de nous rendre le problème plus facile, nous supprimons un membre vivant. Quelquefois, dans nos théories, je vois pâlir la France, la patrie, au profit du genre humain. Ne vous abandonnez pas à cette pente. Si l'on cherchait l'origine de cette pensée, on verrait qu'elle est née, sous la Restauration, dans la nuit de l'invasion, lorsque la France avait perdu la conscience d'elle-même. Ce système de renoncement à la nationalité est né dans le tombeau d'un peuple. Mais le mort est ressuscité; la France a retrouvé le sentiment d'elle-même; laissons donc là les pensées du sépulcre!

D'ailleurs, ne sentez-vous pas que ce pays, cette terre que vous foulez, est nécessaire au monde? M. de Maistre dit que la France est investie d'une véritable magistrature dans l'univers; quand ses ennemis parlent ainsi, sont-ce ses enfants qui soutiendront le contraire? Les aveugles ne verront-ils pas que la magistrature continue avec la nécessité de la fonction? que le peuple, qui a fait la Révolution, est nécessaire pour la diriger, pour l'expliquer, la développer? Qui dira au monde le sens, la conséquence, l'esprit de cette ère nouvelle, si ce n'est le peuple qui l'a créée ou inaugurée?

Ne faut-il pas que l'ouvrier subsiste pour surveiller ou réparer son ouvrage? Et d'ailleurs, où est la puissance, où est la nation qui, à la place de la France, se charge de prendre la magistrature et les dangers qui y sont attachés? Où est le peuple qui a posé avec plus d'éclat les difficultés nouvelles de la bourgeoisie et du prolétariat, lesquelles enferment dans leurs flancs un monde inconnu? il ne faut que passer la frontière pour en apprendre beaucoup sur ce sujet. Partout vous entendez des nations tranquilles, assises à leur foyer, répéter que la France cherche des

périls volontaires, qu'elle ne peut se reposer, qu'elle se travaille pour un bien auquel elle n'arrive pas, qu'elle se consume au lieu de jouir. Oui, en effet, elle se consume; et c'est pour la gloire du monde, pour les autres autant que pour elle-même, pour un idéal non encore atteint d'humanité et de civilisation. Aimez donc ce pays, non comme une abstraction doctrinaire, mais comme une terre consacrée. Quand les métaphysiciens vous proposent d'émigrer sans choix, sans souvenir, à la surface du globe, rappelez-vous ce mot par lequel a été sauvée la Révolution : « Emporterai-je ma patrie à la semelle de mes souliers? »

LES RÉVOLUTIONS D'ITALIE[1]

(1848-52)

Dante[2].

Diviser par fragments le poème de Dante, comme on le fait ordinairement, c'est le méconnaître; il faut au moins suivre une fois, tout d'une haleine, le poète dans ces trois mondes qui se touchent, embrasser d'un seul regard l'horizon des ténèbres et de la lumière, suivre le chemin de la torture qui mène à la félicité, recueillir tous les échos de douleur et de joie qui s'appellent sans trouver de réponse, et, placé au sommet du poème, s'orienter dans la cité de Dieu et du Démon; il faut entendre une fois le *miserere* des damnés dans les fleuves de sang, en même temps que l'hosannah des bienheureux, puisque c'est de ce mélange que se forme l'accord complet de la *Comédie divine*....

Cette infinité de joie qui confine à cette infinité de douleur, cet écho infernal qui répond à un écho emparadisé, cet abîme qui vous enveloppe dans tous les sens, cette malédiction qui répond à cette bénédiction, cet ordre dans l'incommensurable, c'est la pensée qui donne le prix à toutes les autres. A cela joignez, pour accroître la

1. *Œuvres complètes*, tomes IV et V.
2. Tome I (IV des *Œuvres complètes*), p. 156.

réalité de la cité de l'abîme, le cortège des souvenirs poignants que le poète emporte avec lui, le sentiment de personnalité qui non seulement survit, mais semble encore s'exalter dans la mort. Les hérésies avaient déjà, pour un moment, ébranlé le vieux dogme. Mais il était une chose qu'aucune secte n'avait encore mise en doute au XIIIe siècle : la foi dans l'immortalité et la résurrection. On croyait à cet empire des morts, au moins autant qu'à l'empire des vivants : et comme les esprits s'en étaient beaucoup plus occupés, on le connaissait mieux que le monde visible. Les familles humaines étaient si certaines de se retrouver là, chacune avec sa langue, son accent, sa physionomie! Chez Dante, ce ne sont pas seulement les personnes, mais aussi les choses, les objets, les lieux aimés qui sont transportés dans le pays des morts. Vous retrouvez dans l'Enfer les châteaux forts, les villes, les murailles crénelées, les ponts-levis des Guelfes et des Gibelins. Chaque endroit de l'abîme est décrit avec une précision qui vous le fait toucher du doigt. La Jérusalem mystique est construite des débris de Florence. Les principaux lieux de l'Italie reparaissent assombris par le triste soleil des morts. C'est le beau lac de Garda, ce sont les lagunes de Venise, ou les digues de la Brenta, ou les flancs minés des Alpes Trentines qui forment en partie l'horizon de la cité éternelle. Ce mélange de merveilleux et de réel vous saisit à chaque pas; c'est encore l'Italie, mais renversée du haut des monts, au bruit de la trompe des archanges, sous les pieds du dernier juge.

. . . . . .

Les seuls êtres qui n'effrayent pas Dante et qui paraissent ses interlocuteurs naturels, ce sont les morts. Comme il converse familièrement avec eux! quelle inti-

mité d'une nature toute nouvelle! Il est vrai que ce ne sont plus seulement des fantômes comme dans l'antiquité; jamais, au contraire, sous le soleil, vies ne furent plus ardentes, ni personnalités plus indestructibles! Au milieu de toutes les tortures, le doute en l'immortalité n'a jamais pénétré dans le cœur de ces damnés. Puis, une partie de ces morts sont d'hier; et cependant, qu'ils ont appris de choses dans les Élysées du Christ! ils se souviennent du passé; ils prévoient l'avenir; ils n'ignorent que le présent.

Sans doute, les supplices semblent trop matériels; mais n'oubliez pas qu'ils ne sont que le signe du supplice intérieur; ni Farinata, ni Bertrand de Born, ni Ugolin, ni Françoise de Rimini, ces figures si connues qui parlent en pleurant, ne se plaignent des blessures de leurs corps, de la tempête éternelle, du bitume brûlant, ou du lac glacé. Ils n'accusent que la blessure intérieure; et peut-être jamais l'obsession de la pensée n'a-t-elle mieux paru que dans la fierté terrible d'une partie de ces damnés qui au milieu des tortures des sens ne parlent jamais que des tortures de l'esprit. Leurs discours, leurs récits, contrastent avec les fureurs du supplice; vous croiriez qu'ils ne sont occupés que de ce qui est autour d'eux; au contraire, c'est le souvenir d'un certain jour, d'une certaine heure éloignée dont l'enfer tout entier ne peut les distraire. Ils se repaissent éternellement de ce souvenir, en sorte que tout cet appareil de tourments matériels ne sert qu'à mieux montrer la plaie invisible de l'âme.

Quand les peintres du moyen âge ont tenté de fixer les visions de Dante sur les murailles, ils ont réussi à représenter son Paradis; ils ont été incapables de copier son Enfer. Dans les anges couronnés d'auréoles sur les fresques de Gozzoli, de Thaddeo Gaddi, rayonnent la foi, le repos,

l'extase du séjour des séraphins; les lèvres bénies murmurent les tercets emparadisés de Béatrix. Mais sitôt que ces mêmes hommes veulent représenter l'Enfer, ils perdent leur génie. Le pinceau véritablement béat de Frá Angelico ne peut suivre le poète dans le chaos de la cité maudite: il n'en exprime tout au plus qu'une ombre burlesque. Les pieuses confréries d'artistes sont incapables, au XIVe siècle, de descendre de sang-froid dans l'abîme du mal.

Voulez-vous rencontrer un spectacle tout opposé, il faut arriver au XVIe siècle, devant le *Jugement dernier* de Michel-Ange. C'est ici le règne de l'enfer; la terreur a pénétré jusque dans le paradis. Au milieu de l'horreur universelle, il semble que la tempête gronde, et que la *cité dolente* ait tout envahi. Dans cette barque maudite, chargée de damnés, que conduit un noir chérubin, je reconnais celle que Dante a rencontrée près du fleuve de sang. Voilà sur le rivage le serpent qui entoure de ses replis le prêtre sacrilège; voilà le Minos de la *Comédie divine*. Mais la béatitude des cieux de Fiésole, de Pérugin, qu'est-elle devenue? où est le sourire de Béatrix? où est la région de paix, l'hosannah des bienheureux? Nulle part. Que s'est-il donc passé? Le moyen âge est fini; la réformation a déchiré le rideau du temple; la sérénité des anciens maîtres est perdue sans retour, le ciel de Michel-Ange est tout chargé de la tempête qui éclate sur la société moderne.

Chacune des parties du poème de Dante correspond à une époque de sa vie et en reproduit le caractère. L'Enfer a été composé dans les années qui ont suivi immédiatement son exil. Dans chaque vers la plaie est saignante; vous entendez l'écho, les hurlements de la

guerre civile. Au contraire, au moment de composer le Purgatoire, il s'éloigne de l'Italie et ses angoisses s'apaisent. Bientôt l'avènement de Henri VII réveille chez le Gibelin des espérances exaltées; c'est alors qu'il écrit cette lettre de pacification qui tranche si vivement avec les autres : « A tous et à chaque roi d'Italie, aux sénateurs de Rome, aux ducs, aux marquis, aux comtes, à tous les peuples, l'humble Italien, Dante Alighieri de Florence, injustement exilé, envoie la paix. » Puis après quelques mots : « Console-toi, Italie, console-toi, parce que ton époux, qui est la joie du siècle et la gloire de ton peuple, se hâte de venir à tes noces : essuie tes larmes, ô la plus belle des belles! et vous tous qui pleurez, réjouissez-vous, parce que votre salut est proche! Pardonnez, pardonnez, mes bien-aimés, vous tous qui avez souffert injustement avec moi! »

D'autres circonstances de sa vie montrent la même lassitude. Un jour, de la fenêtre d'un couvent placé sur les rochers du golfe de Spezzia, un moine voit un inconnu errer autour de l'ermitage. « Que cherches-tu? lui dit-il. — *La paix*, » répond Dante, qui sortait de l'Enfer.

Imaginez que ce sentiment de douceur se communique à son poème : vous aurez le secret de cette muse angélique qui tout à l'heure répétait les ricanements des démons; c'est dans sa situation intérieure qu'il puise des accords tout nouveaux. L'âme désespérée recommence à sourire dans le Purgatoire; les haines infernales sont remplacées par des retours vers les amitiés de la jeunesse et la *vita nuova*. L'arbre frappé de la foudre rajeunit et reverdit sous un souffle printanier; ces impressions mêlées et confondues (car l'amour n'est pas encore si puissant que l'on ne se souvienne de l'Enfer), répan-

dent dans le Purgatoire toutes les mélodies du monde moral. Les jeunes femmes qui traversent le poème, la Pia, Gentucca, Mathilde, qui cueille des fleurs du ciel, Nella et, au-dessus de toutes les autres, Béatrix toujours présente, ramènent les visions des plus belles et des meilleures années; puis les compagnons de jeunesse, Casella le musicien, qui lui rappelle ses premiers chants d'amour, Oderisi le peintre, les troubadours Sordel, Arnault, Daniel, c'est la réunion de tous ceux qui ont accompagné les jours sereins et radieux. Les vers trempés dans les gouffres de bitume au souffle des démons s'amollissent aux regards de Béatrix. L'âme était montée au ton de la terreur; par une transition inattendue, cette terreur aboutit à la plénitude de l'espérance, comme ces mélodies qui, commençant par un soupir de détresse, s'achèvent et se relèvent dans un accent de joie céleste.

Le dirai-je? le Paradis de Dante me paraît incomparablement plus triste que son Purgatoire. Il le composa dans les dernières années de sa vie. Les espérances par lesquelles il s'était laissé reprendre venaient de tomber devant la réalité. Les empereurs n'avaient rien fait de ce que le Gibelin avait attendu. Aussi, dans le Paradis, il est visible que le cœur de Dante ne regrette plus rien de la terre. Les partis, les individus s'évanouissent pour lui; ils l'ont trop souvent abusé! L'Italie elle-même achève de disparaître : une seule fois il la rappelle, en rencontrant son aïeul Cacciaguida; et c'est pour enfoncer lui-même à jamais dans son cœur ce qu'il appelle le trait de l'exil; en sorte que le Paradis le frappe du dernier coup que lui avait épargné l'Enfer.

Que lui ont fait ces figures charmantes qu'il avait rencontrées ici-bas? Pourquoi ne veut-il pas s'en envi-

ronner dans le ciel? Pourquoi ne revoit-on pas ses jeunes amis, Guido Cavalcanti, Lappo, avec lesquels il souhaitait d'abord de naviguer sur un vaisseau éternel? Pourquoi ne les suit-on pas avec lui dans la barque des anges, au milieu de l'océan céleste? Pourquoi se fait-il un ciel désert dans lequel personne, excepté Béatrix, ne lui rappelle la vie réelle? On dirait (et cela n'est point impossible) que cette partie a été composée dans le silence du monastère de Gubbio, où Dante s'est en effet retiré. Je retrouve en cet endroit du poëme la paix de ces ermitages des Camaldules, sur les sommets des Apennins où ne monte aucun bruit de la terre; l'homme a peine à y respirer et y vivre. Les figures des saints représentés sur les fresques de ces ermitages semblent en être les hôtes éternels. De même les seuls habitants du Paradis du Dante sont quelques anachorètes perdus dans l'immensité; çà et là un païen, par une dernière ironie, jetée sur l'Italie chrétienne; mais, du reste, personne qu'il ait connu ou qu'il ait aimé sur terre. Du plus haut du ciel, le vieux Gibelin laisse tomber son arrêt de proscription contre tout le monde visible qui l'a trompé, et contre cette patrie même qu'il n'a pu se donner.

. . . . . .

Rassemblez en quelques mots les instincts originaux qui se révèlent dans l'épopée du peuple italien, voici les traits principaux que vous rencontrez : le sentiment continu de la mort sociale d'un monde; le fond des dogmes de l'Église interprétés avec une liberté suprême; une tendance à l'universalité religieuse, qui va jusqu'à embrasser le paganisme lui-même dans la loi de l'Évangile éternel; le saint-siège faillible comme pouvoir spirituel, répudié, maudit comme pouvoir temporel; un

immense effort pour briser la tombe du moyen âge et entrer en possession de l'avenir; un reste d'espoir de reconquérir la domination de la terre comme un héritage des Césars; la sanctification de la philosophie; l'apothéose de la science laïque; l'Église rajeunie, démocratique, d'Arnauld de Bresse, de Joachim de Flore, de Savonarole, plutôt que l'Église immobile de Grégoire VII et du concile de Trente; la *vie nouvelle* en toutes choses, c'est-à-dire l'opposé de cet idéal de dictature religieuse et intellectuelle qui, depuis trois siècles, s'obstine à enchaîner l'humanité à l'ancien homme.

Esprit des artistes de la Renaissance[1].

Le genre de vie des artistes tendait naturellement à élargir leur horizon par delà celui des écrivains. Attachés à une cour, ceux-ci toujours dépendants, esclaves des convenances artificielles, vivaient, mouraient enchaînés, au lieu que l'artiste était le roi de son époque. Plus libre que les princes, il avait seul hérité de l'existence puissante des hommes du moyen âge. Pendant que les poètes n'étaient plus que les complaisants des dynasties nouvelles, l'artiste errant de lieu en lieu, véritablement cosmopolite, conservait l'indépendance des républicains du XIIe siècle. Le philosophe avait la langue liée. Ce qu'il ne pourra dire, le peintre, le sculpteur le montreront aux yeux.

1. *Les Révolutions d'Italie*, tome II (tome V des *Œuvres complètes*), p. 129.

Quand on a voulu, de nos jours, prouver par les œuvres de la Renaissance que le beau ne peut se passer d'une croyance inflexible, on a établi une chose contredite par tous les faits. Il est sûr que les plus grands artistes avaient une foi médiocre. La révolution, que d'autres peuples faisaient entrer dans l'Église par le libre examen, les Italiens tentaient de l'y introduire sous le voile des arts....

« Pierre Pérugin, dit Vasari, ne voulut jamais croire à l'immortalité de l'âme; rien ne put vaincre l'obstination de son cerveau de marbre. » La même chose est répétée de Léonard de Vinci. Une seule croyance survivait chez ces hommes à toutes les autres : la foi dans l'idéal et la beauté. Réduite à l'instinct des légendes populaires, leur religion laissait une pleine indépendance à leur esprit. Ils conciliaient admirablement Aristote et la Madone.

Personne ne le montre mieux que Léonard de Vinci. Il y eut chez lui le trait distinctif de l'Italien resté sans patrie, ce même effort immense de ne se laisser enfermer par aucun horizon, limiter par aucune forme spéciale. Citoyen des mondes, il voudrait se placer au foyer de l'univers, s'identifier avec le génie intime de la création. Anatomiste, chimiste, musicien, géologue, mathématicien, improvisateur, poète, ingénieur, physicien, quand il a découvert la machine à vapeur, le mortier à bombe, le thermomètre, le baromètre, précédé Cuvier dans la science des fossiles, Geoffroy Saint-Hilaire dans la théorie de l'unité, il se souvient qu'il est peintre; et il veut appliquer à l'art humain le dessin du Créateur dans l'unité des organisations.

Raphaël[1].

L'alliance du génie grec et du génie latin, qu'avaient cherchée vainement le pape Eugène et le concile de Florence, Raphaël seul pourra la consommer. Plus vaste que celui de l'Église, son catholicisme embrasse le paganisme, qu'il inaugure dans la maison de saint Pierre. Son orthodoxie c'est tout ce qui est beau. Il réconcilie, dans une nouvelle alliance, l'Athènes de Platon et l'Athènes de saint Paul ; il donne le souffle de l'Évangile à Galatée, la beauté de la Vénus Uranie à la Madone. Il fait refluer et déborder l'âme chrétienne dans le passé. De tous les siècles, il compose une sainte famille rassemblée par d'éternelles fiançailles.

. . . . . .

Raphaël est, dans le vrai sens, le peintre *universel* qu'appelait Léonard. Placé dans le Vatican, au cœur de la papauté, il conçoit ingénument l'Église universelle ; il abaisse, sous son âme d'artiste, les barrières des sectes, les préjugés des cultes. Son œuvre, véritablement épique, s'accroît, s'étend sans limites; c'est lui seul qui, dans le Vatican, prend réellement possession de la terre et des cieux.

Semblable à son Jéhovah, qui dessine du doigt sur le globe le rivage des océans, il trace de même le dessin de l'histoire dans l'océan des temps : la figure enchanteresse du démon roulé autour de l'arbre de la science, les migrations des peuples, le songe de Joseph, les premières

1. Tome II. p. 117.

scènes de l'Évangile ; les poètes de toutes les écoles rassemblés de tous les points de la durée, à l'ombre de l'arbre du Parnasse, les philosophes sous le portique d'Athènes ; en face, la dispute des docteurs de l'Église et le dogme qui jaillit de l'hostie. Cette consécration de tous les temps, de toutes les sociétés au fond du sanctuaire, c'est la cité de Dieu plus vaste, plus tolérante que celle de saint Augustin ; c'est l'histoire plus universelle que celle de Bossuet qui, trop souvent, l'étreint dans son âme de prêtre ; c'est le libre spectacle de la vie divine dans le temps, l'épopée vivante de l'éternité sur les murailles du Vatican.

Si la force ne peut rien contre les idées[1].

C'est une pensée favorite du libéralisme de nos jours que la force grossière ne peut absolument rien contre les idées. Pour moi, j'avoue n'avoir pas la même conviction de cette impuissance. Je ne vois pas que, par le fer et par le feu, vous ne puissiez bravement forcer l'esprit de quitter cette chair meurtrie, et d'ajourner ici-bas un moment sa victoire....

Au XVIe siècle, l'Italie était la terre des idées. Le siècle suivant, elles avaient disparu. Comment cela ? Non dans la discussion, mais dans le sang. A la même époque, les Pays-Bas étaient aux trois quarts hérétiques. Comment ont-ils été rendus à la vérité ? par la vertu du fer, du feu et de la corde. Quand Philippe II eut brûlé tous ceux

1. Tome II, p. 182.

qui prétendaient avoir une pensée, que les hiboux peuplèrent les villes de Gand, de Bruges, d'Anvers, que les hommes eurent disparu, ce fut bien force à l'hérésie de se taire et de reconnaître enfin pour toujours la sainteté de notre foi.

Dans les pays catholiques, où les idées, ne pouvant pénétrer les masses, restent nécessairement le monopole de quelques-uns et les ténèbres l'héritage de presque tous, il n'est pas impossible que la lumière ne paraisse un privilège et ne devienne par là odieuse au peuple. Chose étrange, le fer, qui ne peut rien contre la superstition, ne s'est pas toujours montré impuissant contre les idées. C'est que l'une s'appuie sur le grand nombre, et les autres sur le petit. Toute l'Italie se fût ébranlée pour saint Janvier; elle voyait avec indifférence brûler ses philosophes....

Les Villani, Dante et le peuple italien se comprennent encore mutuellement. Machiavel, Giordano Bruno, Sarpi, Vico, Galilée et ce même peuple ne se comprennent plus. Qu'auraient-ils à se dire? Ils ne se connaissent plus, ils s'ignorent.

C'est une des raisons qui expliquent le mieux pourquoi l'Italie, la France et tous les peuples qui ont fait dans le XVIe siècle obstacle à la liberté religieuse, en sont punis par l'impossibilité d'entrer, au XIXe siècle, dans la liberté politique. Cet air n'est plus respirable pour eux. A peine y ont-ils fait quelques pas, ils se retournent et se rengagent dans la servitude. Les penseurs y semblent voués à une éternelle méprise, car ils ne veulent pas voir que le peuple ne s'y intéresse nullement à ce qui est pour eux la première condition de la vie publique.

Qu'importe la liberté d'écrire à qui ne sait pas lire ? la liberté de penser à qui ne peut penser sans hérésie ? la liberté de conscience à qui n'a pas l'idée d'examiner et de délibérer ? Toutes ces prétendues conquêtes de l'homme moderne ne seront jamais que rêveries et vanités auprès des peuples serfs du grand prêtre romain. Le monde de l'âme étant pour ainsi dire exténué chez eux, quiconque promettra le *pain* et le *cirque* aura toujours bon marché de celui qui parlera de liberté morale.

Quelquefois, néanmoins, des manies de liberté saisissent ces peuples, et ils sont en proie à une fureur passagère : tout ce qu'ils rencontrent, ils le bouleversent. J'ai vu moi-même des royaumes entiers qu'ils avaient changés en une nuit ; mais tant que vous tenez dans vos mains le frein du moyen âge, ne vous inquiétez pas trop de cette furie. Après tout, il suffira de leur faire sentir l'ancienne verge. Les voilà, doux et muets, qui viennent eux-mêmes redemander le joug....

J'ai rencontré de ces peuples qui tirent vanité de ce que, ne croyant plus, ils persévèrent néanmoins dans les formes extérieures de la foi. Ils donnent pour prétexte à leur inertie qu'aucune révolution religieuse ne peut les tenter et ne vaut la peine d'un changement. Nulle des révoltes de l'intelligence accomplies jusqu'ici ne suffit à ces indomptés. S'ils faisaient tant que de se lever et de penser, ils traverseraient en trois pas les bornes de l'univers moral ; ils envahiraient des cieux inconnus. En attendant, les fiers Sicambres négligent de savoir lire ; ils pensent être affranchis de tout parce qu'ils dédaignent au fond les croyances qu'ils affichent, sans s'apercevoir que dans ce mensonge ils sont les dupes

---

Martyrologe des penseurs italiens[1].

Quelle nécrologie de martyrs que l'histoire de l'esprit humain en Italie ! c'est le plus grand effort qui ait été fait pour noyer l'esprit dans le sang :

Dante, deux fois condamné à mort, et sa maison rasée.

Arnaud de Bresse, brûlé vif.

Jean de Padoue, brûlé vif.

Savonarole, brûlé vif.

Platina et les académiciens de Rome, mis à la torture.

Machiavel, mis à la torture.

Spinula, noyé.

Bonfadio, auteur des *Annales de Gênes*, décapité brûlé.

Collenucio, étranglé.

Tibertus, décapité.

Carnesechi, brûlé vif.

Paleario, brûlé vif.

Montalcino, étranglé.

Dominis, brûlé vif.

Giordano Bruno, brûlé vif.

Vanini, la langue arrachée, et brûlé vif.

Campanella, mis sept fois à la torture, et emprisonné vingt-sept ans.

Sarpi, poignardé.

Berni, empoisonné.

Le Tasse, enfermé sept ans dans une loge de fou.

1. Tome II, p. 279.

Galilée, mis à la torture et emprisonné à perpétuité.
Pallavicini, décapité.
Giannone, emprisonné vingt ans.
Tenevelli, fusillé.
Mario Pagano, pendu.
Conforti, pendu.
La suite peut se lire dans les *Prisons* de Silvio Pellico.

Napoléon et l'Italie[1].

Après la Révolution française, apparaît en Italie un Corse issu des gibelins de Florence. Il est impossible de comprendre Napoléon, si l'on ne voit en lui l'Italien couronné, l'empereur de la tradition gibeline. Un même sentiment a fait que toutes les âmes italiennes sont de la même famille : penseurs, artistes, poètes, politiques, il inspire Dante et Christophe Colomb, aussi bien que Galilée et Léonard de Vinci. Cet idéal, propre à tous, commun à tous, est celui que les chroniqueurs du moyen âge expriment déjà très nettement sous le nom de *Restauration de la monarchie de l'univers* (monarchia del mondo). Telle est aussi la pensée native qui se trouve partout au fond de l'esprit de Napoléon.

Le grand empire, la réunion cosmopolite de toutes les nations sous un même bras, le globe entier sous la domination d'un esprit du Midi, d'un César féodal, ce système

1. Tome II, p. 312.

ne se trouve pas dans les traditions de la Révolution française. Où donc Napoléon l'a-t-il puisé? Si vous le détachez de l'œuvre, de la tendance non interrompue des esprits italiens, vous ne pourrez pas lui trouver d'ancêtres; il restera le mystère, l'inconnu que rien ne précède et n'explique. Au contraire, considérez l'idéal cosmopolite et dominateur de tous les grands hommes de l'Italie, vous reconnaîtrez dans Napoléon l'héritier des vieilles générations gibelines, qui, elles aussi, rêvaient d'un empire sans limites, d'une nationalité qui aurait pour foyer le foyer même du globe. Qu'a prétendu Napoléon? Je crois pouvoir le dire : faire servir le bras de la France à réaliser l'idée permanente de l'Italie; unir la cité et le cosmopolitisme; consommer le plan intérieur qui est au fond de l'âme de tous ceux qui ont laissé un nom de l'autre côté des Alpes. Relisez l'idéal de l'empereur dans Dante, de ce maître d'un État *qui chaque jour éloigne sa frontière et ne consent pas même à se laisser limiter par l'Océan*, vous reconnaîtrez dans Napoléon, à Wagram, à Friedland, à la Moscowa, l'empereur évoqué dès le XIIIe siècle par le prophète toscan.

Sois une conscience[1].

J'ai commencé ce livre et je l'achève en le dédiant à l'exilé italien, précurseur de tous les exilés de la terre.

Celui-là est en exil qui est condamné à vivre hors du droit.

1 Tome II, p. 591. [C'est à Bruxelles, dans l'exil, que Quinet acheva les *Révolutions d'Italie*.]

Celui-là est en exil qui est emprisonné dans la maison de l'injustice.

Le banni est celui qui, dans son champ paternel, à son foyer, se sent proscrit par la conscience des hommes de bien.

Mais toi tu habites avec le droit. Partout où tu es, si tu restes fidèle à toi-même, tu es dans le pays de ton père. Ils ne t'enlèveront pas la cité de la conscience. Réchauffe-toi à la flamme de la justice ; te croiras-tu alors absent de ton foyer?

Si la patrie se meurt, deviens toi-même l'idéal de la nouvelle patrie. Pour refaire un monde, que faut-il? Un grain de sable, un point fixe, pur, lumineux. Travaille à devenir ce point incorruptible.

Sois une conscience. Un nouvel univers n'attend pour se former que de rencontrer dans le vide des cieux déserts un atome moral.

DISCOURS PRONONCÉ
AU COLLÈGE DE FRANCE
LE 8 MARS 1848[1]

Au nom de la République, nous rentrons dans ces chaires[2]. La royauté nous les avait fermées, le peuple nous y ramène. Grâce soient rendues à ce grand peuple de braves ouvriers, gardes nationaux, citoyens de toutes les classes, jeunes gens de toutes les écoles, à vous tous compagnons d'armes qui, sur le champ de bataille du droit et de la justice, venez d'ouvrir au monde une ère magnanime. Chacun a fait son devoir à l'endroit que la Providence lui a marqué; et le sentiment de ce devoir accompli scelle à jamais l'alliance que la royauté travaillait à détruire....

Il est passé, il est tombé le règne de la matière et de la force aveugle; il est venu le règne de l'âme, de la justice pour tous. Qu'avec le pouvoir qui vient de disparaître s'écroulent aussi les vices, les mensonges, les arrière-pensées, les paroles tortueuses sur lesquelles il s'appuyait. Plus de petites combinaisons cachées sous le nom de grande politique; que notre politique soit celle

1. *Édition complète*, tome XIV, p. 509.

2. [En décembre 1845 le ministre de l'Instruction publique, M. de Salvandy, avait refusé d'approuver le programme des leçons proposées par Quinet. Celui-ci n'accepta pas les modifications proposées et ne remonta dans sa chaire qu'en 1848.]

de Dieu, et comme toutes ses œuvres, qu'elle se consomme au grand jour. Amis, frères, pour une société nouvelle, devenons des hommes nouveaux. C'est ici le jour de l'alliance et de la réconciliation. Arrachons de nos cœurs toute pensée personnelle, tout calcul médiocre, comme le dernier anneau des chaînes que nous avons portées. Voyez! ces mots que nous n'osions plus redire, tant la rouille les couvrait, vertu, patrie, honneur, fraternité, amour, ils ont repris tout leur lustre comme au jour où ils ont été gravés pour la première fois dans le cœur de l'homme. Réveillons-nous de l'ancienne nuit! C'est une aurore inconnue qui se lève! c'est le premier matin d'un nouvel univers. Agrandissons nos esprits, élargissons nos cœurs pour embrasser ce peuple et ses destinées sublimes. Aidons de notre concorde ceux qui portent en ce moment avec tant de vigilance et de noblesse l'immense fardeau du pouvoir! Montrons au monde que les temps qu'il croyait relégués par delà les siècles sont arrivés, et que nous la possédons pour toujours, la République des enfants du même père, la vraie cité de Dieu!...

Les vertus souveraines que je demandais, vous les avez vues éclater. La République a reçu son sacre. Nous la touchons; vous la portez en vous; chacun de ceux qui m'entendent est une pierre vivante de son indestructible barricade. Que tous les opprimés, à cette nouvelle, relèvent leur front de la poussière! La France ressuscitée apportera la vertu au monde! Nulle haine, nul esprit de vengeance n'habitent dans son cœur. Seule chose qui pouvait répondre à la sublimité de la lutte, le calme de la conscience satisfaite après la bataille. Cette nation sent qu'elle vient de travailler pour toutes, et elle sait que

son œuvre est bonne. Peuples qui nous regardez, d'Angleterre, d'Allemagne, de Suisse, d'Espagne, de Hongrie, de Moldavie, de Portugal, famille des Slaves, Russes (car enfin vous avez des cœurs d'hommes et nous savons qu'ils battent avec les nôtres), nous n'avons tous qu'une même cause. Regardez! nous avons combattu pour vous; notre joie sera de partager avec vous la victoire. Quelques princes, dans un intérêt de dynastie, parviendront-ils à brouiller la grande famille du genre humain? Cela ne se peut. La lumière s'est faite; au moment où je parle, l'esprit de fraternité, l'esprit qui a plané le 24 février sur les pavés sanglants de Paris vole et se répand sur toute la surface du globe. Une seule voix s'échappe à ce moment de la poitrine des hommes : malgré la différence des langues, des nationalités, des climats, ils disent tous la même chose! Entendez-les! Gloire et paix aux hommes de bonne volonté. La main de Dieu est visiblement étendue sur la France. Nous reconnaissons le signe de l'alliance promise. Plus de guerre des peuples contre les peuples; la longue nuit qui rendait possibles les méprises lamentables s'est dissipée. Voici le jour. Si quelques rois, aveuglés par la haine, s'obstinent à vouloir du sang sur un grand champ de bataille, qu'ils y restent seuls; il sera beau de voir comment ils feront la guerre à tout le genre humain.

Tel est le cri qui s'échappe à cette heure des entrailles de la terre; et puissent, du haut des cieux, nous envoyer leur force avec leur paix, tous les grands hommes du passé, qui, chacun dans leur pays et dans leur siècle, ont espéré, présagé, annoncé de loin une ère nouvelle; tous ceux qui sont tombés pour la victoire quand elle était douteuse; tous ceux qui, depuis 1789, ont laissé leurs os

sur nos grands champs de bataille, tous nos amis, nos frères, nos parents morts sans avoir vu ce jour ; tous nos ancêtres inconnus qui tressaillent d'allégresse dans les demeures divines où ils habitent.

N'oublions pas surtout, au milieu du triomphe, les nations qui souffrent, qui luttent, ces grands peuples blessés qui, étendus et sanglants, se cherchent encore une patrie. Aussi longtemps qu'un membre de la famille du genre humain est opprimé dans son indépendance, nous souffrons de sa plaie même au sein de la victoire. Comment notre pensée ne volerait-elle pas au-devant de l'Italie et de la Sicile, qui viennent de jeter un si grand cri, que nous nous sommes réveillés en sursaut? Combien de fois, vous vous le rappelez, dans ces chaires, au milieu de vous, n'avons-nous pas évoqué la nationalité italienne! La voilà qui réunit ses tronçons. Voilà la grande couleuvre de Lombardie qui renoue ses anneaux autour de ses oppresseurs, même avant d'avoir entendu le signal. Que sera-ce donc quand la grande nouvelle aura passé les Alpes, quand elle aura retenti, quand toutes les âmes italiennes auront entendu l'écho de la nouvelle croisade! Dieu le veut! Patrie de Dante, les jours sont arrivés ; ce que les poètes, les prophètes t'annonçaient, l'indépendance, la souveraineté nationale, la vie réelle, au lieu d'une ombre éclatante, te seront données en un jour, en échange de l'enfer que tu as enduré pendant des siècles....

LA CROISADE AUTRICHIENNE, FRANÇAISE, NAPOLITAINE, ESPAGNOLE

CONTRE LA RÉPUBLIQUE ROMAINE (1849)[1]

L'ordre moral.

Vous voulez réparer le désordre moral, mais où est-il, s'il n'est dans ce que vous faites? Le désordre moral, c'est de mettre ses actions en pleine contradiction avec ses paroles; c'est de se dire les amis d'un peuple et d'écraser ce peuple; c'est d'agir dans le plan des Russes et des Autrichiens, en feignant de se séparer d'eux; c'est de mitrailler Rome quand ils mitraillent Venise, et d'établir, dans cette émulation, une différence entre un bombardement absolutiste et un bombardement modéré. Le désordre moral, c'est de prétendre n'influer en rien sur la liberté d'une nation pourvu qu'on la tienne sous la gueule des canons. Le désordre moral, c'est de soutenir par le carnage un principe de gouvernement dont on ne veut

1. *Œuvres complètes*, tome XIV, p. 371. [Cette brochure fut publiée à l'occasion de l'expédition romaine qui venait d'être décidée. Une armée française commandée par le général Oudinot assiégea Rome, renversa la république et rétablit le pape qui avait pris la fuite.]

pas chez soi. Le désordre moral, c'est d'imposer une autorité politique qui suppose un fanatisme de religion d'État, quand chez soi on a aboli la religion d'État. Le désordre moral, c'est d'étouffer un peuple au nom du catholicisme, parce qu'il est resté catholique, tandis que, s'il eût changé de communion, on n'eût pas songé à le violenter. Le désordre moral c'est de verser en langues de feu, par la mitraille, une foi que l'on n'a pas. Le désordre moral c'est d'établir chez soi la liberté des cultes et de l'écraser chez les autres. Le désordre moral, c'est de substituer, dans les questions de conscience, le meurtre à la discussion, les bombes aux arguments. Le désordre moral, c'est de restaurer le serviteur des serviteurs de Dieu, en commençant par massacrer ses sujets. Le désordre moral, c'est de faire d'un monceau de cadavres un trône spirituel.

Triste augure qu'une société qui frappe et renverse dans un aveuglement de parti tous les principes sur lesquels elle repose et qu'elle prétend défendre! N'est-ce pas dans une nuit pareille de l'intelligence et de la conscience, que lady Macbeth a tué ses enfants? Dans un temps où il est convenu d'appeler du nom de socialisme tout ce que l'on veut outrager, montrez-moi une utopie qui renverse mieux que ne fait notre croisade impie les principes et les lois de la civilisation moderne. La liberté de conscience! Où est-elle cette liberté, sur laquelle tout repose, quand de tous les points de l'horizon éclatent des *épées*[1], *non pas dans le fourreau*, mais des *épées nues*, pour trancher une question de conscience? La famille! Où est le respect de la famille privée, si l'idée de la patrie, qui est la

1. Savonarole.

grande famille, est extirpée par le fer et par le feu ? La religion! Que devient-elle, si ceux qui ne l'ont pas se fient à la mitraille du soin de l'enseigner ? La propriété! Laquelle respectera-t-on, si un peuple n'a plus la propriété de sa conscience?...

L'ENSEIGNEMENT DU PEUPLE[1]

(1850)

Révolution politique et révolution religieuse[2].

En France, toute révolution qui reconnaît qu'elle n'a pas en soi une force morale assez grande pour soutenir et sauver la société est une révolution qui se livre. Déclarer qu'elle a besoin d'une autre puissance que la sienne, c'est tomber sous la dépendance de cette puissance étrangère. Rien au monde ne peut corriger ce premier manque de foi.

Quelle est la différence de la Révolution de 1789 et de celle de 1848? La première a cru qu'elle pouvait sauver le monde par sa propre énergie spirituelle; elle a enfanté les grandes choses et les grands hommes que l'on connaît. La seconde a cru qu'elle ne pouvait sauver le monde si elle n'avait l'appui du prêtre. Elle est allée nécessairement aboutir à l'expédition romaine.

Singulière idée de croire que les révolutions se sauvent par la timidité d'esprit. Se faire petites, se renfermer dans une seule question, mauvaise politique pour elles. La condition de leur succès est d'intéresser à leur victoire et de ranger en bataille toutes les facultés de l'esprit

1. *Œuvres complètes*, tome XIV.
2. P. 15.

humain. Le mot de Danton n'est pas seulement vrai contre les armées étrangères; il l'est cent fois davantage contre les puissances coalisées de la tradition.

. . . . . .

Lorsque les pays où la religion repose sur le principe de la liberté d'examen viennent à s'émanciper politiquement, la liberté reste quelque chose de sacré pour tous les partis; elle conserve dans la politique le caractère qui lui a été imprimé par la religion.

Dans les pays, au contraire, où la liberté d'examen est proscrite par le principe religieux, la liberté politique, même consacrée par les chartes écrites, est longtemps regardée comme une étrangère. Elle a je ne sais quoi de suspect; on sent à toute occasion qu'elle n'est point la fille légitime de la maison. L'exception est de la tolérer, la règle est de se défier d'elle, car elle touche à l'hérésie; et, qu'on la combatte ou qu'on la serve, on est toujours disposé à la considérer comme une concession dont il faut s'empresser de profiter ou de s'affranchir.

Qui ne voit, par là, que le problème social repose en France sur des données entièrement différentes de celles d'Angleterre et des États-Unis? Ici la religion nationale est en pleine contradiction avec la révolution nationale. L'une et l'autre se heurtent directement. De là cette société porte dans ses flancs une tempête éternelle; ni la révolution ne peut se ramener au principe catholique, ni le principe catholique ne peut se ramener au principe de la révolution. La guerre est entre eux par la nature des choses.

Il en résulte que la révolution en France n'est réglée, ni gouvernée, ni limitée par une religion, ni par une secte quelconque. Sortie des orbites connues dans le

monde civil, on ne peut mesurer sa marche sur celle d'aucune Église. La Révolution française est elle-même son origine, sa règle, sa limite ; elle ne s'appuie sur personne ; elle ne relève que de soi ; elle dit comme Médée : « Moi seule, et c'est assez ! » Elle fait chaque jour son dogme au lieu de le modeler sur un dogme antérieur ; elle-même ignore où elle s'arrêtera, car elle a dépassé les bornes de toutes les croyances positives. Par delà les colonnes d'Hercule de l'ancien monde et du nouveau, le Dieu d'aucun sacerdoce ne lui a dit encore : Tu n'iras pas plus loin !

Un peuple dont la marche s'accomplit régulièrement est celui dont la vie politique n'est que le développement de sa religion nationale ; mais si, au contraire, ses institutions politiques ne dérivent pas de ses institutions religieuses, si entre les unes et les autres il y a contradiction, si pour passer de la hiérarchie religieuse à la hiérarchie politique, il faut changer de principe, la vie de ce peuple n'est pas un développement normal, mais une suite de révolutions. Et un pareil ordre de choses ne peut cesser que par l'un ou l'autre de ces moyens : soit que la religion nationale ramène à son principe la constitution politique, soit que le contraire ait lieu ; ou encore que l'une ou l'autre soient séparées de manière à n'avoir rien de commun entre elles ; solution qui souvent tentée n'a été encore réalisée pleinement nulle part, et qui, malgré les apparences, est embarrassée de presque autant de difficultés que les deux autres.

Il faut savoir ce qu'on veut[1].

Que voulez-vous et que ne voulez-vous pas? Il faut vou en rendre compte ou périr.

Êtes-vous assez fermes dans votre orthodoxie pour ne vous embarrasser en rien des conséquences humaines de la religion à laquelle vous appartenez? Remontez avec Bossuet et M. de Maistre à l'absolutisme; revêtez-vous de ce cilice. Personne mieux que moi ne comprend la résolution d'un peuple qui veut être martyr de sa foi. Et qu'importe, après tout, une servitude d'un jour à des hommes assurés de vivre éternellement dans la félicité, pendant que tous les peuples libres de la terre expieront leur liberté hérétique par des flammes éternelles?

Fermez le cercle des nations catholiques. Asseyez-vous sur le sable dans le désert avec l'Italie, l'Espagne, l'Irlande, la Pologne, la Bohême, le Portugal. Périssez pour la gloire de votre croyance! Il y aura de la grandeur dans cette chute volontaire.

Au contraire, votre foi n'est-elle pas assez robuste pour que vous ne vous préoccupiez en rien des conséquences qu'elle peut entraîner pour le salut temporel de votre patrie, revenez à ce que vos pères ont établi. Surtout renoncez à ce mélange informe, à cette capitulation frauduleuse entre le principe de votre religion et le principe politique; car cette confusion est l'abâtardissement de l'un et de l'autre. Vous n'avez, sur ce terrain miné de toutes parts, ni la force de la religion, ni la force de la

1. P. 58

philosophie. Vous entrez en guerre avec vous-même, c'est-à-dire avec toutes vos institutions. Vous allez vous heurter contre votre propre génie et ne pouvez ainsi que décliner et périr misérablement, sans honneur pour vous, sans profit pour personne.

Vous avez beau, héroïque tribun, vous faire petit, vous agenouiller à la porte de l'église et vous écrier : « O prêtres ! ô mes frères! ouvrez, venez à nous. » Ils se rient de ces vaines amorces. Et, en vérité, qui pourrait les blâmer? Car enfin ces hommes ne sont pas insensés. Vous leur montrez l'Évangile comme un appât ; vous leur dites de sortir de leur citadelle pour venir vous embrasser dans la liberté démocratique. Vains discours! Ils voient très bien que, s'ils reviennent au temps de l'Évangile, la hiérarchie du moyen âge s'écroule sur leur tête, tandis qu'ils ont au moins une chance d'en prolonger la durée en se retranchant dans les ruines. Qu'ils vous écoutent, ils sont perdus comme caste ; qu'ils se murent au contraire dans le passé, ils ont au moins l'espoir de vous survivre. Comment donc pensez-vous les convertir à leur ruine certaine? Où vîtes-vous jamais une caste consentir à se perdre dans l'égalité ?

Loin de vous suivre sur ce terrain fictif où vous les conviez, ils font comme ont fait tous leurs prédécesseurs à l'aspect du danger ; ils remontent à leur principe, ils se barricadent dans la logique de leur dogme, là où est pour eux leur raison d'être. Comme tous les corps menacés de périr, ils font appel à l'énergie intime de leur constitution. Laissant ou rejetant toute situation fausse, ils se replient sur le fond et la vérité des choses, le catholicisme sur le jésuitisme, le jésuitisme sur l'absolutisme : voilà pour eux un terrain vrai. Dans cette fran-

chise de situation, ils retrouvent une certaine force pour un dernier combat.

Imitez donc, hommes de la liberté, la franchise de vos adversaires. Ils osent être du moyen âge et vous n'oseriez être du XIXe siècle!

Que faut-il faire pour vaincre la démocratie[1].

Je me pose en théorie la question suivante : Pour sauver la vieille société et conjurer la victoire de l'esprit nouveau, que faut-il faire? D'après les principes énoncés ci-dessus, la nature des choses répondra d'elle-même.

« Je vois de grandes eaux qui montent. Dites-moi où je me tournerai pour les fuir.

— C'est l'esprit de Dieu qui passe sur les eaux. Pourquoi trembler?

— Je ne sais, mais je tremble. Je veux fuir. Conseillez-moi.

— La vague grossit. Tout le terrain libéral appartient à la révolution. Il faut donc quitter le libéralisme et se réfugier sur des hauteurs d'où il n'a pas approché.

— C'est ce que nous avons fait. Nous livrons la révolution de 1789. Est-ce assez?

— Ce n'est rien. Le flot vous a déjà précédé.

— Où donc nous arrêterons-nous?

— Il n'est pas, depuis soixante ans, un moment, une

1. P. 85.

date dont vous puissiez accepter les principes, sans un danger certain d'être englouti par eux.

— Nous reculons en plein XVIIIe siècle. Est-ce assez?

— Y songez-vous? La philosophie vous envahit : elle vous précipite de nouveau dans le gouffre d'où vous sortez.

— Nous nous rallierons plus loin au cœur du XVIIe siècle.

— Retraite illusoire ; la société est déjà partagée.

— Eh bien, nous fuirons dans le XVIe.

— Insensés! C'est de cette époque que vient tout votre mal : car la réforme est déjà née. L'unité religieuse est rompue. La vieille autorité est détruite. La terre tremble.

— Où nous réfugierons-nous donc?

— Aveugles que vous êtes! Ne voyez-vous pas que tant que vous gardez la liberté de croyance, vous consacrez celle de discussion ; et que cette concession unique suffit pour vous entraîner à toutes les autres?

— C'est donc, à votre avis, la liberté des cultes qu'il faudrait frapper?

— Évidemment, puisque cette anarchie dans la foi est la mère de toute anarchie politique.

— Et pour tuer la révolution?

— Il faudrait tuer la liberté de conscience ; sans cela vous ne frappez que des fantômes. Vous coupez les branches ; vous laissez subsister le tronc et les racines.

— Mais, pour revenir à cette unité religieuse, fondement de l'ancienne autorité, nous aurions besoin de la terreur de Philippe II. Elle n'est plus de notre temps.

— Il faut savoir ce que vous voulez. Je vous dis que, pour vaincre le mouvement ascendant de la révolution, il

faut lui opposer la contre-révolution avec toute sa logique, c'est-à-dire l'unité inflexible de l'ancienne religion.

Mais si nous opposions à l'esprit nouveau la ligue du catholicisme de Rome, de l'hérésie du czar, du protestantisme du roi de Prusse?

— Ainsi trois papes inconciliables, une religion à trois têtes qui ont passé des siècles à se dévorer, c'est sur cette anarchie que vous voulez établir l'ordre moral! Eh! ne voyez-vous pas que cette prétendue ligue de principes opposés n'est encore que la révolution sous une autre forme, ou plutôt l'essence même de l'anarchie? Ne vous apercevez-vous pas que ces forces contraires se détruisent par elles-mêmes, et que tant que vous laissez subsister au cœur de l'Europe le principe des révolutions modernes, sous la forme religieuse du libre examen, vous fuyez le danger d'un côté, vous vous y précipitez de l'autre?

— Que nous conseillez-vous donc?

— Il n'y a pas de conseils à donner, c'est la force des choses qui parle. Ramenez, de gré ou de force, l'ordre religieux, et vous ramènerez l'ordre politique, tel que la contre-révolution l'entend. Convertissez le monde à l'ancien idéal catholique, le reste suivra de soi. L'Europe viendra se rasseoir sur sa vieille base. Faites rentrer, jusqu'au dernier homme, la société dans l'ancienne Église; fermez les portes avec fracas et jetez la clef au milieu de l'Océan. A ce prix, vous vaincrez.

— Nous l'essayerons.

— Ce n'est rien de l'essayer; il faut avoir assez de foi pour être sûr de réussir.

— Ce sont donc là, suivant vous, les conditions de notre salut?

— En conscience je le crois.

— Et vous pensez que de bonnes lois sur le timbre des journaux, sur l'enseignement, sur les maires, une revision de la loi électorale et de la constitution, une définition bien avisée du domicile, et un bon ministère de police ne suffiraient pas pour nous garantir l'avenir ?

— Prenez garde ; pendant que nous parlons, je vois le flot qui monte. Le roseau auquel vous vous attachez est déjà déraciné.

— Malheur ! La terre me manque. Est-ce un vertige ? Voici l'abîme.

— Vous l'avez fait. »

Seul moyen d'opérer le sauvetage de l'ancienne société, la murer dans l'ancienne église. Un seul groupe que vous laisserez en dehors suffira pour rouvrir les portes ; vous en verrez de nouveau sortir les tempêtes.

Pouvez-vous cela, ou ne le pouvez-vous pas ? Si vous le pouvez, le vieil ordre de choses subsistera ; sinon la question est résolue. Tous les autres moyens, lois de circonstance, engins de police, épées *rouillées par l'humilité catholique*, sont jeux d'enfants. Laissant subsister la liberté des cultes, comment ne pas sentir que vous laissez subsister un foyer permanent de révolte contre l'ancienne autorité ? Car il est incroyable que vous puissiez penser que, si les hommes ont le droit de choisir leur culte, ils se mettent dans l'esprit qu'ils n'ont pas le droit de choisir leur gouvernement, et même les formes d'une société éphémère telles que celles qu'ils composent ici-bas. A moins que vous ne changiez leur nature, ils ne se figureront jamais qu'étant autorisés à discuter, peser, critiquer leur religion, leur croyance, leurs livres sacrés, ils ne le soient pas à discuter une ordonnance, un arrêté,

un président, un garde champêtre; et l'autorité, telle qu'on l'entendait jusqu'ici, ne se rétablira pas. Ils sont maîtres d'ébranler les colonnes de l'éternité. Croyez-vous qu'ils se feront faute d'ébranler les colonnes du temps? Cela n'est pas réfléchi.

Tant que la liberté de conscience survivra, ne fût-ce que pour une seule communion, la Révolution est triomphante dans le sanctuaire. Comment ne le serait-elle pas sur la place publique? Loyola, Philippe II, Louis XIV, tous ceux qui, par la parole ou par le fer, ont entrepris de maintenir sur sa base l'ancien ordre social, ont opposé à la marche toute-puissante de l'esprit novateur la barre inflexible de l'unité religieuse. Qui ne serait effrayé aujourd'hui de voir quelques vieillards se relever à demi, prendre quelques fils d'araignée et les tendre pour entraver le siècle qu'eux-mêmes ont déchaîné?

De l'autorité.
A qui appartient le droit d'enseigner[1].

Lorsqu'une religion longtemps maîtresse d'un peuple cesse d'être la religion de l'État, qu'est-ce que cela veut dire? Ce changement s'opère-t-il seulement par hasard? Non, certes; il signifie que telle religion a cessé d'être l'âme de tel État, qu'elle a perdu l'intelligence de ce qu'il réclame. Si, de plus, la marche de tous les événements atteste que la société civile entre dans une voie et l'Église

1. P. 91.

dans une autre, si l'organisation laïque s'éloigne de plus en plus de l'organisation ecclésiastique, il arrive nécessairement que la science des choses humaines et la science des choses divines, qui n'en faisaient qu'une seule, se séparent.

Comment le sacerdoce qui n'a pas su garder la direction de la société civile pourrait-il être dépositaire du principe d'éducation nécessaire à cette société? Que pourrait-il lui enseigner, puisqu'il n'a pas eu la science nécessaire pour rester son conseil et son guide? Elle va dans une direction, lui dans une autre. Il peut bien l'accuser de s'être soustraite à son esprit; il peut, du rivage où il reste immobile, la suivre, de loin, dans les tempêtes où elle s'engage; mais il n'a plus ni le secret, ni la science de ce monde civil; il s'est laissé enlever le gouvernail!

De cette contradiction violente entre la science des dogmes particuliers et la science des choses humaines, il s'ensuit que le sacerdoce peut s'attribuer la première, mais qu'il a perdu toute autorité pour enseigner la seconde; et dans cette observation se trouve contenu le seul système d'enseignement qui se concilie avec les droits de tous.

Qui ne voit, en effet, qu'aucun des clergés officiels ne peut aujourd'hui donner à la fois la science des choses divines et humaines, et que la doctrine de chacun d'eux en particulier serait la dissolution de la France, telle que le temps l'a faite. L'enseignement catholique pourrait-il maintenir la société actuelle? Si tout était ordonné sur son principe, que deviendrait l'égalité des cultes? Il ne peut la professer sans apostasier, ni la renverser sans renverser l'ordre civil. Est-ce le judaïsme qui satisfera aux conditions sociales? Personne ne le pense. Le protes-

tantisme est moins éloigné de ces conditions, il appartient au monde moderne. Mais qui songe néanmoins à convertir la France au protestantisme? Personne. Il n'est donc aucun des cultes officiels qui puisse devenir l'âme, la doctrine, le principe enseignant de la société.

Un peuple qui se soustrait à la domination exclusive d'une Église affirme, autant qu'il est en lui, qu'aucun sacerdoce ne possède la vérité sociale à l'exclusion des autres. Par cette révolution, la plus grande qui puisse se consommer chez lui, l'ancienne religion, obligée de partager l'autorité avec ses adversaires, descend au rang d'une secte. La société admettant également toutes les croyances, les repoussant également comme direction exclusive, déclare par là que l'esprit nouveau qui habite en elle est l'opposé de l'esprit sectaire. Par cela seul que nulle des religions positives ne peut renfermer les religions opposées, chacune d'elles se trouve incapable de fournir à la société nouvelle son principe d'éducation ; et ce que ne peut faire aucune secte en particulier, elles le peuvent encore moins faire toutes ensemble. Le catholicisme, le protestantisme, le judaïsme, et, si vous le voulez encore, le mahométisme, ne peuvent, par leur mélange, produire le principe de concorde, d'alliance, sur lequel la société française veut se reposer, en communion avec l'humanité entière.

Qui enseignera à cette nation à vivre d'un esprit étranger à toute secte? Est-ce la secte? De cela résulte évidemment que le lien de la société actuelle est indépendant de chacun des cultes et des dogmes particuliers, puisque s'ils étaient seuls en présence, chacun d'eux étant inconciliable avec les autres, la guerre religieuse serait permanente. Tant que ces cultes ont été les

maîtres du monde civil, ils se sont combattus sans relâche. Si aujourd'hui il y a trêve entre eux, c'est qu'au-dessus d'eux est l'esprit général de la société qui les oblige à une paix apparente.

Car, remarquez qu'aucun d'eux ne peut faire la profession de foi de la société, et dire que tous méritent un respect égal. Que deviendrait le pape, s'il professait le plus grand respect pour Mahomet? Que deviendrait Luther, s'il déclarait que le dogme du papiste a une valeur égale au sien? Que deviendrait le prêtre romain si, en cette qualité, il affirmait que le judaïsme est aussi nécessaire que le catholicisme au bien de l'État? Ces cultes se détruiraient eux-mêmes. Par où l'on voit que si ces religions enseignent le principe de la société moderne, elles se renversent, et que si, réciproquement la société laïque prend pour base morale la doctrine essentielle de l'une ou de l'autre de ces religions, elle se détruit de même. Ce qui revient à dire que la société est ainsi faite qu'elle vit par le principe de la séparation, et qu'elle se tue par le principe de la confusion.

Quelle est la raison d'être de l'enseignement laïque[1].

Dans la condition que je viens de dépeindre, où sera l'autorité de l'enseignement laïque? En face de l'Église toute-puissante, sur quelle pierre bâtirez-vous l'école?

1 P. 112.

L'instituteur empruntera-t-il son droit moral à l'Église? Alors c'est un vassal. Vous créez ce que vous appelez l'enseignement du peuple, mais vous n'oubliez qu'une chose, qui est d'y mettre une âme. Privé de toute force morale, l'instituteur doit compte, à toute heure, de son enseignement à son adversaire naturel. Anéanti devant cette autorité qui d'un mot peut le flétrir, que lui reste-t-il, qu'à se faire le serviteur lige, le serf de corps du curé qui, écrasé par le poids de toute la hiérarchie, écrase, à son tour, de sa propre servitude le ver de terre que vous lui avez livré sans défense.

Pour donner à l'instituteur sa raison d'être, direz-vous qu'il représente le principe de la société laïque? Alors voyez dans quelle contradiction monstrueuse vous tombez. Voilà cet homme qui enseigne au nom de la société civile, laquelle reconnaît également tous les dogmes. Et néanmoins dans cette multitude d'idées dogmatiques qui se renversent, il est obligé d'être l'homme d'une église particulière et de remplacer le prêtre absent. Ne touchez-vous pas ici du doigt les contradictions qui naissent de la confusion gothique où vous laissez encore l'Église et l'école?

A certains moments l'instituteur laïque est prêtre, homme de caste, puisqu'il est chargé d'enseigner un dogme particulier[1]. A certains autres, il est l'homme de la société française laïque, universelle. Comment donc se fera le partage de sa personne? Quelle contradiction, ou la religion détruit l'enseignement, ou l'enseignement détruit la religion! Au nom de la société et de l'Église, le même homme doit représenter l'égalité des cultes et leur

1. [Aux termes de la loi de 1850, l'instituteur faisait réciter le catéchisme, et les ministres du culte avaient libre accès dans l'école.]

inégalité. Après ce beau chaos, arrive le prêtre qui vient surveiller l'instituteur et s'assurer que le principe d'exclusion, c'est-à-dire d'intolérance, a été respecté. Après le prêtre vient l'inspecteur civil qui s'assure également que le dogme civil de la tolérance n'a reçu aucune atteinte. La plume se perd dans cette Babel. Vous avez les deux dialogues suivants, entre lesquels vous ne pouvez choisir :

LE CURÉ.

Monsieur l'instituteur, vous êtes chargé d'enseigner notre dogme, êtes-vous sûr que votre enseignement soit orthodoxe?

L'INSTITUTEUR.

Oui, monsieur le curé.

LE CURÉ.

Voyons cela. Avez-vous assez persuadé vos élèves que notre religion est la seule vraie, la seule sainte, et que toutes les autres appartiennent au mensonge et à l'enfer?

L'INSTITUTEUR, en hésitant.

Oui, monsieur le curé.

LE CURÉ.

Nous verrons bien. Prenez garde à vous, l'Église vous surveille.

Après cette visite, vient celle du maire.

LE MAIRE.

Monsieur l'instituteur, vous êtes l'homme non seulement de la commune, mais de la France. Vous représentez la société laïque ; vous ne devez, en conséquence, rien enseigner qui provoque au renversement des lois. La première de toutes est celle de l'égalité des cultes, d'où naît l'esprit de concorde entre tous les citoyens. Vous comprenez cela, j'espère?

L'INSTITUTEUR.

Oh! oui, monsieur le maire.

LE MAIRE.

Ainsi, monsieur, vous instruisez vos élèves dans ce sentiment qu'ils doivent respecter mutuellement leurs croyances religieuses? Vous leur enseignez qu'aucun dogme particulier ne doit avoir la prééminence sur les autres? Vous leur dites, sans doute, qu'aucune église n'a le monopole de la vérité, de la sainteté, de la justice? car c'est le seul moyen de fermer l'époque des discordes religieuses. Vous montrez sans doute en Dieu un père commun qui accepte l'adoration de tous ses enfants et qui voit dans toutes les églises autant de sectes d'une religion universelle? Vous leur apprenez à s'aimer mutuellement malgré les différences de sectes?

L'INSTITUTEUR.

Justement, monsieur le maire.

LE MAIRE.

Et vous leur répétez, j'espère, que la patrie, ne mettant aucune différence entre les églises, enseigne par là que l'esprit d'intolérance est son plus grand ennemi?

L'INSTITUTEUR.

Sans doute, monsieur le maire.

LE MAIRE.

Et vous formez ainsi de bons citoyens, en leur enseignant qu'il faut prendre le contrepied de cette maxime gothique : Hors l'Église, point de salut, qui, appliquée à la société, nous ramènerait bientôt les guerres de la Vendée et les massacres du Midi?

L'INSTITUTEUR.

C'est vrai, monsieur le maire.

LE MAIRE.

Je suis content. Continuez. L'autorité a les yeux sur vous.

L'INSTITUTEUR, seul.

Désespoir pour un homme de conscience! Qu'enseigner? Que réfuter? Que dire? Que taire? Comment partager en deux mon intelligence, mon souffle, ma vie? Si j'enseigne ce que dit le curé, je suis en révolte contre le maire; si j'enseigne ce que veut le maire, c'est le curé qui m'interdit. Par qui me sera ôté le pain de mes enfants? Par l'un ou par l'autre? Quel parti prendre? Ne rien penser? Peut-être! Ne rien dire? Cela est impossible, puisque je suis chargé d'enseigner le dogme sous la surveillance du prêtre! ô misère! Le laboureur, le pionnier, à la fin de leur journée, ont la satisfaction de leur œuvre. Mais quel supplice comparable à celui d'un homme qui ne peut ni parler, ni se taire, ni avancer, ni reculer, ni consulter sa raison, sans être écrasé avec ses enfants et la mère de ses enfants!

Une morale laïque pour une société laïque[1].

Supposez qu'il n'y eût d'autre enseignement moral que celui qui est distribué au nom des églises particulières; j'ai montré que, dans ce cas, la société actuelle ne pourrait subsister telle qu'elle est. Chacun suivant rigoureusement le principe exclusif déposé dans son église, il y

1. P. 120.

aurait en France des sectes et point de nation. Le juif serait ramené au Ghetto, le protestant enfermé dans ses villes de sûreté; le catholique, acharné contre l'un et contre l'autre, travaillerait à les faire entrer dans son Église. Il suit de là que le principe d'aucune des sectes qui sont reconnues par l'État n'aurait pu, en se développant, produire la société française telle qu'elle est aujourd'hui, alliance pacifique de toutes les croyances, de toutes les opinions, de toutes les sectes dans le sein d'une même nation. C'est dire que chacune de ces églises a l'autorité d'un système considérable, mais qu'aucune d'elles n'est plus le principe vital de cette société. Pour qu'elle subsiste, il faut que l'esprit qui l'a faite continue de se répandre par l'éducation, de génération en génération. Là est la raison d'être de l'enseignement laïque sans acception d'aucun dogme particulier.

Toutes les objections iront se briser contre ce fait : Nulle église particulière n'étant l'âme de la France, l'enseignement qui doit répandre l'âme de cette société doit être indépendant de toute église particulière.

Si le prêtre peut faire tout ce que fait l'instituteur, celui-ci est inutile. Mais, d'autre part, si l'instituteur enseigne une morale sociale qu'il est impossible au prêtre d'enseigner sans apostasier, le premier est évidemment indépendant des dogmes du second; car il est absurde d'assujettir l'enseignement le plus universel au plus étroit et d'enfermer le plus grand dans le plus petit.

L'instituteur n'est pas seulement le répétiteur du prêtre : il enseigne ce qu'aucun prêtre ne peut enseigner, l'alliance des églises dans une même société.

L'instituteur a un dogme plus universel que le prêtre, car il parle tout ensemble au catholique, au protestant,

au juif, et il les fait entrer dans la même communion civile.

L'instituteur doit dire : Vous êtes tous enfants d'un même Dieu et d'une même patrie; tenez-vous par la main jusqu'à la mort. Le prêtre doit dire : Vous êtes les enfants d'églises différentes; mais, parmi ces mères, il n'y en a qu'une qui soit légitime. Tous ceux qui ne lui appartiennent pas sont maudits; ils resteront orphelins. Soyez donc séparés les uns des autres dans le temps, puisque vous devez l'être dans l'éternité.

Croyez-vous que ce serait un malheur irréparable pour votre enfant de naître ainsi à la vie civile dans un sentiment de concorde, de paix, d'alliance avec tous ses frères? Le premier sourire qui lui a été donné du ciel, est-ce pour maudire? Faut-il que son premier bégayement soit un anathème? — Mais vous contraignez mon fils de n'avoir ni colère ni exécration contre ceux qui ne pensent pas, ne croient pas, ne prient pas comme moi. C'est une violation de la liberté du père de famille. — Eh! que ne le disiez-vous plus tôt!

Ainsi l'héritage obligé des discordes, c'est ce qu'ils appellent la liberté. Ne pas être élevé dans la haine, c'est oppression. Imposer forcément à son fils son esprit de colère et de malédiction, c'est ce qu'ils appellent leur droit.

Avant eux, Bodin disait déjà au seizième siècle que tout était perdu depuis que la loi moderne avait ôté au chef de famille le droit de vie et de mort sur ses enfants.

La société laïque possède aujourd'hui plus de justice que l'Église. C'est la raison pour quoi son droit civil et politique s'est constitué indépendant du droit canon.

La société laïque possède aujourd'hui plus de vérités que l'Église. C'est la raison pour laquelle son enseignement doit se constituer indépendamment de l'instruction cléricale.

La prétention des castes sacerdotales a toujours été d'être seules capables de donner un fondement aux institutions civiles et politiques. Voyez-les partout où elles ont été maîtresses, chez les Indous, comme dans les États Romains. Tant qu'elles règnent, chaque détail de l'état civil, l'administration, la police même, sont choses sacrées ; dans la théocratie de Moïse, le moindre règlement d'hygiène, d'agriculture, émane de la sagesse d'en haut. Toute ordonnance du prêtre est d'institution divine ; la pensée du ciel circule dans tout le corps des lois.

Sitôt que la société laïque s'affranchit du gouvernement sacerdotal, elle est censée rompre toute relation avec l'ordre éternel. Ces mêmes lois qui, auparavant, étaient pleines de Dieu, ne sont plus que des caprices du hasard. Cet état que l'on disait d'institution divine, depuis qu'il se passe du prêtre, on le proclame athée. Hier il était la sagesse éternelle, manifestée, écrite dans les lois. Aujourd'hui c'est un aveugle qui repousse son guide. Il ne sait rien, il ne voit rien. Séparé du prêtre, que lui reste-t-il à enseigner ? Pas même la sagesse que la fourmi enseigne à la fourmi.

Si la société, sans le prêtre, ne croit pas à la justice, pourquoi donc cherche-t-elle de siècle en siècle à s'en rapprocher dans le développement de son droit ? Si elle ne croit pas à la vérité, pourquoi la poursuit-elle dans la science ? Si elle ne croit pas à l'ordre, pourquoi le poursuit-elle dans la suite de ses institutions et de ses révolutions ?

Justice, vérité, ordre absolu, qu'est-ce que cela, sinon la source éternelle des idées divines, c'est-à-dire cette *essence du bien sur lequel se règlent les mœurs de l'État*? Ce Dieu de l'ordre, de la justice, ce géomètre éternel, qui descend par degrés au fond des lois de tout peuple policé, n'est pas celui qui plaît aux castes sacerdotales. Elles le veulent jaloux, irrité, plein de préférences, de menaces. Où elles ne reconnaissent pas cette face d'un dieu-prêtre, elles ne voient qu'athéisme. Est-ce une raison pour accorder qu'une société ne contient nul principe en dehors de son Église, nul enseignement moral en dehors de son clergé, et que toute lumière s'éteint qui ne s'allume pas à l'autel?

On répète incessamment que la société laïque n'a aucun principe et, par conséquent, rien à enseigner. Il faut du moins reconnaître qu'elle peut mieux qu'aucune autre s'enseigner elle-même, et voilà précisément de quoi il est question dans l'enseignement laïque.

Pour moi, j'ai toujours prétendu qu'elle possède un principe que, seule, elle est en état de professer, et c'est sur ce principe qu'est fondé son droit absolu d'enseignement en matière civile. Ce qui fait le fond de cette société, ce qui la rend possible, ce qui l'empêche de se décomposer, est précisément un point qui ne peut être enseigné avec la même autorité par aucun des cultes officiels. Cette société vit sur le principe de l'amour des citoyens les uns pour les autres, indépendamment de leur croyance.

Or, dites-moi qui professera, non pas seulement en paroles, mais en action, cette doctrine, qui est le pain de vie du monde moderne? Qui enseignera au catholique la fraternité avec le juif? Est-ce celui qui, par sa croyance

même, est obligé de maudire la croyance juive? Qui enseignera à Luther l'amour du papiste? Est-ce Luther? Qui enseignera au papiste l'amour de Luther? Est-ce le pape? Il faut pourtant que ces trois ou quatre mondes, dont la foi est de s'exécrer mutuellement, soient réunis dans une même amitié. Qui fera ce miracle? Qui réunira trois ennemis acharnés, irréconciliables? évidemment un principe supérieur et plus universel. Ce principe, qui n'est celui d'aucune église, voilà la pierre de fondation de l'enseignement laïque.

Séparation de l'École et de l'Église[1].

Voulez-vous affranchir l'enseignement laïque? Osez affirmer ce que trois siècles ont affirmé avant vous, qu'il se suffit à lui-même, qu'il existe par lui-même, qu'il est lui-même croyance et science. Nulle mesure fiscale, matérielle, administrative, ne peut le dispenser de cet acte de foi.

Comment s'est constituée la science moderne? En la séparant de la science de l'Église. Le droit civil? En le séparant du droit canon. La constitution politique? En la séparant de la religion de l'État. Tous les éléments de la sociabilité moderne se sont développés en s'émancipant des églises. Le plus important de tout reste à ordonner, l'éducation. Par une conséquence qui se déduit de tout ce qui précède, n'est-il pas clair qu'il ne peut être réglé qu'à

1. P. 129.

la condition d'être pleinement séparé de l'éducation ecclésiastique ?

Mais quoi ! vous me proposez de ne faire donner aucune instruction religieuse à mon fils ? Eh ! qui vous dit rien de semblable ? Qui vous empêche de choisir, au sortir de l'école, le dogme particulier dans lequel vous voulez le faire élever ? Je prétends seulement que le mélange de l'École et de l'Église vous conduit à des contradictions, dans lesquelles la liberté est impossible.

Je voudrais que le prêtre eût son empire dans son église, mais que cette souveraineté ne pût, dans aucun cas, s'étendre hors de là ; car le problème est ceci : Faire que la liberté du prêtre catholique ne devienne pas la servitude de tous.

Celui qui exerce le pouvoir sacerdotal, au nom d'une caste, peut-il exercer régulièrement le pouvoir civil, à moins qu'on ne rentre dans le chemin de la théocratie ? L'évêque sera-t-il préfet ? Le curé sera-t-il maire ? Celui qui accuse peut-il être en même temps le juge ? Comment donc celui qui, au nom du moyen âge, fait le procès de l'esprit moderne, peut-il être en même temps chargé de répandre et d'enseigner cet esprit ?

L'éducation du souverain[1].

Ce qui presse le plus est de réchauffer l'étincelle du foyer domestique. Le père a cessé de croire, la mère croit encore avec ferveur. Ballotté entre ces deux autorités contraires, que deviendra l'enfant? Longtemps il ignore s'il croit ou s'il doute. Quel trouble dans cet esprit qui, en s'éveillant, voit tout à la fois s'ouvrir et se fermer un infini! il naît sur les confins de deux mondes, et il ne sait dans lequel entrer. A la fin, le partage se fait. Le fils suit le père dans le doute; la fille suit la mère dans la foi. De plus en plus les cœurs se divisent; ils s'aliènent : qui les réunira? Heureux si, brisé par le divorce moral du père et de la mère, l'enfant ne feint pas de douter avec l'un et de croire avec l'autre! Hypocrisie et scepticisme, dès le berceau, ce serait trop. Ne commencez pas la vie humaine par la décrépitude.

En aucun temps, l'éducation n'eut un objet aussi grand à se proposer, et jamais l'enfance ne dut être aussi respectée que de nos jours; car elle seule possède encore l'esprit de paix qui manque à ce foyer, à cette société partagée.

Qu'attendons-nous? Et qui nous réconciliera, si ce n'est celui qui n'a pas encore vécu de notre vie? Pour nous, nos cœurs se sont trop abreuvés du venin des luttes sociales. Nous savons désormais trop bien haïr; nous avons perdu la faculté d'aimer. Qui nous la rendra?

Qu'avons-nous encore à nous apprendre, à nous dire

1. P. 155.

les uns aux autres? Rien. Nous ne pouvons plus ni nous persuader, ni nous apaiser mutuellement. Nos lèvres ne peuvent plus que maudire; nos paroles ne servent plus qu'à nous percer et à nous repaître de nos propres blessures; à bien dire, nous sommes morts les uns pour les autres, étant morts à l'espérance de nous convaincre les uns les autres. Pourtant, si l'univers moral ne doit pas s'abîmer dans le chaos, il faut qu'un vestige de l'ancien amour qui fit le monde soit conservé quelque part. Où survivra-t-elle cette flamme créatrice? Où chercher l'harmonie des éléments, sinon dans ce berceau qui flotte avec sérénité à travers la tempête sociale?

Où trouver un reste d'amour, si ce n'est dans ces yeux qui viennent de s'ouvrir à la lumière, et qui n'ont encore rien vu de ce que nous voyons? Quelle langue nous parlera, nous convaincra, si ce n'est la langue qui n'a encore rien dit? Scribes, docteurs de la loi, faites place à l'enfant dans l'enceinte du temple! Écoutez! il vous enseigne ce que vous ne connaîtrez jamais, la paix!

Malgré cela, vous croyez tout ruiné, si vous perdez un moment pour faire descendre, dans ce cœur qui vient de naître, la guerre, l'horrible guerre qui est le germe de toutes les autres, celle des discordes religieuses. Il sort de l'ample sein de la vérité, pour vous en rendre témoignage, et vous n'avez rien de plus pressé que de l'emmailloter dans les haines, dans les préjugés, dans les sectes des Pharisiens ou des Sadducéens.

Que serait-ce si l'on commençait par le faire naître à la vie sociale, au milieu de tout ce qui parle d'union entre les hommes, c'est-à-dire au milieu des principes communs à toutes les sociétés; si on le nourrissait d'abord de ce lait fortifiant dont s'abreuve l'humanité

entière! Il ne connaîtrait les différences qui séparent les hommes qu'après avoir connu les ressemblances qui les rapprochent. Je voudrais le faire grandir au milieu des pensées divines qui soutiennent le genre humain; il ne saurait que plus tard la divergence des croyances et le triste secret du divorce des âmes; il connaîtrait Dieu avant de connaître le prêtre. C'est tout le contraire de ce qui se fait aujourd'hui. De ces deux seules idées, gravées dans la Constitution, Dieu et une famille de frères, que ne pourrait déduire un instituteur digne de ce nom!

Le malheur est que nous n'avons aucun livre populaire où le peuple puisse recevoir, sans danger, sa première éducation morale. Les autres ont des traductions naïves de la Bible, qui sont comme le bégayement sacré de leur langue. Dans notre système de caste sacerdotale, la Bible devait rester le livre des prêtres, et à ce titre, il était impossible qu'elle devînt populaire.

J'ai sous les yeux l'un des ouvrages les plus répandus dans l'éducation en France; pour savoir ce qu'il contient, l'enfant n'a pas même besoin de savoir lire. Les images parlent assez haut. Je vois dans ces figures un arsenal hideux de chaînes, de fourches, de tenailles, de cœurs cadenassés, de brasiers, de reptiles, de têtes qui surnagent dans les flammes, de monstres aux pieds de satyres, aux cornes de bouc, qui sortent des murailles, des planchers, et viennent garrotter les mourants dans leurs lits, le tout dans le style des idoles japonaises ou mexicaines. Est-ce bien là le livre d'éducation d'un peuple non seulement policé, mais souverain? Comment l'enfant qui s'éveille à la vie, au milieu de cet enfer païen, reviendra-t-il jamais de cette première impression de fétichisme et de terreur? Il faut absolument qu'il demeure esclave le

reste de sa vie, ou qu'il devienne incrédule. Des hommes faits m'ont avoué ne pouvoir penser à cette première lecture sans un saisissement d'horreur. Que l'on se figure quelles semences de haines fermentent dans le cœur de l'enfant qui naît ainsi captif, persuadé que ces supplices sont préparés pour quiconque ne pense pas exactement comme le livre.

Serait-il donc impossible, je ne dis pas de renoncer à ce fétichisme (je ne vais pas jusque-là), mais de mettre en regard quelque livre populaire où le sentiment servile de la peur ne serait pas constamment éveillé? J'avoue que toute vérité court risque de paraître fade auprès de ce terrorisme. Qui sait, néanmoins, ce que l'on pourrait faire jaillir de l'âme humaine, encore neuve et sans tache?

Songez qu'il ne s'agit plus seulement de faire un homme qui prenne sa place dans une société assise ; il s'agit de préparer celui qui doit guérir une société assez malade pour se frapper elle-même. Ce n'est pas un écolier que vous avez à dresser; c'est bien en réalité un créateur, un constructeur d'empires. Proportionnez donc l'esprit de cette éducation aux résultats que vous devez en attendre.

Il vient, il entre dans le monde, le messager de l'avenir. Comment l'accueillerez-vous? Quelle éducation nouvelle donnerez-vous à cet Emmanuel qui doit redresser un monde croulant?

Je voudrais que l'or de la sagesse de tous les peuples fût mis à ses pieds; que ce qui a été accepté, applaudi par la conscience de toute l'humanité, lui fût présenté à son arrivée dans le monde, comme son héritage moral. Quelle grande pensée (simple comme tout ce qui est

grand) serait trop haute pour ce sauveur sorti des flots de l'ancien monde! car c'est bien un sauveur, un médiateur qu'il vous faut élever dans chaque homme, ou le monde périt. Il vient pour s'élever au-dessus de toutes les sectes; n'enfermez pas trop tôt son cœur dans une secte. Il faut qu'il puisse porter sans fléchir une humanité nouvelle; ne le brisez pas avant qu'il ait rien fait.

Persuadez-vous bien que vous élevez un souverain dans le monde politique et moral. Vienne le Fénelon qui écrira le nouveau Télémaque pour l'héritier, non pas seulement d'un royaume, mais d'un monde! Quelle source d'inspiration ne rencontrera-t-il pas dans cette idée!

LA REVISION[1]

(1851)

La bonne République[2].

En vertu du même principe, je dis que dans une République, il n'est pas de cri plus malsonnant, ni qui doive être plus durement réprimé que celui de : Vive la République! car il suppose un parti pris, un jugement téméraire rendu par avance,

Que diriez-vous d'un juré qui, au milieu d'un procès criminel, crierait soudainement : Vive l'accusé! On le chasserait si on ne l'emprisonnait. Or, la République est l'éternelle accusée. Être proclamée dans un pays, pour elle, cela veut dire, être sur la sellette, menottes aux mains. Tant que dure le procès, c'est-à-dire tant que dure l'état républicain, il est vraiment odieux d'acclamer le prévenu. Attendez qu'il soit acquitté par la monarchie.

D'objections en objections j'arrive à l'arche sainte, qui les renferme toutes; la voici : Votre République étant un

1. *Œuvres complètes*, tome XIV. [Cette brochure parut quelques semaines avant le Coup d'État.]

2. P. 457. [Dans les pages précédentes, Quinet signale, avec ironie, le principe qui régit la république en 1851 : exclure de la république tous les républicains.]

gouvernement de liberté, si elle veut répondre à son nom, doit consentir à se laisser attaquer, au besoin conspuer par ses plus grands adversaires; ce qui revient à dire que je consens à être républicain, à condition d'être royaliste.

La bonne République, en effet, est celle qui nous donne le droit imprescriptible de nous proclamer officiellement monarchistes, absolutistes, impérialistes, tout, hors républicains; celle que peuvent attaquer, cerner tous les systèmes, sans qu'elle use jamais de représailles; celle qui laisse chaque jour tirer au sort un lambeau de sa tunique; celle qui, lorsqu'on la frappe sur une joue, tend aussitôt l'autre joue; celle qui autorise tous les prétendants à promener leur drapeau, tous les rejetons de dynasties à refleurir, tous les tronçons de serpents à se renouer pour l'étouffer. Voilà, disent-ils, l'essence de ce gouvernement fort estimé parmi nous, admiré même, à condition cependant, qu'il soit impossible.

Nous l'appelons libre, voulant dire par là qu'il doit nous laisser liberté plénière de le ruiner et extirper, sans qu'il songe à nous nuire en rien.

Autrement, vous l'avouerez, ce serait un despotisme montagnard. Monarchie, empire, absolutisme, ont le droit d'empêcher qu'on les tue; mais une démocratie qui aurait la singulière prétention de vivre et d'être quelque chose, qui croirait à son existence, et la ferait respecter, qui se fâcherait qu'on l'assassinât à bout portant, une République, enfin, qui mettrait obstacle à la royauté, conçoit-on rien de plus abominable? La pensée seule en fait horreur.

LE LIVRE DE L'EXILÈ[1]

Béni soit l'exil[2].

Béni soit l'exil! Qui m'eût enseigné ses bienfaits, si je ne les eusse éprouvés?

En me mettant en dehors des lois de protection qui sont faites pour tous, il m'apprend à chercher mon appui là où l'homme ne peut m'atteindre.

En me traitant comme la feuille détachée que le vent chasse devant lui, sans qu'aucune terre ensemencée veuille la recevoir, il m'apprend à m'enraciner dans le sol qu'aucune tempête n'assiège.

En me refusant l'abri, le toit, le foyer, il m'apprend à bâtir ailleurs la maison de mon âme.

On nous a mis au ban de l'espèce humaine. J'accepte de grand cœur; et certes, si je ne consultais que mon goût particulier, je ne pourrais faire un vœu pour que cet état de choses vînt à changer.

Les hommes, en me confinant hors des relations humaines, m'ont affranchi. J'étais l'esclave de leurs fantaisies; je dépendais de leur humeur; je faisais partie de leur amusement.

1. Écrit en 1852. *Œuvres complètes*, tome XXIV.
2. P. 12. [L'exil dura pour Quinet de 1851 à 1870. Voir la Notice géographique.]

Ils ont retranché de ma vie tout ce qui était artificiel : ils m'ont rendu à la liberté première ! Tous les filets d'araignée que la conversation, la mode, le préjugé, avaient tendus autour de moi, sont rompus. Mes heures se dépensaient avec eux en un frivole commerce où leur âme et la mienne n'étaient presque jamais pour rien.

Je suivais le front bas leurs croyances, leurs illusions : ils m'ont délivré en un moment de tout cela. Ils m'ont ramené de force à ce qu'il y a de mieux en moi-même ! Les fausses affections sont tombées ; tous les masques ont disparu. Rien ne reste que ce qui est bâti sur le roc.

Oh ! quel bienfait j'ai reçu !

Ils ont fait de ma vie une île séparée de leurs iniquités : ils ont creusé tout autour un abîme infranchissable.

A peine si leur voix m'arrive. Ils ont mis des gardiens autour de cet abîme. Toute une armée veille sur ses bords, et chacune de leurs précautions m'assure contre eux-mêmes ! Puissent-ils élever une muraille d'acier, afin que leurs pensées aux ailes rampantes ne parviennent pas jusqu'à moi !

Ils ont fait de ma vie une île sacrée où n'aborderont plus les vaines douleurs, les trompeuses espérances, les amitiés d'un jour, les regrets éternels ! Un blanc troupeau de cygnes venus des rives de l'Éternité, se joue autour de la barque échouée.

O mon âme, quand tu auras égalé la blancheur des cygnes, ils te ramèneront dans la patrie perdue !

Une grande nation[1].

Je me suis approché de la frontière, et j'ai prêté l'oreille; et toute une nation rassemblée de l'autre côté, ne faisait pas plus de bruit qu'un fleuve tari dans son lit, ou qu'un désert sur lequel a passé un vent de mort.

Et je m'écriai : La terre a-t-elle englouti Sodome? Sont-ils tous morts, ceux que j'ai connus si pleins de vie? Ou ont-ils oublié? Un souffle mêlé de bitume a-t-il étouffé leurs esprits? Ceux qui m'ont aimé, sont-ils glacés comme les autres? Répondez!

Et en arrêtant les yeux sur ce qui semblait d'abord le lit d'une mer désertée par les flots, je finis par voir une multitude innombrable d'hommes accroupis sur la terre; et je ne savais pas s'ils étaient vivants ou morts, tant le silence pesait sur leurs lèvres.

Et je leur demandai : Êtes-vous encore du nombre des vivants, vous qui paraissez glacés du froid éternel? Ou bien êtes-vous les restes d'un peuple qui a perdu son nom?

Ils ricanaient avec un bruit semblable à celui des feuilles sèches sous les pas d'un voyageur. Et c'est à cela seulement que je sentis qu'ils vivaient.

Alors je leur demandai : N'y a-t-il plus de justice? Plus de ciel? Plus d'avenir? Plus d'amour? Plus d'espérance?

Et sans me regarder, car ils avaient le cou roidi par l'esclavage, je les entendis qui disaient les uns aux autres :

Quel est cet étranger? Et quelle langue parle-t-il? Nous ne comprenons pas un seul des mots dont il se sert.

1. P. 21.

Je repris et je dis en tendant les bras vers eux : Ne reconnaissez-vous pas celui qui est né de la même terre que vous? Aujourd'hui, encore, la douceur qui me reste, c'est d'entendre à mon oreille cette langue qui est la vôtre. Voilà pourquoi je ne me suis pas éloigné davantage, cherchant toujours à recueillir quelque son de la langue qui m'a bercé. L'année ne s'est pas encore écoulée. Sont-ce des siècles qui me séparent de vous? Les choses ont-elles changé de nom? Je vous ai vu sourire, quand naguère, je vous parlais de Liberté.

A ce mot, tous se bouchèrent les oreilles, comme s'il leur eût été insupportable, soit qu'il leur rappelât un crime, soit qu'il leur fût devenu odieux, soit qu'ils craignissent qu'un gardien les surprît à écouter, et ils retombèrent dans l'insensibilité, et ils parurent changés en blocs de pierre; et on eût dit une de ces campagnes désertes où nos ancêtres ont dressé des multitudes de pierres qui blanchissent dans la nuit.

Une seule figure restait debout, plus pâle que toutes les autres. Je la reconnus bientôt et je lui dis : Toi aussi, as-tu oublié ma langue et ne me reconnais-tu pas?

Et celle-là me dit en pleurant! Moi, je te reconnais! Je sais qui tu es. Je connais aussi la justice, et l'espérance, et l'avenir. Mais moi je suis morte.

LETTRES D'EXIL[1]

A M. Ferrari, à Paris[2].

Bruxelles[3], 5 décembre 1855.

Que faites-vous et que pensez-vous, très cher philosophe? Voyez-vous dans l'avenir une lueur d'espérance? N'est-ce pas la fin d'un monde?

Nous nous figurons que les peuples ne peuvent vivre sans dignité, sans liberté, sans conscience. Avouons qu'ils nous donnent de terribles démentis. Toute l'Histoire de France est à refaire; ceux qui l'ont écrite, ont composé leur ouvrage dans la vue d'une époque d'épanouissement que couronnerait la liberté. Ils expliquent tous les événements passés comme une préparation de cette ère glorieuse. Ne serait-il pas possible qu'ils se fussent trompés.

Les choses d'aujourd'hui ne permettent guère d'en douter pour peu qu'elles continuent. Les historiens ont vu dans Louis XI, dans Richelieu, dans Louis XIV, je ne sais quels instruments de progrès social. L'expérience ne

1. 4 volumes (Calmann-Lévy, éditeur).

2. Tome I, p. 81. [Cette lettre et la suivante peuvent servir d'introduction à la *Philosophie de l'Histoire de France*, dont on trouvera des fragments page 198.]

3. [Quinet passa les premières années de l'exil à Bruxelles, puis, en 1858, il s'établit à Veytaux.]

nous apprend-elle pas que ces forces tyranniques n'ont préparé que la tyrannie? C'est là une conséquence beaucoup plus naturelle pour déduire du passé un avenir de liberté. Admettons, au contraire, que l'Europe ait devant soi un avenir de servitude universelle tempérée par un peu de bien-être dû aux machines et à diverses combinaisons industrielles, tout ce que nous savons de l'Histoire moderne et surtout française s'accorde à merveille avec ce résultat.

Un long passé servile engendre un avenir servile; quoi de plus logique et de plus régulier? Les penseurs, les philosophes, les esprits élevés jouent dans cette société le rôle du *préteur* dans le monde romain; de belles sentences dont personne ne profite, une sorte de code idéal nulle part appliqué et qui n'empêche nullement le monde de se divertir avec ses Caracallas!

Tout s'explique aussi dans la grande Révolution; elle a voulu vaincre la nature des choses, la nécessité servile; de là la Terreur qui n'était rien que la guerre faite à la force des choses.

Comme on avait vu dans notre Histoire les idées populaires, depuis le moyen âge, servies par des tyrans, Louis XI, Richelieu, on a vu aussi les idées révolutionnaires représentées par un autre tyran, Napoléon.

Mais sa mission, à lui aussi, commence à se dessiner. Il a répandu la Révolution chez les peuples, oui; mais, en même temps, il a foulé, humilié, avili les peuples; ils sont sortis de sa main, broyés, matérialisés, hébétés. Ils ont reçu des lois, des codes, mais à condition de ne plus penser. Ce qui est sorti des mains de Napoléon, ce sont les peuples-machines, que nous voyons ainsi, jusqu'à ce jour; leur éducation ne s'accomplit que par la servitude.

Comment donc pouvons-nous attendre que la liberté naisse de semblables promesses? Ne sommes-nous pas dupes de nos désirs? N'est-ce pas là un de ces préjugés que Bacon appelait des fantômes ou des *Cavernes*?

La vérité philosophique n'est-elle pas ceci : les classes supérieures usées, et les multitudes n'ayant pu encore s'élever à la dignité, à la conscience du peuple? De là, une unité de servitude croissante; les nationalités abaissées, avilies les unes par les autres, l'égalité progressive, par la chute de toute élévation morale ; les foules amoureuses de despotes, éprises de leur propre abaissement ; les temps s'écoulant sans qu'on en ait conscience, et à l'horizon les cathédrales gothiques remplaçant pour ce monde mourant les pyramides d'Égypte.

Voilà une des chances, et la philosophie ne la contredit certainement pas. Au milieu de cela, beaucoup de vaudevilles et un éternel ricanement; jamais la nation ne se serait plus amusée.

Adieu, très cher philosophe. Écrivez-moi au milieu de ces ruines et croyez-moi pour toujours....

A M. Henri Martin, à Paris[1].

Bruxelles, janvier 1854.

Cher ami. Voici une année nouvelle, et ce que nous devons souhaiter à tous, ce sont, il me semble, des idées nouvelles et vraies, qui nous rajeunissent. Nous avons

1. Tome I, p. 115.

tous notre confession à faire pour le passé, vous peut-être moins que personne. Pour moi je me confesse franchement d'avoir vu autrefois dans le napoléonisme un élément de liberté qui n'y a jamais été. Cet homme a tout foulé, tout écrasé, il a mis l'humanité en poussière; il a ainsi jeté l'Europe dans le chemin de l'égalité, mais d'une égalité matérielle, servile, dégradée, et cette progression, si elle continuait, aurait pour dernier terme un troupeau, un maître.

Voilà sur ce point ce que les événements ont montré. Je le reconnais, je l'avoue et non content de cela je le publierai très haut. Mais si telle est ma confession, il me semble que beaucoup d'autres ont à faire des aveux de ce genre et même beaucoup plus graves. Vous avez eu la bonne fortune et le bon esprit de ne pas porter de système dans l'Histoire de France et par là vous avez moins de péchés sur la conscience qu'aucun autre. D'ailleurs, si vous aviez péché, çà et là, vous avez tant de loyauté et de vitalité dans l'esprit, que vous trouveriez dans vos propres erreurs une source de progrès nouveaux vers la vérité.

Cela dit du plus profond de mon cœur, voici un point sur lequel je vous supplie d'attacher impartialement votre attention, car il n'en est pas de plus grave pour nous. Je pense aux différents systèmes dans lesquels on a résumé de nos jours l'Histoire de France; tous ces systèmes se ressemblent par le fond, ils sont plus ou moins représentés par celui de M. Augustin Thierry. Eh bien, je vous l'avoue, en les examinant très sérieusement avec ce que nos expériences nouvelles nous ont appris, ces systèmes, selon moi, croulent à vue d'œil; il reste le talent, la science, mais la vérité philosophique a disparu. Tous ces

systèmes appartiennent à des écrivains qui ont vécu sous la Restauration ou sous Louis-Philippe. Ils acceptent la monarchie libre, constitutionnelle, comme l'état définitif ; c'est à leurs yeux la consommation de l'Histoire de France, c'est sur ce fondement qu'ils bâtissent leurs systèmes ; tout le passé, ils l'expliquent par ce dénouement ; ils voient tout aboutir à la liberté dans la monarchie constitutionnelle ; les problèmes les plus difficiles se résolvent selon eux par l'idée du régime parlementaire. L'Histoire de France, en un mot, n'est pour eux que la préparation de cette monarchie tempérée où la démocratie doit se reposer. Ce fondement sur lequel ils ont bâti a disparu. Je demande maintenant, ce que sont devenus leurs systèmes?

En les examinant aujourd'hui, j'ai été étonné plus que je ne puis dire. Ce qui en fait le fond, c'est la formule implacable, inhumaine avec laquelle ils déduisent la liberté comme une conséquence de la tyrannie. Cette logique violente, antiphilosophique, était supportable quand ils avaient le fait pour eux. Ils disaient : Nous avons sous la Restauration ou sous Louis-Philippe la liberté constitutionnelle, et cet état a été précédé d'une succession de rois absolus dans la vieille France. Donc, ce qui a précédé, est cause de ce qui a suivi; donc, les rois absolus ont préparé l'avènement du régime constitutionnel. Donc, la formule de notre Histoire est celle-ci : « En France, c'est le pouvoir absolu qui engendre la liberté ! »

Je suis vraiment confondu quand je vois ce raisonnement à chaque page de tel historien; il conclut d'une manière uniforme chaque réflexion par les lignes suivantes : « Ce roi anéantit toutes les traditions de liberté et de franchises, soit des provinces, soit des villes ; il

soumit tout au pouvoir absolu, et par là, il hâta la civilisation et l'avènement de ces libertés constitutionnelles qui sont désormais assurées à la France. »

Les historiens répètent cela à satiété ; c'est le fil qui les conduit. Quand de telles énormités logiques avaient au moins pour elles une apparence de réalité dans les années du régime parlementaire, la raison humaine se taisait, s'inclinait; mais, aujourd'hui que cette apparence même est enlevée, on voit à nu le sophisme et l'on s'étonne qu'il ait été si facilement accepté. Voyez s'il n'y a pas là un mal très grand, très profond et où la société française peut aller s'abîmer sans retour. Ce mal vient de ce que les historiens se sont fait une idée superficielle et fausse de la liberté. Partout où ils ont vu le progrès dans l'ordre matériel ou même dans l'égalité, ils se sont dit : la Révolution est là ! D'abord l'aplanissement du sol, la servitude de tous sous un maître, l'extirpation de toutes les anciennes franchises ; un pouvoir absolu qui prépare le terrain; plus tard la liberté viendra.

C'est là qu'est l'erreur profonde ; et c'est à la fois une erreur philosophique, historique et politique. Dans tous nos systèmes, on a considéré la liberté comme une chose accessoire, un hors-d'œuvre, un ornement qui doit couronner l'édifice. Ils n'ont pas senti la liberté, ils n'ont pas compris qu'elle est la sève de l'arbre; que c'est l'élément vital des peuples destinés à être libres, et que, lorsqu'on l'a extirpée dans les meilleures intentions du monde, rien n'est plus difficile que de la faire renaître. Si nos constructeurs de systèmes faisaient aboutir leur interprétation de l'Histoire de France à un état social dans lequel l'égalité serait tout et la liberté rien, j'aurais peu de choses à dire. Mais ce qu'il y a de blessant pour la

raison, pour la nature humaine, pour la vérité historique, pour la véritable science, c'est cette prétendue progression vers un régime de liberté, au moyen et à la faveur du pouvoir absolu. C'est dans le temps où le despotisme est le plus complet, que, selon ces théoriciens, il travaille le mieux à l'œuvre future de la liberté.

Vous, dont l'esprit est sincère avant tout, remarquez les conséquences où ils sont entraînés. Toutes les fois que dans notre histoire le Tiers état, le peuple, fait entendre des plaintes contre l'oppression, contre la violence de la Royauté, c'est-à-dire toutes les fois que la conscience humaine éclate, que la dignité morale réagit, notre historien châtie durement ces générations, petits esprits bourgeois qui ne comprenaient pas que l'on travaillait à assurer pour leurs descendants la liberté constitutionnelle. Voilà le sens, si ce ne sont les mots.

Dans les systèmes implacables par lesquels on défigure le passé, il est bien frappant que les écrivains démocrates, républicains, aient suivi à la trace les écrivains de la monarchie libre. C'est à qui entrera le plus avant dans cet ordre d'idées violentes, en dehors de la nature, et se résumant toujours dans ce principe souverain de nos écoles : l'utilité de la tyrannie pour préparer la liberté. Je laisse de côté l'apologie de tous les grands massacres, et, par exemple, de la Saint-Barthélemy, par les écrivains républicains. Ce massacre était selon eux évidemment nécessaire pour préparer l'ère de *fraternité républicaine* qui est désormais un *fait acquis pour nous*. Il n'est pas un despote qui n'ait reçu d'un doctrinaire, d'un libéral, d'un républicain ou d'un socialiste son brevet de *grand homme*, de bienfaiteur de l'humanité et de précurseur de la liberté politique.

Maintenant, je vous conjure au nom des souffrances présentes et des cruels avertissements qui nous sont donnés pour l'avenir, je vous conjure d'examiner à fond, si ce fatalisme que l'on a porté dans notre histoire, n'est pas aveugle ; s'il n'y a pas là une intention de s'abuser soi-même ; s'il procède d'une observation véritable ; s'il n'est pas en grande partie artificiel, et si en définitive il ne nous conduit pas au point opposé à celui vers lequel nous croyons et nous voulons marcher. Tel historien me représente en ce moment un astronome qui a passé sa vie à calculer la courbe d'une certaine étoile et il se trouve malheureusement que cette étoile prend une direction tout opposée à celle que l'astronome a marquée. J'en conclus que le calcul n'est pas juste et qu'il faut avoir le courage de se l'avouer. Nos théoriciens ont négligé dans le calcul une quantité qui se trouve avoir une valeur énorme : c'est la question morale. Ils ont totalement oublié l'effet que produit sur un peuple l'éducation séculaire par le pouvoir absolu. Ils n'ont oublié qu'une seule chose dans l'histoire humaine, c'est l'âme humaine. Comme ils ont vu ce pouvoir absolu concourir à certains progrès, ils se sont dit : *la liberté suivra*. Et ils ont négligé de remarquer que, sous la pression d'une monarchie sans limites, se formait le tempérament moral d'une nation, à qui il deviendrait de plus en plus difficile de pouvoir respirer l'air de la liberté. L'éducation du peuple par ses institutions, c'était là le fond des historiens de l'antiquité. Comment se fait-il que nos théoriciens aient absolument oublié ces larges bases ?

A M. Carnot, à Paris[1].

Bruxelles, 9 novembre 1857.

Vous Carnot, prêter serment ![2] Non, cela n'est pas possible! Il y a des choses qui crient et qui sont plus fortes que toutes les argumentations. Vous partez de la supposition que le général Cavaignac eût prêté serment ; mais vous supposez ce qui ne pouvait être, ce qui n'aurait jamais été. Le général Cavaignac prêter serment au Deux Décembre!

Quand même le général Cavaignac m'eût assuré lui-même la chose, j'aurais été certain qu'elle ne serait pas faite, car elle était impossible. Il ne pouvait vouloir se détruire lui-même. Entendons-nous bien sur ce serment.

Ce qui me révolte seulement d'y penser, ce n'est pas certes qu'il vous lie. De vous à l'usurpateur, il ne peut y avoir aucun lien, aucun scrupule même et je pense là-dessus comme vous.

Mais là n'est pas la question vraie. Vous resterez libre intérieurement, *in petto*, devant l'usurpateur, je vous l'accorde cent fois. Mais qu'importe! vous ne serez plus le même aux yeux des autres, aux yeux du monde, aux yeux du peuple. Et c'est là qu'est toute la question politique. Le peuple ne fait pas tant de raisonnements ; il voit des hommes qui prêtent serment à un autre et qui entrent dans les institutions que celui-ci a imposées. Le peuple en conclut qu'il n'y a pas une guerre à outrance

1. P. 524.
2. [Le serment que les députés devaient prêter à l'empereur.]

entre ces hommes et celui auquel ils prêtent serment. Il en conclut aussi que ces institutions sont donc bonnes à quelque chose, puisque les élus de la conscience les acceptent.

Vous m'opposez les Chambres de Louis-Philippe : mais dans les Chambres vous parliez ! On vous voyait, on vous entendait ; dans celle du Deux Décembre vous serez muets. C'est l'ennemi qui parlera pour vous.

Savez-vous ce que fait ce serment? Il abolit, il lave devant les masses le crime de Décembre ; il fait de ce gouvernement un gouvernement comme un autre ; il lui ôte son cachet de meurtre et de sang. Il le blanchit.

Voilà pourquoi j'exècre l'idée de ce serment. Je répète, que c'est par-dessus tout cela une duperie. Car il ôte toute force au parti républicain ; il lui ôte l'indignation ; il lui enlève le *moral*. Et quand je me sers de ce mot, je ne veux pas dire encore une fois, que l'on sera engagé, pour avoir prêté serment. Je veux dire que l'on servira malgré soi d'instrument à l'ennemi. Quelle figure feront nos trois ou quatre républicains dans cette assemblée où ils ne pourront ni parler, ni écrire, ni se montrer ? Ils seront là, muets, abaissés, annulés, tout juste pour faire dire, qu'après tout, il y a des institutions en France.

Je connais l'opinion de la France sans l'habiter. Je sais que la plupart des électeurs voudraient que l'on prêtât serment. Je sais quelle est la prostration de l'opinion. Mais il ne faut pas lui céder en tout. C'est le moment où quelques-uns peuvent exercer une grande action pour rappeler le pays à ce qu'il se doit, s'il l'oublie. Ces mêmes électeurs qui vous poussent aujourd'hui au serment, vous honoreront plus tard de l'avoir refusé. Pourquoi les élections de juin ont-elles eu ce grand effet en France et en

Europe? Parce qu'on y a vu la protestation, le refus, l'incompatibilité absolue entre vous et ce régime.

Tout le monde a reconnu là un signe de vie pour vous, de péril pour le maître. Mais supposez que l'on eût vu là le serment, l'entrée muette dans l'Assemblée du Deux Décembre, le vote eût perdu les trois quarts de sa force et de sa signification.

Vous êtes trois ou quatre en qui résident la force, la vie, le droit, l'espérance; vous ne pouvez pas, sans porter un coup irréparable aux amis de la liberté, dépouiller ce caractère. Le jour où la justice ne sera plus représentée nulle part dans son intégrité, pas même dans une personne, ce jour-là il faudra désespérer de la justice chez nous.

Encore une fois, le peuple prend les choses pour ce qu'elles paraissent. En voyant Carnot prêter le serment aujourd'hui, après l'avoir refusé il y a cinq ans, le peuple dira : Carnot s'est ravisé, le Deux Décembre est oublié, l'Empire est assis.

Au contraire, si l'on vous voit persévérer, vous en serez certainement honoré davantage. On se dira que la cause de l'Empire n'est pas gagnée, tant s'en faut. Votre courage réveillera d'autres courages : c'est ainsi que l'esprit d'un pays se ranime.

Mais si les élus eux-mêmes se mettent à la suite des faiblesses de l'opinion, quand même ce serait là le grand nombre, alors les élus servent à accélérer la chute de l'opinion et le mal est alors au comble. Vous avez une mission, vous la tenez de vous, de votre nom. Gardez-la.

Si d'autres veulent plier, j'en serais désolé, je n'en serais pas désespéré. Mais vous, mais Goudchaux, soyez raides; donnez au pays, s'il en a besoin, une leçon de

force morale, de fierté, de dignité. C'est la seule politique pour celui qui prétend s'appuyer sur l'opinion. Refaites une opinion par votre exemple. Tout le reste est piège ou illusion.

Adieu, très cher ami. Je ne vous dis rien de mon amitié ; vous la reconnaîtrez, j'espère, à ces lignes, que je n'ai pas voulu retarder d'une heure

Non, non ! pas de serment.

MARNIX DE SAINTE-ALDEGONDE[1]

(1854)

Politique de Philippe II. Rôle de Marnix de Sainte-Aldegonde dans la révolution hollandaise[2].

Nos révolutions éclairent chaque jour d'une lumière nouvelle les révolutions passées, et à ce titre il appartient à notre temps de refaire l'histoire des troubles des Pays-Bas, chaos sanglant d'où surgit à la fin la république néerlandaise. Les vastes récits contemporains ont gardé leurs beautés classiques : nous les admirons encore, ils ne nous suffisent plus. Sous la pompe de Strada, sous le coloris éclatant de Bentivoglio, sous la gravité antique de Grotius, nous cherchons l'enchaînement, l'esprit de suite, ou, pour mieux dire, l'âme des choses. La vraie manière de compléter ces écrivains serait de montrer ce que nos expériences ont ajouté à leur science, et ce ne serait point là non plus une trop grande ambition, car il n'est aucun temps de l'histoire où les idées des hommes aient été plus ouvertement et plus bravement affichées, où il

1. *Œuvres complètes*, tome VI. [Marnix de Sainte-Aldegonde (1558-1598), soldat, diplomate, écrivain, orateur, fut un des plus ardents auxiliaires de Guillaume d'Orange dans sa lutte contre la domination espagnole. Quinet a publié ses œuvres en 1857.]

2. P. 1.

soit plus aisé de lire la destinée des peuples dans les croyances qu'ils embrassent. Ce ne sont pas seulement des armées, ce sont des esprits qui s'entre-choquent des extrémités opposées de l'horizon moral. Malgré l'horrible mêlée, rien de plus lumineux ni de mieux réglé que cette bataille de quatre-vingts années, à peine interrompue par une trêve que repousse également la conscience des deux partis. Dans cet intervalle, chaque individu fait tout ce qu'il doit faire, chaque peuple reçoit la destinée qu'il se donne. Immédiatement récompensés selon leurs œuvres, une justice implacable pèse sur tous, en sorte que cette histoire est belle, comme certaines parties de l'antiquité, par la persistance des caractères et la fatalité qu'ils entraînent. On y voit aussi mieux qu'en aucune autre ce qu'il faut faire pour ôter la liberté aux hommes ou pour la leur rendre.

A cette considération joignez la foule des documents inédits que chaque jour révèle[1]. Aucun siècle n'a écrit plus que le seizième, et dans ce siècle aucun homme plus que Philippe II. Assurément il croyait avoir enveloppé son gouvernement de mystères impénétrables. Retiré dans sa cellule de l'Escurial comme dans sa Caprée, personne ne surprenait jamais un mouvement de sa physionomie ni un accent de sa parole. Lorsqu'il recevait des députations, il gardait encore un silence de pierre; il se contentait de se pencher vers l'épaule de son ministre, qui balbutiait quelques mots insignifiants à sa place. Ses secrétaires avaient devant eux l'exemple de la proscription d'Antonio Perez, de l'assassinat d'Escovedo. Voilà donc

1. *Archives de la maison d'Orange-Nassau*, par M. Groën van Prinsterer. — *Correspondance de Guillaume le Taciturne*, par M. Gachard. — *Correspondance de Philippe II*, par le même.

un homme parfaitement garanti contre la renommée ou l'indiscrétion des murailles. Il a enseveli plus profondément qu'aucun prince ses secrets d'État dans les entrailles de la terre. De vagues rumeurs pourront, il est vrai, circuler parmi la foule tremblante; mais ces bruits sourds, qui garantira qu'ils sont vrais? Où seront les témoins de ce règne? Parmi tant de meurtres projetés, accomplis et niés, quelle trace restera? Qui jamais a entendu le roi donner un ordre? Pour les plus petits détails, il s'est contenté d'écrire furtivement à son secrétaire assis à quelques pas de lui. Il a enfoui son règne comme un crime.

Singulière justice de l'histoire! Ce même homme qui a tout fait pour se dérober à la postérité est aujourd'hui plus démasqué que ne l'a été aucun prince. Ce roi casanier est surpris au grand jour. Grâce à la manie de tout écrire pour tout cacher, ces secrets d'État si bien gardés, ces projets de meurtre si bien conduits, ces complots éternels, ces échafauds dressés, ces agonies étouffées dans le fond des forteresses, ces bourreaux masqués, ces mensonges monstrueux, ces pièges tendus à la bonne foi de l'univers, tout cet arsenal de tortures, d'embûches, que l'on croyait si savamment enfoui, apparaît aujourd'hui en pleine lumière. Avec l'immense correspondance de Philippe II[1], un témoin terrible sort de la forteresse de Simancas, où les papiers d'État étaient restés ensevelis jusqu'à nos jours. Ce qui n'était qu'une ombre, une

1. *Correspondance de Philippe II*, recueillie et publiée par M. Gachard directeur des archives de Belgique. Cette publication de documents officiels est certainement une des plus importantes qui aient été faites de notre temps. On objecte qu'elle n'apprend rien qui soit absolument nouveau : mais qu'y a-t-il de plus nouveau en histoire que la certitude mise à la place des présomptions?

rumeur populaire, éclate dans ces pages chargées de l'écriture du roi. L'histoire avait eu le pressentiment de ces œuvres ténébreuses : elle avait, comme Cassandre, reconnu le meurtre à l'odeur du sang; mais ces révélations posthumes ne laissent pas de vous frapper quand vous tenez dans vos mains le sceau officiel.

J'ai vu l'Escurial désert; il n'y restait pas un moine pour faire la garde autour du spectre de Philippe II. C'est à ce moment que les murs ont parlé.

Avant que l'on possédât cette correspondance, on n'avait jamais touché du doigt la grande embûche qui enveloppe les peuples des Pays-Bas pendant plus d'un demi-siècle. L'histoire manquait de base. Heureusement Philippe II a pris soin de révéler lui-même le côté secret des choses et de montrer le nœud de l'affaire. Il confie très nettement sa pensée au seul homme qui ait mission de l'entendre et de la juger, au pape. Quand, par-dessus la tête de toutes les nations courbées et muettes, on entend ce dialogue du roi catholique et du pontife romain, l'un déclarant dans quel piège sanglant il veut faire tomber ses peuples, l'autre acceptant et consacrant le piège, quand on voit ces deux hommes, qui tiennent à cette heure presque toute la terre sous leur main, tramer l'immense conjuration en des dépêches officielles que chacun peut lire aujourd'hui, il est impossible de ne pas reconnaître que l'histoire a fait un pas.

Quelle est cette pensée secrète, nœud de tout le XVIe siècle, dans l'esprit de Philippe II et de Pie V ? La voici telle que le roi l'expose sous le sceau du secret. Le roi promet un pardon à ses peuples suspects d'hérésie, cela est vrai; mais que Sa Sainteté ne se scandalise pas : ce pardon publié, annoncé, juré, n'a aucune valeur,

n'étant pas autorisé par l'Église. D'ailleurs, le roi pardonne volontiers l'injure qui le touche ; il n'a pas le droit de pardonner l'injure faite à Dieu : la vengeance que l'on doit au ciel reste sous-entendue, pleine, entière, malgré le serment de mansuétude. Philippe II sera clément ainsi qu'il l'a juré ; Dieu, par la main du duc d'Albe, sera inexorable. Le roi enverra dans ses dépêches de bonnes paroles de réconciliation qui désarmeront les âmes ; Dieu, par la main de l'armée espagnole, mettra, s'il le faut, tout un peuple au gibet. Le bourreau tombera à l'improviste sur les dix-sept provinces ; il les châtiera par le feu, par le fer, par la fosse, au besoin jusqu'à leur *totale destruction*. Ainsi seront conciliés la parole royale, le serment juré, ce que l'on doit aux hommes et ce que l'on doit à Dieu. La conscience tranquillisée par ce pacte, Philippe II se prépare à exterminer, s'il le faut, tous ses peuples. Il a la paix antique du prêtre qui accomplit un sacrifice humain :

« Vous assurerez Sa Sainteté (écrit-il à l'ambassadeur d'Espagne) que je tâcherai d'arranger les choses de la religion aux Pays-Bas, si c'est possible, sans recourir à la force, parce que ce moyen entraînera la totale destruction du pays, mais que je suis déterminé à l'employer cependant, si je ne puis d'une autre manière régler le tout comme je le désire, et en ce cas je veux être moi-même l'exécuteur de mes intentions, sans que ni le péril que je puis courir, ni la ruine de ces provinces, ni celle des autres États qui me restent, puissent m'empêcher d'accomplir ce qu'un prince chrétien et craignant Dieu est tenu de faire pour son saint service et le maintien de la foi catholique[1]. »

1. *Correspondance de Philippe II.*

Le fils de Charles-Quint n'est pas seulement un monarque, c'est un système, c'est l'idéal du roi tel que l'institue le concile de Trente; voilà pourquoi je dirais volontiers avec un écrivain : J'aime Philippe II; j'aime cette longue, froide figure de marbre, inexorable comme un appareil de logique, qui ne laisse rien à désirer ni à inventer. Si le concile de Trente pouvait être représenté la couronne sur la tête, je ne pourrais me le figurer autrement que sous les traits de Philippe II, et ce qui montre bien que chez lui le système est tout l'homme, c'est que l'homme disparaît dès que le système n'est pas en jeu. Irrésolution, incertitude, confusion : voilà le plus souvent, dans ses conseils, le roi de l'Escurial; empruntant ses décisions à ses créatures, muet, invisible, il ne redevient lui-même, il n'existe que si la question religieuse est posée. Alors le roseau qui se pliait à tous les vents se redresse, il devient la verge de fer, le monde se courbe devant lui.

C'est au nom de la religion que l'Espagne engage la lutte contre les Pays-Bas : pour que la lutte soit égale, c'est au nom de la religion que les Pays-Bas doivent se défendre; mais qui pèsera dans la balance en face de Philippe II? Il s'arme de toutes les forces morales du catholicisme. Où sera, de l'autre côté, le point moral pour appuyer la résistance? Quel sera, entre tous les hommes levés pour la défense de la Belgique, celui qui représentera d'une manière particulière l'amour de la foi nouvelle et l'horreur de l'ancienne? Qui rendra à Philippe II anathème pour anathème? Qui parlera, qui combattra au nom de la Réforme? Je cherche ce point moral que les historiens ne m'ont pas montré, et qui pourtant doit exister.

Cet homme ne peut être aucun de ceux qu'ils ont coutume de mettre au premier rang. Ce ne peut être Guillaume le Taciturne : il est la tête et le bras de l'entreprise; mais j'en cherche l'âme, l'idée. Sur le terrain religieux, Guillaume chancelle; il touche à l'indifférence; bien plus, il commence par haïr la révolution nouvelle. Où sera donc l'orateur, le poète, le docteur et le prêtre de cette cause? Il faut dans une entreprise si complexe un homme qui tienne par ses origines aux deux races, aux deux nationalités jetées dans la révolution; il faut qu'il ait à la fois l'ardeur iconoclaste des premiers réformés et le génie patient de la diplomatie inaugurée par Charles-Quint; qu'apôtre, théologien d'une Église nouvelle, on puisse au besoin lui confier une armée; exécrable d'ailleurs au catholicisme autant que Philippe II à l'hérésie. Je veux de plus que cet homme soit un des écrivains les plus considérables de son temps, et, comme il s'agit de la destinée de deux peuples, qu'il crée la langue hollandaise et qu'il fasse honneur à la langue française; que je retrouve dans ses écrits la vigueur de son siècle avec la raison du nôtre. Je veux encore que le même homme ait dirigé les plus vastes affaires d'État, qu'ambassadeur dans toutes les grandes négociations, il soit le premier orateur de la république, qu'il ne cède qu'à Guillaume en autorité auprès de la noblesse et du peuple, qu'il soit uni à ce grand homme par une amitié, une familiarité de chaque instant, que tous deux semblent être la tête et le cœur de la révolution et ne former qu'une même intelligence.

Or cet homme n'est pas un personnage de fantaisie; grâce à mon exil en Belgique, j'ai pu à loisir recueillir les traces de son influence et de ses ouvrages. C'est sa vie

à moitié retombée dans l'oubli par je ne sais quelle ingratitude de l'histoire que je me propose de raconter. Cette figure nous appartient d'ailleurs à moitié par l'origine; nul génie ne fut plus français par le cœur, par l'accent, par la langue; ses œuvres comblent une lacune singulière dans l'histoire de notre idiome, dans celle de notre littérature religieuse et politique. Il s'agit ici d'un frère d'armes de Duplessis-Mornay et de d'Aubigné, d'un précurseur de Pascal et du vicaire savoyard.

Pourquoi la révolution hollandaise a réussi[1].

Troisième épreuve de la révolution victorieuse[2], la liberté : elle devient incontinent entre les mains des adversaires une arme contre la liberté. Le principe de la tolérance, jeté dans le monde par la Réforme, est aussitôt retourné contre elle par ses ennemis, et voici la situation qui en dérive. Là où le catholicisme est le plus fort, il écrasera la Réforme; là où il est le plus faible, la Réforme, en vertu de ses principes, devra le respecter et lui donner le temps de se réparer. L'un conserve le droit de tout reconquérir, l'autre s'engage à tout supporter. C'est là ce qu'on appelait tolérance au XVIe siècle, par où l'on voit quelle difficulté s'offrit dès le commencement aux novateurs. Accorder la liberté pleine et entière à une

1. *Marnix de Sainte-Aldegonde*, p. 99.

2. [Dans les chapitres précédents Edgar Quinet a montré la Révolution sortant victorieuse des deux premières épreuves : la force, *les caresses* (p. 87.)]

église qui jurait de détruire le protestantisme, c'était pour celui-ci une tentation de magnanimité qui lui fut conseillée par beaucoup de ses docteurs : faute sublime qui, en lui donnant la couronne dans le ciel, n'eût pas manqué de le ruiner pour jamais sur la terre. Le protestantisme des Pays-Bas fut moins chrétien que politique. Il rendit à son ennemi guerre pour guerre, et, lui empruntant ses armes terrestres, il lui arracha une partie de la terre. Tel fut l'esprit de Calvin, continué par le Taciturne et Aldegonde : ils ne se contentèrent pas de la possession du ciel pour le règne de leurs doctrines ; ils voulurent leur donner l'autorité ici-bas et ils y réussirent.

Lorsque la question fut posée aux principaux chefs de l'Église réformée, — si l'on devait observer la paix de religion avec les catholiques, — Marnix fit au nom de l'Église hollandaise une réponse digne des maximes les plus humaines du XVIIIe siècle : « Gardez vos engagements envers tous ; la violence ne saurait remplacer le droit. Abolir un faux culte est une chose excellente, si elle a lieu par des voies légitimes ». Et pourtant, lorsque les états de Hollande interdirent le culte catholique, il n'est pas moins certain qu'il applaudit et contribua à cette interdiction.

Une contradiction pareille s'explique par les propres paroles de Guillaume d'Orange dans son *Apologie* : « Les états généraux ont appris, par les insolentes entreprises et trahisons des ennemis mêlés parmi nous, que leur état est en danger de ruine inévitable, s'ils n'empêchent l'exercice de la religion romaine.... Il n'est pas raisonnable que telles gens jouissent d'un privilège par le moyen duquel ils ont voulu livrer le pays aux mains de l'ennemi. » Nul doute qu'au début le prince d'Orange et

Aldegonde ne se fussent contentés de la liberté de conscience : c'était là leur doctrine et le drapeau sous lequel ils s'étaient rangés; mais, quand ils revirent les Espagnols tout sanglants des massacres des Flandres, ce fut bien force de comprendre que tout parti qui, au XVIe siècle, se contentait de la liberté de conscience était immanquablement ruiné d'avance.

C'est qu'entre deux religions inconciliables, dont l'une jouit d'une domination antique, et dont l'autre est née d'hier, nulle paix véritable n'est possible, la première ne pouvant renoncer à recouvrer la domination absolue, ni la seconde à l'espoir de l'acquérir, d'où il arrive que toutes les promesses que ces religions se font du bout des lèvres sont immédiatement démenties par les faits. Celle qui n'opprime pas est nécessairement et infailliblement opprimée. Pour que la tolérance devienne effective, il faut que l'espérance de tout conquérir soit arrachée à l'une au moins de ces Églises, et cela ne se peut que si l'inutilité de ses efforts lui a été démontrée par des expériences salutaires, après quoi elle se résigne à voir à côté d'elle son adversaire, qu'elle désespère de détruire. Il peut aussi arriver que des croyances ennemies qui se sont déchirées l'une l'autre pendant des siècles finissent par rencontrer un ennemi commun dans la philosophie et la raison humaine : alors ces deux religions, non contentes de se tolérer, s'entr'aident, elles s'étayent mutuellement. Personne n'en était là au XVIe siècle.

Il en résulte que la tolérance, qui a pu devenir un principe de gouvernement dans notre époque, n'était rien qu'une théorie de philosophie, une abstraction métaphysique, à l'époque dont nous parlons. En vain les hommes, harassés de la lutte, faisaient des traités par lesquels la

paix était assurée aux deux religions. Dès qu'il s'agissait de pratiquer cette paix, l'impossibilité naissait de toutes parts. Après quelques semaines d'épreuves, et lors même que l'union était le plus désirable, chaque jour on devenait plus odieux les uns aux autres. On ne savait point respecter profondément ce que l'on abhorrait le plus. La franchise de la foi inspirait la franchise des haines. Comment le catholique et le protestant auraient-ils vénéré l'un dans l'autre le culte de l'enfer? Ces idées de nos jours hurlent avec le XVIe siècle. En rapprochant leurs Églises, les hommes des Pays-Bas s'étaient placés au milieu de tentations de violence auxquelles il était impossible qu'ils résistassent. Bientôt ils s'aperçurent qu'en se réunissant ils s'étaient trompés d'ennemis. Le véritable adversaire de chaque faction religieuse, c'était la religion opposée.

Dès qu'une religion était dominée par l'autre, elle réclamait la liberté. A peine l'avait-elle obtenue, elle prétendait à la domination : les catholiques parce qu'ils y étaient accoutumés, les protestants parce qu'ils n'avaient de sécurité que là où ils régnaient, et nul ne se contenta même un moment de l'impunité.

On a vu que la violence seule fut en état d'extirper des provinces méridionales le germe du protestantisme : il serait plus facile de montrer que partout où le protestantisme a laissé la liberté à l'Église ennemie, il n'a pas tardé à disparaître déshonoré. On a accusé d'intolérance l'Angleterre, la Hollande, la Suisse, l'Allemagne du XVIe siècle. Comment ne voit-on pas que l'intolérance était au fond de tous les cœurs? La liberté de conscience, c'était l'utopie. Quiconque prit cette utopie pour une réalité et voulut y asseoir un gouvernement croula sur-le-champ dans le vide.

En un mot, la question était ainsi posée : l'ancienne religion immuablement résolue à extirper tout ce qui n'était pas elle, la nouvelle sommée, au nom de son principe, de se laisser étouffer sans résister ; chez l'une l'offensive, chez l'autre la résignation. Dans ces termes, l'issue était évidente et le résultat ne pouvait se faire attendre. Si la religion nouvelle eût pris pour règle d'épargner l'ancienne, nul doute que dans un temps donné celle qui épargnait son adversaire n'eût disparu devant celle qui ne perdait pas une occasion de l'anéantir. Reprocher au protestantisme naissant son intolérance, c'est lui reprocher d'avoir voulu vivre. Il prit au catholicisme ses armes, il sut frapper comme il était frappé, et c'est ainsi qu'il donna pour base à son Église l'Angleterre, la Suède, la Hollande, la Suisse, une partie de l'Allemagne et de la France. Par tout autre moyen, la Réforme, bientôt réduite à un parti de sectaires chargé des opprobres de l'anathème, n'eût pu trouver un coin de terre pour s'y réfugier. Théodore de Bèze, plus littérateur que théologien, conseillait cette politique d'ascétisme. Les états de Hollande, soutenus par Marnix, furent, ce semble, des théologiens mieux inspirés. A Leyde et dans l'union d'Utrecht, ils votèrent unanimement l'interdiction de l'ancien culte, et par là ils donnèrent au nouveau le temps de croître sans péril.

Voilà comment la révolution hollandaise rompait une à une les mailles du filet dans lequel ses adversaires prétendaient l'envelopper dès l'origine, et ce qui frappe dans cette lutte, c'est le bon sens imperturbable. De quelque manière que l'on s'y prît, séduction, grâce, suffrage universel, liberté de conscience, on ne put jamais convaincre ces hommes que la logique exigeait

qu'ils livrassent leur cause, qu'ils étaient engagés par leur victoire à s'avouer vaincus, et que, s'ils avaient gagné la liberté, c'était uniquement pour la perdre. Ces têtes dures se refusèrent, jusqu'à la dernière extrémité, à de pareilles conclusions. C'est, je pense, que ces hommes grossiers s'attachaient aux résultats et point à la lettre, qu'ils ne regardaient pas les conquêtes morales de leur révolution comme une expérience à faire, mais comme un acte de foi, une œuvre de Dieu irrévocable, inaliénable, qu'ils n'avaient pas le droit de remettre en doute; du reste, s'inquiétant peu de paraître illogiques s'ils sauvaient la vérité, renonçant aisément au triomphe des mots, mais inébranlables sur les choses.

Dès qu'il fut évident que la Réforme ne se laisserait pas extirper par le catholicisme sous le prétexte de la liberté de conscience, la *pacification* de Gand fut rompue au fond des cœurs[1]. On s'était promis réciproquement l'impossible en s'engageant à respecter ce que l'on méprisait le plus. De toutes parts, l'union est rejetée par l'opinion avant de l'être officiellement dans les actes publics, et comme il arrive après que l'on a tenté des rapprochements de ce genre, on éprouvait les uns pour les autres un redoublement d'aversion. Il y avait cette différence dans la violence des uns et des autres, que chez les catholiques elle semblait une sorte de droit acquis par la possession, — chez les protestants une nouveauté qui en devenait plus impossible à supporter. Aussi les catholiques furent-ils les premiers à rompre une trêve abhorrée. Ils le firent dans l'acte de la *confédération* d'Arras, manifeste où respirent enfin librement les haines

1. Pontificii, si nimis urgeantur, cujusvis jugum subibunt. — Lanzuet. *Epist.*

que Guillaume et Marnix avaient tenté d'assoupir. Comme il n'est rien de plus douloureux pour les hommes que d'être assujettis à des institutions ou à des idées qui leur sont supérieures, on voit par le langage des partis catholiques et protestants tout ce qu'ils avaient souffert moralement sous le règne passager des principes de tolérance auxquels n'avaient pu s'élever ni les uns ni les autres; ils rentrèrent dans l'ancienne barbarie avec une sorte de volupté. Le signal est un redoublement de reproches et d'invectives.

A ce moment, les deux races se séparent avec éclat. Comme deux fleuves qui se touchent à leurs sources se dirigent pourtant vers deux mers opposées, ainsi les Hollandais et les Belges, qui se touchaient à leur berceau, se précipitent d'un cours égal, les uns dans la liberté, les autres dans la servitude. Et chacune de ces races éprouve au milieu de la misère publique cette paix et cette joie que l'on ressent toujours quand on rentre dans son caractère et dans sa nature propre. Les provinces wallonnes, le Brabant, l'Artois, le Hainaut, rentrent d'elles-mêmes dans le catholicisme, et, par une conséquence nécessaire, dans le sein de la monarchie espagnole. Le seul point par lequel elles tenaient à l'ordre nouveau était la Réforme. Cet anneau rompu, elles retombent aussitôt dans l'ancien vasselage. La nationalité s'engloutit, mais l'orthodoxie est sauvée.

Ces provinces s'épuisent désormais à enchaîner de leurs chaînes leurs anciens alliés : elles redeviennent esclaves, mais du moins elles ne sont plus partagées entre deux directions contraires, — un reste de nationalité qui les pousse à l'indépendance, une Église qui les ramène au joug. C'est une erreur de croire que la ser-

vitude soit toujours douloureuse pour les peuples. L'esprit de suite leur est tellement nécessaire, que la servitude leur devient douce quand tous les éléments sociaux concourent à cette servitude, et quand surtout la religion s'accorde avec elle et la décore. On voit alors peu à peu se produire dans l'État une sorte d'harmonie semblable à la mort, et les peuples goûtent l'esclavage, sinon avec volupté, du moins sans douleur.

Tel fut l'état des provinces wallonnes et de la Belgique pendant plus de deux siècles, sans que dans cet intervalle aucune grande crise ait attesté une souffrance vive dans les masses; elles montrèrent une infatigable patience à subir le joug, parce qu'il était d'accord avec le principe de leur foi, et rien n'importe plus aux peuples que de se sentir d'accord avec eux-mêmes. Il n'y a guère que les contradictions violentes qui leur soient vraiment odieuses. Longtemps tourmentée par la contagion de l'esprit novateur, cette société, enfin revenue aux croyances de Philippe II, revient naturellement à son empire. Elle a trouvé son centre de gravité dans la servitude; elle va s'y reposer deux siècles et demi.

D'autre part, avec un semblable esprit de suite, la Hollande, la Zélande, dégagées enfin de tout lien avec l'ancienne Église, se précipitent d'un mouvement pareil vers un nouvel ordre politique, et ces peuples mettent à rejeter la servitude la même patience admirable que les autres à la supporter. Ceux-là donnent quatre-vingts ans de misère, de famine, d'exil, de bannissements, de guerres à leur cause, sans demander un seul jour leur salaire, tant il est doux de combattre pour une idée morale! Il est véritablement frappant que cette poignée d'hommes, les plus *positifs* de tous, comme on dit

aujourd'hui, n'aient pu être ni lassés, ni rebutés par aucun sacrifice, et qu'ils n'aient jamais demandé, avant d'avoir vaincu, combien leur serait payée leur victoire. Lorsqu'on réduit une révolution à un avantage matériel, chacun est toujours disposé à mettre en balance ce qu'elle rapporte et ce qu'elle coûte, sauf à l'abandonner pour peu qu'elle s'endette. Il en est autrement lorsqu'une idée religieuse ou morale est au fond : c'est une valeur infinie qui ne peut être mesurée par aucun sacrifice; la pensée ne vient à personne de comparer ses services avec cet infini.

A peine séparées, les provinces du midi et celles du nord se trouvent à une distance incommensurable l'une de l'autre. On ne comprend plus qu'elles aient songé un moment à ne former qu'un seul corps : les premières ont disparu dans la monarchie espagnole, sans même garder leur nom; les autres, érigées en république, pleines d'une vie surabondante, font reculer l'Espagne au bout de l'Europe et la dépouillent dans le reste du monde.

La révolution hollandaise a réussi, parce qu'elle s'est donné pour base une révolution religieuse, parce qu'elle a osé profiter de sa victoire et la prendre au sérieux, parce qu'elle s'est donné le temps de grandir avant d'amnistier son adversaire et qu'elle l'a mis dans l'impossibilité de la surprendre, parce qu'elle a refusé toute capitulation avec le principe qui lui était inconciliable, enfin parce qu'en abjurant le catholicisme elle a coupé le câble qui la liait à la monarchie espagnole. Le reste a suivi de soi-même. C'est aussi pourquoi la révolution dans les autres provinces, n'ayant fait aucune de ces choses, a été extirpée si aisément jusque dans son germe.

Art des Gueux[1].

La même révolution religieuse qui a créé une Hollande politique a créé l'art hollandais, en sorte que l'on a ici le spectacle d'une nation qui, née d'une parole, comme le chêne du gland, s'épanouit dans une unité vivante, où la religion, la politique, l'industrie, l'art, ne sont que les formes diverses d'une même pensée.

Depuis la Réforme, les scènes de la Bible n'apparaissent plus à travers les traditions accumulées de l'Église. Tous les temps intermédiaires entre le christianisme primitif et l'homme moderne sont abolis; le moyen âge disparaît effacé comme par enchantement. La perspective du monde étant changée, l'antiquité chrétienne semble d'hier. De là une réalité saisissante dans la peinture hollandaise. Le divin s'est rapproché de seize siècles; il est descendu des hauteurs de la liturgie. L'homme s'imagine le rencontrer et le toucher à chaque pas. Le Christ n'est plus relégué dans le lointain obscur de la tradition ni enfermé dans le tabernacle du saint des saints. Il est là, il passe dans la rue, il monte dans la barque; le voilà qui traverse le lac de Harlem.

Et ce n'est pas seulement le temps qui disparaît, c'est tout ce qui servait d'intermédiaire entre Dieu et l'homme. Plus de pompes ni de fêtes, à peine un reste de culte; le christianisme interprété non par les docteurs ou les Pères, mais par le peuple; chacun marchant sans guide dans sa voie particulière, comme si le monde moral

1. P. 220.

datait d'un jour, d'où la simplicité des Écritures poussée jusqu'à la trivialité ; les objets plus vrais, plus réels, mais dépouillés de la perspective grandiose de l'éloignement dans le temps; non plus l'église, la maison du prêtre, mais la demeure, le foyer du pauvre laïque; son toit de chaume, ses meubles familiers, son champ, son bœuf, son cheval, ses vases de terre ou de cuivre, tout ce qui porte témoignage de l'individualité humaine. Là est la révolution du XVIe siècle, là est aussi la peinture hollandaise.

Comment les biographes de Rembrandt et ses interprètes ont-ils oublié jusqu'ici son caractère de réformé ? Ce devait être le point de départ. Rembrandt est l'historien des Pays-Bas bien mieux que Strada, Hooft ou Grotius. Il rend palpable la révolution, il l'éclaire à son insu de mille lueurs. D'un autre côté, elle le montre tel qu'il est, elle le dévoile; sans elle il resterait une sorte de monstre inexplicable dans l'histoire des arts. Sa Bible est la Bible iconoclaste de Marnix; ses apôtres sont des mendiants; son Christ est le Christ des gueux. Une partie de ses œuvres est même connue sous ce titre. Le peintre est arrivé le lendemain du sac de la vieille Église par les briseurs d'images d'Anvers et d'Amsterdam. Au lieu des magnificences pontificales de la peinture italienne, il ne reste ici que l'offrande d'une église dépouillée, mise à nu, qui n'a d'autre faste que son humilité : monde de mendiants, de paralytiques, de paysans déguenillés (*gheusii sylvatici*, *gheusii aquatiles*), Lazares qui semblent tous se lever et porter leurs grabats à l'appel du Christ renouvelé de la Réforme. Quand je me mets à la suite de ce cortège de misérables, je reconnais le caractère que je viens de montrer dans la réforme des Pays-Bas, j'en-

tends un écho de ces mots de Guillaume d'Orange : « Nous ne sommes pas fournis suffisamment de personnages de qualité ».

C'est ici une cité de refuge. La multitude des bannis, des *outlaws*, des exilés de toute nation, de toute origine, qui affluent, dépouillés, ruinés, vers les Provinces-Unies, donne aux foules, dans Rembrandt, une variété de types, de physionomies, de races, qu'aucun peintre n'a égalée. Jamais hommes ne furent plus dénués; mais sous ces haillons ils gardent une singulière ténacité morale. On dirait qu'ils murmurent entre eux le *Wilhelmus-Lied* ou les psaumes de Marnix. Ces Samaritains blessés qui, de tous les coins de l'Europe, sont apportés sur le seuil de la Hollande, sont nus; ils ont froid. Rembrandt les couvre de ses haillons demi-flamands, demi-orientaux: il les réchauffe à la flamme inextinguible de ses rayons. C'est la récompense, le couronnement ici-bas de ces petits marchands, de ces manouvriers, de ces gens de trafic, de tous ces *pôvres gueux*, d'une âme si fortement trempée, qu'aucune adversité n'a pu les abattre. Ils faisaient l'admiration de Guillaume, de Marnix. Le peintre leur a ouvert son Panthéon populaire.

Rembrandt a rompu avec toute tradition, comme son Église avec toute autorité; il ne relève que de lui-même et de son inspiration immédiate. Il lit la nature, comme la Bible, sans commentaires étrangers. Aussi donne-t-il l'impression d'un monde nouveau, d'une création spontanée qui vient d'apparaître, sans analogue dans les règnes précédents. Un État surgit tout armé d'une grève déserte; un art splendide naît de lui-même, sans ébauche, sous le pinceau du peintre. Quand Rembrandt peint les scènes de l'Ancien et du Nouveau Testament, il peint ce

que ses yeux ont vu. Il a vu le sermon de la montagne à l'écart, dans les prêches des protestants. Cette foule qui hurle et qui menace dans l'*Ecce Homo*, ne sont-ce pas les hommes qui viennent de demander la mort de Barneveldt? Ne demanderont-ils pas bientôt celle des de Witt? L'Évangile s'accomplit sous les yeux du peintre; tout est vie, réalité, histoire immédiate dans cette école nationale.

Quant à la magie du coloris sous un ciel de plomb, une pareille contradiction entre la nature et l'art est unique dans le monde. Pourquoi la pâleur ascétique de Lucas de Leyde et tout à coup l'éclat fulgurant de Rembrandt et de Rubens? Ces contradictions ne peuvent s'expliquer aussi que par le principe même de la vie nationale. La Hollande a une double existence, à la fois européenne et orientale. Elle vit surtout par les Indes, par ses colonies égarées à l'extrémité de l'Asie. Quand tous les yeux étaient tournés vers les flottes lointaines qui chaque jour découvraient une portion de la terre de la lumière, quand naissait à Amsterdam la compagnie des Indes orientales et occidentales, comment les peintres seuls seraient-ils restés indifférents à ce qui tenait alors occupé l'esprit de toute une nation? Les colonies conquises dans un autre hémisphère, ce fut là le foyer éloigné et comme le verre ardent où s'alluma l'art flamand et hollandais. Une flamme jaillit d'un climat inconnu; le Midi éblouissant scintille dans la vapeur et dans l'esprit du Nord; un coin du ciel des Maldives se reflète dans un taudis des Flandres. De là l'effet fantastique et réellement magique de cette lumière composée qu'aucun œil n'a vue et que la nature n'a pas produite. Ce coloris flamboyant paraît sans cause, parce que la

cause est éloignée : un monde brumeux qui a entrevu sur ses vaisseaux la lumière orientale, et qui y aspire du fond de ses ténèbres natives ; l'Asie aperçue et convoitée à travers le nuage ; un Orient flamand, une Espagne batave, un Thabor hollandais, où tout objet se transfigure. D'où vient le rayon brûlant qui traverse ces fonds ténébreux ? Peut-être, en rasant les mers nouvelles, a-t-il jailli de Sumatra et de Ceylan, où les flottes viennent d'aborder. Java éblouit Amsterdam.

Les peintures des peuples marins gardent ainsi, à travers l'Océan, un reflet du rivage opposé. Venise emprunte quelque chose de son coloris au ciel du Bosphore. A mesure que l'Orient rayonne dans la civilisation moderne par les comptoirs, les émigrations, les voyages, les conquêtes, les découvertes des Hollandais, il resplendit dans leur art. Réverbération de l'Asie sur la Zélande, de la colonie sur la métropole !

Les peintres bataves n'ont pas vu eux-mêmes la terre de la lumière ; peu y ont abordé ; mais ils voient chaque jour les vaisseaux, les matelots, les indigènes qui en arrivent ; ils voient rentrer à Amsterdam les flottes chargées des dépouilles des colonies portugaises, depuis Ceylan jusqu'au Brésil ; ils touchent les productions, les draperies, les costumes qu'on en rapporte, et qui tous gardent un rayon d'un ciel étranger. La pauvre, froide, triste nature du Nord est amoureuse de ce soleil entrevu. Désir du pays du jour dans le pays de l'ombre, tous ces traits sont au fond de la peinture hollandaise. Je voudrais la définir : une aspiration vers la lumière du fond de l'ombre éternelle.

Il est impossible de ne pas être frappé de la préoccupation constante de Rembrandt pour tout ce qui vient

d'Orient ; il s'entoure d'objets exportés d'Asie, turbans, ceintures, robes flottantes, cimeterres ; il fait son portrait armé d'un yatagan ; ses chasses sont des chasses au lion ; il place des personnages orientaux débarqués de la veille sur le seuil des hôtelleries flamandes ; ses batailles sont des batailles de mahométans. Il ombrage ses saints du parasol du Thibet ; il ouvre l'immense Bible de saint Jérôme dans des forêts inextricables qui donnent l'idée d'un *paquis* de Java. Qu'est-ce que ce paysage mystérieux aux trois arbres ? Par delà une ombre opaque s'étend au loin un horizon de flammes, une ville fantastique qui est elle-même la création de la lumière première. Rembrandt a précisé une fois sa pensée avec plus d'ingénuité. Un philosophe, enveloppé d'une robe orientale, vient d'apercevoir des lettres cabalistiques écrites dans les rayons du matin, à travers un vitrail de Flandre. Il épèle ces lettres flamboyantes qui ont jailli d'un soleil invisible ; à ses pieds un globe terrestre est éclairé d'une ceinture de flammes, autour de la zone équatoriale.

Les Pays-Bas espagnols, tombés en servitude, respirent encore librement dans les peintures de Rubens. C'est dans ces peintures qu'éclate un reste de vie nationale après que la Belgique est perdue dans l'empire du Midi. Rubens règne bien mieux que Philippe II et les rois d'Espagne sur leur immense héritage ; lui seul tient encore réunies les extrémités opposées de la monstrueuse monarchie espagnole : Parme et Goa, la Lombardie et le Pérou, Anvers et les Maldives, l'Escaut et le Gange. L'horizon de Rubens, c'est l'empire du soleil, c'est l'extrême Orient visité, fouillé, découvert, révélé à l'Europe. Du mélange des grasses Flandres et des colonies espagnoles ou portugaises se forme ce génie tout nouveau qui

marque une époque et comme une journée nouvelle dans la peinture. Sous Raphaël, je sens Rome antique et la Grèce; sous Titien, Constantinople; sous Rubens, je crois sentir les deux Indes : un catholicisme hindou où la nature immense s'exalte et s'enivre, un panthéisme chrétien où se déchaînent et semblent rugir les forces de la vieille Asie, l'apothéose de la nature aux cent mamelles, le retour de Bacchus indien et sa marche enivrée vers les pâturages d'Anvers. Cependant les rois mages aux manteaux de pourpre se succèdent et se renouvellent sans intervalle ils apportent, aux pieds de la madone flamande, l'or, la myrrhe, l'encens, et surtout la lumière intarissable de leurs lointains royaumes.

Ainsi, avec une apparente impartialité, l'art jette son reflet sur les peuples qui s'affaissent comme sur ceux qui s'élèvent. Il couronne avec Rubens, chez les Belges, la liberté tombée, comme chez les Hollandais, avec Rembrandt, la liberté naissante : consolation pour les uns, triomphe pour les autres. C'est que l'inspiration de la vie nationale se prolonge encore chez quelques hommes, même après qu'elle s'est éteinte pour la foule, et comme il y a des héros, il y a aussi des artistes qui survivent d'un jour à la patrie perdue. La réconciliation des deux races, où ont échoué Marnix et Guillaume, s'accomplit dans la peinture nationale des Belges et des Hollandais; la parenté des artistes marque, en dépit des passions rivales, la parenté des peuples.

PHILOSOPHIE
DE L'HISTOIRE DE FRANCE[1]
(1855)

Richelieu. — Louis XIV[2].

Après les embarras du XVIe siècle, où nous avons failli échouer, les grandes difficultés de la méthode sont dévorées. Une route royale s'ouvre devant nous, rien ne nous y arrête. Le despotisme, en simplifiant tout, nous rend tout plus facile. Rentrés à corps perdu dans l'unité de la monarchie absolue, nous y voilà abandonnés pour deux siècles. C'est notre âge d'or.

Après avoir épuisé nos sympathies sur Louis XI, que dirons-nous de Richelieu? Si le premier est le précurseur de notre révolution démocratique dans tous ses instincts, — justice, légalité, publicité, liberté, — que sera le second? Il sera cette révolution même. Ce n'est plus un pressentiment, c'est déjà la réalité. Entre Richelieu et nous, il n'y a plus l'intervalle du temps; nous le touchons comme s'il était présent, nous nous envelop-

1. *Œuvres complètes*, tome VI. [Voir dans ces extraits, p. 163 et p. 165, les lettres d'Edgar Quinet à Ferrari et à Henri Martin.]
2. P. 505.

pons dans sa soutane ; il est notre ministre, notre ambassadeur, qui nous précède dans les temps ; nous lui dictons nos ordres, il obéit. Il va à son but, renversant tout, *fauchant tout, couvrant tout de sa soutane rouge* : il rétablit la royauté dans sa puissance absolue. Mais ce grand homme a le privilège, que nous avons attaché à toute grandeur : il fait directement le contraire de ce qu'il croit faire. Il croit travailler au pouvoir absolu, et cet aveugle ne travaille en réalité qu'à assurer nos franchises et notre dignité. Nous ne le louons pas seulement, nous l'envions d'avoir fait notre tâche. Dans l'intérêt de la république, il fallait, selon notre formule, extirper absolument tous les germes républicains qu'avaient semés les huguenots ; et qui pouvait mieux y réussir que lui ? Ce fut sa première œuvre. Lui vivant, il se fait un silence de peur général, universel dans l'État. C'est ce silence que nous admirons. Nous y voyons je ne sais quel signe avant-coureur de nos tempêtes civiles.

Il y a surtout un point de foi pour nous dans la politique de Richelieu : ce point est d'avoir accablé le protestantisme au-dedans et de l'avoir soutenu au dehors. Empêcher la liberté religieuse chez nous, la proclamer partout ailleurs, c'était, à nous entendre, la position la plus admirable que l'on pût donner à un grand peuple destiné à être libre.

Politique à double tranchant, nous ne souffrons pas que l'on se hasarde à nous dire combien elle était artificielle et chancelante, combien il était impossible que la France subsistât sur une aussi violente contradiction, protégeant chez les autres ce qu'elle extirpait chez elle. Nous voulons bien que Richelieu réprime au-dedans une religion *ennemie de la France* ; nous applaudissons

encore, quand, après la prise de la Rochelle, il ôte toute garantie sérieuse à la Réforme, et nous ne voyons pas que de cette situation devait naturellement s'ensuivre la révocation de l'Édit de Nantes, qui entraînait après elle le changement de politique extérieure où faillit s'abîmer la société française. Après avoir accepté le principe dans Richelieu, nous n'en voulons plus les conséquences dans Louis XIV. Encore ai-je tort de dire que nous reculons devant la conséquence, puisque, selon les termes d'un de nos historiens les plus populaires, nous ne saurions dire après tout si les libertés concédées par l'Édit de Nantes[1] étaient compatibles avec l'existence de l'État, tant il nous est impossible de reconnaître une seule déviation de la ligne droite classique dans une marche continue vers la justice!

Après l'expérience de deux siècles et la voix unanime de la postérité, nous ne savons pas encore ce qu'il faut penser de la révocation de l'Édit de Nantes, qui *semblait être le vœu général de la nation.*

Reposons-nous enfin dans Louis XIV. S'il n'est pas notre ministre comme Richelieu, il est le roi de notre choix; il prête à l'avenir de la démocratie la majesté que Louis XI n'a pas su lui donner. Nous portons son joug avec complaisance, nous le sacrons au nom de la démocratie. Ses premiers pas et la poussière qu'il soulève font sur nous l'impression de la bataille de Marengo[2], en sorte que nous étendons à l'ancienne monarchie absolue la popularité de la nouvelle; et dans ce cercle vicieux, liant

1. Lavallée, *Histoire des Français*, tome III, p. 84. « On ne saurait dire si les libertés concédées par l'Édit de Nantes étaient compatibles avec l'existence de l'État. »

2. M. Guizot, *Histoire générale de la Civilisation de l'Europe*, leçon XIV, p. 118.

les siècles les uns par les autres, nous formons une conjuration éternelle au profit de la prérogative sans limites. Sommes-nous donc de la lignée des rois pour épouser si aisément le bon plaisir? Est-ce que nous comptons à notre tour porter cette couronne?

On pourrait croire cependant qu'à mesure que la monarchie de Louis XIV s'appesantit, la patience de nos esprits libéraux commencera à se lasser. Quand la personnalité de Louis XIV aura envahi l'État, quand tout sera effacé devant le pouvoir des intendants, nous permettrons-nous au moins un regret? Les contemporains eux-mêmes étaient harassés; ne le serons-nous pas de traîner dans l'histoire nationale depuis tant de siècles ce lourd char de servitude? Nullement, il semble qu'il y ait une sorte d'émulation entre la persévérance des rois à tout envahir et la patience de nos historiens à tout livrer, et que l'ambition ne puisse se fatiguer chez les uns, ni l'espérance chez les autres.

Arrivé à ce moment de la domination de Louis XIV, s'il se trouvait quelqu'un d'assez malavisé pour se lasser d'un spectacle aussi monotone, s'il pensait que le temps est venu d'aspirer au moins à un régime plus tempéré que le despotique, je lui fermerais la bouche par l'autorité de celui de nos historiens qui a souffert le moins de contradiction; je répéterais sa conclusion sur l'époque où nous sommes parvenus : « Qu'un établissement plus régulier que la monarchie sans limite eût valu moins qu'elle pour l'avenir du pays, cela ne peut être aujourd'hui un sujet de doute[1]. » Nous voilà au XVIIe siècle, c'est justement le mot qu'on nous disait au XIIIe.

1. Augustin Thierry, *Essai sur l'histoire du Tiers Etat*, p. 265.

Ainsi il n'est pas même permis de poser la question; c'est un point fixé dans la science; celui-là se perdrait irrévocablement qui montrerait la moindre incertitude. Après cela, il ne reste plus qu'à courir tête baissée jusqu'à ce que nous rencontrions par hasard la liberté.

LA RÉVOLUTION RELIGIEUSE
AU XIXe SIÈCLE[1] (1857)

La liberté, est-ce le droit de détruire la liberté[2].

Il faut que je reconnaisse ici les avantages qu'ont sur nous les ennemis de la liberté. Quel que soit leur pays, leur croyance, tous ont eu un instinct infaillible quand ils se sont ralliés autour de l'Église romaine, comme autour de leur citadelle. Si la nécessité de nous préserver laissait encore quelque place à l'admiration, j'admirerais sans difficulté cette tactique vive, rapide, plus prompte que le raisonnement, qui en toute contrée, dans toute langue, a montré aux partisans de l'oppression que leur appui naturel, leur lien, leur force, la clef de leur position est là. Tous ont reconnu leur *Labarum*. Pas un ne s'y est trompé. Nulle tergiversation, nul besoin de se concerter. L'instinct, la force des choses ont parlé. Rome papale est devenue le ciment de tout ce qui reste de servitude sur la terre.

Combien, hélas! il en a été autrement des amis de la liberté! Je ne lasserais, si je voulais seulement énumérer

1. *Œuvres complètes*, tome XXIV, p. 471. [Cet ouvrage parut d'abord en Introduction aux œuvres de Marmix de Sainte-Aldegonde.]
2. P. 478.

les faux raisonnements, les subtilités, les illusions, les sophismes, par lesquels ils ont voulu se tromper eux-même sur la nature du danger et fermer les yeux aux progrès, à la marche, aux usurpations de leur mortel ennemi. Que d'efforts, que de catastrophes n'a-t-il pas fallu pour les contraindre de voir le coup qui les frappait déjà.

D'abord, ce n'était qu'une fausse alarme, une alerte sans cause, une opinion de poète, quelque préjugé philosophique. Puis quand l'ennemi a été plus près, fallait-il donc le craindre? Il était trop chétif pour qu'on daignât s'en soucier. D'ailleurs n'était-ce pas plutôt un allié, peut-être quelque ami? Le bas clergé au moins, n'était-ce pas la pure démocratie? Fallait-il donc se défier aussi des siens? Après tout, la révolution convertirait bientôt l'Église. Qu'on lui fasse seulement bénir la liberté en germe; la réconciliation sera complète.

A cette ferme volonté de s'abuser chez les uns, comparez chez les autres la netteté d'instinct, la rapidité du coup d'œil, l'alliance instantanée avec l'Église, et demandez-vous à qui doit rester la victoire, si nous ne commençons enfin à nous orienter dans le désastre.

. . . . . .

Dans le contrat entre le catholicisme et la liberté, tel que notre temps l'a signé les yeux fermés, les parts sont vraiment trop inégales. Il ne peut subsister, sans quelque correction. Vous en jugerez vous-même.

Le catholicisme, partout où il rencontrera la liberté, s'il est le maître, jure de la détruire, et il la détruit en effet. Réciproquement, la liberté, si elle est maîtresse, partout où elle rencontrera le catholicisme, jure de le respecter. Abattu, elle le relève; vaincu, elle lui demande grâce;

l'un combat avec un glaive tranchant, l'autre avec un roseau rompu.

Ce contrat doit-il durer toujours?

La liberté, est-ce le droit et le pouvoir de détruire aisément et impunément la liberté?

Ainsi le monde sera la proie d'une scolastique nouvelle, et nous n'essayerons pas même d'en sortir. Nous tomberons sous la fatalité de deux ou trois syllabes et elles auront la puissance magique de nous ôter le plus simple bon sens. Il suffira que l'ennemi nous ait surpris le mot du guet, pour que nous nous croyions obligés de lui ouvrir la porte. Parce que l'oppression a appris de nous à prononcer le mot de passe *liberté*, nous voilà obligés en toute conscience de lui livrer la place que nous avions charge de défendre! Nous verrons le XIXe siècle tomber en enfance, et nous ne nous croirons pas le droit de l'en avertir!

Première solution[1].

Quelques-uns de ceux qui sont le plus décidés à mettre fin à l'Église du moyen âge, croient qu'ils arriveront à ce résultat lentement, graduellement, par l'autorité de l'éducation seule. C'est là un cercle vicieux, dont ils ne se rendent pas compte. Comment l'éducation toute seule pourrait-elle détruire une religion malfaisante? Cela ne s'est jamais vu et ne se verra jamais? En voici la raison principale :

1. P. 504.

La véritable éducation d'un peuple, c'est sa religion ; à proprement parler, il n'a pas d'autre enseignement. Bonne ou mauvaise, vivante ou caduque, c'est la religion qui pénètre dans les profondeurs du peuple pour y porter la vie ou la mort. Ne me répondez pas que l'Église Romaine est toute de surface et qu'elle ne possède ainsi que les dehors : car il y a des temps où la surface est tout ce qui reste d'un monde. Celui qui possède alors l'extérieur de l'homme, possède l'homme tout entier. Dans ces temps-là, donnez-moi le masque, je vous tiens quitte du reste ; avec le masque, je ressaisirai la personne.

Croire que quelques maisons laïques, quelques rares établissements d'enseignement, pensions, collèges, universités, qui ne s'adressent qu'à un petit nombre, peuvent se substituer à l'action d'une Église souveraine et la faire disparaître au bruit de quelques paroles, de quelques conseils, c'est se faire la plus grande illusion du monde.

Que sont tous les systèmes déposés dans les livres, répandus par quelques mains en comparaison de cette autorité qui enveloppe une nation de toutes parts ? Tant que cette autorité est debout et qu'elle pétrit l'âme d'un peuple, vos traités de philosophie, vos méthodes, vos conseils, vos avertissements, vos leçons, vos brochures, accueillis avec transport à la surface de la nation par quelques-uns, restent ignorés des masses, qui ne connaissent, ne voient, n'entendent, ne respectent, ou ne craignent que l'Église avec laquelle elles sont jour et nuit en contact, et qui peut d'un mot les perdre, les déshonorer, les ruiner, les effacer de la terre.

C'est ce sentiment qui a empoisonné pour moi toutes les joies de l'enseignement, dans le temps où il m'était donné, au Collège de France, de vivre au milieu d'une

foule d'amis, dont les témoignages eussent pu me faire illusion sur la réalité des choses. Il ne m'est pas arrivé un seul jour de sortir de cette atmosphère vivante, sans me dire : Hors de cette enceinte, la parole, la vie ne s'étendent pas. A peine aurai-je franchi le seuil, je retrouverai la même masse opaque, ténébreuse, où aucun écho ne parvient.

L'événement a prouvé que je ne m'étais pas trompé.

N'espérez donc pas que la pensée de vos livres, de vos systèmes s'enracine dans l'esprit des peuples que l'Église tient occupés par son culte, par sa liturgie, ses fêtes, ses terreurs. S'il arrive quelque écho lointain de vos enseignements dans le fond des peuples, ils en sont plutôt étonnés qu'éclairés. Voyez-les partagés entre une Église qui a pour elle la menace, l'autorité, la force, et des idées qui apparaissent isolées, désarmées, en contradiction avec les ténèbres natives amoncelées sur eux; ils ne tirent de cette opposition aucun résultat pratique; ils ont peur, sinon de l'enfer, au moins du prêtre.

J'ai parlé des États où l'éducation est libre. Que dirai-je des États où elle ne l'est pas, de ceux où il n'y a d'enseignement possible que sous le bon plaisir et avec l'agrément de l'ennemi même? Comment imaginez-vous qu'une éducation qui n'existe pas, qui est radicalement impossible, puisse par le seul bénéfice de la patience avoir raison d'une institution souveraine, indiscutable? L'illusion touche ici à l'absurde.

Le despotisme religieux comme tout autre despotisme ne peut être extirpé sans que l'on sorte de la légalité, puisque sa légalité, c'est son caprice. Aveugle, il appelle contre soi la force aveugle; et, en effet, avec le tempérament qui se forme dans les gouvernements et les reli-

gions de bon plaisir, il ne faudrait pas non plus se montrer trop étonné si tant de peuples serfs brisaient eux-mêmes demain ce qu'ils adorent aujourd'hui.

Si un nouveau dogme est nécessaire pour sortir de la servitude[1].

D'autres imaginent qu'il n'y a rien à tenter contre la vieille Église, si le monde n'a pas trouvé d'abord un nouveau dogme; et sur cela, ils se mettent à la recherche d'une Église nouvelle pour remplacer l'ancienne dans son autorité, son infaillibilité, son universalité.

Je pourrais me contenter de répondre à ceux-ci qu'il n'est pas donné à chaque peuple d'enfanter une religion. L'Angleterre, la Hollande, les États-Unis d'Amérique, la Suède n'ont produit dans leur sein aucun réformateur dogmatique national, à véritablement parler, et n'ont pas laissé de s'affranchir. Si ces nations eussent attendu qu'elles eussent produit chez elles un dogme véritablement nouveau, elles seraient encore esclaves du moyen âge, comme les autres.

Je voudrais m'en tenir à cette première raison; car les personnes qui ajournent toute vie, tout effort, dans l'attente de je ne sais quel Messie social, ont souvent des intentions si excellentes que je serais désespéré de rien ajouter qui les afflige. Et pourtant, convaincu, comme je le suis, qu'elles cherchent l'impossible, qu'elles sont en

1. P. 510.

pleine opposition avec l'esprit moderne, je ne puis m'empêcher de les contredire, avec plus d'insistance.

Deux choses sont à considérer dans l'opinion qu'elles embrassent, la pratique et la vérité même de l'idée.

Voyons d'abord la pratique. Il est trop évident qu'elle est désastreuse. Car s'il s'agit de découvrir un dogme encore inconnu pour échapper à la tyrannie subsistante, apprenez-moi ce que peut devenir l'homme jusqu'à ce qu'il ait fait cette découverte? N'est-ce pas abandonner purement et simplement la place à l'oppression? D'ailleurs cet inconnu, ce grand X que vous cherchez, sans lequel vous prétendez ne pouvoir rien faire, si vous ne le trouviez pas? Si votre attente était trompée? Voilà donc le monde entier légitimement livré, sans lutte possible, au premier occupant, c'est-à-dire à toute tyrannie, pourvu qu'elle ait le bon sens de prétendre posséder le mystère qui vous échappe. Quelle bonne fortune, grand Dieu! pour quiconque aspire à opprimer les autres! Jamais l'homme n'aura été ainsi livré à la violence et au hasard.

De grâce, sortons de ce rêve, il donne le vertige de la mort. Hommes de bonne foi, ne vous abandonnez pas à la merci de quiconque voudra se jouer de vous. Considérez une chose : nous n'avons pas seulement des devoirs envers ce que nous appelons l'avenir; nous avons premièrement des devoirs envers le présent.

Accomplissons donc ceux-ci, et les autres s'y trouveront compris. Car ce n'est pas l'avenir qui est enchaîné, c'est le présent; c'est lui qui souffre et qui crie; c'est vous, c'est moi, c'est nous tous, hommes qui vivons à cette heure sur la terre. C'est donc avec ce qui existe aujourd'hui dans le monde que nous devons travailler à délivrer le monde. L'oppression est actuelle, elle s'exerce sur des

êtres réels, vivants, dont la plaie est saignante. C'est donc avec des choses actuelles, avec les pensées qui existent aujourd'hui, quelque part, dans l'esprit de l'humanité, avec les forces vivantes, présentes, que vous pouvez, que vous devez combattre une oppression vivante, présente.

Pendant que la tyrannie a trouvé son dogme, dire que vous cherchez le vôtre, c'est accepter une trêve dans le combat du juste et de l'injuste, un armistice avec le mal, une capitulation avec le mensonge; c'est admettre dans le droit, dans l'esprit humain, dans l'ordre moral, dans la tradition de la vérité, de la vie, un *intérim*, une suspension, un évanouissement de la conscience qui n'a jamais été, qui ne sera jamais, qui serait la mort même de la nature humaine.

Non! point de trêve avec l'injuste! Je n'en accepte aucune! Point d'armistice avec le mal, avec le mensonge couronné et triomphant! Point de suspension d'armes avec la force oppressive et homicide! Si elle peut nous écraser, qu'elle le fasse. Nous n'en sommes point en peine. D'autres viendront après nous, meilleurs que nous!

Il y a toujours assez de vérité manifestée dans le monde pour combattre le règne reconnu du faux. Vous laissez l'empire à l'injustice et vous vous réfugiez dans l'inconnu, c'est-à-dire dans le vide. Est-ce là que vous trouverez un point d'appui?

Cette idée n'est si désastreuse dans la pratique de la vie que parce qu'elle est essentiellement fausse en elle-même. On ne cherche pas un dogme; on ne se le démontre pas à la sueur de son front. On le rencontre sur le chemin de Damas, et il vous éblouit.

En second lieu, c'est aller directement contre le génie

des temps modernes, que de s'imaginer qu'un dogme puisse conquérir l'Universalité à la manière de l'ancienne Église. Enfermer l'expansion, l'énergie infinie de l'âme moderne dans la lettre close d'un nouveau symbole, c'est là une entreprise qui répugne essentiellement à l'humanité contemporaine. N'oubliez pas que l'homme moderne est né, il y a trois siècles; depuis ce moment il n'est plus de pape, ni de concile religieux qui puisse s'imposer à la conscience individuelle.

Que serviraient tous vos conciles! Un seul homme qui se lèvera pour refuser votre dogme le mettra en poussière. Il restera une théorie, un système, une opinion, une secte peut-être, mais rien qui ressemble à un symbole général.

Remarquez encore que cette idée de refaire un dogme universel est un triste legs de l'Église que vous voulez combattre. C'est là chez vous un reste du vieil homme; vous sortez de l'Église catholique pour la refaire sur un autre plan. Mais ce plan, je vous le répète, a été rejeté; ce moule, dans lequel votre esprit retombe, a été brisé. Que nous parlez-vous de conciles? ils ont été fermés; ils ne se rouvriront pas. Rompez donc cette dernière chaîne, ombre d'une servitude dont vous ne voulez plus.

PROTESTATION CONTRE L'AMNISTIE[1]

(1859)

Je ne suis ni un accusé, ni un condamné, je suis un proscrit. J'ai été arraché de mon pays par la force, pour être resté fidèle à la loi, au mandat que je tenais de mes concitoyens.

Ceux qui ont besoin d'être amnistiés, ce ne sont pas les défenseurs des lois; ce sont ceux qui les renversent. On n'amnistie pas le droit et la justice.

Je ne reconnais à personne le droit de me proscrire, de me rappeler à son gré dans mon pays, sauf à me proscrire encore. Je ne puis me prêter à ce jeu où se perd et s'avilit la nature humaine.

En rentrant aujourd'hui dans mon pays, je devrais renoncer à le servir, puisque j'y aurais les mains liées.

Les exilés, pour rentrer dans leur pays, n'ont besoin du consentement de personne. Ils sont seuls juges du moment où il leur conviendra de retrouver une patrie que nul n'a le droit de leur ôter.

La loi a été proscrite avec eux; la loi doit être rétablie avec eux.

Est-ce leur rendre une patrie que de leur accorder,

1. *Édition complète*, tome XXIV, p. 77. [Edgar Quinet, comme Victor Hugo, refusa de profiter de l'amnistie du 16 août 1859, qui rouvrait la France aux proscrits.]

au lieu de la France qu'ils ont connue, une France sans droit, sans dignité possible, sans sécurité, dépouillée, par la violence et par la ruse, de tout ce qu'elles ont pu lui enlever?

Si tant d'années souffertes par nous, d'exils, de transportations, de déportations, ou de mort, ne doivent pas être perdues pour la justice et pour l'humanité, je réclame avant tout, pour la France, au nom de tant de tortures injustement subies, les réparations suivantes :

Je demande que les garanties ordinaires chez les peuples modernes soient rétablies pour les Français; que nul ne puisse plus être enlevé et séquestré par voie administrative, ni banni, ni transporté soit en Afrique, soit à Cayenne, ni expulsé de son pays, sans jugement régulier et décision du jury; que la publicité des débats ne soit plus interdite; que les condamnations prononcées par les tribunaux ne puissent plus être changées et augmentées par l'arbitraire; que la peine subie de deux années de détention ne puisse plus être à plaisir transformée en un bannissement perpétuel, qui souvent, comme on l'a vu, équivaut à la peine de mort; que les biens confisqués soient rendus à leurs légitimes propriétaires; et comme garantie, qui renferme toutes les autres, que la liberté de la tribune et celle de la presse soient restituées à la nation.

Quant au droit de proscription en lui-même, je demande qu'il soit considéré comme nul et non avenu, n'ayant jamais existé, n'ayant pu ni ne pouvant donner aucun titre légal ni pouvoir quelconque contre ceux auxquels il a été ou serait appliqué. Tel est, en effet, le seul moyen de fermer la porte à l'ère des proscriptions dans laquelle on a fait rentrer le monde. Car si l'on est

quitte envers l'humanité, pour rappeler de l'exil après dix ou vingt ans ceux qui survivent, si l'on ne tient aucun compte des morts que ceux-ci laissent après eux, ni de ceux que la souffrance a minés et qui ne reviennent dans leur pays que pour y mourir; si la violence n'est plus prise au sérieux par les hommes, si elle n'entraîne contre celui qui s'y livre aucune conséquence, si elle ne réveille aucune idée de justice ni de réparation; si, au contraire, tout doit se changer en reconnaissance, qui voudra à l'avenir s'abstenir d'une violence heureuse?

C'est donc l'ère des proscriptions indéfinies qui est consacrée; et chacun faisant à son tour ce qui a été admis pour celui qui a précédé, tout changement, tout renouvellement de parti sera marqué par l'expulsion de tous les partis contraires.

Voilà la perversion absolue de la conscience humaine qu'il s'agit d'empêcher, et puisque l'Europe, même libre, se tait; puisqu'elle semble accepter le droit de proscription comme autorisé par le succès et entré dans les mœurs, c'est au proscrit de revendiquer la justice, de faire parler le conscience, non à son profit, mais à celui des autres.

Je ne veux pas que les proscripteurs d'aujourd'hui soient les proscrits de demain.

Je ne veux pas que la France et le monde retombent irrévocablement dans cette ère où chaque parti, à son avènement, expulse, bannit, extirpe en masse les partis opposés.

Je ne veux pas que ce gouffre, déjà si profond, se creuse davantage, de manière à engloutir tout ce qui reste de justice parmi les hommes.

Voilà pourquoi, moi proscrit, je proteste pour aujour-

d'hui et pour demain et pour les temps à venir contre ce droit de proscrire qui est le contraire du droit et ne peut rien fonder.

La conscience d'un homme semble en ce moment bien peu de chose, mais peut-être le moment viendra où l'on trouvera bon de se rappeler que des exilés ont emporté et gardé le droit avec eux, et que toute justice n'est pas encore morte sur la terre.

CAMPAGNE DE 1815[1]

(1861)

La fatalité[2].

Celui-là rendrait à la raison publique un véritable service, qui, sans crainte, sans éblouissement et sans colère, rétablirait la logique et l'enchaînement des choses dans l'histoire de Napoléon. Nous avons tant de goût pour la fable, que nous ajoutons des merveilles aux événements merveilleux. Nous aimons tant la force, que nous sommes toujours prêt à l'assister, à l'augmenter des pouvoirs de notre imagination. Tout homme qui a courbé les autres sous sa main traîne après lui une légende qui le grandit par delà les limites de la nature humaine, soit que nous pensions que, pour nous faire courber la tête, il faille absolument des demi-dieux, soit que nous soyons si naturellement courtisans, que notre fantaisie s'exalte à la seule vue du plus fort. Nous lui prêtons à l'envi le secours de notre crédulité et de nos superstitions.

Napoléon nous connaissait bien lorsqu'en racontant ses prospérités ou ses revers, il ne parlait jamais que d'*etoile*, de *destin*, de *coups de foudre*, comme s'il s'agissait non

1. *Œuvres complètes*, tome XXII.
2. P. 1.

d'une histoire arrivée sous nos yeux, mais d'un monde supérieur, où notre raison n'a rien à démêler. Ce langage, plus conforme à l'antiquité païenne qu'à notre époque de critique et de philosophie, nous l'avons conservé. Et quelle peine n'avons-nous pas à nous en délivrer! Pour les autres époques des temps modernes, nous consentons à chercher une explication simple et naturelle des faits; mais, pour ce que nous appelons l'épopée de l'Empire, nous rejetons cette méthode raisonnable, nous aimons à laisser dans le mystère la raison des événements. Il semblerait que nous ferions déchoir cette épopée si nous rattachions simplement les effets à leurs causes. Nous brisons la chaîne qui les unit, prenant je ne sais quel plaisir qui tient du vertige à contempler ces prospérités, ces adversités, ces sommets et ces abîmes, comme si aucun lien ne les rattachait les uns aux autres, et que le hasard, ou ce que nous appelons une fatalité inexplicable, une bizarrerie du destin, eût seul changé la face des choses. Les ouvrages les plus considérables de notre temps sur l'histoire de l'Empire ne se sont point encore entièrement affranchis de cette méthode asiatique.

Comment s'en étonner? Cette méthode est celle de Napoléon lui-même; son esprit pèse encore sur les nôtres. Non seulement il a fait pendant vingt ans l'histoire, mais encore il l'a racontée à sa guise. Jamais homme d'action n'a tant parlé, raisonné, écrit sur ce qu'il a fait; et, de même qu'il a ébloui le monde par ses actes, il l'a jeté dans un autre éblouissement par la manière dont il les a commentés, en sorte que nous sommes restés sous le double joug de ses actions et de sa pensée.

Principes des campagnes de 1812, 1813, 1814[1].

Pour ramener l'histoire de Napoléon aux conditions de toute autre histoire humaine, il faut bien reconnaître que le 18 brumaire contient en soi l'Empire et que l'Empire contient tout ce qui a suivi jusqu'à sa chute, en y comprenant les deux invasions de 1814 et de 1815. Cette proposition est si simple, qu'on s'étonne d'avoir à la rétablir dans nos histoires, puisqu'elle n'est rien autre chose que l'exposition abrégée des faits.

En même temps qu'ils acceptent le 18 brumaire comme la source d'où découlent leurs récits, nos historiens déclarent que la France était incapable de se régir par elle-même ; il lui fallait se remettre entre les mains d'un sauveur qui penserait et agirait pour elle. Tout l'avenir prochain allait donc dépendre du caractère, du tempérament de ce sauveur, et, si la nature en a fait le plus grand homme de guerre des temps modernes et le plus impatient de domination, il est évident que les conquêtes deviendront l'occupation de sa vie, la loi de sa destinée. Si d'ailleurs, par ses origines, par sa descendance étrangère, il a dans son esprit un certain idéal de pouvoir que lui seul possède, il n'est pas moins évident qu'il se servira de toutes les forces de la France pour réaliser cette idée particulière. Si de plus cette idée se trouve fausse et irréalisable, il est encore manifeste qu'il se servira de la France comme d'un instrument, jusqu'à ce que cet instrument se brise entre ses mains dans une œuvre impossible. La logique

1. P. 15.

sera maintenue dans l'histoire, parce qu'on y verra les causes produire leurs effets, et la justice aussi sera sauvée, parce qu'un grand peuple sera puni de ses complaisances pour un seul, et un homme de ses caprices au détriment de tous. Par là, les choses seront liées entre elles. Elles contiendront la raison des événements. Ce sera une base ferme et sensée sur laquelle vous pourrez asseoir le récit des faits, sans crainte d'être en perpétuelle contradiction avec vous-même et de voir votre œuvre se ruiner à mesure qu'elle avance.

LA RÉVOLUTION[1]

(1865)

Principes qui doivent servir de fondement à la démocratie[2].

Est-ce, comme on l'a répété, la contre-révolution qui s'est réjouie de mon ouvrage ? Non, ce sont les amis de la liberté ; car nous ne l'établirons qu'en formant des générations nouvelles qui, rompant absolument avec l'idolâtrie de la force, apportent avec elles l'esprit d'humanité que le monde appelle sans doute, mais qu'il est si loin de posséder encore.

La démocratie, en effet, n'a pas aujourd'hui la force pour elle. Que lui reste-t-il ? L'idée du Droit. C'est donc

1. *Œuvres complètes*, tomes XVIII-XX. [Edgar Quinet est un des premiers historiens qui aient apporté dans l'étude de la Révolution l'esprit d'examen et qui n'aient pas envisagé ce fait « comme un système historique dans lequel beaucoup de personnes avaient emprisonné la Révolution ». Pour lui « le moment est venu où ce système doit disparaître pour faire place à la réalité ». Dans sa *Critique de la Révolution*, il a défini lui-même l'esprit qui l'inspirait en écrivant cet ouvrage : *Le vrai moyen d'honorer la Révolution est de la continuer, en portant une âme libre dans son histoire.* Bien des partisans de la Révolution avaient vu là une œuvre contre-révolutionnaire. Edgar Quinet leur répond en indiquant les principes généraux de sa critique de la Révolution, cf. p. 7 et 8.]

2. Tome I, p. 51.

au Droit qu'il faut qu'elle s'attache avec inflexibilité pour en ôter la rouille sanglante que les temps y ont déposée. C'est le Droit qu'il lui appartient de découvrir, d'exhumer, de séparer de tout alliage, de faire resplendir dans l'histoire, dans la morale, dans le passé, dans le présent. Il faut[1] qu'elle offre au monde l'image du Droit la plus pure, la plus humaine, l'idéal le plus accompli qui ait brillé jusqu'ici aux yeux des hommes. Là est son espoir, là est sa raison d'être. Sinon, elle légitime toutes ses défaites. Qui ne voit pas cela est bien aveugle.

Tous les biens sont nuls sans la liberté[2].

Si les Français n'eussent voulu que la rénovation matérielle et l'égalité civile, la Révolution se trouvait terminée le 5 août 1789.

Il n'y avait plus besoin d'assemblées ni de sacrifices d'aucun genre, bien moins encore de batailles à livrer ; car ce n'est pas pour la restitution des privilèges abandonnés dans la nuit du 4 août, que se seraient levés les rois d'Europe.

Mais si la noblesse, le clergé, la royauté crurent que cette nation serait soudainement calmée et rassasiée par la satisfaction donnée aux besoins matériels, ils se trompèrent. Il y avait dans cette nation une soif d'indépendance, de liberté politique, qui troubla tous les calculs.

1. Voy. l'idéal de la démocratie, dans *le Christianisme et la Révolution française*, p. 264, 265, 267.
2. Tome I, p. 172.

En effet, malgré les immenses concessions de la nuit du 4 août, le résultat fut presque nul dans l'opinion.

. . . . . .

Je pense que ce sera l'éternel honneur de ces générations, que la conquête rapide des avantages matériels ne les ait pas satisfaites davantage. Les hommes de 89 tinrent pour nuls tous les biens acquis, aussi longtemps que la liberté n'y fut pas jointe. Aucun peuple ne montra sur cela un sentiment si vif, si entier; c'est pourquoi les fautes de ces générations leur seront pardonnées, tellement avides de dignité morale, d'existence politique, qu'elles crurent n'avoir rien obtenu tant qu'il leur resta à obtenir la vie publique. Elles prirent à la lettre ce mot si souvent répété par les écrivains : « que tous les biens sont nuls sans la liberté ». Cette vérité fut l'âme de ces générations ; c'est aussi par là qu'elles se séparent entièrement des générations qui ont suivi et qui semblent avoir contracté, avec un autre esprit, un tempérament non seulement différent, mais opposé.

Le Progrès matériel[1].

Tous les éléments de la civilisation renfermée dans la notion du bien-être peuvent se développer par la vertu seule du temps. Mais ce qu'il y a de plus noble en nous, la liberté, échappe à cette nécessité aveugle. Pour y atteindre, il faut de l'âme, du courage, du caractère ; là

1. Tome I. p. 185.

où ils manquent, l'éternité même ne pourrait produire un atome libre.

Ce qu'elle peut faire par elle-même, ce sont de joyeux esclaves, heureux de n'être rien. Voilà la félicité telle que les hommes l'ont connue et adorée dans le Bas-Empire. C'est celle qui est toujours entre leurs mains. *Felicitas temporum.*

Il est certain que, dans un siècle, les hommes seront mieux nourris, mieux couverts, mieux vêtus, plus facilement transportés. Ils posséderont, à n'en pas douter, ce qu'ils appellent une meilleure vie animale. A moins d'un cataclysme, rien n'empêchera ce progrès. Mais cette chose divine, la dignité, compagne de la liberté, il faut qu'ils la méritent pour la posséder. C'est folie de croire qu'elle les visitera, sans qu'ils fassent un pas vers elle.

J.-J. Rousseau[1].

Celui qui pénétrerait dans le fond et les replis de la vie de J.-J. Rousseau, y verrait comme enveloppée l'histoire de la Révolution française dans le bien et le mal ; il lui lègue non seulement ses idées, mais son tempérament. Cet ouvrier d'abord timide, tant qu'il est inconnu, puis orgueilleux, ombrageux, dès qu'il entre dans la gloire, n'est-ce pas l'avant-coureur du peuple émancipé ? Il professe que tout est bien dans l'homme ; il finit par trouver le genre humain suspect. Philanthrope, il s'avance

1. Tome I, p. 222.

chaque jour vers une misanthropie implacable. Il est étranger et il n'en représente que mieux une Révolution qui s'arme contre toutes les traditions. Son livre de la loi, le *Contrat social*, ne relève d'aucun temps, d'aucune expérience; géométrie sociale, sorte de mathématiques civiles pour un peuple à qui l'histoire se montre en ennemie.

Rousseau se croit trahi par tous les siens ; pas un ami qu'il n'immole à son idole, le soupçon. Je commence à craindre que la Révolution, qui se modèle sur lui, ne lui emprunte ce génie; j'ai peur qu'elle n'immole aussi ses amis les plus sûrs à cette même divinité inexorable.

Rousseau s'est perdu dans une vision de complots ténébreux où sa raison chancelle. Que sera-ce des hommes et des factions qui le prendront pour guide? Partis de l'idée d'une innocence absolue qui n'est nulle part, n'arriveront-ils pas, en se croyant trompés, à une misanthropie universelle? C'est leur idée fausse qui les trompe ; ils se figureront que c'est une conspiration des hommes et des choses.

Enfin, j'aperçois dans les dernières œuvres de Rousseau une théorie qui m'effraye plus encore, sur la vérité et le mensonge ; il admet une foule de cas où il est permis de frauder la vérité pour l'*embellir*. Quelle porte il ouvre par là à la déclamation !...

Au moment d'ouvrir les portes de l'avenir, il me semblait que la parole humaine devait se retremper dans l'inflexible sincérité. Au contraire, je découvre une certaine complaisance pour le faux. Si cette complaisance est dans le maître, que deviendra-t-elle dans les disciples? Vérité, ornements, artifices, sophismes, que la pente est glissante! et que serait l'avenir s'il n'en faisait plus la différence!

Aucune révolution politique n'est complète sans une révolution religieuse et morale[1].

Écoutez la déclaration de ce téméraire[2], la voici : « Je vous l'ai déjà dit, mes très chers frères, ne dirait-on pas qu'on supprime quelques sacrements, comme ont fait Luther et Calvin ? Rien de tout cela ; pas une procession, pas un pain bénit de supprimé.... Eh bien ! l'Assemblée nationale n'a pas seulement retranché un alleluia. »...

Vous commencez à voir que ce qui avait été, sous l'ancien régime, une tactique de style chez Voltaire, devient une tactique de parti chez les révolutionnaires. On s'engage à ne rien changer, à ne rien innover. Et qui veut-on tromper ainsi ? Tout le monde. On débute par se tromper soi-même. Avouons que ce n'est pas par ce frivole subterfuge que les grands changements irrévocables se sont accomplis dans le monde.

La Révolution ici se défie du peuple, ou plutôt se défie d'elle-même. Le moindre moine du XVIe siècle a montré à cet égard plus de génie d'innovation. Où pouvait aboutir ce stratagème ? Espérait-on faire quitter au peuple l'ancienne religion sans qu'il s'en aperçût ? ou, si l'on croyait le peuple incapable d'accepter un changement dans l'ordre moral, quelle foi avait-on dans la Révolution ? Il fallait donc la faire triompher à l'insu du peuple, comme à l'insu du roi. Que de conséquences ce superficiel manège n'a-t-il pas entraînées !

1. Tome I, p. 250.
2. [Camille Desmoulins.]

Si vous y regardez de plus près, vous verrez que cet art évasif de Camille Desmoulins est devenu comme une des habitudes de l'esprit français dans toutes les circonstances analogues. On dissimule le manque d'audace véritable sous l'ironie; et pour n'avoir pas à attaquer un adversaire, on se persuade qu'il est à mépriser. Camille Desmoulins croyait par ces détours suivre fidèlement l'exemple de Voltaire. Il est certain qu'il ne suivait que la lettre et non l'esprit de son maître. Quand Voltaire écrivait dans l'ancien régime et en face de la Bastille, sans aucune pensée de révolution immédiate, il s'enveloppait de mille détours ingénieux; ces détours n'empêchaient pas sa pensée de se glisser et d'éclater dans les intelligences, et c'est à cela seulement qu'il pouvait prétendre. Mais quand, après la discussion purement philosophique, vint le moment de l'action, quand les disciples de Voltaire, affranchis de toute entrave et appelés à écrire leurs pensées dans la loi, conservèrent le même esprit, les mêmes détours, les mêmes stratagèmes que le grand écrivain dans les liens de l'ancien régime, ce fut, il faut le reconnaître, une étrange duperie; et ce même esprit littéraire que j'admirais tout à l'heure semble bien petit dans les grandes affaires.

. . . . . .

Religion, établissements surannés, force accumulée du passé, on ne triomphe pas de ces choses par un triomphe oblique.

. . . . . .

Avec Camille Desmoulins, la Révolution accordait le semblant, l'extérieur, les mots à la religion du moyen âge, et cela suffisait à cette religion. Car elle savait qu'avec les mots elle regagnerait les idées, avec le semblant la

réalité, avec le dehors le fond même de l'homme; elle vivait depuis des siècles sur l'apparence; tous s'entendaient pour la lui laisser. Que lui fallait-il davantage?

Une des causes de la prompte lassitude des partis en France[1].

Dans la révocation de l'édit de Nantes, on est accoutumé à ne voir qu'une seule chose : la France privée de l'industrie et des métiers de cinq cent mille artisans. On avoue que l'agriculture s'en ressentit d'une manière fâcheuse, que plus d'un champ resta en friche, que des procédés ingénieux furent portés à l'étranger par ce peuple de proscrits, qu'en un mot, il y eut pour la France un vrai dommage matériel. Voilà ce que les historiens reconnaissent.

Mais le dommage moral, qui l'a estimé jusqu'ici à sa vraie valeur? C'est la Révolution qui s'est chargée de montrer le vide qu'avaient laissé les proscriptions religieuses de deux siècles. Il se trouva sans doute en France, à profusion, des hommes qui surent se passionner pour une cause et mourir pour elle; mais ce n'est pas là le plus difficile en des temps pareils.

Ce qui est rare, c'est de persévérer dans la première ardeur, de ne pas se laisser abattre par sa propre victoire; or c'est ce qui a manqué le plus aux hommes de la Révolution. Une si grande fureur s'est dévorée

1. Tome I, p. 542.

elle-même; et si l'on examine ces hommes cinq ou six ans après, on s'étonne de les voir si différents; ils ont tout oublié; la langue qu'ils ont parlée, ils ne la connaissent plus. Après cet immense fracas, le silence universel; un éclat formidable, et presque aussitôt un oubli complet de soi-même et des autres.

Il semble, d'après cela, que les révolutions soutenues d'un esprit religieux soient les seules qui n'usent pas les forces humaines. J'en ai longtemps cherché la raison. Voici celle qui me satisfait le mieux. C'est que, dans toutes les autres révolutions, il vient un moment, pour chaque parti, chaque homme, où il croit pouvoir obtenir l'accomplissement de ses principes, sans le payer d'aucun sacrifice sérieux ou d'argent, ou de sang, ou de luxe, ou de bien-être, ou de plaisir, ou même d'habitude. Et quand cette pensée entre dans l'homme, dites hardiment qu'il ne reste qu'une ombre.

La lassitude dont se plaignent les hommes de nos jours n'est pas un sentiment nouveau. Combien les Français se sont vite fatigués de la Révolution française! Combien chacun a promptement aspiré au repos dès que les choses ont déconcerté ses prévisions! Il n'y a guère entre les partis que la différence de quelques années.

L'auteur du serment du Jeu de paume maudit, dès le lendemain, ce fatal serment.

Au moment où nous sommes parvenus, tout le parti Feuillant est las; imprévoyance ou légèreté, peu importe. Qui lirait dans le cœur de ces vaillants hommes de la première journée, Thouret, Chapelier, Target, Duport, verrait la même soif de repos, peut-être le même regret. Encore quelques mois, ce sera le tour de Danton. Lui aussi, le titan, ira respirer à la campagne. Ses bras

toujours tendus n'en peuvent plus. Robespierre répétera après lui : « Je suis fatigué par quatre ans de Révolution ».

Enfin, en 1796, c'est le peuple qui est harassé; il se retire en masse; il a besoin de sommeil, il va dormir pendant un tiers de siècle.

La prompte satiété, l'accablement prématuré, c'est là le trait commun à tous. Combien les sans-culottes se sont lassés plus vite que les gueux de Hollande! Ceux-ci, après quatre-vingts ans de supplices, étaient aussi âpres à la lutte que le premier jour.

De là, je crois devoir conclure qu'un immense dommage pour la Révolution française fut d'avoir été privée du peuple proscrit à la Saint-Barthélemy et à la révocation de l'édit de Nantes.

. . . . . .

Quand la porte fut rouverte, en 1787 et plus encore en 1789, qui consentit à en profiter? personne. La réparation venait trop tard après de si grands maux. Les réfugiés avaient goûté ailleurs la liberté, ils s'étaient fait une nouvelle patrie; ils ne se fièrent pas aux promesses de l'ancienne. Et ces hommes éprouvés par le fer et le feu, ces caractères de granit, qui n'avaient fléchi sous aucune des tyrannies du passé, combien ils devaient nous manquer plus tard en toutes choses! Quelques années n'auraient pas suffi pour les décourager ou les rejeter dans le moyen âge; ils n'auraient pu rien ajouter à la violence et à l'héroïsme des passions; peut-être ils les eussent tempérées; et sans doute ils eussent fourni cette base, le caractère, la persévérance dans l'énergie, seule chose où l'on ne dépassa pas les limites connues.

J'eusse aimé voir nos réfugiés porter en masse, à la Révolution française, l'appui qu'ils ont donné aux révo-

lutions de Hollande, d'Angleterre, de Suisse et d'Amérique. Partout ils ont aidé, éclairé, affermi l'esprit moderne dans ces luttes civiles. Ce n'est que dans leur patrie qu'ils n'ont pu se montrer.

Il est donc vrai qu'une nation ne gagne rien à retrancher d'elle-même de si grandes forces morales que celles des réformés. Le vide qu'avait laissé leur expulsion ne put être comblé par aucun holocauste. Cette France du XVIe et du XVIIe siècle deux fois décapitée, il fut impossible de la remplacer. Dans la crise suprême, la moitié de la nation manque à l'autre ; elle y manque encore aujourd'hui.

Il s'ensuivit pour la France que le moyen âge s'y trouva aux prises avec l'esprit moderne sans aucun intermédiaire ; le choc ne pouvait être que furieux.

Chez les autres peuples la liberté s'était élevée sur le trépied de la réforme, de la renaissance et de la philosophie. La réforme ayant été extirpée chez nous, qui pourrait dire à quel point l'équilibre fut rompu ? Le trépied chancela comme dans le vide.

Cette prompte lassitude des partis les uns après les autres, est-ce un trait particulier à la race française qui va si vite au bout de tout, et même de ses fureurs ? Est-il vrai qu'il est de la nature de l'esprit français de ne prendre rien au sérieux avec persévérance ? N'est-ce pas plutôt une marque des atteintes qu'il a reçues ? Qu'y a-t-il de plus sérieux et de plus persévérant que le calvinisme, et le jansénisme, et Port-Royal ? Le despotisme les a extirpés, car il lui convient fort que lui seul soit pris au sérieux. Mais la nation française n'était pas chose si inconsistante qu'on le prétend. Il a fallu le bras séculier pour émonder cet arbre vigoureux.

Du malentendu qui a séparé Louis XVI de la Révolution et a rendu la république nécessaire[1].

Louis XVI a jeté dans la Révolution un élément de fraude qui a servi de levain au milieu des passions, et a fait, de la révolution la plus enthousiaste une sombre fureur où il ne pouvait guère manquer de périr.

Je dirai seulement à la décharge de sa conscience, que la France et lui n'avaient plus aucune idée commune. Il croyait que partout où il était, là était le droit. Il ne comprit jamais ce droit nouveau en vertu duquel la nation prétendait exister indépendamment de lui; il ne vit là qu'une chimère ou un crime. A ses yeux comme à ceux des royalistes purs, tout ce que faisait la Révolution pour se défendre était illégitime; et c'est là le système qui a été presque toujours appliqué en France à la liberté. C'est une coupable, il est beau de l'attaquer. Elle est en flagrant délit sitôt qu'elle se défend.

Voilà pourquoi, avec la conscience la plus méticuleuse en matière de religion, Louis XVI en eut si peu en matière de constitution et d'indépendance nationale. Il ne se fit jamais le moindre scrupule de livrer la France aux étrangers. Combien son confesseur l'eût étonné s'il lui eût appris que c'était là un crime!

Voici les conséquences qui sortirent de cette confusion :

Les royalistes purs voulant livrer la France, et les royalistes constitutionnels ne pouvant ou ne voulant la

1. Tome II, p. 29.

sauver, il fallut nécessairement avoir recours à une autre forme de gouvernement ; et comme ces formes ne sont pas innombrables, la république devint la nécessité du temps. Ses premiers auteurs furent ceux qui la haïssaient le plus. Louis XVI et les émigrés la firent par leur obstination à tout perdre.

La Marseillaise[1].

La véritable réponse au manifeste de Brunswick fut *la Marseillaise* de Rouget de Lisle.

Un chant sortit de toutes les bouches; on eût pu croire que la nation entière l'avait composé ; car au même moment, il éclata en Alsace, en Provence, dans les villes et dans la plus misérable chaumière. C'était d'abord un élan de confiance magnanime, un mouvement serein, la tranquille assurance du héros qui prend ses armes et s'avance ; l'horizon lumineux de gloire s'ouvre devant lui. Soudainement le cœur se gonfle de colère à la pensée de la tyrannie. Un premier cri d'alarme, répété deux fois, signale de loin l'ennemi. Tout se tait ; on écoute, et au loin on croit entendre, on entend sur un ton brisé les pas des envahisseurs dans l'ombre ; ils viennent par des chemins cachés, sourds ; le cliquetis des armes les annonce en pleine nuit, et par-dessus ce bruit souterrain, vous discernez la plainte, le gémissement des villes prisonnières. L'incendie rougit les ténèbres. Un grand

1. Tome II, p. 109.

silence succède, pendant lequel résonnent les pas confus d'un peuple qui se lève; puis ce cri imprévu, gigantesque, qui perce les nues : Aux armes! Ce cri de la France, prolongé d'échos en échos, immense, surhumain, remplit la terre!... Et, encore une fois, le vaste silence de la terre et du ciel! et comme un commandement militaire à un peuple de soldats! Alors la marche cadencée, la danse guerrière d'une nation dont tous les pas sont comptés. A la fin, comme un coup de tonnerre, tout se précipite. La victoire a éclaté en même temps que la bataille.

La peur politique[1].

La plus grande puissance de changement chez les hommes est la peur; elle est bien autrement forte que la haine, qui lui cède toujours. Quand elle a pénétré dans le cœur, elle y reste maîtresse, parce que les jours, les années, ne la vieillissent pas; parce qu'elle est toujours nouvelle; parce que le moindre incident, la moindre ombre la restaure, la réveille, lui rend sa première vigueur. C'est sans doute à cause de cette puissance infinie de renouvellement, que les anciens en faisaient une déesse. J'ai vu des hommes actifs, entreprenants, changés par elle en un clin d'œil, devenir, à son exemple, muets le reste de leurs jours jusqu'au tombeau.

Et qu'est-ce, lorsqu'au lieu d'un individu, c'est une

1. Tome II, p. 205.

génération entière, ou seulement une majorité d'Assemblée qui en est frappée? On l'a vu le 31 mai 1795[1]. La majorité de la Convention se soumit à la minorité, sauf à l'écraser dès que l'occasion commode s'en présenterait.

Combien, en effet, cette même puissance, la peur, est fantasque! Malheur à qui se fie à l'amitié de cette déesse livide! Comme elle aime à changer d'objet, de lieu, de parti, de bourreau, d'échafaud et de victimes! Nulle faction ne peut se l'approprier. Son plaisir est de passer de l'un à l'autre, de tuer l'un par l'autre. Le 31 mai s'appuie sur elle. Fondements chimériques, puisque les vainqueurs sont certains d'être livrés, sitôt que la force, la fortune, ou le peuple, ou la crainte fera mine de les abandonner.

Sur la stérilité de nos martyrs politiques[2].

Où a germé le sang des Girondins? Quelle liberté est née du sacrifice de ces hommes de liberté? Le *væ victis* gaulois a été prononcé contre eux par tous les partis; aucun ne s'est fait leur successeur. Vergniaud, madame Roland, Barbaroux, Buzot, Guadet, n'ont plus eu de représentants parmi nous. Ceux pour qui ils mouraient n'éprouvèrent pour eux que de la haine. Leur mémoire fut persécutée par les amis de leur cause plus encore que par ses ennemis.

1. [Date de « l'insurrection morale » de la Commune Insurrectionnelle de Paris contre la Gironde.]
2. Tome II, p. 278.

Tous les partis extrêmes de la Révolution ont laissé des descendants; mais ces hommes en qui vivait la religion de la liberté n'ont pas laissé de postérité en mourant. Quant à ceux qui continuèrent de porter leur nom, ils crurent venger leur mémoire en reniant leur œuvre.

J'ai vu, en effet, tous les partis renaître de leurs cendres, depuis les émigrés, les Feuillants, jusqu'aux Jacobins. Mais le parti des Girondins, enthousiaste, humain, au cœur large, personne ne l'a retrouvé. Est-il descendu tout entier, comme une illusion perdue, dans la fosse de 93?

C'est nous qui avons eu le plus de martyrs; c'est chez nous que les martyrs ont été, jusqu'à présent, le plus inutiles. Les Girondins furent les âmes les plus hautes de la Révolution; avec eux a-t-on décapité l'avenir? Assurément, il n'était pas besoin de l'immolation d'une seule de ces nobles figures, pour acquérir les choses dont nous nous sommes contentés. Il sera toujours étrange d'entendre des historiens français répéter que ces morts ont été suffisamment payées, parce que « nous avons obtenu l'égalité devant l'impôt, » qui n'a jamais été contestée par personne. La vérité, au contraire, est que la consolation suprême a été refusée à nos plus grands morts : leur sang n'a pas été une semence de vertu et d'indépendance pour leur postérité. S'ils reparaissaient un moment, ils se sentiraient suppliciés une seconde fois sur un pire échafaud par le reniement de leurs descendants; ils nous jetteraient de nouveau le même adieu : « O liberté! comme on t'a jouée! »

L'immense disproportion entre les efforts et les résultats, voilà ce qui ne se montre nulle part autant que dans notre histoire. C'est pour cela que l'horreur de tant de

supplices y est sans compensation. Ou l'avenir tient en réserve des explications que l'historien ne peut fournir aujourd'hui, sans quitter les faits pour les prophéties, ou nous sommes condamnés à reconnaître que le sang le plus généreux a été le plus stérile, et que chez nous nos martyrs n'enfantent pas de croyants.

Voilà le cri de l'histoire et de la conscience humaine. Pour y échapper et nous boucher les oreilles, que faisons-nous ici? Nous avons recours à notre formule ordinaire, de plus en plus implacable et monotone. Comme les Albigeois, les Communes, les Maillotins, les Cabochiens, ont été dévorés les uns après les autres dans l'ancien régime, de même il fallait que les Feuillants, les Fayettistes, et maintenant les Girondins, périssent pour enfanter le régime nouveau; et nous retombons ainsi dans le tempérament de nos systèmes d'histoire et du pouvoir absolu. Pris de vertige, l'historien révolutionnaire applaudit à la chute de chaque parti à mesure qu'il disparaît, jusqu'à ce que la matière de l'histoire même s'évanouisse, et que la fatalité reste seule au milieu du silence universel.

Le code civil de la Convention[1].

Si l'on me demande quelle a été la journée la plus extraordinaire, la plus imprévue de la Convention, je dirai que c'est celle du 9 août 1795. Ce jour-là, vous

1. Tome II, p. 514.

auriez cru entrer dans une assemblée séparée de la première par un long intervalle de paix profonde. La peur, la menace, la colère, le soupçon, le ressentiment même cessèrent tout à coup. A leur place, la raison impartiale, la justice suprême, telle qu'elle a tant de peine à paraître au milieu des hommes, dans les époques les plus prospères, descendirent dans les cœurs, apaisèrent les orages. Ce fut, pour la première fois, au lieu du silence de la peur, un silence d'adhésion, de consentement, non pas dans une seule partie de l'assemblée, mais sur tous les bancs. Accord que personne n'eût pu espérer la veille, que personne n'avait la pensée de troubler; unanimité de la conscience humaine, qui, au milieu des plus terribles orages, se révèle par le rayonnement intérieur des esprits, étonnés de pouvoir encore se rapprocher et s'unir dans une même pensée fondamentale. Il n'y avait plus ni Montagnards, ni Girondins, ni vainqueurs, ni vaincus, ni Plaine, ni Marais. Il ne resta, ce jour-là, que la sagesse écrite. Elle s'imposa tranquillement à tous par sa seule présence. Et comment se fit ce miracle? Un homme, peu mêlé aux luttes politiques, qui semblait étranger à ce qui l'entourait, monta à la tribune. Cambacérès y déposa le Code civil[1].

La Convention avait donné trois mois pour préparer ce Code. L'œuvre fut faite deux mois avant le terme fixé. Il y avait aussi de l'héroïsme chez les jurisconsultes.

De quel aveuglement faudrait-il être frappé, pour ne pas reconnaître l'étonnante grandeur de ce moment! C'est celui où s'inaugure la Terreur. Tous les Français

1. *Moniteur* de 1793, 1794, 1795. — Projet de Code civil présenté à la Convention nationale le 9 août 1795, au nom du Comité de législation, par Cambacérès.

sont mis en réquisition pour courir aux armées. Valenciennes, Condé, Mayence annoncent l'approche de l'ennemi. On le sent déjà qui a passé la frontière. Vous diriez que ce peuple n'a plus qu'un moment à vivre. Soudain, tout se calme par enchantement. On s'arrête. Les plus furieux oublient leur frénésie. Et quel usage fait-on de cet instant de répit? C'est pour recevoir le monument des lois civiles qui dompte les consciences comme autant de mathématiques morales. L'enceinte qui retentissait hier encore de cris, de malédictions, de prières, de sanglots repoussés, n'est plus que l'écho impassible du droit, comme le siège du préteur. Ce peuple qui n'a plus, ce semble, qu'un jour à vivre, le passe à se donner les lois qui régissent aujourd'hui le monde. Tables de la loi, apportées véritablement au milieu des éclairs et des foudres. Si ce n'est pas là le sublime de l'histoire, où est-il?

Pour achever le contraste, voulez-vous savoir qui préside la Convention pendant que le modèle du Code civil est donné à la France et à l'Europe? Regardez! c'est Maximilien Robespierre! Il est là, à la tête de la Convention, son organe, son représentant, pendant que sont votées, dans le titre III, les conventions matrimoniales, les rapports entre les pères et les enfants, c'est-à-dire les principales dispositions qui règlent la société française. C'est Maximilien Robespierre qui met aux voix ces formules, par lesquelles sont garanties chez nous pour tous les temps la propriété et la famille. Remarquez-vous avec quelle solennité Robespierre pose la question, comme elle est vite tranchée, comme tous se lèvent pour approuver, comme Robespierre proclame l'unanimité de la Convention sur chacun de ces principes par lesquels

notre existence et nos biens et nos relations sociales et notre vie et notre mort, sont encore réglés, ordonnés, consacrés aujourd'hui ! Cambacérès propose ; la Montagne vote ; Robespierre proclame. Notre Code civil se fonde, sans lutte, sans opposition, par une sorte de nécessité créatrice sous laquelle tous les fronts comme toutes les passions s'inclinent.

Comment donc arrivera-t-il un jour que la Montagne, Robespierre, la Convention en masse, passeront pour avoir voulu détruire cet ordre social qu'ils ont au contraire fait de leur vote ? C'est que l'oubli aura été jeté sur leurs œuvres. On attribuera à d'autres les fondements qu'ils ont jetés. Par cet oubli systématique, une nation ne saura plus à qui elle doit le principe de son organisation sociale. Son histoire, dépouillée des faits les plus importants (et qu'y a-t-il de plus important qu'un Code civil?), ne contiendra plus que des passions et des batailles. Les choses même disparaîtront dans cette fumée.

Rien au monde ne fait plus d'honneur aux Français que d'avoir été capables de se donner froidement, impassiblement leur Code civil au milieu du délire de 1793. C'est ce qui montre le mieux les énergies indomptables de cette race. Il n'est aucun peuple qui ait fait paraître cette puissance de raison civile dans l'extrême danger de mort, la tête sous le couteau. Je ne vois pas que les Romains aient rien fait qui en approche. On parle encore de ce champ qu'ils ont acheté pendant qu'il était occupé par Annibal. Qu'est-ce que cela auprès de ce champ des lois civiles acquis et donné au monde par les Français, pendant que le monde les occupait et les tenait presque sous ses pieds ?

Il y a donc pour eux une importance immense à bien

marquer en quel temps ils ont posé d'abord le principe de leurs lois civiles; et c'est vraiment une calamité qu'une nation si délicate en matière d'honneur se soit laissé si aveuglément dépouiller de sa gloire principale pour en revêtir, à son extrême préjudice, d'autres temps, d'autres hommes, ou plutôt un seul, qui sut se substituer à tous. C'était perdre à la fois et la liberté et la gloire la plus solide.

Il est certain, en effet, que ce qui constitue un Code civil, ce sont les principes fondamentaux, les formules générales d'où dépend son caractère. Voilà l'œuvre vraiment créatrice. Lorsque ces grandes lignes ont été tracées, des hommes et des temps même médiocres peuvent remplir les vides, achever ce qui est incomplet, terminer la figure dessinée dans le marbre.

A ce point de vue, comparez le Code civil de 1793 à celui de 1803. Vous verrez que toutes les grandes formules, celles qui déterminent une législation, ont passé presque littéralement du Code de la Convention dans le Code de l'an XII. La substance de la loi est la même. Et pouvait-il en être autrement, quand c'étaient les jurisconsultes de la Convention, Cambacérès, Treilhard, Berlier, Merlin de Douai, Thibaudeau, qui reproduisaient leur œuvre sous le masque du premier consul?

Mais, chose incroyable, s'il n'était si aisé de la vérifier, l'ordre avait été donné d'oublier. Il fut exécuté par ceux-là mêmes qui y perdaient leur meilleur titre d'honneur. Relisez les discours des conseillers d'État, des tribuns qui, sous le premier consul, exposent les bases du Code civil. Jamais, ou presque jamais, ils ne rappellent le premier Code de 1793, dont il empruntent la substance et l'âme. Qui aurait osé, en 1803, invoquer l'autorité, le

témoignage, la science, la sagesse du législateur de 1795? On aima mieux effacer une nation, pour ne laisser subsister qu'un homme.

De là un vide qui frappe surtout les jurisconsultes étrangers. Le Code civil de 1805 apparaît sans tradition, sans passé, sans nulle base historique; il semble être une abstraction pure, surgie de terre au commandement militaire d'un grand capitaine. Les travaux collectifs de la Constituante, de la Législative, surtout ceux de la Convention, modifiés sans doute, corrigés, complétés dans les détails, allèrent s'engloutir dans la gloire unique du premier consul. Aujourd'hui, notre œuvre doit être de retrouver, de reproduire le Code primitif, sans lequel la copie ne paraît qu'une statue sans base.

Ne souffrez pas davantage que la nation française perde son plus beau titre; restituez-lui ce qui lui a été dérobé. Il n'est pas permis à une nation de pousser l'oubli jusqu'à s'oublier elle-même.

Sous le Code de Justinien se retrouve l'âme des grands jurisconsultes des temps antérieurs; on n'avait pas songé à effacer leur œuvre et leur mémoire. La science du pouvoir d'un seul a été portée plus loin sous le Consulat. Dans le Code de 1805, Napoléon a systématiquement effacé la Convention.

L'œuvre du Code civil a été continuée toujours dans le même esprit, à travers les époques les plus diverses de la Révolution. C'est là un fil que rien n'a pu rompre; il sert à se reconnaître dans le labyrinthe. Les partis changent, se succèdent; ils se transmettent l'un à l'autre le fil d'Ariane, toujours le même, toujours égal, depuis les Feuillants jusqu'aux Thermidoriens.

Les actes de l'état civil sont dus à la Législative

(20 septembre 1792); le principe des successions, à la Constituante. Mais c'est sous la présidence de Couthon que la Convention décrète irrévocablement l'égalité des partages entre les héritiers; l'adoption, consacrée le 18 janvier 1792, est décrétée en août 1793, et le 16 frimaire an III. Les principes sur la paternité, la tutelle, les contrats, les obligations, sont du 23 fructidor, du 5 brumaire, du 17 nivôse an II. Ainsi, les bouleversements des partis ne changent en rien le plan, l'idée, l'esprit de ce droit privé, qui semble se graver lui-même comme la nécessité dans les consciences. L'œuvre avance tranquillement, obstinément. Ni échafauds, ni fractions, ne combattent pour le Code. Personne ne s'en inquiète; et il se trouve à la fin que c'est lui qui survit, quand tout le reste est abattu.

Dans cet ordre d'idées, point d'hésitations, de luttes, de fatigue, de défaillance. Quand les partis sont épuisés, sitôt qu'il y a un moment de silence, le Code, ce travail interrompu, reparaît. Il rallie aussitôt toutes les intelligences; elles reprennent haleine dans cette géométrie civile. La Convention lui donne soixante séances, à des intervalles plus ou moins éloignés. Un titre s'ajoute à ceux qui précèdent, et le monument de paix s'élève au milieu des colères assoupies. Comme une mer furieuse dépose au fond de son lit de tranquilles stratifications de marbre, ainsi la Révolution française, dans ses temps les plus terribles, dépose au fond de son lit les assises parallèles, symétriques, harmonieuses de ses lois privées.

Esprit civilisateur de la Convention, ubiquité, universalité[1].

Rien, dans aucune histoire, ne donne l'idée de cette omniscience et de cette omniprésence; l'âme entière d'une nation fourmille de vie dans la fournaise.

Les événements y viennent retentir comme sur une enclume, mêlés aux motions, aux projets de lois, aux décrets de chaque heure; atelier gigantesque où tout se forge à la fois, les armées, les codes, la Terreur, les écoles, la science, les idées, les actions, la guerre, et, qui le croirait? même la paix. Les incidents se succèdent avec le pêle-mêle de la nature déchaînée. Danton préside. Au froncement de sourcil de ce Jupiter, l'uniformité des poids et mesures est proclamée. Le 15 août, Cambon[2] apporte le grand Livre, « pour inscrire et consolider la dette publique ». Monument de sagesse, d'économie, de probité, qui survivra à tout; en garantissant les dettes des émigrés, il enrichit ceux qu'il dépouille. — Surviennent des lettres de Saint-Just et de Lebas à Robespierre. Écoutez : « Les aristocrates ont été guillotinés, à commencer par les banquiers du roi de Prusse ». Lettres de Fouché et de Collot-d'Herbois; ils parlent de Lyon : « L'explosion de la mine sera seule capable de renverser assez tôt l'infâme cité; son nom lui sera enlevé ». Maintenant à d'autres soins : un opéra sera décrété sur la Révolution du 10 août. Voici Chénier qui, au nom du

1. Tome II, p. 527.
2. [Président du comité des Finances sous la Convention.]

Comité, lit le projet de substituer Marat à Mirabeau dans le Panthéon. Accepté sans délibérer. Danton propose un plan de nouveaux jeux olympiques; on y donnera l'instruction publique, « le pain de la raison ». Place à Merlin de Douai! Il fait son rapport sur la loi des suspects. Les ordonnances de Louis XIV, pour les dragonnades, servent de modèle. Admis sans discussion. N'oubliez pas le desséchement des étangs. Rien de plus urgent que de délivrer le peuple de la fièvre des marais. Mais silence! Robespierre est à la tribune; il lit la réponse de la Convention « aux rois ligués contre la République ». Cette réponse est digne et fière; elle est dans le cœur de tous. Qui d'ailleurs oserait contredire un pareil orateur? Mercier, l'auteur du *Tableau de Paris*, l'a osé! Il a été écrasé, perdu, anéanti sous l'indignation publique, sa voix ne s'entendra plus. Exemple de docilité pour les autres.

On revient à l'instruction publique. Romme, Fourcroy, Bouquier, Chénier, se succèdent. Les enfants préoccupent la Convention plus que les hommes; seul point qu'elle ne se lasse pas de corriger, de revoir, de refaire; sa patience, à ce sujet, est infinie. Spectacle unique que l'enfant ainsi protégé par les rudes mains qui s'appuient à l'échafaud. L'évêque Grégoire est le Fénelon de ce nouveau Télémaque.

Mais que dit-on de la guerre? Voici justement des lettres de Masséna, de Hoche, de Pichegru, de Moncey. Qu'on les lise : victoires sur le Rhin, combats incertains aux Pyrénées, marche en avant sur les Alpes, massacres, incendies en Vendée. Alternatives accoutumées; on fera face de toutes parts. Carnot arrive du Comité; on lit sur son front la victoire. Dépêches de Carrier : il fusille,

il brûle, il noie; et ceux qui tout à l'heure avaient le ton de Télémaque, approuvent d'un signe de tête; ils ont pris le cœur de Carrier. Écoutez! voici Barrère; il faut entendre sa carmagnole à l'armée de la République, sous les murs de Toulon : « Soldats, vous êtes Français, vous êtes libres. Voilà des Espagnols et des Anglais, des esclaves! La liberté vous observe. » Un long applaudissement a suivi.

La guerre fera-t-elle oublier les beaux-arts? Tant s'en faut. Aussi bien, la Commission pour la conservation des monuments des arts est prête depuis plusieurs jours. Qu'elle fasse son rapport. On prend pitié des statues et des tableaux; ils seront mis en sûreté, quand les hommes ne savent plus où reposer leur tête. Sergent, de la même main qui a signé les circulaires du 2 septembre [1], trace le plan du Musée. Merlin de Thionville, au retour des armées de Mayence et de Vendée, organise l'artillerie légère, et fait des projets de musique populaire. David a juré qu'il immortalisera de son pinceau le divin Marat; il immortalisera aussi Barra, le jeune soldat de l'armée de l'Ouest. Après les acclamations, les gémissements, les sanglots. Des citoyennes en pleurs « viennent en foule à la barre » demander la mise en liberté de leurs parents détenus et menacés de mort. Que va-t-il arriver? Les cœurs de bronze s'amolliront-ils à ces cris des suppliantes? Le président leur oppose les lois de Solon, l'exemple de Cicéron. Elles répliquent par leurs larmes. Robespierre se lève. Il repousse « ces femmes méprisables, que l'aristocratie lâche devant nous ». Il a

1. [Allusion aux massacres des contre-révolutionnaires incarcérés dans les prisons de Paris et quelques-unes des départements (1-7 septembre 1792).]

parlé, elles se taisent. Qu'elles aillent enterrer leurs morts!

A cette scène succède le travail du Code civil dont j'ai parlé plus haut. Les têtes sont calmes. C'est le moment d'écouter l'exposition d'un nouveau système sur les assignats. N'est-ce pas de nouveau Cambon, toujours infatigable? Oui, c'est lui; il propose de démonétiser les assignats à l'effigie royale, qui offusque les patriotes. Les chiffres sont pesés, confrontés; les opérations étudiées, vérifiées comme dans le cabinet d'un financier. — Nouvel incident qui appelle l'attention. Un orateur de Lyon apporte à la barre la tête de Châlier[1], qu'une femme a déterrée de ses mains pieuses dans la nuit. Il fait hommage à la Convention de cette tête coupée du tribun. Il raconte les vertus de cet émule de Marat; Châlier les possédait toutes, excepté la divine fureur. La Convention regarde cette tête de mort; elle accepte l'augure, et reprend son ouvrage : télégraphes, instructions sur le salpêtre, écoles primaires, écoles normales, école centrale, d'où sortira l'école polytechnique, liberté des cultes, arrestation des soixante-treize[2], Lyon remplacé par Commune-Affranchie, Toulon par Port-de-la-Montagne, savants en réquisition pour les calculs sur la théorie des projectiles, Musée, Muséum d'histoire naturelle, victoire de Hondschoote, victoire de Watignies, remportée en personne par Carnot, victoire de Savenay, liberté des nègres, nouveau maximum, nouvelle ère universelle, tout sort à la fois de la tête de la Convention, par une

1. [Le Marat Lyonnais mis à mort en mai 1795 par les royalistes de Lyon.]

2. [Allusion aux 75 Girondins arrêtés à la suite des insurrections du 31 mai et du 2 juin 1795.]

explosion de la nature, sous les coups redoublés de la nécessité.

. . . . . .

Autre phénomène, non moins extraordinaire. L'homme grandit tout à coup de vingt coudées. Il reprit les proportions antiques.... Le moule étroit de l'humanité moderne fut brisé. Chaque homme donna tout ce qu'il renfermait en lui d'aptitudes diverses. Un chirurgien de village réprima des armées. Danton s'occupait de l'école primaire. Hercule qui tient d'une main un nourrisson et de l'autre la massue de Némée. Hérault-Séchelles, le légiste du parlement, est pontife de la nature au 10 août; il fait passer la coupe aux sept cent quarante-neuf membres; il se tourne vers le soleil et tend la main à Zoroastre.

Combien de fois des hommes de lois, petits praticiens, passèrent en un jour du cabinet à l'administration des armées et au champ de bataille! Merlin de Thionville soutenait des sièges. Il était compagnon de ce général Meunier, que Gouvion Saint-Cyr proclamait l'égal de Napoléon. Le prédicateur protestant Jean Bon Saint-André s'est fait amiral. Il organise la flotte. On n'avait que vingt-deux vaisseaux, il promet d'en doubler le nombre. Il établit des croisières, prépare une expédition navale à Cherbourg et à l'île Cotentin. Par ses soins, les matelots gabiers deviendront d'excellents instituteurs des novices. Et Saint-Just, que n'était-il pas? Accusateur, inquisiteur, écrivain, administrateur, financier, utopiste, tête froide, tête de feu, orateur, général, soldat! Le civil achevait le militaire, et le militaire achevait le civil. Cela ne s'était pas vu depuis les Romains.

Dans cette assemblée d'hommes, le plus obscur a son jour d'immortalité. Quel est celui qui, le 25 nivôse,

ouvre la séance? Il paraît rarement à la tribune; c'est le plus jeune de l'assemblée; il n'a guère que vingt-six ans; mais il sait agir et commander. C'est le médecin Baudot, presque toujours en mission là où il faut un cœur énergique, un œil d'aigle. Voyez comme il est encore couvert de la poussière du champ de bataille. Il en arrive le jour même, et il n'a pas encore quitté son costume demi-militaire de représentant aux armées. C'est à lui qu'a été réservé l'honneur de raconter la victoire de Geisberg[1]; aussi bien, il y a eu sa part, en prenant sur lui de donner le commandement en chef des deux armées à Hoche, malgré Saint-Just, qui désignait Pichegru. Avec quelle rapidité héroïque il décrit cette bataille, d'où il sort; l'action sur un front de onze lieues; les lignes de Wissembourg forcées, Spire enlevé, Landau repris, Lauterbourg, Kayserslautern, Frankenthal occupés, le Palatinat assuré, le Rhin conquis. Grande date; la Révolution s'est donné sa frontière. « Mettez, dit Baudot, à profit le grand caractère de l'armée du Rhin et de Moselle. Vous la verrez commander la victoire. Notre première lettre annoncera de nouveau la défaite des rois et la grandeur de la République. » Pour tant de combats et de travaux, quelle a été la récompense de cette armée? Baudot lit la proclamation qu'il lui a adressée. La voici : « Républicains, vous avez fait votre devoir ». Quoi! Rien de plus? Non. L'assemblée applaudit; les tribunes acclament ce langage de Spartiate. Le jeune représentant est déjà reparti.

A cette même tribune, encore retentissante des échos de Geisberg, David, le peintre, apporte, le 27 nivôse, ses

1. [Campagne d'Alsace 1794.]

conclusions sur le conservatoire du Muséum et le rentoilage des tableaux. Les vierges de Raphaël, du Corrège, défilent processionnellement après les bataillons du Rhin et de Moselle. Les paysages du Poussin, de Claude Lorrain, prennent la place des paysages ensanglantés du Hartz.

Enfin paraît Saint-Just. Il présidait en pluviôse pendant que se décrétait la loi sur le roulage et les transports. Aujourd'hui, 23 ventôse, il ouvre, il proclame la grande Terreur. « Vous n'avez vu encore que les roses. » Saint-Just promène l'épouvante sur tous les partis. Comme l'épervier qui paraît immobile et n'a pas encore trouvé la proie sur laquelle il veut fondre, il tient, pendant deux heures, la Convention sous sa vague menace. Il ne conclut pas. Il met chacun en présence de lui-même ; car il sait que la terreur, pour être un bon instrument de règne, doit d'abord entrer dans toutes les âmes. Personne n'excelle mieux que lui à tenir ainsi le glaive suspendu sur toutes les têtes avant de frapper. Quand il a fini, nul n'ose l'interroger. Chacun se demande en secret : « De qui veut-il parler ? Quel est le coupable aujourd'hui ? Ai-je mérité sa haine ? Est-ce moi ? Il regardait du côté de Danton tout à l'heure. Mais qui oserait s'en prendre à Danton ? Il est donc vrai qu'il y a des traîtres autour de moi ! » Et si l'on rencontre Saint-Just, on essaye de sourire à l'exterminateur. Car, même, parmi les héros, il a su faire pénétrer la peur. Celui qui tout à l'heure racontait la victoire de Geisberg écrira de Saint-Just, quarante ans après : « Son souvenir me fait encore frissonner ».

De ce moment, l'épouvante que l'on inspirait aux autres, on commence à la ressentir soi-même. On tutoie le génie de la mort. Depuis nivôse, les listes funèbres s'entassent dans le *Moniteur*, immédiatement au-dessus

de l'affiche des spectacles. La parole de Saint-Just a glacé. Cette ardeur de civilisation qui se mêlait à tout s'arrête. C'est comme un grand fleuve qui gèle en une nuit. Pendant trois mois, il ne reste plus que l'officiel de la Terreur. Le silence s'est fait sur tous les bancs, Plaine, Montagne, Marais. Vous entendriez le ronflement des Euménides.

Ainsi, dans la Convention, chacun à son tour sort de son horizon ordinaire, de son tempérament, de sa spécialité. Un seul homme ne sort jamais de la sienne; un seul ne se prodigue pas en fonctions diverses. Pendant que les autres parcourent incessamment la circonférence, il se concentre de plus en plus. Il n'a qu'une fonction, toujours la même, le soupçon, l'accusation; les autres s'agitent autour de la ruche bourdonnante; ils vont, ils viennent, ils s'écartent. Robespierre seul est immobile. Toujours au même poste, immuable dans l'agitation universelle, il est l'œil fixe de 1795 qui veille sur la Terreur. Cela est pour beaucoup dans la fascination qu'il exerce.

Où s'est-il vu jamais une assemblée d'hommes ainsi présents partout, occupés de tout, de ce qui est loin et de ce qui est près, de l'ensemble et du détail, de l'infiniment grand et de l'infiniment petit, d'armées et de médailles antiques, de peuples et de bibliothèques, d'échafauds et de vases étrusques? Ubiquité, universalité, c'est le nom de la Convention.

Conséquences de la révocation de l'Édit de Nantes dans l'histoire de la Révolution[1].

Véritablement, il n'est plus guère possible à un Français de lire les horreurs de la Révocation de l'édit de Nantes : elles ont eu pour nous de trop fatales conséquences qui saignent encore. Elles ont fait entrer dans nos cœurs le mépris des choses morales quand elles sont aux prises avec la force soldatesque. Il en est resté une admiration indélébile pour l'œuvre du sabre, un ricanement interminable devant la conscience qui ose résister.

Dragonner les esprits, sabrer les croyances, écharper les idées, opposer l'esprit troupier à l'enthousiasme naïf, rien ne sembla plus simple. Ces corbeilles remplies de têtes et envoyées au gouverneur, ces novateurs convaincus et brusquement réduits au silence à coups de pistolet, ces intrépides et incomparables charges de dragons contre de petites filles de sept ans, ces héroïques soldats plus furieux que des « ours », qui se couvrent de gloire en fusillant à bout portant, en massacrant les enfants en extase, toutes ces voix de suppliciés qui se taisent lâchement sous le bruit des tambours, ces troupeaux d'âmes livrées aux moqueries des régiments, que tout cela est magnifique et bien fait pour établir dans les cœurs la pure religion du sabre ! Car enfin on ne niera pas que le sabre a fort bien converti en Poitou et en Saintonge.

1. Tome II, p. 710.

Comment ces 500 000 hommes d'élite ont-ils pu être arrachés de la France, sans que les pierres aient crié? Comment un pareil silence, puis presque aussitôt un si long oubli? Et ce n'étaient pas la passion, le fanatisme, qui rendirent la France si aisément complice de ces persécutions. Ce fut obéissance au maître.

Quand le XVIIIe siècle se leva, les supplices ne se lassèrent pas. Les gibets marquèrent les jours. Les héros des Cévennes torturés, rompus vifs, puis écartelés, puis brûlés au milieu des ricanements de la foule et laissés en pâture aux corbeaux, remplissent d'abord la scène. ils montrent ce que l'on pouvait encore trouver de barbarie sous l'élégance et la frivolité de ce temps. Les meurtres paraissent plus odieux parce qu'ils sont ordonnés sans foi et par routine. Les juges continuent de condamner, les bourreaux de tuer, par servilité, par complaisance. Cette habitude de dragonner a passé dans les cœurs; on ne peut s'en défaire.

Au milieu de tant d'horreurs, la France n'avait témoigné ni regret, ni pitié. Quelques années s'étaient passées; elle avait tout oublié. Ces plaintes déchirantes des exilés, ces demandes de garanties, cette dignité de l'individu, cette résistance a l'oppression, ce sérieux du cœur, ne parurent bientôt aux Français qu'un style de « réfugiés ». Cela aida sans doute les proscrits à affermir leur cœur sans regarder en arrière.

Les persécutions que les catholiques ont fait subir aux protestants ont corrompu les premiers. La comparaison perpétuelle que les intendants étaient chargés de faire entre la conviction religieuse et les intérêts, était avilissante pour tous.

Déjà l'exemple de la noblesse, par ses abjurations inté-

ressées, avait enseigné bien haut qu'il n'y a qu'une chose sérieuse dans la vie : les *biens* et la *fortune*. C'était le mot de Bâville.

Il y eut quelque chose de plus odieux que les supplices. Je veux dire les mépris, les brutalités, les outrages envers les convictions. On donnait huit jours à une population pour se convertir : après cela le sabre. La légèreté, comme toujours, aidait à la cruauté. On riait de ces âmes quand on les avait flétries. Le duc de Noailles écrit à Louvois : « Le nombre des religionnaires dans cette province est de 240 000. Je crois qu'à la fin du mois, tout sera expédié. » Jamais pareil cynisme dans les persécutions. On ne recevait les hommes à merci qu'après les avoir dégradés. L'athéisme devait sortir de là ; Bayle eut le mérite de l'annoncer le premier.

Louis XIV, Louvois, Tellier, extirpèrent Dieu. Les missions bottées déchristianisèrent les catholiques.

Cette histoire dégouttante de sang et de meurtres, pleine de gibets, de roues, de galères, produisit le mépris de toute religion, des vainqueurs comme des vaincus ; le carnage continua par habitude, quand le fanatisme fut rassasié. La régence vint ; elle fit une nation athée. Mais le XVIIIe siècle continua de massacrer, de pendre, d'étrangler, par amusement.

En 1787, Louis XVI rendit aux protestants l'état civil. Le temps avait manqué pour les anéantir, ils n'étaient qu'exténués ou expirants.

Voyez, en un seul trait, combien le fatalisme aveugle est entré dans nos histoires. Après avoir raconté la résistance des protestants à toutes ces barbaries, le petit-fils d'une des victimes conclut par ces mots : « La cause était juste ; mais elle eût été la ruine de la France[1] ».

Ainsi les victimes finissent par congratuler les bourreaux. Et en quoi la conquête de la liberté de conscience eût-elle été notre ruine?

On sacrifie tout à l'idée de je ne sais quel peuple messie qui a besoin de sacrifices sanglants. Mais tous les peuples se prétendent messie, à ce prix-là. Tous veulent qu'on adore leurs violences, leurs iniquités, leurs férocités, comme sacrées. Si nous les écoutions, il n'en est pas un seul qui ne réclamât ce privilège du barbare.

Finissons-en avec ce mysticisme sanglant; affranchissons au moins l'histoire. La férocité est férocité, quel que soit le peuple qui l'exerce. L'idolâtrie ne nous est plus permise. Plus de parti pris, plus de systèmes de sang, plus d'histoire fétiche, César ou Robespierre, plus de peuple-Dieu! Que nos expériences nous apprennent du moins à rester hommes!

Ainsi la Terreur a été le legs fatal de l'histoire de France[2].

1. *Les Pasteurs du désert*, par Peyrat

2. J'ai déjà marqué cette tradition dans *le Christianisme et la Révolution française*, 1845, et dans *la Philosophie de l'Histoire de France*, 1854.

La démocratie ne peut vivre que par la justice[1].

La Convention parut tout entière sur la sellette avec Carrier, Fouquier et ses autres agents : deux fois condamnée et par les œuvres commises en son nom et par la condamnation qu'elle en porta.

Nouvelle preuve que la terreur ne peut profiter à la liberté ; dès que celle-ci se réveille, elle accuse la terreur ; elle la replace sous les yeux de tous et prend le monde pour juge. Après avoir eu peur, on rougit d'avoir eu peur ; et la liberté semble complice des actes qu'elle châtie. Quand elle eut fait crier le sang versé, elle fut irrémédiablement perdue. Elle ne parut plus valoir le prix dont on l'avait payée.

Dès que les terroristes sont devant les juges, ils semblent sortir d'un songe. Leur fanatisme les abandonne incontinent. Aussi, ils plaident, ils se défendent comme des inculpés ordinaires. Ils ont été trompés, ils rejettent leurs œuvres les uns sur les autres. Surtout, ils accusent leur idole d'hier ; c'est elle qui les a abusés ; ils ne savaient pas que ce fût un traître. Robespierre, en tombant, a perdu à leurs yeux toutes ses vertus.

Je n'en vois aucun qui assume sur lui les échafauds dressés et qui dise : « Moi, moi seul j'ai tout fait ! » C'est là le langage altier des aristocraties barbares. Le Jacobinisme français ne pouvait en faire le sien. Les ter-

1. Tome III, p. 155.

roristes cherchent désormais à éloigner d'eux la responsabilité de la Terreur : nul ne l'a faite, nul ne l'a voulue : ils n'en acceptent pas le fardeau devant la postérité.

. . . . . .

Ainsi cette grandeur manque à la Convention, d'oser répondre pour tout un peuple, et de couvrir de son nom les fureurs passées. Elle n'avait qu'un moyen de sauver la mémoire de tous : c'était de dire à la postérité, à la manière de Sylla, pendant qu'on entendait les cris de ceux qu'on égorgeait dans le cirque : « Ce n'est rien, ce sont des esclaves qu'on châtie. Je vous ai sauvés, et j'abdique. » La Convention n'osa prendre sur elle les choses qu'elle avait commandées ; elle les rejette sur les comités, sur les individus, qui à leur tour plaident pour eux, et condamnent les morts. Que pouvait répondre l'Assemblée quand Carrier, Lebon, répétaient : « C'est vous qui avez tout ordonné, sanctionné, approuvé ; vous nous tuez parce que nous vous avons obéi ? » L'Assemblée n'avait qu'à baisser la tête.

Voilà pourquoi la Convention n'entre pas dans l'histoire à la manière des tyrans de vieille race ; elle n'a pas su imposer silence à la postérité. La Convention de 1795 n'a pas eu l'orgueil de la Convention ; il lui a manqué la fierté patricienne d'un sénat qui met au-dessus de tout la conservation de sa propre mémoire. On avait imité le monde antique, mais on ne lui avait pas pris son orgueil inflexible. Les âmes restaient modernes et bourgeoises en dépit de tout ; elles pliaient sous le faix, et les individus le rejetaient loin d'eux, sans se soucier de l'infamie qui allait retomber sur le corps dont ils faisaient partie....

Ce fut, en quelque sorte, la fin de la Révolution ; elle périssait comme elle avait commencé, par la justice.

Ceci achève de mettre dans tout son jour ce que j'ai établi plus haut : la terreur ne réussit pas à la démocratie, parce que la démocratie a besoin de justice, et que l'aristocratie et la monarchie peuvent s'en passer. Non seulement les sénats de Rome et de Venise n'ont jamais renié leurs œuvres ; mais ils se sont toujours montrés prêts à refaire ce qu'ils avaient fait un jour.

Après s'être abandonnée à la fureur, la démocratie s'abandonne au repentir ; elle relève alors ce qu'elle a détruit. Erreur où ne tombe jamais un patriciat, elle pardonne.

Ce n'est pas une démocratie qui eût su extirper les Ilotes, Carthage, les Albigeois, les Maures d'Espagne ; pour ces sortes d'extermination, il faut un génie non seulement plus persévérant, mais plus haineux que le sien. Elle ne vaut rien dans toutes les œuvres où le principal est de mépriser et de haïr.

C'est la raison pour laquelle la réaction contre les œuvres de l'aristocratie n'est jamais si prompte ni si complète. Celle-ci, quand elle a vaincu, sait ôter à l'ennemi jusqu'à l'espérance.

La démocratie d'Athènes pardonne à ceux de Mitylène ; l'aristocratie de Sparte n'a jamais pardonné à personne.

Le plus grand nombre des conventionnels avaient voté les barbaries par faiblesse ; ils les punirent par une autre faiblesse. Peut-être aussi eussent-ils mieux aimé qu'on oubliât ; mais ils n'osèrent l'ordonner et ils n'auraient plus eu la force de se faire obéir.

Ceci échappe entièrement au pouvoir d'une démocratie. Quand elle a commis des barbaries, elle les dénonce elle-même ; une fois dénoncées, il faut qu'elle les expie. Ce qui fait le salut des autres gouvernements fait sa ruine.

Que c'est l'art de la guerre et non pas la Terreur qui a sauvé la France[1].

Il est temps d'embrasser ici, d'un regard, l'esprit des guerres de la Révolution, au plus fort de la crise.

En 1792, on avait eu contre soi la Prusse et l'Autriche. 1793 déchaîne l'Angleterre, la Hollande, l'Espagne.

Le caractère que montra la Convention à l'Europe est au-dessus de l'éloge : Toulon livré, Lyon révolté, Mayence tombée, la Vendée soulevée, les armées du Nord, des Alpes, du Rhin, des Pyrénées partout battues, l'Assemblée plus fière que jamais ; il ne s'était rien vu d'aussi grand depuis Annibal....

Ce fut d'abord une guerre de tirailleurs. Tant de mouvements incertains dans les commencements de 1793 ôteraient quelque intérêt à ces campagnes, si la grandeur de la cause ne rachetait les fautes et les indécisions des militaires. Avec quatorze grandes armées, on faisait partout la petite guerre ; les idées nouvelles se montraient en chaque chose, excepté dans les armes. Les généraux, aussi inexpérimentés que les soldats, s'ignoraient encore. Ils sont découverts à eux-mêmes par les représentants en mission ou par le Comité.

Parmi les causes de la Terreur, comptez cette ignorance des grands secrets de la guerre. Tant de sacrifices magnanimes, et si peu de résultats, cela portait le trouble dans les esprits. Chacun était tenté de croire que de tels efforts ne pouvaient être stérilisés que par la trahison.

1. Tome III, p. 180.

Combien un seul homme de plus ou de moins change la face des choses! On pourrait diviser la campagne de 1795 en deux époques, avant et après l'entrée de Carnot dans le gouvernement. Avant lui, tous les mouvements sont indécis; la fureur n'aboutit qu'à des chocs de détail, sans plan et sans ensemble. Depuis le 14 août 1795, la fureur devient art. Et c'est l'art, et non pas la Terreur, qui a sauvé la France. De la défensive on passe à l'offensive. Auparavant la plupart croyaient qu'il fallait s'étendre sur des lignes immenses, pour tout occuper à la fois. On apprend subitement à se resserrer pour se précipiter en force supérieure et faire la trouée sur un point. La tradition des Turenne, des Frédéric, revit chez les révolutionnaires; cette tradition fit plus pour l'affranchissement du territoire que tous les échafauds du monde. Les grands résultats sont immédiats: Hondschoot, Wattignies, Fleurus.

Le moment le plus périlleux, sans contredit, avait été 1792, puisqu'on ne comptait alors que des volontaires sans discipline. Pourtant l'art, même imparfait, vainquit sans guillotine dans l'Argonne. Depuis le milieu de 1794, les armées françaises atteignent une perfection qu'elles n'ont plus jamais dépassée. Elles opposent dès lors, par leur organisation, une barrière que l'étranger est incapable de rompre.

Et, dans cet intervalle, qui a vaincu à Wattignies, le 16 octobre 1795? Ce n'est pas le décret exterminateur du 9 décembre; c'est le plan de Carnot.

Qui a pris Toulon, le 19 décembre 1795? Ce ne sont pas les mitraillades et les funérailles ordonnées par Fréron. C'est l'idée de placer la batterie au fort de l'Eguillette.

Qui a vaincu le 8 messidor 1794 à Fleurus? Ce n'est pas la loi du 22 prairial[1] et le redoublement des échafauds. C'est l'idée de la concentration des armées du Nord et de Sambre-et-Meuse.

Jusque-là harcelée dans ses lignes et faisant tête de tous côtés, la Révolution s'épuisait en mille combats. Elle débouche, enfin, en masse par la bataille de Fleurus; cette grande brèche une fois faite, il en sort la campagne de Hollande. L'armée française, sous Pichegru, se trouve portée par les glaces à Amsterdam ; premier pas vers la conquête.

Napoléon viendra trop tard. Il voudra en vain contester l'évidence et tout dater de lui. Les choses ont parlé plus haut et le doute aujourd'hui est impossible. Ce n'est pas lui qui retrouvera le premier le secret des grandes guerres modernes. Ce secret a été retrouvé dès 1794 par Carnot et par les généraux républicains qui viennent de surgir.

1. [Rédigée par Robespierre, présentée par Couthon, elle ôtait aux accusés leurs défenseurs, supprimait les témoins, remplaçait les preuves matérielles par des preuves morales et n'édictait qu'une peine : la mort.]

Moral des armées de la Révolution[1].

Par la création des quatorze armées, la Convention avait assuré le salut de la France. Mais dans le salut était le péril, s'il est vrai qu'après le malheur d'être envahi par l'étranger, le plus grand danger pour un peuple est de devenir la proie de ses propres soldats. C'était la première fois que la France avait armé de si grandes forces militaires. Comment maintiendra-t-elle le citoyen dans le soldat ? Comment portera-t-elle la cité dans l'armée ? Après que les quatorze armées auront repoussé l'ennemi, qui empêchera que, selon l'habitude des victorieux, elles ne traitent leurs pays en maîtres ?

Dans un jour d'enthousiasme, elles s'étaient levées et avaient affranchi le sol. Mais l'enthousiasme passé, résisteront-elles à leur pente naturelle ? Ne prendront-elles pas un esprit particulier de corps ? Après tant de victoires ne mépriseront-elles pas les autorités civiles, sitôt qu'elles les verront sans défense? L'habitude de commander au dehors ne leur inspirera-t-elle pas le désir de commander au dedans ? Le succès même les corrompra ; et ce jour-là, qui pourra leur résister ? On n'aura donc vaincu que pour être dépouillé du prix de la victoire. Tombée sous le joug de ses libérateurs, la France aura conquis l'indépendance et perdu la liberté.

Les pays qui dans le monde sont restés libres ont pris contre leurs propres armées des précautions presque

1. Tome III, p. 184.

aussi défiantes que contre l'ennemi. Chez les Romains, elles ne pouvaient s'approcher de Rome au delà du Rubicon. A Venise, il était défendu aux flottes et aux équipages d'entrer dans le port intérieur sous peine de mort. Quel fut le Rubicon que la Convention assigna pour limite à ses armées?

Ce Rubicon fut la Terreur, jointe au sentiment exalté de la patrie. Il est certain que ces hommes si intrépides devant l'ennemi osaient à peine regarder en arrière dans l'intérieur de la France. Pour un grand nombre, l'armée fut un refuge autant qu'une occasion de gloire; et, à ce point de vue, le régime de 1795, funeste au dedans, nuisit moins qu'ailleurs sur les champs de bataille. A des troupes formées d'hier, il tint lieu de discipline. La fureur de l'avancement, par où se corrompent si vite les armées, était impossible là où il y allait de la tête pour une simple erreur de détail. En ramenant les maximes impitoyables des Romains au temps des Brutus et des Manlius, on se fit de nouvelles armées romaines, non moins dociles que les anciennes.

Les généraux y étaient plus modestes que les soldats. Joubert, Ney, Gouvion-Saint-Cyr, refusaient leur avancement. Par là se retrouvèrent les vieilles vertus militaires que les modernes ne connaissaient plus, religion de la loi, abnégation, scrupule, soumission de la force au droit, véritable héroïsme patriotique qui ne peut guère se passer de la crainte civile....

C'est l'honneur de Saint-Just d'avoir clairement aperçu l'avenir à travers tant de trophées : « Tu fais trop mousser les victoires, » avait-il dit à Barrère.

Pour moi, ce que j'admire autant que la victoire, ce fut la modestie imposée aux vainqueurs. De toutes les œuvres

de la Convention, la plus belle, selon moi, a été de mettre le frein à ces invincibles. C'est à quoi servirent merveilleusement les représentants envoyés en mission. Ils personnifiaient ce que l'on est trop tenté d'oublier dans le sang et la mêlée : l'autorité du magistrat et la crainte de la loi. Ils tenaient fièrement et continuellement en bride ces impétueux et les empêchaient de s'emporter.

C'est ainsi qu'ils ôtèrent à l'héroïsme l'occasion de dégénérer, comme il arrive presque toujours, en militarisme : deux choses que confondent d'ordinaire les contemporains, et que la postérité seule distingue, quand elle n'est plus éblouie par l'épée.

L'héroïsme est de tous les moments, de toutes les situations, parce qu'il a son siège dans l'âme ; il ne connaît ni fatigues, ni découragement, ni dégoût ; toujours le même, toujours prêt, toujours en éveil.

Le militarisme, au contraire, a ses moments, ses heures, tantôt exalté, tantôt abattu. C'est une profession, le métier des armes, non pas un état de l'âme ; et de là, il est soumis aux divers changements que tout métier entraîne avec lui ; il se lasse, il s'use, il se dépite. Il n'est pas au-dessus des découragements qui suivent les désastres....

Les soixante représentants en mission, hier inconnus, et demain retombés dans l'oubli, ont soutenu, comme le destin, les armées contre toutes les causes qui les ruinent ordinairement. Comme ils parlaient de haut, en souverains[1], à cette plèbe de fer ! Louis XIV ne fut pas plus

1. « L'auteur de la réfutation de l'histoire de l'abbé Montgaillard parle sans cesse des instructions données aux représentants du peuple et que souvent ils dépassaient. C'est une erreur. J'ai été plus

altier dans les camps. « Nous avions, disaient-ils[1], le pouvoir de l'éloquence et les baïonnettes au bout. » Avec eux, il n'y eut plus de différence dans les saisons. L'hiver ne fut plus une barrière. Leur conseil stratégique ne fut pas toujours le meilleur, quoique, à n'en pas douter, on l'ait trop rabaissé systématiquement dans la plupart des cas. Mais ce qui est impossible au militarisme, ils le firent. Merlin de Thionville, Saint-Just, Baudot à la tête des colonnes, ne souffrirent pas qu'il y eût dans le moral des armées, du haut et du bas, du fort et du faible; ils imprimèrent un mouvement toujours égal, ne permettant ni hésitation dans le péril, ni abattement après les revers, ni lassitude après la victoire. Dans un temps où la science de la grande guerre était perdue, le salut se trouva dans cette nécessité de vaincre que personnifiaient les représentants en mission.

Des armées qui ne connaissent ni la faim, ni le sommeil, ni le chaud, ni le froid, ni la fatigue, ni la maladie, c'est là un miracle que le militarisme seul ne produit jamais, et ce prodige se faisait chaque jour. Aussi n'a-t-on vu aucun désastre véritable dans ces troupes; elles pouvaient être battues, elles ne pouvaient être désorganisées; les revers doublaient leur audace; plus nombreuses plus elles étaient décimées. Jamais une seule ne se fondit par les marches ou par les hôpitaux, comme cela se vit plus tard. « Un grenadier est malheureux, écrivait Joubert, quand il est réduit au quart de la ration de pain; » mais

de deux ans en mission près des armées ou dans les départements. Je n'ai jamais eu une instruction d'une ligne. Les pouvoirs étaient illimités en fait et à la lettre. » (*Mémoires inédits de Baudot.*) [Ces Mémoires ont été publiés en 1890.]

1. *Ibid.*

tout malheureux qu'il était, ce grenadier se savait invincible.

La désertion était chose inouïe. On n'apprit à la connaître qu'après la Convention. Un homme qui en 1793 ou 1794 eût quitté les rangs, eût trouvé derrière lui toute une nation indignée qui l'eût rejeté dans la mêlée. La France aurait fait comme cette mère romaine d'Étienne le Grand, qui, le voyant fuir, le rejeta dans les bras de l'ennemi.

Ainsi, non seulement les armées étaient indestructibles, mais elles se sentaient dans la main de la loi. Les terribles baïonnettes qui refoulaient l'Europe s'inclinaient devant le plus obscur, le plus désarmé des hommes s'il représentait l'autorité civile; et indépendamment de leur héroïsme, c'est cette religion du droit, au milieu de l'ivresse de la force, qui donne aux armées de la République un caractère unique de grandeur....

Quand les représentants avaient communiqué leur première ardeur, ils rentraient entre deux combats dans la Convention. Là ils se retrempaient de nouveau dans le fanatisme de l'Assemblée et du Comité. Ils allumaient leurs colères, leurs passions de vaincre à ce brasier; et, courant à la frontière, ils y portaient l'étincelle nouvelle qu'ils venaient de puiser; ainsi était continuellement entretenue et portée du centre aux extrémités la flamme inextinguible. Les généraux tentaient de reprendre haleine ou de suivre les anciennes règles méthodiques. Ils étaient tout à coup soulevés, emportés au combat par les représentants, que leur inexpérience même de la guerre affranchissait de tout esprit de routine.

Les conventionnels changeaient souvent les généraux; par là ils obtinrent ces deux résultats : d'empêcher les incapables d'aggraver leurs fautes, et les habiles de deve-

nir les idoles de leurs soldats, c'est-à-dire de la patrie; double écueil qui se rencontrait à chaque pas entre Luckner et Dumouriez, entre Dumouriez et Pichegru, entre Pichegru et Bonaparte.

Les hommes du métier s'étonnaient, frémissaient; mais ils obéissaient. Un art supérieur se formait de l'inspiration et de l'instinct qui, plus tard seulement, devait se traduire en règles.

Les campagnes de 1793 marquent ainsi le moment où, les anciennes méthode tombant en ruine, et la science nouvelle n'étant pas encore clairement aperçue, la guerre fut surtout chose d'inspiration. L'enthousiasme dut tenir la place de l'expérience. Un enthousiasme nouveau, tel que celui du Coran, régla les batailles,

---

La Révolution a été livrée à Bonaparte par les modérés effrayés des orages de la liberté[1].

La France, sans dictateur, avait dissipé les dangers qui l'entouraient, et ressaisi la fortune[2]. En vendémiaire an VIII, elle ne devait son salut qu'à elle-même. Mais c'est là ce que ne pouvaient souffrir ceux qui voulaient lui donner un maître ou le devenir. En dépit de ses victoires, ils entreprirent de montrer que le péril n'avait jamais été

1. Tome III, p. 276.
2. [Par la victoire de Zürich remportée par Masséna du 25 septembre au 8 octobre 1799.]

si grand, et qu'il fallait trembler depuis que ses ennemis étaient en fuite. Le plus inconcevable est qu'ils le firent croire.

Une nation en plein triomphe, ses frontières assurées par deux campagnes, aux sources et aux bouches du Rhin, se nia à elle-même ses victoires, s'ingénia à se forger des désastres, et réussit à se figurer qu'elle était perdue, si elle ne se jetait en toute hâte aux pieds d'un homme. Et non seulement elle le crut, mais elle communiqua cette panique à la postérité. Il est sans exemple, dans le monde, qu'une semblable surprise ait été faite à la bonne foi d'un grand peuple, et qu'elle ait pu durer au delà des premiers moments

Le dénoûment approchait; la longue trame ourdie depuis 1795 par la Réaction était à son terme. A des esprits si bien préparés à tout accepter, plutôt que les orages de la liberté, il ne manquait plus que l'occasion de se livrer. Pendant qu'ils appelaient de leurs vœux le maître qui devait les affranchir de la peur en les affranchissant de la vie publique, le général Bonaparte entendit de loin ces vœux serviles que lui apportaient tous les vents. Il quitte l'Égypte, aborde à Fréjus, le 16 vendémiaire, et, courant au-devant de la soumission, il arrive à Paris le 24, le jour même où Masséna annonçait ses victoires.

Tout prouve que Bonaparte se trompa d'abord dans son choix. Il venait avec la pensée de s'emparer du pouvoir par les Jacobins, croyant sans doute que, plus passionnés, ils seraient plus aisément dupes, et qu'ils se donneraient à lui, s'il leur offrait de les débarrasser de leurs adversaires. Il s'abusait. L'étonnement, le refus des deux Directeurs républicains, Gohier et Moulins, l'arrêtèrent

court dès les premiers mots de sa confidence. Avec la rapidité d'un esprit que rien ne déconcerte, il se tourne aussitôt vers le côté opposé. Sieyès, qu'il avait d'abord affecté de dédaigner, devient l'objet de ses caresses, et Sieyès se livre en homme qui depuis longtemps attendait le moment.

A ce dernier acte, qui a livré la Révolution? quel parti? quelle faction? La question est grave et la justice ne permet pas d'hésiter un instant sur la réponse. Après tant d'accusations jetées contre les Montagnards, celle-ci du moins leur est épargnée. Il a été impossible de les faire passer pour complices du renversement de la République de l'an VIII. C'est contre eux que la journée de Brumaire est dirigée. Les Jacobins ont pu, en d'autres temps, rêver de la dictature; mais, bien certainement, ce sont les Modérés qui l'ont faite.

En effet, dès que le général Bonaparte se fut tourné vers Sieyès et les partis modérés, réactionnaires, contre-révolutionnaires, c'est une chose incroyable que la facilité qu'il trouva de toutes parts. Ce changement de front s'était fait le 8 brumaire Huit jours suffirent pour nouer la conspiration et y assigner à chacun son rôle. Il parut bien alors que le général Bonaparte ne faisait rien que recueillir le fruit mûr de la Réaction. Dans les conciliabules des conjurés, il ne fut jamais question de lui imposer une condition, de prendre une garantie, de ménager un droit, d'assurer un avenir. Les conspirateurs du conseil des Anciens, Sieyès en tête, ressemblent à des hommes qui, ayant vu un spectre, se précipitent, tête basse, sous les pieds du général pour s'en garantir. Et quels spectres? Tous les revenants de 1795, l'éternelle création de l'épouvante. Ce fut l'accord de la peur et de la gloire.

Causes qui ont empêché les Français de réformer leur religion[1].

Un peuple qui change de religion, il semble, en France, que ce soit un prodige de folie ! Pourtant combien de fois cela est arrivé chez les chrétiens ! Leibniz et d'autres grands esprits ont pensé que ce devait être là une des surprises de l'avenir; que le catholicisme et le protestantisme pourraient, par de mutuelles concessions, produire, en se réunissant, une forme nouvelle de culte et de croyance. Examinons les causes qui ont toujours ruiné de pareilles entreprises.

Tout homme qui vient au monde, chez nous, porte le sceau de la tradition latine. Nous naissons serfs de Rome, prisonniers du monde antique, enchaînés au pied du Capitole, comme nos pères, les Gaulois. Voilà chez nous l'homme tel que l'histoire l'a fait.

Qui voudrait sérieusement nous affranchir devrait donc considérer avant tout la difficulté où nous sommes de concevoir ou d'imaginer, dans le monde religieux, autre chose que l'ancien. Il lui faudrait bien peser ce genre d'incapacité que nous partageons avec l'Espagne, l'Italie et presque toute la race latine. Mais ce premier empêchement, tout grand qu'il est, ne devrait pas absolument le décourager, puisque d'autres peuples, frappés comme nous de la même impuissance de concevoir et de produire un autre ordre que l'ancien, n'ont pas laissé de s'en affranchir et de rejeter le joug. Car ceux-là ont

1. Tome III, p. 581.

accepté l'esprit nouveau, bien qu'ils ne l'aient pas manifesté eux-mêmes. Ils ont adopté l'idée la plus élevée de leur temps, quoique cette idée ait apparu d'abord ailleurs que parmi eux. Quand une partie du monde s'est trouvée affranchie, ils se sont fait gloire d'imiter la liberté d'autrui.

La difficulté, il est vrai, est plus grande pour nous; car nous éprouvons une sorte de répugnance et d'horreur native pour toutes les nouveautés qui, dans l'ordre spirituel, ont servi à émanciper les autres. Nous aimons mieux nous ensevelir vivants dans le passé, plutôt que d'admettre les réformes qui se sont produites dans la religion des peuples voisins; et il y a pour cela plusieurs raisons faciles à concevoir. Soit que, chez nous, les préjugés de nos croyances survivent à la foi, soit que l'amour-propre l'emporte sur l'amour de la liberté, nous préférons rester asservis plutôt que de devoir notre émancipation à un génie étranger.

Un autre obstacle est celui-ci : l'esprit romain a si bien épuisé, dépensé, tari en nous les sources de la crédulité, qu'il nous est désormais impossible de croire à autre chose qu'à ce que nous avons cru. Nous obéirons, parce que nous avons obéi. Nous assisterons à telle cérémonie, parce que c'est la coutume. Nous ferons dans l'occasion tel signe, tel geste, parce que d'autres les ont faits avant nous. Nous accepterons la foi ancienne, parce qu'elle est une habitude, une convenance. Mais que le miracle spontané de la parole nouvelle jaillisse de nos poitrines, que notre argile desséchée se réveille et enfante la vie, c'est là ce qu'il est difficile d'imaginer; à moins pourtant que l'on ne se rappelle les déserts d'Égypte, usés comme nous, flétris

comme nous au souffle de leur Isis, et qui n'ont pas laissé de tressaillir jusqu'au fond des Thébaïdes, quand une pensée nouvelle, une forme nouvelle s'est montrée à l'horizon, chez d'autres peuples. Mais c'est là une issue hasardée sur laquelle il ne serait pas sage de compter; je n'engage personne à s'orienter sur cette étoile.

A cela se joignent des préjugés qui nous sont propres. Il est à peine croyable combien certaines idées fausses sur la Bible sont entrées dans l'esprit des Français. On sait aujourd'hui que la législation de l'Ancien Testament n'a pas été gravée en un jour sur la pierre; que cette législation a eu, comme toutes les autres, ses développements, ses variations, ses époques. Pour nous, lorsque nous cessons de croire, nous demeurons encore persuadés, avec notre Église, que les lois de l'Ancien Testament ont été faites d'une seule pièce, qu'elles sont l'œuvre d'une journée. Histoire fausse, mère d'une philosophie fausse et d'une politique fausse.

Nous voulons que, tel jour, surgisse devant nous un corps entier de doctrines, d'idées. Nous ne permettons pas à la nature de se montrer à nous dans ses commencements et ses ébauches; prêts à la mépriser si nous pouvions la surprendre dans son ingénuité première, avant qu'elle fût armée de toutes ses forces et capable de nous imposer en souveraine. Nous dédaignons le commencement des choses. Si nous avions été à la place du solitaire indien, et si nous avions rencontré, comme lui, sous nos pieds, l'embryon du monde, nous aurions écrasé le monde dans l'œuf.

Nous ne changerons de religion que le jour où l'on nous montrera une autre religion aussi complète, aussi achevée dans son tout, aussi immobile que l'ancienne;

car, de contribuer, pour notre part, à cette genèse spirituelle, c'est ce que nous n'admettons jamais. C'est à nos Moïses à nous rapporter du nouveau Sinaï les tables de la loi écrites d'un seul trait, jusqu'à la dernière ligne, sans qu'il soit besoin d'y rien ajouter. Hier, il nous fallait l'organisation achevée du travail, avant que le soleil se couchât. Aujourd'hui, il nous faut l'organisation définitive de la religion, avant le soir. Car nous avons pris à la lettre les premières lignes de la Genèse : un jour pour la création du ciel et de la terre; un autre pour la création de l'homme. De quel droit nous en demandez-vous davantage pour la création d'un nouveau monde divin ?

Ce qui fit la valeur de la Réformation, comme puissance sociale, ce sont ses variations. Elle ne s'est pas donnée dès la première heure pour une œuvre complète, mais pour un germe qui doit avoir son développement et sa progression. Lors donc que nous prétendons ajourner nos réformes jusqu'à ce que nous ayons rencontré un système complet de rénovation, un autre catholicisme fermé, scellé dès la première heure, une métaphysique immuable, une scolastique immuable, n'est-il pas vrai que nous sortons de la loi de vie, puisque aucun vivant ne s'est produit tout adulte de cette manière?

Ajoutons que nous n'envisageons guère la religion que comme un frein pour le grand nombre. Réduite à ces termes, nous la trouvons d'autant plus excellente que nous avons cessé d'y croire; et il nous paraît admirable que le peuple soit enchaîné par des croyances dont nous sommes affranchis, et qu'il porte un joug que nous ne saurions accepter pour nous. Le retenir à ce degré inférieur dans l'ordre spirituel est un coup de maître, puisque

nous accommodons par là ce que nous devons à la morale et ce que nous devons à notre orgueil.

C'est la raison la plus grossière pourquoi un progrès dans la religion, s'il était possible, nous serait insupportable; car il faudrait que nous y eussions notre part, c'est-à-dire que nous devinssions assez religieux pour prendre au sérieux le culte régénéré. Dès lors, une des causes profondes, éternelles, de l'inégalité morale disparaîtrait. Nous croirions comme le peuple; nous vivrions de la même pensée que lui; nous accepterions un joug intérieur que nous avons réussi à rejeter sur lui. Nous redeviendrions peuple comme lui, non dans les cérémonies seulement, mais dans le cœur et la croyance.

Oh! qu'il nous convient bien mieux de garder une vieille forme de religion, pour la railler à demi-mot, pendant que la foule l'adore! Quel triomphe pour l'orgueil! quelle sérénité dans la domination, d'autant mieux que nous protégeons ainsi la Providence elle-même! Je prends un peu d'eau bénite, et j'en donne exactement la moitié à mon voisin, en disant tout bas : Agenouille-toi d'esprit comme de corps. Cependant moi je règne ici sur toi et sur ton Dieu que je patronne[1].

Telles sont les difficultés sérieuses sur un changement de religion; quant aux autres qu'on assigne ordinairement, elles ne sont guère que frivoles dans la bouche des amis de la liberté. Ils ne peuvent, disent-ils, admettre la diversité des sectes religieuses, parce qu'elles sont une cause de trouble dans l'État. Comment ne voient-ils pas que ce langage n'a de valeur que dans la bouche de leurs

1. Voy. *les Jésuites*, p. 120; *l'Ultramontanisme*, p. 500; *le Christianisme et la Révolution française*, p. 25; *l'Enseignement du Peuple*.

adversaires? Car ceux-ci peuvent leur répondre : — Ce que vous dites de la religion est précisément ce que nous disons de la politique. Nous tenons les sectes politiques pour détestables autant que les sectes religieuses; c'est pour cela que nous voulons une autorité absolue qui empêche les unes et les autres. Dans le vrai, votre opinion et la nôtre n'en font qu'une; seulement nous avons sur vous l'avantage de raisonner juste.

Il est risible, disent encore quelques amis de la liberté, de supposer que la France puisse changer de religion. Ce serait supposer que la religion est prise au sérieux; et, entre nous, nous avons trop d'esprit pour cela.

Ne pourrait-on pas nous répondre : — Vous avez raison de prendre tant de souci du ridicule; cela semble être le fondement de votre profession de foi. Mais si c'est là votre grande affaire, ne craignez-vous pas, à la fin, qu'il n'y ait quelque ridicule à prendre partout en main la défense de tous les droits et à ne pouvoir en établir aucun parmi vous, à convoiter ardemment la liberté et à embrasser assidûment la servitude? Ne craignez-vous pas que cela aussi puisse prêter à rire au monde?

Au fond, pour réformer une religion, la première chose est d'y croire. De là vient que les peuples n'ont qu'un âge où ils peuvent réformer leurs anciennes croyances. C'est celui de la jeunesse, quand les âmes sont encore assez neuves pour fournir une pâture à la foi, et qu'elles touchent à la virilité, qui se montre par un premier instinct de critique.

Ces conditions se sont trouvées au XVIe siècle.

Plus tard, il semble que le moment soit passé : le tempérament a pris son pli; la croyance est tombée ou elle est endurcie. Vous ne pouvez plus alors toucher au passé

religieux sans risque de tout renverser. On aime mieux vivre avec ce passé sans y croire ; on craint trop, en le corrigeant, de l'abolir.

Quand une nation en est là, il lui est plus facile d'embrasser une religion toute nouvelle, que de réformer l'ancienne. Témoin le monde romain en face du paganisme vieilli et du christianisme naissant, entre le temple d'Éphèse et la crèche de Bethléem

En voilà assez pour comprendre qu'en 1789 la France avait déjà passé l'époque où la réforme de sa religion naissait d'elle-même. A la fin du XVIIIe siècle, il était trop tard ; les esprits avaient contracté une roideur qui ne permettait que bien difficilement de renouveler leurs croyances. C'est ce que sentirent les hommes de la Révolution ; ils pensèrent échapper à cette difficulté par un artifice qui n'a pas encore été examiné de près, et qui pourtant fait surgir une question toute nouvelle : si une réforme civile peut tenir lieu d'une réforme religieuse.

DÉFENSE NATIONALE[1]

(1870)

Hier, 18 octobre, j'ai eu, de quatre à six heures, un entretien avec Jules Favre, au ministère des affaires étrangères. En voici les points principaux. En entrant dans son cabinet où je le voyais pour la première fois, je lui dis : Je vous félicite de vos réponses à M. de Bismark, ces réponses sont des victoires. — Oh! non, a-t-il répliqué d'une voix un peu triste.

— Pardon, c'est la victoire du Droit. Une nation qui tient ce langage ne peut être vaincue.

— Ils ont tant de science!

— C'est une science qu'ils ont apprise de nous et nous pouvons la leur reprendre.

— M. de Bismark a été bien....

— Dites-le mot : bien cynique. J'ai toujours pensé qu'il y a au fond de l'esprit allemand un ballon gonflé d'une vanité énorme; nous pouvons percer ce ballon.

— Vous le pensez?

— Oui. Vous avez fait tout ce que peut le ministre des affaires étrangères. Vous avez démontré que nous n'avons rien à attendre d'eux que barbarie et sauvagerie. N'espérez donc plus rien de la diplomatie, ni des négociations. Ce que vous avez été comme ministre des affaires

1. *Le Siège de Paris et la Défense nationale.* Appendice au t. XXV des *Œuvres complètes*, p. 327.

étrangères, soyez-le désormais comme ministre de l'intérieur. C'est ce que je viens vous demander. Ils veulent, comme vous l'avez dit, notre anéantissement. Il s'agit pour la France d'être ou de ne pas être. Le moment est donc venu d'en appeler à toutes les forces vives de la France. Je viens vous parler de l'ensemble de la défense nationale : c'est la question dont je suis presque uniquement préoccupé depuis mon retour à Paris. Écoutez-moi, mon cher ancien collègue. Tout ce que je vous dirai est le fruit d'une longue réflexion.

Jules Favre sait écouter, chose rare en ce temps-ci. Sa figure était dans l'ombre, je ne le voyais pas, mais sans parler il me montra qu'il était bien à ce que je disais. Je continuai ainsi :

— La défense de Paris est assurée. C'est le point fixe, invulnérable, sur lequel nous devons nous appuyer.

— Il est vrai, je n'aurais jamais tant espéré de cette population.

— L'avenir ne la louera jamais assez. Un pays qui a une tête semblable ne peut périr. Mais pensez-y bien, la défense intérieure de Paris n'est qu'un côté de la question ; elle en suppose nécessairement un autre : c'est la formation d'armées de secours qui viennent tendre la main à l'armée de Paris.

— Certainement.

— Tout consiste donc à savoir comment nous formerons des armées de secours.

— C'est pour cela que nous avons envoyé à Tours Gambetta.

— Rien de mieux, mais je crains que nos amis n'aient l'idée de la levée en masse. Or, cette idée vague ne peut produire que des résultats vagues. Jamais levée en masse

toute seule n'a produit des armées organisées. Que faut-il donc? L'appel direct, positif de la loi. C'est bien en vain que l'on accuse la lenteur des habitants des campagnes.

Vous connaissez comme moi le paysan de France. Avec la meilleure volonté du monde, que peut-il faire, s'il n'est dirigé, appelé, entraîné par la loi? Rester à son foyer, défendre peut-être sa maison, son champ, son village, voilà ce qui est dans la mesure de ses forces individuelles. Voilà ce que peut donner le tocsin de la levée en masse.

Nous avons besoin d'autre chose : il faut que la loi vienne chercher le paysan, qu'elle lui dise : « Va au chef-lieu. Voilà ta feuille de route; du chef-lieu tu te rendras au dépôt; tu y seras incorporé dans tel bataillon, tel régiment. » Alors ce même paysan, une fois qu'il a cassé ses sabots, prend l'esprit de corps. Il devient membre effectif de la défense nationale. Il fait partie de cette armée de secours qui est la condition du salut de Paris et de la France. Mais encore une fois, il faut pour cela une voix qui le détermine et qui lui dise : « Lève-toi et marche ». Or, cette voix doit être celle de la loi, celle du gouvernement. C'est vous qui devez parler et donner l'impulsion que la France attend.

— Un de nos plus grands embarras est le défaut d'armes !

— Ne vous laissez pas arrêter par cette objection, que la routine vous oppose. Le général Leflô, ministre de la guerre, déclarait dans son dernier rapport qu'il y a dans les départements non envahis une réserve de sept à huit cent mille fusils. Je veux bien que ce ne soient pas tous des armes perfectionnées. Qu'on les remette pourtant aux

bataillons à mesure de leur formation. Ces armes seront suffisantes pour la première instruction des hommes ; ils se formeront à l'école de peloton, de bataillon ; ils seront déjà des soldats tout prêts pour l'action, et vous échangerez leurs armes contre des fusils perfectionnés à mesure que la fabrication et le marché des pays étrangers vous fourniront l'armement nécessaire. Vous avez une grande flotte, vous êtes maîtres de la mer ; usez de cette supériorité pour vous approvisionner partout de fusils et d'artillerie.

— Un second embarras pour nous est le manque de cadres.

— Faites ce que l'on a fait en 92. Vous le pouvez avec bien plus d'avantage, car vous avez les anciens militaires, dont je parlerai tout à l'heure. Nos bataillons de volontaires de 92 ne se sont pas faits tout seuls ; ils ont été requis par les autorités qui ne craignaient pas de commander, même dans les décisions qui semblaient les plus spontanées. Ces bataillons nommaient eux-mêmes leurs officiers, et c'est de là que sont sorties ces fameuses demi-brigades qui ont été l'honneur des armées françaises. Les vieux soldats ne manquent pas en France. Mais vous savez comme moi qu'ils ne sont plus aujourd'hui la condition première d'une bonne armée. La guerre est surtout chose d'instinct. Les vieux officiers, les vieux généraux ne sont pas les meilleurs. Nos généraux les plus fameux de la République étaient des jeunes gens ; leurs plus belles campagnes ont été les premières. Pensez à Hoche, à Marceau, à Joubert. Ils étaient tous des conscrits. La meilleure campagne de Hoche est celle qu'il a faite à vingt-six ans. Nous avons péri à Wœrth, à Forbach, à Sedan, par la routine. Il faut donc à tout prix

sortir de la routine ; et cette disette de vieux chefs n'est pas un si grand mal que vous pensez. Songez que, dans les armées nouvelles que je vous demande de former, il y a des Marceau, des Joubert inconnus que l'occasion et le danger révéleront. Agissons en conséquence, et nous serons sauvés.

— Je crois assurément, comme vous, que l'instinct est tout-puissant à la guerre.

— Puisque vous êtes d'accord avec moi sur la nécessité de former de grandes armées de secours, voyons donc quel est le moyen le plus pratique, le seul direct d'arriver à ce résultat. Ce que je vais vous demander vous est facile ; car vous êtes dans cette admirable situation que, pour nous sauver, vous n'avez pas besoin de recourir à des procédés extraordinaires. Non, ce que je vous demande, c'est de faire exécuter les lois. Le Corps législatif (cette odieuse assemblée) a été contraint, par la nécessité et l'évidence, de voter des lois de recrutement que vous devriez vous-même établir si elles n'existaient pas. Ce que j'attends de vous, c'est un décret solennel qui donne la vie et la réalité à ces mesures législatives. Quand verrai-je donc le décret suivant signé par vous et vos collègues :

« Sont appelés sous le drapeau, les hommes qui font partie des classes suivantes : le contingent de 1870, celui de 1871, les mobiles qui sont restés dans leurs foyers, les hommes non mariés de vingt-cinq à trente-cinq ans. »

J'ai estimé à sept cent mille hommes le total de ces différentes classes ; réduisez-les si vous voulez à six cent mille. Ce sont là des forces que vous ne pouvez négliger un jour de plus d'appeler en ligne. Elles sont sous votre

main : elles n'attendent que le commandement. Prononcez donc enfin ce mot d'ordre. Rendez les décrets que je demande, ou dites-moi ce qui vous retient encore. Vous devez à ce sublime Paris de lui montrer, non par des espérances, mais par des faits, qu'il a raison de compter sur le reste de la France. Vous devez à la France de lui faire savoir quelles forces immenses elle possède. Pour la rassurer, vous n'avez besoin que de la montrer à elle-même. Car jamais, depuis que le monde est monde, on n'a vu une grande nation regorgeant de population et de ressources de tout genre périr debout toute florissante ; ou, si cela s'est vu, c'est qu'elle n'était pas commandée. Que faut-il donc ? Une parole de vous à vos préfets, à vos maires, qui ne doivent avoir qu'une seule affaire, qui est de faire marcher au drapeau les hommes que la loi y appelle.

Et voyez le danger où nous courons, si ces mesures ne sont pas prises. On parle vaguement de rassemblements d'hommes qui s'opèrent à la voix de quelques chefs particuliers : M. Estancelin en Normandie, un autre en Bretagne ; on parle aussi d'une ligue du Midi. A merveille. Tout ce qui atteste l'élan spontané des populations concourt au salut public. Mais ces rassemblements ne peuvent néanmoins produire que des corps de partisans qui obéiront à des volontés particulières et peuvent même se trouver en dehors du plan de la défense générale. Pour que ces corps particuliers produisent tout leur effet, il faut qu'ils soient reliés entre eux par des armées nationales. Et celles-ci exigent, pour naître et se former, l'action des lois, telle que je vous la demande. Ne retombons pas dans la constitution militaire du moyen âge : une milice pour chaque province et point d'armée pour la

France. Si l'on parle d'une guerre d'Espagne, n'oublions pas que l'Espagne avait des armées régulières espagnoles et anglaises qui ont amené les grands résultats des Arapiles, de Vittoria, auxquels les guérilleros n'auraient pu suffire.

Ces armées régulières nationales que je vous demande, je les suppose formées par les moyens que je viens d'indiquer. Il reste à dire à quel point du territoire il faut les porter, où doit se faire la concentration. Les laisserons-nous disséminées à travers toute la France ? Voudrons-nous être forts partout, moyen sûr de ne l'être nulle part ? Non, je maintiens qu'il faut les tenir très unies, avec la certitude qu'elles pourront s'aider l'une l'autre. Cela admis, quel sera le point où elles devront exercer leur action décisive ? Laissez-moi me servir d'un exemple pour bien préciser ma pensée. La bataille de Marengo sera pour moi cet exemple ; elle a été perdue pour nous pendant la plus grande partie de la journée. L'aile gauche et le centre avaient été emportés. Il ne restait que l'extrême droite qui tenait encore ferme. Arrive, dans ces entrefaites, le corps d'armée de secours de Desaix. Où portera-t-on ce corps pour rétablir les affaires ? Un général médiocre n'eût pas manqué de l'envoyer au secours de l'aile gauche en pleine déroute et le corps de secours n'eût pas manqué d'être entraîné dans la déroute de cette partie de l'armée. Au lieu de cela, le général porte le corps de Desaix à l'appui de l'extrême droite, du point qui tenait encore. Il ajoute la force à la force et cela produit, au sein d'une défaite, la victoire de Marengo.

Aujourd'hui notre champ de bataille est tout semblable : notre aile gauche et notre centre ont été emportés. Reste un point fixe, inébranlable, notre colonne de

granit : Paris. C'est donc là, c'est donc au secours de Paris qu'il faut envoyer les forces principales dès qu'elles seront en état de se présenter devant l'ennemi. C'est par cette conception, en ajoutant la force à la force, que nous changerons encore une fois la défaite en victoire.

Mais (et j'entre ici dans le détail le plus précis), comment, dira-t-on, porter ces armées de secours sous les murs de Paris? Comment affronter les Prussiens avec des formations nouvelles? Comment, par quel chemin, venir tendre la main aux défenseurs de Paris, sous le canon de leurs forts?

Cette question est de celles que j'ai le plus mûrement étudiées, et j'y ai été aidé par un des hommes qui connaissent le mieux la topographie de la France centrale, mon ancien collègue, M. Guichard.

Voici le résultat de ce travail :

Nous supposons, d'après les dépêches du gouvernement, une armée de secours réunie sur la Loire. Il s'agit de couvrir les approches vers Paris contre l'ennemi, supérieur en cavalerie et en artillerie. Par où la diriger? La route directe d'Orléans à Étampes, que l'on paraît suivre jusqu'ici, est celle qui répond le moins aux nécessités où nous sommes. Elle ne peut conduire qu'à des échecs, car cette route en plaine, en rase campagne, est partout découverte. Elle n'offre aucun abri, et pas même un pli de terrain pour y cacher ses mouvements. Il faut donc bien se garder d'y engager, comme on semble vouloir le faire, les armées réunies qui doivent nous apporter le salut. C'est ici que la ligne droite et le plus court chemin risqueraient de n'aboutir nulle part.

Ce qu'il nous faut trouver, c'est un chemin couvert, à travers une région difficile, où une grande armée puisse

pourtant se diriger jusqu'à Paris en étant protégée par la nature du terrain et les difficultés des lieux. Or, cette région existe, le chemin est tout préparé ; il faut partir, non pas d'Orléans, mais de Gien, en remontant un peu la Loire. De là, on entre dans la Puisaye, couverte de bois, où les forêts se joignent aux forêts jusqu'à celle de Montargis. Les étapes principales sont Bléneau, Saint-Fargeau, Saint-Sauveur, Charny, pays tout semblable au bocage de Vendée, où les champs sont parfois enfermés de haies. Le sol y est d'ailleurs imperméable, ce qui le rend impraticable dans la saison pluvieuse. C'est là qu'une armée nouvelle peut s'engager et se couvrir sans avoir à craindre la cavalerie et l'artillerie prussiennes. De la forêt de Montargis, elle touche à la forêt de Fontainebleau, de celle-ci à la forêt de Sénart (les forêts se tiennent comme les montagnes) qui la conduit aux portes de Paris. C'est là, à travers ces contrées peu connues de l'ennemi, où il n'a pas mis encore le pied, où il ne soupçonne pas que nous songions à nous porter, c'est là que peuvent être les Thermopyles de la France.

Si, en suivant ce bassin, on franchit l'Yonne de la rive gauche à la rive droite, on arrive par ces mêmes régions forestières à la forêt d'Orthe, à celle de Chaource auprès de Troyes, et là on se trouve sur les derrières de l'ennemi, à travers les communications principales par la route du Rhin.

En même temps que l'armée de secours peut ainsi couvrir ses approches, un autre intérêt presque égal dépend de l'occupation de ces routes forestières par les Français. Je veux parler du ravitaillement de Paris. Il se trouve, en effet, que le pays de la Puisaye et les chemins que je viens de décrire sont les communications les plus directes avec

les régions de France où Paris puise son alimentation par les troupeaux de bétail, c'est-à-dire avec le Nivernais, le Bourbonnais, le Charollais et l'Auvergne.

Ainsi deux intérêts de premier ordre dans le choix de la direction des mouvements par la voie indiquée : ravitailler Paris et couvrir les approches de l'armée des départements.

Ici je m'arrêtai. Jules Favre me dit d'un air pensif : Le général Trochu a un plan ; il ne nous dit pas quel est ce plan dans les détails, mais je suis frappé d'une chose : ce qu'il nous en a fait connaître ressemble beaucoup à ce que vous venez de me dire. Il faut que vous ayez avec lui un entretien.

— C'est ce que je désire depuis longtemps. J'aurais beaucoup de chose à ajouter. »

Et comme j'allais le quitter, sur le seuil de la porte, en lui serrant la main :

« Je vous prie et vous supplie de penser à tout ce que je viens de vous dire. »

DISCOURS

CONTRE LE TRAITÉ DE PAIX[1]

Messieurs, ayant passé une partie de ma vie à suivre de près la politique de la Prusse et de l'Allemagne, je vous prie de m'accorder un moment d'attention ; je ne demande qu'un moment.

Ceux qui désirent le plus ardemment la paix ont, ce me semble, un devoir à remplir : ils se garderont bien de publier trop haut leurs intentions, car ils se mettraient ainsi à la merci du vainqueur. Toute négociation serait impossible si l'on admettait d'avance, sans examen, que la paix est le seul refuge de la France. La vérité, la raison, l'amour du pays, exigent le contraire. Mesurons ce que pourrait encore un grand peuple que l'ennemi prétendrait pousser au désespoir. Je dis que les ressources de ce peuple sont encore immenses, et que plus d'une nation s'est relevée d'une situation pire que la nôtre.

Pour guérir les plaies de la France, une première condition est nécessaire : Il faut que la France sache qu'elle est rentrée dans la liberté et qu'elle ne peut plus en sortir ; il faut qu'elle sache qu'elle porte en elle l'avenir du monde sous l'égide de la République.

1. *Œuvres complètes*, tome XXV, p. 119. [Ce discours fut prononcé dans l'Assemblée nationale qui siégeait à Bordeaux le 1er mars 1871.]

Ses forces seront doublées.

Maintenant, voyons ce que veut l'ennemi.

Après ses dures paroles, ses dures conditions, je crains que sa pensée secrète ne soit plus dure encore.

Jusqu'ici, les conquérants se contentaient de mettre la main sur un territoire, de s'en emparer de force. Ils le gardaient s'ils le pouvaient. C'était le droit de la guerre. Aujourd'hui les prétentions de la Prusse sont toutes nouvelles. Après avoir saisi l'Alsace et la Lorraine, elle prétend faire voter, consacrer cette prise de possession par le suffrage universel. Ce qui n'est jusqu'ici qu'une déprédation deviendrait ainsi le droit consenti par les Français.

Ici se montre le secret, la pensée intime des puissances allemandes ; elles savent que tout ce qui n'est pas fondé sur les principes nouveaux inaugurés par la France est caduc. Elles veulent que la France se poignarde avec son suffrage universel. Faire servir une Assemblée nationale à démembrer la nation, voilà le dessein de l'ennemi.

Ainsi l'esprit féodal allemand se venge de nos libres institutions démocratiques en faisant d'elles l'instrument de notre ruine. C'est là la pensée de la Prusse : obliger la France de se mutiler elle-même ; faire de la France un peuple tributaire de cinq milliards, à la manière des peuples asservis de l'antiquité.

Voilà le droit nouveau allemand où se mêle la haine féodale à la haine de race.

Mais, ces principes de mort, pouvons-nous y souscrire ? Où chercherais-je le droit de livrer des populations qui ne veulent pas être livrées ?

Vous le savez comme moi : une Assemblée ne peut pas faire tout ce qu'elle veut ; elle ne peut rien contre la

force des choses. Or, s'il est une vérité consacrée, c'est que l'Alsace et la Lorraine font partie intégrante et nécessaire de la France.

Vous l'avez entendu dernièrement de la bouche de leurs représentants. Cette terre d'Alsace et de Lorraine crie : Je suis France ! Je veux rester France ! Il n'appartient qu'à la force de soutenir le contraire.

Mais le droit n'a rien à faire ici pour consacrer la démence et les impiétés de la force.

Pour moi, je l'avoue, je ne me sens pas le droit de dire à des compatriotes, liés à nos destinées depuis des siècles : Vous êtes Français comme moi, je vous ai toujours connus Français ; et maintenant, aujourd'hui ou demain, vous allez cesser de l'être. Vous deviendrez Prussiens, Allemands, que sais-je, tout ce que l'on voudra ; cela est absurde ; pourtant cela sera en vertu de mon vote et de mon libre arbitre.

Eh bien, messieurs, ces paroles, je ne puis les prononcer ; personne ne m'a donné le droit de les prononcer, parce qu'elles contiennent en elles une iniquité et une impossibilité.

Voilà pour le fond de la question. Venons maintenant aux prétextes.

Sur quoi se fonde l'Allemagne pour s'attribuer, dans le butin, l'Alsace et la Lorraine ? C'est, dit-elle, que ces provinces lui sont nécessaires pour la couvrir contre une agression future de la France.

Or, ce prétexte se détruit lui-même à nos yeux. Il n'est pas vrai que, dans la constitution actuelle de la France et de l'Europe, l'Alsace et la Lorraine soient des positions agressives contre l'Allemagne. Cela a été démontré avec une évidence funèbre dans cette derniere

guerre : une armée française ne peut déboucher de Strasbourg sur l'autre côté du Rhin, sans avoir aussitôt derrière elle l'armée prussienne sur la Saar. Dès leurs premiers pas de l'autre côté du Rhin, les Français seraient plus loin de Paris que ne le seraient les Prussiens. Il est donc certain que l'Alsace et la Lorraine ne ne sont pas aujourd'hui des positions offensives contre l'Allemagne.

Mais la vérité, la voici : par les traités de 1814 et 1815, les puissances allemandes ont pris contre la France toutes leurs précautions ; elles ont ôté à la France tout ce qui pouvait lui être ôté sans la détruire.

Souvent nous entendons répéter : l'Alsace et la Lorraine sont des provinces intéressantes, mais songez à la France.

La question, messieurs, est ainsi mal posée ; ce n'est que la moitié de la vérité. Pour la rétablir dans son entier, il faut dire : L'Alsace et la Lorraine ne sont pas seulement deux provinces ; elles sont les deux boulevards de la France, elles en sont les deux remparts ; ôtez-les à la France, et elle est ouverte à l'ennemi. Que la Prusse possède ces remparts, et la Prusse peut s'étendre à son gré dans la France centrale ; elle peut déborder, sans trouver d'obstacles, jusqu'à la Marne. L'ennemi est maître chez nous ; il est à perpétuité sur le chemin de Paris, il tient la France à la gorge !

Est-ce là, je vous le demande, une paix ? Non, c'est la guerre à perpétuité sous le masque de la paix. Si c'est là ce que demande la Prusse, il est donc bien vrai qu'elle veut, non pas seulement notre déchéance, mais notre anéantissement.

Or, c'est là ce que je ne signerai jamais ! Si le présent

est funeste, sauvons au moins le lendemain : nous ne le pouvons qu'en repoussant les préliminaires de paix qui détruisent à la fois le présent et l'avenir[1] !

1. Au moment de la signature du traité de paix, il y avait en France 800 000 hommes sous les drapeaux, 1100 pièces de canons attelées ; dans un mois, cette artillerie devait être doublée.

LA RÉPUBLIQUE[1]

(1872)

L'armée. Quel esprit faut-il lui donner[2]?

Le général Duvivier me disait que tel jour de combat, au passage d'un col de l'Atlas, il avait donné aux zouaves leur esprit de corps.

C'est là ce qu'il faut demander incessamment. Quel esprit voulez-vous donner à l'armée? Il faut qu'il se fasse voir et sentir en toutes choses; il faut que chaque soldat le porte en lui; sans quoi ne parlons pas d'armée.

En face de l'esprit formidable de l'armée prussienne, il est urgent d'armer nos troupes d'un esprit nouveau, supérieur.

Comment, sur quel type a été réorganisée l'armée prussienne dès le lendemain d'Iéna? A-t-on jamais songé à l'isoler de la nation? Bien au contraire, évidemment.

Toutes les passions nationales qui bouillonnaient en Allemagne, comme un métal en fusion, sont entrées dans les cadres militaires. Là elles se sont déposées et réglées; elles ont formé ce métal, ce grand glaive que nous avons déjà rencontré tant de fois. Il a conservé son tran-

1. *Œuvres complètes*, tome XXVI.
2. P. 78.

chant, que rien jusqu'à ce jour n'a pu ébrécher. Pourquoi? Parce qu'il est trempé dans l'âme immortelle d'une nation.

Les réorganisateurs de l'armée prussienne, après Iéna, avaient pris pour principe la déclaration suivante : « Nous voulons tous être soldats, mais nous voulons tous rester citoyens. » Voilà la nation armée. C'est l'idée simple sur laquelle a été forgée la réorganisation militaire de l'Allemagne.

Combien l'armée qu'on nous fait, en exemptant les riches, les savants, les gens instruits, ressemble peu à cette armée de 1813, où toute la nation allemande se précipitait, riches et professeurs en tête, alors que Niebuhr, l'historien de Rome, travaillait aux fortifications de campagne, que Fichte présidait aux hôpitaux, que le poète Kœrner composait le chant du *Glaive* sous les balles de Lutzen, que le docteur Jahn, au nom des universités, haranguait, du haut de la colonne Vendôme, l'armée allemande rangée à ses pieds!

Chez nous, que propose-t-on? Ce n'est pas la nation qui donnera son esprit à l'armée; c'est l'armée qui devra donner son esprit à la nation.

Renversement de toutes choses. L'armée ne sera pas faite à l'image de la France, mais la France devra se refaire à l'image et à l'école de l'armée. Nous connaissons cette méthode, elle est ancienne. Établir l'esprit prétorien et l'imposer au peuple; c'est ainsi que se sont faites toutes les décadences et toutes les ruines. Modeler l'armée sur la nation, c'est le génie moderne; là est la vie et l'avenir. Modeler la nation sur l'armée et l'armée sur le type prétorien, c'est l'ancien césarisme. Là est la chute et la mort.

L'esprit militaire n'est pas un esprit de caserne. Il se forme de trois manières : soit par l'empreinte d'un grand gouvernement, soit par l'impulsion d'un grand général, soit par le souvenir perpétuellement entretenu de la victoire.

Deux armées chez nous sont citées comme des armées modèles :

La première, celle du Rhin, de 1794 à 1799. Elle avait le caractère républicain ; voilà le sceau d'un principe de gouvernement.

La seconde, celle d'Austerlitz. Elle avait le caractère napoléonien. Chaque soldat avait une étincelle de l'esprit de son chef, il croyait à son étoile comme Napoléon. Voilà le sceau d'un homme.

L'armée prussienne d'aujourd'hui a dans ses fondations Leipzig et Waterloo, et maintenant Sedan. Voilà le sceau d'un événement, et tout concourt à le perpétuer.

Comment périt l'esprit militaire ? Il périt à mesure que s'efface l'empreinte reçue.

Quand une armée a reçu son esprit d'un grand général, chaque soldat porte en lui une étincelle de ce foyer. L'esprit du grand Frédéric avait donné son sceau à l'armée prussienne, et ce sceau s'est effacé à l'approche de la Révolution française. L'institution de Frédéric vivait encore dans ses formes, l'âme avait disparu.

De même pour Napoléon. Dans ses dernières armées s'était effacé le sceau qu'il leur avait imprimé ; elles n'avaient plus foi dans l'infaillibilité et dans l'étoile du chef. L'astre pâlissait pour le soldat comme pour le général.

« L'ambition le perd, et nous avec lui. » Que de fois j'ai déjà entendu ces mots, à partir de 1812 !

Ainsi une armée remplie de l'esprit militaire est un corps aimanté, qui perd son aimant s'il n'est pas renouvelé; et il ne peut l'être que par un des trois moyens que je viens d'énumérer.

Entre les différentes manières de retremper une armée, la puissance d'un grand général est moins durable que celle de la victoire; celle-ci l'est moins que l'esprit de la nation. Car le général peut devenir inférieur à lui-même, la victoire peut s'effacer par la défaite. Il n'y a que la nation qui survive; c'est en elle que l'armée peut perpétuellement se retremper et retrouver sa vertu.

Si l'armée n'a été que défaite, un général peut réparer la faute d'un général; mais si elle a été anéantie, un individu ne suffit pas pour la créer de nouveau. Il faut pour cela un nouveau principe. L'esprit national est seul capable de tirer du néant cette œuvre de création.

L'armée prussienne anéantie à Iéna, ce n'est pas un autre Frédéric qui la refit; c'est l'âme de la nation qui la créa de rien en 1813.

Quand l'armée de Napoléon eut été détruite en Russie, Napoléon lui-même ne put la refaire; il aurait fallu lui donner un autre esprit, et c'est ce qui ne put entrer dans la pensée de Napoléon. La plus grande erreur, de nos jours, serait de croire qu'après un désastre complet, des généraux vaincus peuvent redonner à une armée l'esprit de la victoire. Non, cela leur est refusé; il faut puiser ce nouvel esprit dans une autre source.

Les hommes tels que Carnot, Stein, qui ont refait des armées en France, en Allemagne, n'étaient pas des spécialistes. Ceux-ci ne suffisent pas pour de pareilles fondations. Ils comptent trop sur les petits moyens pour avoir recours aux grands....

Ne prenons pas les règlements pour le point créateur. Ce serait prendre le corps pour l'âme et faire une armée sans l'esprit militaire.

Voulons-nous donc aujourd'hui donner un caractère, un principe de vie à l'armée? La première question à se poser est celle-ci :

Est-ce une armée républicaine qu'il s'agit de former ou est-ce une armée monarchique?

Voilà ce qu'il faut qu'elle sache d'abord; sinon tout caractère est impossible.

S'agit-il seulement de faire l'armée de l'ordre? la caserne suffit. Mais s'il s'agit d'une armée de combat contre l'ennemi extérieur, il faut de plus le souffle de la nation. Vous avez beau vous irriter de ce mot : la nation armée. Tenez pour certain que rien de grand ne se fera si l'âme de la nation ne respire dans les plis du drapeau.

Beaucoup de gens n'ont d'autre idéal que le couvent. C'est sur le couvent qu'ils veulent former l'armée, en la cloîtrant hors de la société civile, loin de tout ce qui vit, pense, agit. L'armée prussienne est le contraire du cloître, elle se retrempe incessamment dans les passions de tous.

Reste à savoir si la durée du service doit être de trois ans ou de cinq. Voyons ce que notre expérience et celle de l'ennemi répondent.

L'armée la plus solide que la France ait eue est l'armée du Rhin. Formée en 1792, elle avait atteint en 1794 une perfection qui n'a jamais été dépassée. Trois ans avaient suffi pour produire cette merveille.

En Allemagne, que voit-on? Napoléon impose à la Prusse de n'avoir plus qu'une armée de 42 000 hommes. Les Prussiens obéissent, mais comment?

Après deux ans, ils renvoient dans leurs foyers les

42 000 hommes formés et instruits : ils en appellent d'autres, qu'ils renvoient de même après deux ans.

La lettre du traité est observée. L'ambassadeur français, M. de Marsan, n'en demande pas davantage. 1815 arrive. La Prusse n'a qu'à frapper du pied ; une grande armée sort de terre, instruite, aguerrie, formidable, celle que nous avons rencontrée à Leipzig, en Champagne, à Waterloo. Dirons-nous que les soldats de Blücher n'étaient pas des soldats?

Ainsi trois ans suffisent pour faire un soldat contre l'ennemi. Mais, s'il s'agit de faire un prétorien contre l'intérieur, c'est autre chose. Il faut le séparer de son foyer, de son pays, de l'esprit de la nation, et pour cela cinq ans suffisent à peine. Dix ans, vingt ans vaudraient mieux. Croyez-en ce prétorien dont parle Tacite : il prenait la main de son général et il la mettait dans sa bouche, sur ses gencives, pour lui faire sentir qu'il n'avait plus de dents.

Voilà le prétorien modèle ; le plus vieux sera toujours le meilleur. C'est lui qui, du Rubicon à la salle de l'Orangerie de Saint-Cloud, et de Claude à l'auteur du Deux Décembre, a fait les coups d'État qui ont anéanti la vie publique dans le passé.

En Prusse, chaque soldat a toutes les ambitions de la patrie allemande ; il n'est pas un uhlan qui ne croie porter en lui la race germanique.

A cet esprit de race, qu'opposerons-nous? L'obéissance, la discipline. Oui, sans doute ; mais à un esprit déchaîné, il faut opposer un autre esprit. Quel sera-t-il? Le génie de la France? L'esprit de la race latine? Je voudrais y ajouter l'esprit républicain, la cause de l'humanité affranchie.

Les Allemands ne parlent que du peuple allemand, parlons au nom de tous.

Ils redeviennent les barbares, redevenons le soldat de la civilisation.

Ils n'aiment que le Teuton, appelons-en au monde.

Aujourd'hui que l'organisation napoléonienne a été détruite pour la seconde fois, ce n'est pas un simple général qui lui redonnera la vie. Créer de rien quelque chose n'est pas le fait d'un homme. Qu'est-ce donc qui donnera le sceau nouveau à l'armée française? Ce ne peut être le souvenir immortalisé de la prise de Paris sur la Commune.

On ne ferait là qu'une armée de guerre civile. Ce n'est pas un individu qui lui donnera son caractère. Un principe nouveau de gouvernement est seul capable de cette création. Seule aujourd'hui la République peut refaire des armées sur le modèle de la meilleure de toutes, l'armée du Rhin de 1796, avant que Napoléon l'eût conquise pour lui.

La liberté d'esprit[1].

La liberté d'esprit n'existe pas chez nous, elle est tout entière à fonder.

Nous avons eu dans ce siècle un philosophe qui a conservé la faveur du monde; mais celui-là a livré la philosophie à la théologie.

1. P. 139.

On vous permet de ressasser un peu de Descartes et de Bossuet; si vous sortez de ce cercle, vous sortez du cercle des honnêtes gens.

En cela, nous sommes tout le contraire des Grecs. Pour eux, le monde des honnêtes gens, ils l'appelaient le monde *libre*; car la liberté était pour eux le signe des hautes classes, la marque de la *distinction*. Chez nous, c'est différent : la liberté de l'esprit se trouve être l'opposé de la *bonne compagnie*. Où nous mènera cette peur de l'intelligence, cette haine de la liberté en toute matière?

Des penseurs, tels que Schelling, Hegel, Darwin, qui ont eu toutes les hardiesses de l'esprit et qui ont conservé la faveur du monde et de l'autorité, ne seraient pas des êtres possibles en France. Il faut chez nous choisir, dès le premier pas, entre le monde et la vérité.

A mesure qu'un écrivain fait un progrès dans la lumière, il se brouille avec la bonne compagnie; après chaque conquête intellectuelle, il faut qu'il brûle ses vaisseaux.

On sent en toute une société qui, ayant pour base le catholicisme, rejette la liberté d'examen et n'en concède que l'apparence.

Un homme qui dit en France sincèrement ce qu'il pense sur l'univers, la nature, la création, l'âme, le corps, l'origine des espèces, se met en dehors de la règle. Il y a sur tout cela un manuel convenu, un Syllabus philosophique, une orthodoxie littéraire dont il n'est pas permis de se départir. La recherche de la vérité pour elle-même est un commencement de faction.

Appelez-vous liberté la permission de penser, s'il faut la payer par la haine de tout ce qui vous entoure? J'ap-

pelle cette intolérance la servitude la plus dure de l'esprit.

Peu à peu se forme une philosophie pour chaque état de fortune.

Il me semblait autrefois que la richesse devait servir à l'indépendance de l'esprit. Tout au contraire, la France est le seul pays, que je sache, où la servitude de l'intelligence augmente en proportion de la richesse. Il y a parmi nous des opinions, des idées, toute une métaphysique obligatoire pour telle condition de fortune. On croit sur l'univers, la nature, le visible et l'invisible, ce que l'on est tenu de croire d'après le rang que l'on occupe sur le tableau du percepteur. Telle cote, tel idéal.

Les femmes[1].

Élever des hommes, c'est beaucoup, sans doute; ce n'est rien, si vous n'élevez des femmes.

Les hommes feront des lois, les femmes seules feront les mœurs.

Un étranger, en entrant en France, s'étonne de la sécheresse des mœurs de nos jours. Je ne sais quoi d'aride, en toutes choses, comme le sable déposé par un océan qui se retire. Dans cet isolement, dans cette formation d'un nouveau monde, l'âme de la femme manque. Où la retrouver?

1. P. 190.

Où habite-t-elle, et comment lui parler? Espérons-nous recomposer la société sans qu'elle y participe? Que serait une république, une démocratie à laquelle manquerait le génie de la femme? Tous ceux qui, dans le passé, ont travaillé au rajeunissement d'une société, ont appelé à leur aide la jeune fille, l'épouse, la mère. Aujourd'hui, ferons-nous notre œuvre sans elles?

Pendant le siège de Paris, les femmes ont été incomparables. Elles ont donné un démenti à tout ce que la haine allemande avait forgé contre elles. Je les ai vues endurer des maux qui ne sont plus de notre temps.

Cette énergie a paru non seulement dans les femmes du peuple, mais quelquefois aussi dans les femmes du monde. C'est là un souvenir qu'il ne faut pas laisser s'éteindre. Il sera un des aliments de la vie nouvelle. Les femmes qui disaient en riant : « Je ne suis pas une Romaine » se sont montrées Romaines et Spartiates à la porte des boulangeries. Qu'elles n'oublient pas ce qu'elles ont été, cela leur apprendra ce qu'elles peuvent être.

Depuis que le divorce a été aboli par la réaction de 1815 et que le libéralisme converti a cessé de le redemander, les mœurs sont-elles meilleures? La famille française a-t-elle gagné en union, en sincérité? Je ne peux le dire; je sais seulement que depuis que le mariage en France est rivé au droit catholique, depuis qu'il a cessé d'être une institution moderne pour redevenir l'institution du moyen âge, il y a eu un redoublement de fantaisies, de théories, d'utopies pour en sortir.

La raison n'a certainement rien gagné à ce retour au passé d'avant la Révolution. Jamais, en aucun pays, on n'a tant entendu parler d'attaques contre la famille que depuis que l'on a ramené la famille française à la loi

du mariage de l'ancien régime. Chez tous les peuples où l'adultère n'est pas un motif de rompre le mariage, on a conclu que c'est un faible mal et qu'il ne vaut pas la peine de s'en passer.

Cette désertion du libéralisme français est de toutes la plus scandaleuse. Elle a consacré par son reniement le pouvoir absolu de l'homme sur la femme dans le mariage; elle a livré le foyer.

Notre vraie calamité en France est, en effet, le mariage français, sujet d'étonnement pour les autres peuples. En entrant dans le monde, les jeunes filles cotent la valeur des hommes suivant l'argent qu'ils possèdent. A ce point de vue, tout salon est une bourse.

Mais, si le mariage n'est qu'une affaire, que peut être la vie entière? Une affaire à débattre. Étonnez-vous après cela de l'aridité de l'existence privée. Le sirocco est moins desséchant cent fois. Après qu'on a renoncé au bonheur, il reste deux choses pour s'en distraire : la dévotion et le bien-être. Car c'est une chose étrange qu'une religion que l'on donne pour spiritualiste s'allie si aisément à la recherche fiévreuse du confortable et de toutes les délicatesses de la matière. Les femmes ayant manqué le bonheur passent leur vie dans ces deux extrêmes : l'apparence du spiritualisme par le culte du crucifié, la soif de l'argent avec la soif du lucre et de toutes les jouissances extérieures. Double fanatisme qui semblerait devoir se détruire lui-même et qui, au contraire, s'attise par ses contraires. Fanatisme du Calvaire, fanatisme de l'Épicurisme. Entre ces deux puissances contraires, leurs âmes frêles se dispersent et s'évaporent. Qui les tient? Qui les possède? Est-ce le ciel? Est-ce la terre? Elles se dérobent à elles-mêmes.

Misère profonde! Le christianisme, qui croit les saisir, ne tient en réalité que des ombres ; la patrie les possède moins encore.

Où donc, encore une fois, sont leurs pensées? Où habitent leurs âmes? Qui le sait, qui nous les rendra?

Elles habitent l'Église, dit-on. Si cela était, nous saurions où les trouver.

Mais non ; elles n'ont dans l'Église qu'une moitié d'elles-mêmes. En réalité, ce sont elles qui servent deux maîtres ; elles ne sont à aucun.

Le mariage sans affection est une vente où la femme perd sa personnalité morale. Pour en sauver quelques débris, elle se tourne vers l'Église. Mais là c'est le jésuitisme qui la reçoit au seuil. Il achève de lui ôter ce que la société lui avait laissé.

Que reste-il alors après tous ces écroulements? Une seule chose immuable, la foi dans le bien-être, dernière divinité qui survit dans le sanctuaire.

Les femmes. — L'homme seul fait-il le progrès?[1]

Plaisanterie cruelle? Tout progrès, disent-ils, vient des maris; chose absolument fausse en morale, en histoire, en économie politique, en histoire naturelle. Où est la vérité? La voici : Le mâle veut plaire à la femelle; c'est une des causes du progrès organique dans la nature.

1. P. 197.

L'homme veut plaire à la femme : progrès dans l'espèce humaine. Réduire la femme à n'être qu'un instrument de plaisir, un divertissement, un être passif, c'est la mettre au-dessous de toutes les femelles de la nature vivante. Vieille philosophie, vieille politique, vieille histoire naturelle. Sortons de ces antiquailles.

Oh! que les anciens peuples de toutes les races étaient plus vrais, plus sages, plus conformes à l'économie de la vie universelle, lorsqu'ils remplissaient leur Olympe de divinités femmes qui avaient concouru avec les dieux à la formation du monde!

Reconnaissons à notre tour que les femmes ont été de moitié dans la formation des traditions, des croyances, des mœurs. N'est-ce donc rien que cela?

Le monde grec est plein de l'âme de la femme. Il faut fermer les yeux pour ne pas la voir partout dans la pierre et dans l'airain. Dupes d'un faux esprit littéraire, nous croyons que les femmes ne sont rien dans la civilisation, parce que ce ne sont pas elles qui font les livres. Comme si les livres et même les lois écrites étaient le principal de la vie humaine!

Voyez comme une idée fausse a engendré une idée monstrueuse qui a altéré les notions les plus simples.

De cette pensée que les hommes seuls font la civilisation, est sortie cette autre maxime, que les femmes, êtres inutiles, sont faites pour le divertissement des hommes. Absurdité sociale, qui est au fond de l'ancien régime français, d'où elle a passé dans le nouveau.

Montrez-moi donc, je vous prie, dans toute la nature, un être qui soit fait pour le divertissement d'un autre. Cela ne se voit nulle part, dans l'univers entier.

. . . . . .

« Je ne te prendrai pas au sérieux ; mais je t'accorderai pour domaine la frivolité, où tu règneras de moitié avec moi. Je te refuserai toute vie sérieuse, toute étude intellectuelle ; mais tu auras en revanche la métaphysique du prêtre, où tu pourras te plonger dans un rêve éternel. Je garderai pour moi la clarté du jour. Je t'accorderai le vague crépuscule. » Voilà le traité que l'homme a fait avec la femme dans ses lois, ses livres, surtout dans ses mœurs.

. . . . . .

Retrouver l'âme de la femme sous l'échafaudage des faux systèmes qui l'ont étouffée, voilà la question. Cela ne peut se faire que par des institutions qui agiraient sur elle à la longue. La République, en durant, pourrait faire ce miracle.

Avant tout, rétablissez dans les esprits, au lieu de cette idée fausse et frivole de l'ancien régime, que les hommes seuls font le progrès, l'idée vraie et nouvelle qui est celle-ci : les femmes concourent avec l'homme à enfanter les sociétés. Elles portent sur leur giron non pas seulement les enfants, mais les peuples. Attachons-nous à cette pensée ; tout un ordre nouveau en naîtra.

Ravaler la femme, c'est ravaler l'homme. Les deux sexes sont solidaires l'un de l'autre, pour l'avantage de l'espèce. Si l'homme est né pour connaître et penser, il est ridicule de dire que la femme est faite pour être reléguée en dehors de toute occupation intellectuelle et de toute connaissance....

Le degré de civilisation se mesure par l'accord ou la désunion intellectuelle des deux sexes ; point de règle plus sûre. Que l'esprit de l'homme se montre seul, domine seul et sans partage, à l'exclusion de celui de la

femme : vous avez le sauvage et le barbare. Si l'esprit de l'homme se marie étroitement à celui de la femme dans la même foi, le même culte, le même idéal, cela fait les grandes époques des peuples. Ou encore il arrive que l'homme et la femme se séparent d'esprit. Chacun va et s'isole de son côté. Les deux sexes se désunissent intellectuellement, comme cela se voit de nos jours. Signe de dissolution, jusqu'à ce que cesse le divorce moral entre eux, et qu'ils soient ramenés à l'unité de pensée.

Revenez à la vraie définition du mariage : la communauté des choses divines et humaines. Aujourd'hui ces deux puissances de la terre et du ciel se querellent à chaque foyer domestique. Notre grande affaire est de les réunir.

Devoirs des femmes dans une société à reconstruire[1].

Disons quelle serait la tâche véritablement religieuse des femmes dans une société à reconstruire.

Si elles s'attachaient à ce qui est beau, si elles repoussaient le laid dans les mœurs, dans la vie, elles feraient plus en un moment que nous avec nos lois en un quart de siècle....

Ne se trouvera-t-il pas quelques femmes qui se vouent à cette tâche de ramener parmi nous l'instinct des belles choses, qui, rejetant le faux, s'éprennent du vrai ; à qui

1. P. 215.

la condition des femmes dans les régimes passés semble une déchéance, et qui aspirent à un ordre meilleur?

Ne s'en trouvera-t-il point qui, rassasiées de bien-être physique, soient enfin altérées de bien-être moral?

Par leur éducation de couvent, les femmes prennent naturellement et nécessairement pour idéal une âme de jésuite. Cette âme-là se répand dans toutes les conditions civiles ou militaires. N'attendez pas qu'elle devienne l'âme de la nation.

Les meilleurs demandent qu'il se forme des associations d'hommes pour réveiller l'instinct moral et souffler partout le désir du renouvellement. Mais qui ferait cela mieux que les femmes, si elles le voulaient? Elles n'auraient pas besoin d'enseigner, de prêcher le bien; il suffirait qu'on sût qu'elles le préfèrent au mal.

Jamais pareille occasion n'a été donnée aux femmes d'exercer les facultés de leur nature. De quoi s'agit-il? De rapprocher des âmes, de réconcilier les frères ennemis, de prendre les mains des uns et des autres et de les réunir.

. . . . . .

En Allemagne, les femmes n'ont pas été étrangères à la régénération de leur pays après Iéna. Comment cela? Ce sont elles surtout qui ont conservé le souvenir des injures reçues. Dans chaque maison, la mère de famille empêchait l'oubli de s'étendre sur ce que l'Allemagne avait eu à souffrir de ses vainqueurs.

Si les hommes avaient voulu oublier, les femmes leur auraient dit : « Souvenez-vous! »

Dix ans après les grandes guerres de 1814 et de 1815, j'entendis encore les femmes allemandes chanter en chœur les chants terribles de Kœrner. C'était là une

partie de leur joie. Point de soirées, point de fêtes, sans l'écho de ces hymnes de la guerre de l'indépendance.

Nous-mêmes, quand nous parlons des succès militaires de la France ancienne et nouvelle jusqu'en 1814, nous oublions trop la part que les femmes y ont prise. Par quel moyen? Par la haute idée qu'elles se faisaient de la gloire militaire, par le prestige qu'elles attachaient à la religion du drapeau. Cela forçait les plus faibles des hommes d'être des héros. Ils n'eussent osé se présenter devant elles après un moment de faiblesse devant l'ennemi. « On en parlera dans la chambre des dames. » Ces paroles de la vieille France ont gagné des batailles.

Mais, à mesure que cet idéal diminua dans l'esprit des femmes, l'action baissa chez les hommes; le jour où ils n'eurent plus à craindre ni leurs reproches ni leurs dédains, tout fut perdu....

Au reste, je ne demande pas aux femmes de notre temps d'éterniser les hourras des champs de bataille; mais je leur demande de panser ce grand blessé, étendu sur le chemin et qui s'appelle France....

Qu'elles commencent par chasser de leur cœur la haine et par rapprendre la charité sociale. Comme elles ont soufflé la discorde, qu'elles soufflent maintenant la réconciliation.

. . . . . .

Quel plaisir trouvez-vous à vous enlaidir de toutes les laideurs de l'esprit : décrépitude de l'âme, dureté pour le faible, adoration du plus fort quel qu'il soit, passion pour les voies obliques, peur de toute sincérité, horreur de toute intelligence libre? Mentir, mentir, toujours mentir; hors de là, n'y a-t-il réellement point de salut?

S'il était avéré un seul jour que les Françaises préfè-

rent la force de l'âme aux capitulations quotidiennes, l'être au paraître, le caractère au petit savoir-faire, le courage à la défaillance, la vie de l'esprit à la routine, la noblesse du cœur à l'art de parvenir, la sincérité à la rouerie, la simplicité au charlatanisme; s'il était entendu un seul jour que la plus grande qualité à leurs yeux n'est pas l'habileté mesquine, que l'honneur est au-dessus du succès; si c'était là leur foi civile, les hommes se rangeraient bien vite de ce côté. La régénération des Français serait accomplie presque aussitôt qu'entreprise.

La dégénération, dites-vous, a commencé par les mères. Elles-mêmes ont poussé leurs fils à la déchéance; elles ont eu peur du bien, de la sincérité, du courage, comme d'autant d'obstacles à la bonne fortune; elles ont préservé leurs fils de toute vertu, par piété maternelle. Quand les choses en sont là, où est le remède?

Dans le mal lui-même. Celles qui l'ont fait pourraient encore le guérir. Pendant vingt ans, leur création a été le petit crevé. Ne pourraient-elles pas concevoir enfin un autre idéal de la nature humaine? Si cela leur est difficile, leurs filles sans doute penseront autrement.

L'impôt sur le revenu[1].

J'ai montré ailleurs[2] que l'impôt sur le capital estimé par le revenu a été établi dès 1427 à Florence, et que les troubles de la république ont cessé depuis l'établissement

1. P. 259
2. [*Révolutions d'Italie*, tome I, p. 305.]

de cette loi de justice. Les hommes qui ont le plus contribué à cette réforme sont les premiers Médicis. Étaient-ce donc des hommes de désordre? C'est par cette loi de finances qu'ont été fondées les merveilles que l'on a appelées le siècle des Médicis. Pourquoi ce qui a été chez eux sagesse, prospérité, prévoyance, magnificence, ne serait-il chez nous que barbarie? Ne pouvons-nous supposer que nos préjugés, notre esprit de routine soient la vraie barbarie dont il s'agit de nous défaire?

Les classes riches d'Italie, en acceptant cet impôt, ont fait le sacrifice de leur puissance d'argent, de leurs préjugés de boutique, à la fortune de l'État. Par là, elles ont mérité de rester à la tête de la nation.

Chez nous, nos *popolani grassi*, nos gros bourgeois n'ont pu se plier à une réforme de ce genre; ils ont refusé de mettre leur grandeur dans la grandeur publique. Par où l'on voit qu'une république aristocratique, patricienne, à la façon des Médicis, est impossible chez nous, puisque l'esprit du patriciat nous manque. Ne cherchez pas chez nous la race des premiers Médicis; elle n'existe pas.

Est-ce donc trop demander, en matière d'impôts, que d'aspirer aujourd'hui à ce qui a fait la fortune et la gloire de l'Italie, apaisé les troubles, réconcilié les classes, il y a quatre cent quarante-cinq ans?

La question sociale.

Ce que l'on appelle de nos jours la question sociale est un cas particulier, un épisode de ce qui s'est appelé avant nous lutte des riches et des pauvres, du peuple gras et du peuple maigre, des grands et des gueux : vieille question qui a rempli le monde et traversé toutes les civilisations.

Comment l'antiquité a-t-elle résolu ce problème? D'abord par la fondation des colonies. C'est par là que les cités antiques purent se conserver intactes. Elles jetaient leurs essaims sur des terres encore inoccupées. Par ces grands établissements, les classes diverses purent se trouver en présence sans s'étouffer l'une l'autre. La misère ne s'ajoutait pas à la misère....

A Rome, le système des colonies, les distributions de terres, furent la première solution de la question sociale et le salut des plébéiens. Plus tard, quand la terre commença à manquer, c'est la loi elle-même qui s'ouvrit à un esprit nouveau. On passa de l'ancien droit strict au droit interprété par l'équité; et ce pas a été fait en ajoutant à l'ancienne juridiction celle du préteur, qui a représenté la conscience humaine vivante en face de la législation immuable, lapidaire du passé....

On peut donc penser que les peuples modernes, rencontrant la même difficulté, la résoudront par des moyens analogues. Ils établiront l'équivalent de la législation du

1. P. 245.

préteur, dans la question de la vie économique. S'enfermer dans les formules d'une science économique que l'on croit immuable, où cela mène-t-il? A ce qui serait arrivé dans l'antiquité, si la société romaine s'était renfermée dans les formules rigides, dans la science implacable du vieux droit des décemvirs, sans ouvrir la porte au droit nouveau. Mais qui représentera cet office tout humain du préteur antique dans nos sociétés modernes? Évidemment ce ne sera plus un seul magistrat; ce sera tout tribunal qui donnera le mieux accès au progrès, à l'équité, au développement de la conscience des nouveaux rapports sociaux. Extension du jury en matière civile, chambre destinée à la préparation des lois sur l'industrie, conseils des prud'hommes, associations : c'est dans ce sens que sera remplacé l'ancien préteur.

L'équité, la conscience, en pénétrant librement dans la vieille législation des Douze-Tables, ont enfanté le droit romain. Il faut que de même l'équité pénètre dans la science et dans les formules rigides de la législation traditionnelle, pour enfanter le nouveau droit ; travail qui ne se fera pas en un moment, mais auquel chaque jour apportera sa part de pensée et d'action....

Lutte des classes[1].

Les guerres sociales de classe à classe font courir à un peuple de bien plus grands dangers que les guerres de religion. En voici la raison :

1. P. 253.

Les guerres sociales désorganisent une nation; les guerres religieuses ne font rien de semblable.

Dans les luttes de religion, chaque parti contient tous les éléments de la société, grands et petits, riches et pauvres ; c'est-à-dire que la masse entière de la nation est représentée dans chaque faction religieuse.

Au contraire, dans les guerres sociales, chaque camp ne contient plus qu'une classe : les riches d'un côté, les pauvres de l'autre. L'ensemble des conditions n'est plus représenté nulle part. Premier symptôme de désorganisation.

On pourrait dire que, dans les guerres religieuses, la scission se fait verticalement, de manière que toutes les couches de la société restent agrégées. Dans les guerres sociales, la rupture se fait en sens horizontal, de manière que chaque couche soit séparée des autres.

Le mal est, dans ce cas, bien plus profond et le danger plus imminent, puisque c'est l'unité de la nation qui court risque d'être mise en pièces.

Quand la lutte des riches et des pauvres commence à se déclarer, la passion règne seule chez les prétendus sages. Les grands sont pris de la même ivresse que les petits. Toute supériorité morale disparaît chez ceux qui se croyaient seuls capables de gouverner. La raison ne trouve plus de place dans l'aveugle mêlée. C'est dans des crises de ce genre qu'ont péri plusieurs civilisations.

Si de plus la ploutocratie antique se combine avec le jésuitisme moderne, voilà, il semble, le dernier terme de la progression dans le mal.

Décadence évidente des hautes classes, quand les grands ne sont plus animés d'aucune pensée de grandeur, quand les conservateurs n'ont plus aucun autre instinct que de

conserver leurs jouissances. La mort est déjà dans les branches les plus élevées de l'arbre; le vent les entrechoque avec un bruit grêle comme des ossements. Restent le tronc et les racines profondes.

Dans ces temps de crise, celui qui a commencé par défendre les faibles, les pauvres, s'il passe brusquement du côté des riches, est aussitôt comblé par eux de faveurs, d'emplois, de richesses, de louanges et même de gloire.

Mais celui qui reste fidèle à la justice et qui protège le faible ne doit compter que sur la ruine, l'outrage, la haine, l'oubli; car les pauvres n'ont rien à donner, pas même cette fumée qu'on appelle la gloire.

. . . . . .

Il ne faut pas s'imaginer cependant qu'une nation périsse parce que les classes dites supérieures s'affaissent ou perdent leur raison d'être. Les nations qui comptent dans le monde ont toutes changé plusieurs fois de tête. Si la cime se dessèche, la sève se concentre dans le reste de l'arbre.

Tout ce que nous voyons de nos jours semble être la crise par laquelle les classes supérieures en déclin sont remplacées par les classes qui ont conservé la vie.

L'ESPRIT NOUVEAU[1]

(1874)

Prière du pharisien[2].

Chaque jour j'entends cette prière du Pharisien de l'Évangile : Mon Dieu, je te remercie de n'être pas comme ce pécheur radical, qui pèche cent fois le jour. Je te remercie d'avoir fait de moi un esprit sage, honnête, modéré, destiné à occuper tous les emplois, à obtenir tous les honneurs sans les avoir mérités par aucune action et par aucune pensée.

Je te remercie, mon Dieu, de ne m'avoir donné que de sages pensées de lucre ou d'ambition toutes personnelles, qui n'ont rien de commun avec les pensées philosophiques et désintéressées de ce libre penseur.

Mon Dieu, je te remercie de m'avoir instruit, dès mon enfance, à tout rapporter à moi, à moi seul, et de n'avoir rien de commun avec cet homme dangereux qui voudrait que tu étendisses tes bienfaits à toutes les créatures et même aux nouvelles couches sociales. Je te remercie de m'avoir fait de tes mains le cœur étroit, destiné à te plaire. Chaque jour je m'applique à le rapetisser encore.

1. *Œuvres complètes*, tome XXVII.
2. P. 125.

Mon Dieu, je te remercie de n'être pas comme cet utopiste endurci qui ose parler encore de dévouement à la cause du peuple et de l'humanité. Je ne songe qu'à jouir, à entasser, thésauriser et à me divertir devant le Seigneur. Amen.

Confidence. — Expérience sur moi-même. La vie m'a-t-elle trompé? — La jeunesse. La vieillesse[1].

Vous n'admettez qu'un instant, un éclair de joie dans l'existence humaine, c'est l'adolescence. Vous faites grâce à la fleur de la jeunesse, parce qu'elle ne dure qu'un moment. Le plaisir, dites-vous, peut s'y rencontrer par surprise. Mais ce moment passé, tous les âges de l'homme appartiennent irrévocablement au mal, au désespoir. Quant à la vieillesse, comment en prononcer le nom et tolérer des calamités qu'elle traîne à sa suite? C'est elle qui donne à la vie son vrai sens. Et ce sens est : désolation, dépouillement, malédiction. Voilà votre sentence.

Si la vie est un si grand mal, vous devriez, au contraire, célébrer comme l'âge du bonheur celui où elle commence à manquer, où le non-être s'approche et s'annonce par les signes avant-coureurs que vous savez si bien découvrir au dedans et au dehors. Vous seriez conséquent avec vous-même, si vous faisiez de la décré-

1. P. 502.

pitude le moment favorisé, auquel doit aspirer toute créature en possession de la plénitude de l'existence. Les jeunes gens, au lieu de désirer que leur jeunesse se prolonge, nés d'hier, voudront avoir les cheveux blancs. Leur désir sera de se réveiller demain, chargés d'années, couverts de rides. Car il ne s'agira plus de lutter contre le travail du temps, d'en réparer les outrages, mais de découvrir le moyen de précipiter la jeunesse vers la vieillesse et la vieillesse vers la décrépitude.

Que nos doctrines cadrent mal avec l'expérience que j'ai faite de la vie! Je vous étonnerais, en vous disant que l'âge où j'ai le plus souffert, celui où j'ai le plus senti le fardeau de l'existence, le seul où j'ai désiré la mort, a été la jeunesse; non que je fusse dans des circonstances plus fâcheuses qu'un autre, mais par une raison qu'un philosophe doit comprendre. La jeunesse m'a été amère, parce que je sentais de trop près les bornes de ma raison, trop de vide dans mon intelligence, trop de difficultés à le combler, la formation de ma pensée encore dans le chaos, c'est-à-dire mon être encore trop incomplet, trop au-dessous de ce qu'il pouvait devenir. Ce chaos dont je ne pouvais sortir, ce premier désir de la lumière et ces épaisses ténèbres qui s'obstinaient partout en moi, cette interrogation que j'adressais à chaque chose et qui n'obtenait pas de réponse, voilà la douleur intolérable qui ne me laissait de repos ni jour ni nuit, dans mes belles années.

Une fièvre ardente qui me dévorait pour le beau inaccessible, une recherche haletante du vrai, jamais satisfaite, une soif inextinguible d'idéal, un chemin raboteux vers je ne sais quel sommet; à peine y étais-je arrivé, il fallait repartir pour chercher au delà ce qui

n'existait pas. Et dans ce travail, une attente, une insomnie, une angoisse cuisante, une inquiétude continue de corps et d'esprit, pas un jour, pas une heure où j'eusse pu dire : C'est le repos, arrêtons-nous ici.

Voilà ce que la jeunesse a été pour moi, et, encore une fois, je ne puis l'attribuer qu'au vif sentiment de ce qu'il y avait d'inachevé, de tronqué dans mon être. Rien ne pouvait assouvir même pour une heure ce qui me semblait être la soif de l'infini. Je marchais comme dans un désert de flamme.

Pourtant, j'avais, moi aussi, des amis auxquels je me donnais tout entier. Mais à peine les avais-je rencontrés, je sentais qu'ils étaient incomplets comme moi. Je leur communiquais mon inquiétude, et ils ne me donnaient point le repos.

Comment aurais-je pu jouir de quelque chose? Je ne voyais pas, je n'entendais pas. Que faisais-je donc? J'attendais. Mais quoi? Une chose qui ne venait jamais et que je ne savais comment nommer. Partout où j'étais, je sentais comme le mal du pays. De quel pays, direz-vous? D'un pays inconnu que je ne devais jamais voir et qui m'attirait par un attrait invincible. On me demandait : Pourquoi n'êtes-vous pas bien ici? Pourquoi partez-vous? Je ne savais que répondre et je partais.

Est-ce là vivre? C'est pourtant ainsi que j'ai passé la première partie de ma vie, l'âge qui pour tous les hommes est l'âge heureux.

On me disait aussi dans ce temps-là : « Tu n'observes pas ce qui est autour de toi. » Rien n'était plus vrai. Comment aurais-je observé puisque je ne voyais ni n'entendais? Je savais seulement que ce que je cherchais n'était pas là et cet instinct ne m'a pas trompé.

Je faisais comme les oiseaux sauvages qui, dans un fourré épais, sans avoir observé les plantes et leurs fruits, connaissent très bien ceux qui leur nuisent et s'en détournent d'eux-mêmes. Il est de fait que dans cet âge qu'on appelle celui des illusions, je n'ai eu aucune illusion, et que pas un être ne m'a trompé ni à cet âge ni à aucun autre.

A l'heure même où j'écris ces lignes, en des jours difficiles, je ne puis dire que le monde et la vie m'aient abusé. Chacun est resté conforme à ce qu'il annonçait. Chacun, suivant sa voie, portait inscrit sur son front ce qu'il devait dire ou faire plus tard. Ne l'accusez pas de vous avoir trompé. Il avait écrit sur son visage ses actions futures. Accusez-vous seulement de n'avoir pas su lire.

Quand la vieillesse est arrivée, je l'ai trouvée incomparablement moins amère que vous ne prétendiez. Oui, si je ne craignais de passer pour paradoxal, je dirais que les années que vous m'annonciez comme le comble de la misère et de la détresse, ont été pour moi plus douces que celles de la jeunesse. Plus vous m'aviez épouvanté de cette dernière station de l'existence, plus j'ai été surpris de ce qu'elle m'a offert à chaque pas.

Je m'attendais à une cime glacée, déserte, étroite, noyée dans la brume ; j'ai aperçu, au contraire, autour de moi, un vaste horizon qui ne s'était encore jamais découvert à mes yeux. Je voyais plus clair en moi-même et en chaque chose. Ce n'était plus cette attente désespérée d'une clarté qui me fuyait. Dans ma longue route, j'avais recueilli quelques vérités qui, chaque jour, devenaient plus certaines. Elles étaient pour moi comme le fruit de la vie ; sans penser que l'on ne puisse en acquérir

de plus précieuses, j'en jouissais comme d'un bien assuré ; ce que je n'avais jamais pu dans les heures angoissantes où je me cherchais moi-même.

Ne dites pas que cette paix avec moi-même et avec les choses est un rassasiement de l'existence, une satiété de la pensée, un engourdissement par lequel je donne moins de prise à la douleur. Non. Expliquez-moi bien plutôt, comment le souvenir de tel jour qui date d'un demi-siècle, si par hasard il se réveille, si l'occasion le rappelle, si un mot le ressuscite, expliquez-moi comment ce jour, ce moment, se précipite sur moi avec la même force qu'au commencement de ma vie, comment la douleur est la même, comment l'obsession est la même ; vous ajouteriez des années aux années, l'intensité de cette pensée ne diminuerait pas. Si le vertige de la douleur prend une fin, ce n'est pas que la vie diminue, c'est qu'il s'y mêle quelques vérités dont l'âme a fait provision ; elle ne se ronge plus elle-même dans le vide et le désert.

Vous affirmez que les sentiments s'émoussent en vivant. Moi, je sens très bien que je vivrais un siècle, je ne m'accoutumerais jamais à ce qui me révolte aujourd'hui. Mensonges à outrance, clameurs d'hommes de proie, défis à la justice, endurcissement dans l'iniquité, perversité tranquille, parce qu'elle se sent impunie, légèreté dans la cruauté, ricanement dans la barbarie, cela me sera aussi nouveau, aussi exécrable dans mille ans qu'aujourd'hui.

De même, les âmes belles que j'ai entrevues sur la terre ne s'effaceront jamais pour moi. Elles m'apparaîtront toujours, telles que je les ai aperçues dans l'heure radieuse.

La vie humaine n'est point ce que vous dites; elle n'est pas une chute continue de la jeunesse à l'âge mûr, de l'âge mûr à la vieillesse. J'ai senti tout autrement l'existence. Ma jeunesse a été triste, mon âge mûr meilleur, ma vieillesse heureuse. La première lueur est devenue lumière; la lumière vérité ; la vérité repos, paix, bonheur. Voilà quelles ont été pour moi les époques de la vie : une ascension vers la lumière.

Victoire de la Vérité sur la peur et sur la mort[1].

Il dépend de tout homme de se préparer, pour l'heure suprême, un magnifique cortège, qu'aucune puissance humaine n'empêchera de passer et de resplendir dans la nuit.

Travaillons à nous faire notre cortège à nous-mêmes

Je convie autour de moi, quand viendra ce moment, les pensées les plus hautes et les meilleures où j'ai pu m'élever, les vérités que j'ai rencontrées et servies, les idées immortelles qui m'ont apparu depuis ma jeunesse jusqu'à mon dernier jour. Qu'elles viennent et me protègent contre l'outrage au delà de la mort.

Aux belles époques de l'humanité, la peur de la mort a tenu peu de place dans les pensées des hommes. Faire

1. P. 341.

de ce point noir la préoccupation perpétuelle et le but de l'existence est une marque de déclin.

Quand les hommes ont été remplis de grandes pensées fécondes qui portaient en elles l'avenir, ils ne craignaient ni la vie, ni la mort. Ils ont eu peur de la mort, à mesure qu'ils ont moins bien employé leur vie.

La fortune de l'espèce humaine a passé plusieurs fois dans les mains de ceux qui ont su la terroriser à propos, en évoquant les spectres d'outre-tombe.

On a justement remarqué que les armées les plus dévotes et les plus occupées de la mort, celles du moyen âge, étaient timides devant l'ennemi, féroces chez elles contre les gens sans défense.

Les Hindous se réjouissent d'avoir des enfants pour qu'ils célèbrent les « rites funéraires » ; les Grecs, pour leur laisser leurs biens en héritage.

Voilà la différence du monde des brahmes et du monde héroïque : chez l'un l'attente inerte de la mort, chez l'autre le bon emploi de la vie.

Prenons garde, au moins, de mourir tout vivants. Il est des temps où l'on vieillit plus vite qu'en un autre. Dans les âges sceptiques, les âmes vieillissent promptement, parce qu'elles ne savent où se retremper. Jamais une conversation intérieure, ni un souffle des hautes régions. L'homme se fait poussière longtemps avant sa mort, et il ne s'en aperçoit pas. Là est le danger de notre temps, la sécheresse morale. Cherchons donc des sources nouvelles pour nous y abreuver, pendant que la soif nous reste encore.

Je ne terminerai pas mon livre, comme Condorcet, avec l'espoir de supprimer la mort. Mais je dirai : Qu'ai-je à craindre? Le sort de l'univers. Avec tout ce qui vit

et respire, les mondes eux-mêmes se dissoudront pour renaître. Leur existence a ses limites marquées. Les soleils s'éteindront pour se rallumer. Demanderai-je pour moi seul un privilège qu'ils n'ont pas ? Non, j'accepterai le sort commun à tous les êtres, vivre, mourir, pour revivre.

LE VOTE DU 29 JANVIER 1875[1]

Que peut signifier pour moi le vote du 29 janvier? Une seule chose : un sacrifice fait à la France.

Je savais, et l'Europe le répète, qu'il est question de sa ruine matérielle et morale; que des aveugles croient trouver une dernière chance dans le désespoir de mon pays. Je le savais, et des amis nombreux me le confirment; ils me montrent la France agonisante sous la Réaction; quelques-uns croient déjà voir l'ennemi profiter de cet accablement d'un grand peuple, rentrer chez nous par les portes ouvertes. On répète autour de moi le nom de la Pologne frappée de mort. On m'adjure de ne pas courir la chance de voir une autre Pologne perdue et perdue par nos divisions. Je connaissais ces dangers; j'en avais le sentiment autant que personne. Jugez-moi sur cela!

Que pouvais-je faire? Négliger l'accessoire, ne voir que le capital. Voilà ce que j'ai fait. Dans le danger public, je me suis rallié au drapeau. Je n'ai vu que la France! J'ai agi, voté pour la France, non pas pour autre chose.

Et maintenant, qu'y a-t-il de changé? Qui pourrait croire que j'accepte un seul moment l'idée d'un Sénat,

1. Pages posthumes. *Œuvres politiques après l'exil. Œuvres complètes*, tome XXV, p. 521. [C'est dans cette séance que fut votée la constitution de 1875. Edgar Quinet voulait d'abord s'abstenir; sur les instances de ses amis, il se résigna à voter les lois constitutionnelles qui lui inspiraient les craintes les plus sérieuses pour l'avenir et la sécurité de la République.]

d'une Chambre haute, ou d'une Chambre de Seigneurs, moi qui ai toujours vu les Chambres hautes être l'instrument de la servitude immémoriale de la France. C'est le Conseil des Anciens qui enferme dans le piège de Saint-Cloud le Conseil des Cinq-Cents, et qui le livre à un esclavage de quinze ans.

Quant au Sénat, je me demande comment ce mot, le plus odieux de la langue française, qui ne rappelle que forfaiture et trahison depuis 1814 jusqu'à 1870, a pu être relevé et choisi par des législateurs de nos jours; comment ils n'ont pas reculé devant cet héritage de mépris et de haine nationale que ce nom seul inspire? Je me le demande, et je ne trouve à cela aucune réponse; car, enfin, il n'est pas indifférent de donner à une institution, quelle qu'elle soit, un nom qui éveille l'horreur ou la sympathie des contemporains et de la postérité. La première règle des législateurs est de ne pas faire maudire la loi avant même qu'elle ne soit édictée.

Dans ce désordre d'esprit, que reste-il debout? Après le vote du 29 janvier, je vois subsister ce que j'avais établi avant. Si j'ai démontré quelque chose dans ma vie, c'est qu'il n'appartient pas à une Assemblée politique de faire ou de défaire une République, de décréter une révolution, d'improviser une société, de choisir, par assis et levé, entre la Monarchie, la République, l'Aristocratie, le Césarisme. Ces discussions appartiennent au théâtre, non à la réalité. Elles ne peuvent produire que la déclamation et le vide. Depuis que le monde existe, jamais assemblée n'a tranché ces questions. On pourrait ainsi discuter cent ans, sans faire un seul pas.

Si la République était fondée, si ses adversaires rentraient dans l'ombre, on pourrait tenter le jeu dangereux

d'une seconde Chambre. Mais, sur le terrain branlant où nous sommes, comment y songer? Quoi! la Réaction n'est-elle pas assez armée! Était-il si urgent de lui faire une forteresse? Sommes-nous trop unis? Faut-il se presser de créer deux institutions, dont l'une sera Républicaine et l'autre Royaliste? Je crains que, dans ces combinaisons, il n'y ait que la réminiscence des monarchies tombées, et nul instinct des choses actuelles.

Ce qui est absolument certain, c'est que la République seule existe, c'est qu'elle est le fait, le droit qui domine tout, la vie même de la nation, qu'elle est identifiée à la France; qu'on ne peut détruire la République sans détruire la nation française.

Est-ce à dire pour cela qu'elle ne court aucun danger? Je n'irai pas jusque-là; c'est parce que je crois qu'il y a un danger pour la France, que j'ai couru au drapeau, malgré les différences d'opinions sur des points importants.

Il y a deux manières de détruire la nation française. La première est de l'envahir du dehors; la seconde est de l'envahir du dedans, et celle-ci n'est pas moins périlleuse que l'autre.

Contre l'invasion étrangère, il n'y a que les armes et encore les armes.

Contre l'invasion au dedans, il y a d'abord la persévérance, puis l'énergie croissante des esprits, puis la volonté invincible de ne pas retomber en servitude.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos VII
Notice biographique XI

I. L'ENFANCE ET LA JEUNESSE

Histoire de mes idées 1
Préface 1
Certines 5
L'éducation sous l'Empire 9
1814 11
Au collège de Bourg 17
Au collège de Lyon 20
Deux professeurs 27
La crise morale de 1820 55

Lettres à sa mère 57

II. L'ALLEMAGNE. — 1830. — LE COLLÈGE DE FRANCE

L'Allemagne et la Révolution 55
La Prusse 55
L'unité allemande 56
L'Allemagne de l'avenir 59

Avertissement au pays 64
Appel à la Bourgeoisie 64
Devoir de la Démocratie 66

L'Ultramontanisme 68
Le Concile de Trente 68
Galilée 72
Voltaire 85

Le Christianisme et la Révolution française 87

Il faut une religion pour le peuple 87
L'Église et l'invasion 90
L'esprit de la Révolution 92
Il ne faut pas idolâtrer la Révolution elle-même 95
Le renouvellement de l'esprit 98
La magistrature de la France 102

Les Révolutions d'Italie 105

Dante 105
Esprit des artistes de la Renaissance 112
Raphaël 114
Si la force ne peut rien contre les idées 115
Martyrologe des penseurs italiens 118
Napoléon et l'Italie 119
Sois une conscience 120

III. LA RÉVOLUTION DE 1848

Discours prononcé au Collège de France le 8 mars 1848. 122

La croisade contre la République romaine 126

L'enseignement du peuple 129

Révolution politique et révolution religieuse 129
Il faut savoir ce qu'on veut 132
Que faut-il faire pour vaincre la démocratie? 134
De l'autorité. A qui appartient le droit d'enseigner 138
Quelle est la raison d'être de l'enseignement laïque 141
Une morale laïque pour une société laïque 145
Séparation de l'école et de l'église 150
L'éducation du souverain 152

La Revision 157

La bonne république 157

IV. L'EXIL

Le livre de l'exilé 159

Béni soit l'exil 159
Une grande nation 161

Lettres d'exil 165

A Ferrari 165
A Henri Martin 165
A Carnot 171

Marnix de Sainte-Aldegonde 175

Politique d'Philippe II. Rôle de Marnix de Sainte-Aldegonde dans la Révolution hollandaise 175
Pourquoi la Révolution hollandaise a réussi 182
Art des Gueux 191

Philosophie de l'Histoire de France 198

Richelieu. Louis XIV 198

La révolution religieuse au XIXe siècle 205

La liberté est-ce le droit de détruire la Liberté? 205
Première solution 205
Si un nouveau dogme est nécessaire pour sortir de la servitude 208

Protestation contre l'amnistie 212

Campagne de 1815 216

La fatalité 216
Principes des campagnes de 1812, 1813, 1814 218

La Révolution 220

Principes qui doivent servir de fondement à la démocratie . 220
Tous les biens sont nuls sans la liberté 221
Le progrès matériel 222
J.-J. Rousseau 223
Aucune révolution politique n'est complète sans une révolution religieuse et morale 225
Une des causes de la prompte lassitude des partis en France. 227
Du malentendu qui a séparé Louis XVI de la Révolution et a rendu la république nécessaire 231
La Marseillaise 232
La peur politique 233
Sur la stérilité de nos martyrs politiques 234
Le Code civil de la Convention 236
Esprit civilisateur de la Convention, ubiquité, universalité. 245
Conséquences de la révocation de l'Édit de Nantes dans l'histoire de la Révolution 251

La démocratie ne peut vivre que par la justice 255
Que c'est l'art de la guerre et non pas la Terreur qui a sauvé la France 258
Moral des armées de la Révolution 261
La Révolution a été livrée à Bonaparte par les modérés effrayés des orages de la liberté 266
Causes qui ont empêché les Français de réformer leur religion. 269

V. LA GUERRE DE 1870. — LA RÉPUBLIQUE

Défense nationale 279

Discours contre le traité de paix 286

La République 291

L'armée. Quel esprit faut-il lui donner? 291
La liberté d'esprit 297
Les femmes 299
Les femmes — L'homme seul fait-il des progrès? 302
Devoirs des femmes dans une société à reconstruire . . . 305
L'impôt sur le revenu 308
La question sociale 310
Lutte des classes 312

L'esprit nouveau 314

Prière du pharisien 314
Confidence — Expérience sur moi-même — La vie m'a-t-elle trompé? — La jeunesse — La vieillesse 315
Victoire de la Vérité sur la peur et sur la mort 320

Le vote du 29 janvier 1875 325

PARIS. — IMPRIMERIE GÉNÉRALE LAHURE
9, rue de Fleurus, 9.

BIBLIOTHÈQUE VARIÉE, FORMAT IN-16

A 3 FR. 50 LE VOLUME

PUBLICATIONS PHILOSOPHIQUES

BOUILLIER, de l'Institut : *Du plaisir et de la douleur*; 4e édition. 1 vol.
— *La vraie conscience*. 1 vol.
— *Etudes familières de psychologie et de morale*. 1 vol.
— *Nouvelles Etudes familières de psychologie et de morale*. 1 vol.
— *Questions de morale pratique*. 1 vol.

CARO (E.), de l'Académie française : *Etudes morales sur le temps présent*; 5e édition. 1 vol.
— *L'idée de Dieu et ses nouveaux critiques*. 9e édition. 1 vol.
Ouvrage couronné par l'Académie française.
— *Le matérialisme et la science*; 5e édition. 1 vol.
— *La philosophie de Gœthe*; 2e édition. 1 vol.
Ouvrage couronné par l'Académie française.
— *Problèmes de morale sociale*; 2e édit. 1 vol.
— *Philosophie et philosophes*. 1 vol.

CARRAU (L.), ancien maître de conférences à la Faculté des lettres de Paris : *Etude sur la théorie de l'évolution*. 1 vol.

FOUILLÉE, membre de l'Institut : *L'idée moderne du droit* en Allemagne, en Angleterre et en France; 3e édition. 1 vol.
— *La science sociale contemporaine*; 2e édition. 1 vol.
— *La propriété sociale et la démocratie*. 1 vol.
— *La philosophie de Platon*; 2e édition.
Tome I : Théorie des idées et de l'amour.
Tome II : Esthétique, morale et religion platoniciennes.
Tome III : Histoire du platonisme et de ses rapports avec le christianisme.
Tome IV : Essais de philosophie platonicienne.

FRANCK (Ad.), de l'Institut : *Essais de critique philosophique*. 1 vol.
— *Nouveaux Essais de critique philosophique*. 1 vol.

GARNIER (Ad.) : *Traité des facultés de l'âme*; 4e édition. 3 vol.
Ouvrage couronné par l'Académie française.

GRÉARD (O.), de l'Académie française : *De la morale de Plutarque*; 5e édition. 1 vol.
Ouvrage couronné par l'Académie française.

JOLY, professeur à la Faculté des lettres de Paris : *Psychologie des grands hommes*. 1 vol.
— *Psychologie comparée : l'homme et l'animal*; 3e édition. 1 vol.
Ouvrage couronné par l'Académie des sciences morales et politiques.
— *Le Socialisme chrétien*. 1 vol.

JOUFFROY (Th.) : *Cours de droit naturel*; 5e édition. 2 vol.
— *Cours d'esthétique*; 4e édition. 1 vol.
— *Mélanges philosophiques*; 6e édit. 1 vol.
— *Nouveaux Mélanges philosophiques*; 4e édition. 1 vol.

MARTHA (C.), de l'Institut : *Les moralistes sous l'empire romain*; 7e édition. 1 vol.
Ouvrage couronné par l'Académie française.
— *Le poème de Lucrèce*; 5e édition. 1 vol.
Ouvrage couronné par l'Académie française.
— *Etudes morales sur l'antiquité*; 3e édit. 1 vol.
— *La délicatesse dans l'art*; 3e édit. 1 vol.

PRÉVOST-PARADOL : *Etudes sur les moralistes français*; 7e édition. 1 vol.

SIMON (Jules), de l'Académie française : *La liberté politique*; 5e édition. 1 vol.
— *La liberté civile*; 5e édition. 1 vol.
— *La liberté de conscience*; 6e édition. 1 vol.
— *Le devoir*; 16e édition. 1 vol.
Ouvrage couronné par l'Académie française.

TAINE : *Les philosophes classiques du XIXe siècle en France*; 8e édition. 1 vol.
— *De l'intelligence*; 9e édition. 2 vol.
— *Philosophie de l'art*; 10e édition. 2 vol.

THAMIN (R.), recteur de l'Académie de Rennes : *Un problème moral dans l'antiquité*. 1 vol.
Ouvrage couronné par l'Académie des sciences morales et politiques.

WORMS (R.) : *La morale de Spinoza*. 1 vol.
Ouvrage couronné par l'Académie des sciences morales et politiques.

50276. — Imprimerie LAHURE, rue de Fleurus, 9, à Paris. — 4-1905.